

# AGONE

---

*Philosophie, Critique & Littérature*

numéro 16, 1996

## Misère de la mondialisation

Le libéralisme est cette utopie qui, pensant le marché sans penser le pouvoir, ne sert qu'à masquer le pouvoir inscrit dans le marché ; il n'est qu'un des éléments du spectacle, dont le rôle, avec la mise en scène médiatique du divertissement, est d'installer l'omission du pouvoir dans un présent perpétuel. Dénoncer le spectacle n'a en ce sens d'autre but que de donner à voir ce qui voudrait rester dans l'ombre.

9. Éditorial. Mondialisation de la misère.

*Jacques Luzi*

15. Mondialisation du capital & régime d'accumulation à domination financière.

*François Chesnais*

Le terme « mondialisation du capital » désigne le cadre politique et institutionnel dans lequel a émergé un mode de fonctionnement spécifique du capitalisme. Celui-ci est-il « irréversible » comme on le prétend si souvent ? Doit-il déboucher sur une vraie crise dont l'épicentre serait le système financier ? Ses limites sont-elles simplement politiques ? Dépendent-elles de la capacité de la bourgeoisie financière à réprimer les expressions de révolte ? Combien de temps faudra-t-il à la classe ouvrière pour « digérer » les leçons du « socialisme réel » et se reposer la question du dépassement nécessaire du capitalisme ?

## 43. Démocratie &amp; marché dans le nouvel ordre mondial.

*Noam Chomsky*

*Traduit de l'anglais par Solange Hollard*

Dans la majeure partie du monde, la démocratie, les marchés et les droits de l'homme font l'objet de sérieuses attaques, y compris dans les démocraties industrielles dominantes — la plus puissante d'entre elles, les États-Unis, dirigeant l'attaque. Contrairement à bien des illusions, les États-Unis n'ont, en réalité, jamais soutenu les marchés libres, et ce depuis leur naissance jusqu'aux années Reagan, où furent mis en place de nouveaux standards de protectionnisme et d'interventionnisme.

## 75. Mondialisation &amp; conflits.

*Alain Arnaud*

À chaque zone ses conflits spécifiques. Le capitalisme semble rationaliser la guerre : ses dispendieuses préparations offrent un espace privilégié de valorisation du capital tandis que la logique d'engagement guerrier est subordonnée à la défense des intérêts marchands. Les champs pétroliers du golfe Persique mobilisent immédiatement l'armée américaine et une formidable coalition internationale ; les montagnes bosniaques, une indécise Forpronu sans aucun GI ; le Rwanda ou le Burundi exsangue, à peine quelques États africains.

## 95. L'homme &amp; la nature dans la « fabrique du diable ».

*Michel Barrillon*

La question de la régulation des tensions socio-écologiques planétaires est surdéterminée par des enjeux géopolitiques. Si l'OMC finissait un jour par étendre aux procédés les restrictions commerciales appliquées aux produits en vertu de normes environnementales, il ne faudra voir dans cette mesure, apparemment inspirée par le bon sens écologique, qu'une décision visant à réduire la compétitivité des pays qui fondent le dynamisme de leur économie sur le dumping écologique et social : ni plus ni moins qu'une forme déguisée d'impérialisme écologique.

## 129. Dialectique de la dépendance.

*Jacques Luzi*

Dépendance : désocialisation et exploitation. Comment nommer autrement cette union entre le détournement des capacités sociales

dans le leurre de la marchandise et leur confiscation par les groupes dominants ? Est-il possible, malgré cela, de traiter les déchets sociaux de l'expansion capitaliste ? de reconstituer les débris de solidarité qu'elle laisse traîner derrière elle, négligemment ? Ne peut-on, en clair, réformer la dépendance dans la dépendance ?

#### 147. Colonisateurs & colonisés.

*Philippe Thureau-Dangin*

Dire que la mondialisation est le faux nez du capital ne suffit pas. La meilleure leçon à donner aux capitalistes serait de pousser à bout la logique de la mondialisation. Que cette colonisation du monde par le capital devienne invivable pour le capital lui-même. Que partout le risque soit plus important que l'espoir de profit, que la compétition soit féroce au point de manger ses champions... Ainsi verrait-on enfin de plus en plus d'experts et de capitalistes battre en retraite.

#### 159. La mondialisation contre l'éthique.

*Serge Latouche*

La question éthique de la mondialisation pose la très ancienne question de l'éthique de l'économie vue comme l'entrée dans la sphère des échanges marchands de la totalité de la vie sans restriction aucune d'espace ni de domaines. La question éthique de l'économie est tout simplement de savoir si l'économie est une *bonne* chose. L'économie, c'est la vie économique, la division du travail, l'échange national et international, la concurrence et la loi du marché, la croissance et l'exploitation illimitée des richesses naturelles et des capacités humaines. Est-ce que tout cela participe du bien ?

#### 211. Les défis de la mondialisation.

*Samir Amin*

La « compétitivité » en question est le produit d'un conditionnement complexe opérant sur tout le champs de la réalité — économique, politique et sociale. Dans ce combat inégal, les centres mettent en œuvre ce que j'appelle leur « cinq monopoles » : la technologie, le contrôle des systèmes financiers à l'échelle mondiale, l'accès aux ressources naturelles de la planète, le contrôle des moyens d'information et de communication et les armements de destruction massive.

## 183. La restructuration capitaliste &amp; le système-monde.

*Immanuel Wallerstein**Traduit de l'espagnol par M. Mouton & J. Vialle*

La période qui arrive — les trente à quarante prochaines années — sera le moment de la désintégration du système historique capitaliste. Ce ne sera pas un moment agréable à vivre. Ce sera une période noire, forte d'insécurité personnelles, de doutes sur le futur et de haines perverses. Ce sera, en même temps, une période de transition massive vers quelque chose d'autre ; un système (ou des systèmes) nouveau(x).

## FICTIONS &amp; DICTIONS

## 229. Les slogans de pierre.

*Ylljet Alicka**Traduit de l'albanais par Donina Paco*

Un slogan doit être maintenu en bon état, et pour cela il faut s'en occuper d'une manière systématique. Il est impensable de le négliger ou de l'abandonner, sans quoi il se détériore. Il faut aller le contrôler au moins une fois par semaine, parce que la première pluie emporte avec elle tout le charme du slogan, creuse des sillons autour des lettres, les couvre de taches de boue et salit le bel éclat des pierres à peine blanchies à la chaux. Sans parler du bétail qui se fiche éperdument de l'endroit où il passe. Et puis il y a aussi tous ces dégâts prémédités...

## 245. Je reste sur ce versant. Journal.

*Samuel Autexier*

Posté toujours dans la même tendresse. Le changement des saisons me fait mettre genoux à terre. Malade, je reste tendu vers le même but. Faire venir à moi cette réserve d'eau que je pressens chez l'autre. Travail de sape. Infinie patience des gestes amoureux. Une toile tissée pour cueillir le soleil d'un visage. Prisonnier de la fièvre, poumons bouffés par les cigarettes. Le lit est défait, l'humidité insolente des cabanes m'encrasse le cœur.

## 251. La clé de Jérusalem.

*Miljenko Jergovic*

*Traduit du serbo-croate par Mireille Robin*

Pendant des années, Tomo s'était débattu avec les poignées et les clés — ou bien les dents étaient trop écartées et la clé tournait dans le vide, ou bien elles étaient trop acérées, et la serrure était fichue au bout de trois jours. Les habitants de Fojnica savaient que Tomo était un piètre artisan. Mais ils s'en accommodaient : c'était un gars de chez eux et il ne faisait jamais payer les réparations rendues nécessaires par son mauvais travail. Cela se passa ainsi jusqu'au moment où apparut dans les magasins de Sarajevo une petite merveille de la technique, le verrou de sécurité.

# Mondialisation de la misère

Lorsqu'Héraclite dit « Le soleil est nouveau chaque jour », il ne veut pas du tout nous enseigner le devenir, mais s'opposer à la tyrannie de la nécessité. Celle-ci ne peut dominer sans partage ; son triomphe, si toutefois il était possible, éteindrait la vie elle-même.

GIORGIO COLLI

**L**es banlieues et le chômage, les bidonvilles et la famine, la violence partout faite aux hommes et à la nature, l'anomie généralisée ne sont pas les symptômes passagers d'un libéralisme encore à parfaire mais les éléments constitutifs et déjà banalisés d'un capitalisme mondial qui tend à la perfection.

Le capitalisme n'est pas le marché, mais le pouvoir dans le marché. Un pouvoir économique-étatique qui s'est emparé du monde, et a fait de l'espace physique et social de ce monde un marché en son pouvoir. Quant au libéralisme, il est cette utopie qui, pensant le marché sans penser le pouvoir, ne sert qu'à masquer le pouvoir inscrit dans le marché ; il n'est qu'un des éléments du spectacle, dont le rôle, avec la mise en scène médiatique du divertissement, est d'installer l'omission du pouvoir dans un présent perpétuel. Dénoncer le spectacle n'a en ce sens d'autre but que de donner à voir ce qui voudrait rester dans l'ombre.

À l'origine, le capitalisme n'est pas un, mais multiple et multiforme ; national et impérialiste. Son dynamisme se fonde sur la compétition, parfois belliqueuse, à laquelle se livrent les capitalismes hégémoniques et conquérants. De ce temps glorieux des colonies vient la polarisation entre pays nantis et pays misérables — hiérarchie qui persiste, malgré la « décolonisation », jusque dans la misère actuelle en voie de globalisation. De ce temps-là viennent aussi les succès du prolétariat des pays nantis, provisoirement convié à s'engraisser des miettes de la domination.

La mondialisation ne désigne donc pas la conquête spatiale du monde par les capitalismes nationaux triomphants — c'est chose faite dès le début du siècle —, mais l'intronisation d'un seul capitalisme transcendant les nations. Le capitalisme mondialisé s'identifie en effet au réseau transnational et intégré qui unit, dans des rapports d'invasion réciproque, le petit nombre des firmes occidentales de dimension globale. Fondé sur la mobilisation des sciences et le renouvellement incessant des technologies, l'élément stratégique de cette « concurrence coopérative » est la mobilité ; il s'agit de tirer profit de toute opportunité (productive, commerciale, financière), quelle que soit sa localisation géographique, quels que soient les moyens d'y parvenir. Se déterminent ainsi l'interdépendance entre les zones hégémoniques, la dépendance des zones d'exploitation et l'abandon des zones *a priori* dépourvues d'intérêt.

Ce n'est qu'avec l'aval des États nantis, et des institutions internationales qu'ils contrôlent, que les firmes transnationales peuvent ainsi se déployer à leur guise. Là, évidemment, où se trouve leur intérêt le plus immédiat : les États les plus complaisants. Mais ce sont tous les États qui sont alors pressés d'adopter cette noble posture. Les hommes politiques, qui invoquent le « trop d'État » ou le caractère inéluctable de la mondialisation, ne recherchent qu'une légitimation à ce désengagement programmé, que l'emballement du capitalisme mondialisé rendra tôt ou tard introuvable. S'ouvrira alors le

temps du totalitarisme à visage découvert. Aussi, ce serait faire mauvaise grâce au pouvoir de nos gouvernants, qui non seulement ne s'effacent qu'activement devant la libre circulation du capital, mais conservent en outre le monopole de la puissance répressive au service de celle-là.

La mondialisation est la poursuite de la course à l'hégémonie par l'usage arbitraire d'un espace fini et préalablement soumis (le monde). La guerre à laquelle s'y livrent les États est d'abord une guerre économique, une guerre d'attraction des oligopoles mondiaux. Mais cette guerre, qui nécessite un ajustement par le bas des souverainetés nationales, est une guerre d'affaiblissement réciproque de ses protagonistes. Le jour où les capacités régulatrices cumulées des États ne pourront même plus compenser les soubresauts récurrents des marchés spéculatifs marquera le retour d'hostilités plus affirmées. En attendant, les conflits, comme ceux d'aujourd'hui, seront civils et urbains, nourris de la déliquescence des espaces publics et du désespoir des surnuméraires de la mondialisation. Dans tous les cas, les guerres, comme la misère, sont donc réservées à ceux qui hantent les banlieues et les bidonvilles. Leurs seuls avantages seront leur nombre et de n'avoir plus à perdre, justement, que leur misère.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les capitalismes industriels, en transformant la terre, le travail et la monnaie en marchandises, ont condamné le monde à l'*omnimarchandisation*. Au XXI<sup>e</sup> siècle, le capitalisme généralisé et mondialisé consacrera cette *omnimarchandisation* en globalisant les marchés de la terre, du travail et de la monnaie, rendant caduque toute tentative de régulation des États démantelés. La nature, les hommes et leurs moyens d'existence n'auront plus d'autre valeur que celle que daigneront leur accorder les marchés mondiaux dominés par les firmes et les banques transnationales. Pour les territoires soumis au pillage et les populations déracinées, pour tous les francs CFA du futur, chaque dévalorisation sera alors comme un séisme, imprévisible et ravageur, porteur de pollutions définitives et d'incurables



frustrations. Pendant ce temps, confinés dans des ghettos surprotégés, quelques fortunés et privilégiés continueront à jouir de leur confort aseptisé et de leur contentement immédiat.

Le capitalisme mondialisé est totalitaire. Il dicte à chacun les termes de sa survie, oriente la production des « subjectivités » selon ses besoins et entretient la croyance en leur « subjectivité » des destins personnels qu'il façonne. Répandant l'image d'un monde idyllique dans un monde qu'il contribue à rendre invivable, il s'assure que la plupart préféreront, à l'incertitude d'une insoumission s'engageant vers l'inconnu, une dépossession de soi dans le sein oppressant mais rassurant de son pouvoir. Les élus seront rares, et tous le devinent. C'est pourquoi la mondialisation est aussi celle de l'impératif de la concurrence et de la sauvagerie de la concurrence : chacun participe ainsi à la dépossession de tous. C'est pourquoi la mondialisation est aussi celle de la corruption, et le devenir-monde de la dépravation est un monde dépravé. C'est pourquoi, enfin, la mondialisation est aussi celle de l'insécurité ; le monde qu'elle dessine est en peau de léopard : quelques taches d'abondance sur un fond de misère, sans que personne ne puisse se garantir d'être plus à l'abri ici que là.

Né du compromis et de la compromission, le capitalisme mondialisé ne peut être réformé. Si nul ne le détruit, il le fera lui-même en détruisant le monde.

JACQUES LUZI

# Mondialisation du capital & régime d'accumulation à dominante financière

Ce texte aborde quelques problèmes de définition et de méthode, résume ensuite les principaux résultats de mes recherches sur l'activité des grands groupes industriels, et présente enfin mon interprétation des ressorts du régime d'accumulation qui me paraît avoir succédé au régime fordiste.

Son émergence remonte au début des années 1980, à la suite des mesures de libéralisation et de déréglementation prises, dans le domaine clé de la finance notamment, par les gouvernements occidentaux. Ce régime d'accumulation, que je désigne du nom un peu compliqué de « régime d'accumulation financiarisé mondial », en soulignant comme P. Sweezy son fort caractère rentier <sup>1</sup>, est à l'origine de beaucoup de faits qui ont marqué la

---

1. P. Sweezy, « The Triumph of Financial Capital », *Monthly Rev.*, 46: 2, 1994.

décennie 1990 au plan mondial. Limitons-nous aux suivants : des rythmes de croissance très bas (avoisinant souvent la stagnation) dans beaucoup de régions du monde, tant au centre qu'à la périphérie ; la montée du chômage de masse, doublée d'un alignement des conditions de salaire et de travail sur les pays où la main-d'œuvre est la plus durement exploitée ; l'accentuation des inégalités entre pays, et des inégalités de revenus et de conditions d'existence à l'intérieur de chacun d'eux pris individuellement. « L'horreur économique », dont Vivianne Forestier vient de dépeindre les traits, est constitutive au régime d'accumulation nouveau <sup>2</sup>. Ce régime est celui où la civilisation recule et où la société capitaliste ne démontre plus qu'une immense capacité à créer de l'« insignifiance » <sup>3</sup>.

#### « MONDIALISATION » : UN TERME À CLARIFIER

Peu de termes économiques contemporains sont aussi imprégnés d'idéologie que l'est le mot « globalisation ». À un degré plus fort encore que pour le « progrès technique », on serait en présence d'un processus auquel la société mondiale contemporaine, dans ses différentes composantes — les pays et à l'intérieur de ceux-ci les classes sociales —, n'aurait d'autre choix que de *s'adapter* : maître mot ayant aujourd'hui valeur de véritable slogan dans les organisations économiques internationales. À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, selon les chantres du libéralisme, la globalisation serait l'expression même de la « modernité », notamment en ce qu'elle marquerait la victoire des « forces du marché », enfin libérées au moins partiellement des entraves nocives mises en place pendant un demi-siècle autour de l'État. Pressés de définir la globalisation de façon un peu plus précise, ceux qui l'assimilent au jeu du

---

2. V. Forestier, *L'Horreur économique*, Fayard, 1996.

3. C. Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance*, Seuil, 1996.

marché dans toute sa plénitude mettent l'accent sur la globalisation de la concurrence, l'effet supposé de l'ouverture des frontières sur la croissance des échanges et les vertus des flux internationaux de capitaux à court terme.

La démonstration renvoie à une représentation aussi abstraite que fallacieuse du « marché », supposé mettre en présence des agents économiques égaux, dotés chacun d'attributs qui leur permettrait tous de concourir et de participer à la vie économique dans des conditions à peu près similaires. Le grand gagnant serait le consommateur, enfin libre d'acquérir les produits de son choix et de la qualité, aux prix les plus avantageux pour lui. Le marché (il serait préférable de parler de « rapports marchands ») est une construction sociale complexe (comme l'expérience russe actuelle le démontre amplement). Les principaux événements du xx<sup>e</sup> siècle ont montré où conduisait sa prétention à « s'autoréguler » (voir le travail émouvant de Karl Polanyi, publié en français en 1983) et à s'ériger face à la société comme une force autonome. Mais, pour les chantres de la globalisation, il faudrait bannir désormais toute idée d'orienter ou de *maîtriser* le marché.

#### LE SENS DE L'EXPRESSION « MONDIALISATION DU CAPITAL »

Dès qu'on regarde les choses de près, on constate que le contenu effectif de la globalisation est donné, non par la mondialisation des *échanges*, mais par celle des opérations du *capital*, tant sous sa forme industrielle que financière. On estime que les entreprises multinationales sont parties prenantes (en que maisons-mères, filiales, ou donneurs d'ordre dans des contrats de sous-traitance transfrontières) aux *deux tiers* des échanges internationaux de « biens et services ». À lui seul, environ 40 % du commerce mondial appartient à la catégorie « intragroupe ». D'autre part, ainsi que les statistiques officielles elles-mêmes le montrent, au cours des années 1980 et 1990, la croissance des

échanges de marchandises et de services s'est faite à une allure modeste. Elle a été bien inférieure aux taux des années 1960-1974, mais surtout très inférieure à la croissance des investissements directs et des revenus du capital, sans parler des investissements de portefeuille effectués sur les marchés financiers internationalisés. Plutôt que d'utiliser le terme de globalisation et de se référer à l'économie de façon vague et floue, il paraît donc déjà préférable de parler de « globalisation du *capital* », tant sous la forme du capital productif engagé dans l'industrie et les services que du capital concentré qui se valorise en gardant la forme argent. Un pas de plus peut être effectué, qui consiste à utiliser le terme de « mondialisation » — et cela pas seulement pour défendre la langue française.

L'emploi de l'expression « mondialisation du capital » énonce une filiation théorique, qui est celle des travaux français des années 1970, d'inspiration « marxienne », sur l'internationalisation du capital. L'approche peut ensuite être enrichie par l'apport de certains travaux anglo-saxons sur la production internationale, l'internalisation des coûts de transaction, l'économie du changement technique et la théorie des formes de marché (l'oligopole international). Elle doit surtout être actualisée pour intégrer la montée en force du capital-argent au cours des années 1985-1995. Le choix de l'expression « mondialisation du capital » reflète plusieurs priorités méthodologiques que ces courants ne partagent pas tous. La plus importante a trait au postulat central de filiation classique (Smith, Ricardo, Marx) relatif à l'antériorité et à la prédominance *de l'investissement et de la production par rapport à l'échange*. Une autre conception tient à l'attention accordée, dans la tradition marxienne, au processus de centralisation financière et de concentration industrielle du capital, tant au plan national qu'au plan international, dont les multinationales de l'industrie et des services, et les banques transnationales, maintenant suivies par les grands fonds de pension privés et les sociétés de placement

collectif, sont les expressions les plus visibles. En s'internationalisant, ce processus a conduit à une inter-pénétration accrue entre les capitaux des plus grands pays <sup>4</sup>, ainsi qu'à la formation de situations d'oligopole mondial dans un nombre croissant d'industries et d'activités de service.

#### UNE « MONDIALISATION » TRONQUÉE PAR ESSENCE

Dans les débats sur ces questions, on rencontre souvent l'objection suivante : comment parler de « mondialisation » alors qu'on constate, dans les flux d'investissements directs à l'étranger et les échanges commerciaux, la marginalisation de continents ou de sous-continent entiers, de même qu'une prédominance du processus dit de « régionalisation » dans les économies de l'OCDE aux trois pôles de la Triade <sup>5</sup>? L'objection tombe dès qu'on cesse de se référer à la « mondialisation de l'économie » en général, et qu'on parle de la « mondialisation du *capital* », tant sous la forme de capital productif que de capital financier.

Accoler le terme de « mondialisation » à la catégorie de capital, c'est prendre acte de plusieurs aspects clés du mouvement de mise en valeur des capitaux dans un but de profit. Par exemple, que la fraction (qui grandit d'année en année) des capitaux mondiaux qui garde la forme argent pour se valoriser a bénéficié de mesures de libéralisation et de déréglementation qui lui permettent de se déplacer à volonté d'une place financière à une autre (de New York à Francfort ou à Singapour) et d'une forme de placement à une autre (de telle devise, de telle action, de tel titre de la dette publique à tel autre) à peu près instantanément, en s'aidant de l'informatique et des télécommunications.

---

4. Samir Amin, *Mondialisation et Accumulation*, L'Harmattan, 1993.

5. Triade : le terme fait référence aux trois pôles mondiaux que sont les États-Unis, le Japon et les pays d'Europe qui sont en même temps pays d'origine d'entreprises multinationales.

Ou encore, que le champ où le capital industriel concentré se déploie, c'est-à-dire le cadre que les multinationales se donnent pour élaborer leurs stratégies « globales », est celui délimité d'un côté par les relations constitutives de l'oligopole mondial, et de l'autre par les opportunités de délocalisation de la production en direction des pays à très bas salaires que la libéralisation à peu près complète des échanges a rendue possible. Mais cela n'implique *pas* — ne pourra jamais impliquer — que l'ensemble des régions et des pays du monde puisse intéresser le capital et que beaucoup de pays, et même des parties entières de continents, puissent être touchés par le mouvement de mondialisation du capital *autrement que sous la forme contradictoire de leur marginalisation* (mécanisme complémentaire et analogue à celui de l'exclusion de la sphère de l'activité productive qui frappe une partie de la population au sein même des pays, qu'ils soient industrialisés ou en développement).

Des opérations faites dans un but de profit, pour « fructifier » un capital, sont par définition (mais sans que ce soit tautologique) *sélectives*. Dès que le capital prend la forme d'entreprises diversifiées et que celles-ci se dotent de principes de gestion et de modes d'organisation visant à accroître la mobilité du capital — c'est-à-dire la capacité de la firme à s'engager et à se désengager par rapport à telle activité ou à tel pays — les taux de rentabilité *relatifs* (ainsi que leur tendance) acquièrent autant d'importance que leurs niveaux absolus. Aujourd'hui, l'effet combiné de la répartition des marchés solvables au plan international, de la technologie contemporaine et du nouveau régime juridique des échanges internationaux et des mouvements de capitaux créé par le traité de Marrakech déterminent les taux de rentabilité relatifs et donc les choix de localisation de l'investissement. Ces facteurs expliquent aussi bien la marginalisation d'une large partie des pays en développement, que la force de processus dits « d'intégration profonde » aux trois pôles du « monde développé » (la fameuse Triade).

## MONDIALISATION &amp; « RÉVOLUTION CONSERVATRICE »

Dans un débat public le patron d'un des plus grands groupes européens, ABB, a donné l'illustration la plus parlante de ce qu'est la mondialisation du capital. En substance, il s'agissait de « la liberté, pour son groupe, de s'implanter où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales ». La liberté que le capital industriel, et plus encore le capital financier, se valorisant sous la forme argent, ont retrouvée pour se déployer mondialement, comme ils n'avaient pas pu le faire depuis 1914, tient bien sûr de la force qu'il a recouvrée grâce à la longue phase d'accumulation ininterrompue des Trente Glorieuses (l'une, sinon la plus longue de toute l'histoire du capitalisme). Mais le capital n'aurait pas pu parvenir à ses fins sans le succès de la « révolution conservatrice » du tournant de la décennie 1970.

La discussion sur la mondialisation est bien plus qu'une simple discussion « économique ». Elle concerne les formes de la domination sociale propres à une phase historique prise comme telle, dont nous ne pouvons savoir ni la durée, ni par quelle porte l'humanité en sortira : celle d'une forme véritable de socialisme rendue indispensable par la montée de l'« horreur économique », ou celle de la plongée dans la barbarie pressentie par Rosa Luxembourg peu de temps avant son assassinat. Il s'agit d'une phase dont nous avons franchi le seuil, non en 1989 (chute du mur de Berlin) ou en 1991 (effondrement du régime soviétique), mais dix ans plus tôt, au tournant des années 1970-1980. C'est là que se situe le moment où les forces politiques les plus antisociales des pays de l'OCDE ont engagé le processus de libéralisation, de déréglementation et de privatisation. Ils ont pu le faire en exploitant à leur profit le reflux amorcé par l'action de tous les dirigeants politiques et syndicaux qui ont contribué, au



nom de la classe ouvrière, à contenir et à assagir le potentiel véritablement démocratique, et de ce fait anticapitaliste, des grands mouvements sociaux qui ont jalonné la décennie 1968-1978 en Europe aussi bien qu'aux États-Unis.

L'arrivée au pouvoir des gouvernements Thatcher et Reagan a été placée sous le signe de la restauration de la suprématie du « marché ». Elle a marqué le début d'une offensive politique et sociale, qui n'est pas encore arrivée à ses fins, dont l'objectif est de briser l'ensemble des institutions et des rapports sociaux qui ont corseté le capital à partir du premier mandat de F. Roosevelt aux États-Unis et de la victoire sur le nazisme en Europe. Ces institutions et ces rapports ont freiné la liberté d'action du capital, assuré aux salariés des éléments de défense contre leurs employeurs et, moyennant le plein-emploi, une protection sociale à la très grande majorité de la population dans au moins l'un des trois pôles des pays industrialisés. C'est dans la sphère financière que la « révolution conservatrice » a le plus vite et le plus massivement été suivie d'effets. La libéralisation et la déréglementation financières ont conduit à la croissance accélérée des actifs financiers dont l'expansion, depuis 1980, a été bien plus rapide que celle de l'investissement. Elle a permis la reconstitution d'une classe sociale de « créanciers professionnels », de très grands mais aussi de petits rentiers (les participants aux fonds de pension privés et aux sociétés de placement collectif) qui jouissent de revenus financiers résultant de la seule possession d'obligations (titres de la dette publique notamment) et d'actions.

### TROIS DIMENSIONS D'UNE TOTALITÉ SYSTÉMIQUE

Il ne faudrait pas que le choix du mot français de « mondialisation », de préférence au terme anglais, occulte l'invitation faite au chercheur de considérer qu'il se trouve face à

un phénomène « global ». Pour ma part, je pense que la mondialisation du capital nous met en présence de relations constitutives d'une *totalité systémique* exigeant l'adoption d'outils analytiques susceptibles de l'appréhender comme telle. Cet effort doit se faire sur plusieurs plans, qui sont interconnectés mais analytiquement distincts. Les trois points suivants me semblent particulièrement importants.

Le premier a trait à la catégorie du capital comme telle. Valeur tournée vers l'autovalorisation et rapport social reposant sur la propriété privée des moyens de production, le capital doit néanmoins être pensé en tant qu'unité différenciée et hiérarchisée. Le capital productif (ou capital engagé dans l'industrie au sens large), le capital commercial (ou capital engagé dans le négoce et la grande distribution concentrée) et le capital-argent doivent être abordés comme « des éléments d'une totalité, des différenciations à l'intérieur d'une unité <sup>6</sup> ». De la différenciation entre les trois formes peuvent jaillir des contradictions profondes. Mais elles sont circonscrites par le fait que le capital sous toutes ces formes repose sur la propriété privée (ce qui marque les limites des affrontements économiques ou politiques entre les intérêts immédiatement liés à l'une ou à l'autre des trois formes), et aujourd'hui aussi par le fait que les trois formes, même la forme du capital « productif », sont marquées d'un sceau rentier extrêmement fort. L'ensemble de données analysées et rassemblées en 1994 suggéraient déjà « le crépuscule d'un cycle unifié de mise en valeur placé sous la domination du capital industriel <sup>7</sup> ». Je nuançais sérieusement le point de vue défendu par C.-A. Michalet <sup>8</sup>. Le travail collectif sur la mondialisation financière publié cet automne renforce cette hypothèse et conduit

---

6. Karl Marx, « Postface » à la *Contribution à la critique de l'économie politique*.

7. François Chesnais, *La Mondialisation du capital*, Syros, 1994.

8. C.-A. Michalet, *Le Capitalisme mondial*, PUF, 1985.

même à un déplacement de l'axe de recherche des mécanismes qui commandent le mouvement d'ensemble <sup>9</sup>.

En 1994, j'ai mis en évidence une capacité considérable du capital commercial sous ses formes les plus concentrées, soit de se poser en *rival* du capital industriel en effectuant une partie des opérations qui sont en principe les siennes, soit de lui imposer des ponctions sur la plus-value, moyennant un contrôle efficace de l'aval, c'est-à-dire de l'accès au marché. Dans le cas du capital-argent, il s'agit de bien plus que cela. Il s'agit de la réaffirmation par le capital financier de la capacité, assez largement perdue du fait de la crise de 1929 et des événements des années 1940-1950, à dicter sa conduite au capital industriel. Il est maintenant devenu évident que nous avons assisté à l'émergence d'une situation où c'est le mouvement d'autovalorisation propre à cette fraction du capital, ainsi que les politiques monétaires et financières élaborées en sa faveur, qui commandent le mouvement d'ensemble de l'accumulation capitaliste.

Le deuxième niveau d'analyse de la mondialisation du capital comme totalité systémique est celui de l'économie mondiale comprise comme espace de rivalité et ensemble de rapports de domination et de dépendance politiques entre États. L'approche en termes d'unité différenciée et hiérarchisée s'impose ici aussi. La mondialisation du capital et la prétention du capital financier à dominer le mouvement du capital dans sa totalité n'effacent pas l'existence des États nationaux. Ces processus accentuent simplement les facteurs de hiérarchisation entre pays, en même temps qu'ils en redessinent la configuration. L'abîme qui divise les pays participant ne fût-ce que marginalement à la domination économique et politique du capital-argent rentier et ceux qui

---

9. François Chesnais, S. de Brunhoff, R. Farnetti, R. Guttmann, D. Plihon, P. Salama & C. Serfati, *La Mondialisation financière : genèse, coûts et enjeux*, Syros, 1996.

subissent cette domination s'est encore accru. Seule l'Asie orientale semble en mesure d'y opposer une certaine résistance. Mais la mondialisation est aussi allée de pair avec des modifications dans les rapports politiques compris cette fois comme rapports internes aux bourgeoisies des pays capitalistes avancés.

Les États-Unis ont accentué leur poids, non seulement du fait de l'effondrement de l'URSS et de leur position militaire inégalée, mais aussi en raison de leur position sur le plan du capital financier, bien supérieure à celle qu'ils gardent sur le plan industriel. Sur ce plan, devenu pour l'instant décisif, leur position découle de la place particulière que le dollar conserve toujours, mais aussi de la dimension et de la sophistication uniques de leurs marchés financiers. La rivalité entre modes d'organisation du capitalisme — capitalisme « rhénan », « nippon » et « anglo-saxon » — analysée par M. Albert se déroule dans des limites qui se rétrécissent singulièrement<sup>10</sup>. Du fait de leur supériorité dans le domaine de la finance, les États-Unis imposent aux autres pays, pas après pas, les règles du jeu qui leur conviennent le mieux et qui sont calquées sur les besoins du capital financier à caractère rentier dont ils sont l'épicentre. Ce sont donc eux qui dictent les règles du commerce et de la finance internationaux au travers de leurs positions au sein du FMI et du GATT (devenu Organisation mondiale du commerce, avec des pouvoirs d'intervention accrus). Ils imposent aux pays les plus faibles les politiques de libéralisation et de déréglementation qui achèveront de plonger les masses dans le dénuement le plus total. Mais, comme dans le transport aérien par exemple, ils dictent également les règles du jeu qui leur conviennent aux pays qui possèdent des firmes appartenant à l'oligopole mondial.

---

10. M. Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil, 1991.

Le troisième niveau auquel la mondialisation du capital doit être pensée de façon systémique est celle du régime d'accumulation comme tel.

#### LES MODALITÉS NOUVELLES DE MONDIALISATION DU CAPITAL INDUSTRIEL

Les grands groupes manufacturiers dominent le paysage industriel contemporain, même s'ils subissent une très forte rivalité de la part des grands groupes de la distribution et même si le mode d'accumulation du système pris comme un tout est commandé à partir du secteur financier. Issus de processus de fusion longs et compliqués — commencés dans certains cas depuis un siècle (en particulier aux États-Unis, en Allemagne et au Japon), dans d'autres depuis les années 1920 —, ils concentrent entre leurs mains des actifs stratégiques décisifs et sont un point de référence incontournable pour l'activité des entreprises plus petites. On estime que plus de 80 % des dépenses de recherche-développement du secteur des entreprises des pays de l'OCDE sont effectuées dans des firmes classées dans la catégorie des grandes firmes (plus de 1 000 salariés). Même dans les pays où les PME sont assez fortes (comme en Allemagne ou en Italie du Nord), leur existence dépend très largement des débouchés que leur offrent les grands groupes en tant qu'acheteurs de produits intermédiaires, ainsi que de la nature de la coopération technologique qu'ils leur consentent.

Pendant très longtemps, l'internationalisation ne s'entendait qu'en référence aux grandes firmes industrielles. Même si les multinationales n'occupent plus une place aussi centrale qu'avant, l'importance du rôle qu'elles jouent dans la mondialisation ne fait pas de doute. Il faut donc voir ce que celle-ci a apporté de nouveau les concernant.

## DES MUTATIONS ORGANISATIONNELLES QUALITATIVES

Certains chercheurs ont pu montrer récemment que les indicateurs habituels de multinationalisation (pourcentage de l'activité à l'étranger, nombre de filiales, etc.) des groupes industriels ne montraient pas de césure dans les années 1980 <sup>11</sup>. C'est exact pour certains pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni ; déjà nettement moins pour d'autres (par exemple la France). Mais cela passe surtout à côté de l'essentiel, à savoir les *mutations qualitatives* survenues dans la configuration des groupes, leur organisation interne et externe, et l'origine de leurs résultats d'exploitation. Dès la fin des années 1980, J. Dunning a pu dessiner les traits de ce qu'il nomme les « multinationales de style nouveau ». Celles-ci seraient, avant tout, « le système nerveux central d'un ensemble plus étendu d'activités, interdépendantes mais gérées moins formellement [que dans le modèle centralisé utilisé par les EMN (entreprises multinationales) "classiques" des années 1960-1970], dont la fonction première est de faire progresser la stratégie concurrentielle globale et la position de l'organisation située au cœur (*core organisation*) ». Et Dunning de préciser : « Ce n'est pas seulement, ou même principalement, par l'organisation de sa production interne et de ses transactions sur le mode le plus efficace, ou par ses stratégies de technologie de produit et de commercialisation, que cette organisation atteint son but ; *mais par la nature et la forme des relations établies avec d'autres entreprises* <sup>12</sup>».

Une telle « entreprise » est évidemment un groupe. Même si l'usage veut que les organisations capitalistes, à implantation et à opérations transnationales, continuent à être désignées sous le

---

11. P. Hirst et G. Thomson, *Globalisation in Question : The International Economy and the Possibilities of Governance*, Cambridge, Polity Press, 1996.

12. J. H. Dunning, *Explaining International Production*, Londres, Unwin Hyman, 1988 (c'est moi qui souligne).

nom d'« entreprises » ou de « firmes », on est en présence de *groupes financiers à dominante industrielle*, que tout contribue à distinguer *toujours plus* de la grande masse des entreprises : leur dimension, leur « portée globale », leurs modes d'organisation, la capacité exclusive d'accéder de plein droit aux marchés financiers, aussi bien pour y placer leurs obligations sans intermédiaire que pour y opérer comme investisseurs financiers — et cela à un moment où la majorité des entreprises vit sous la coupe des banques plus péniblement que jamais. Aujourd'hui, le « système nerveux central » de la *core organisation* est une société holding. Ce changement organisationnel n'est pas trivial. Il a des conséquences importantes, notamment pour ce qui est de l'accroissement, que je pense de type qualitatif, dans le degré de *financiarisation* des groupes qui adoptent la nouvelle forme. Ils deviennent à un degré toujours plus fort des groupes financiers, certes à dominante industrielle, mais avec des diversifications dans les services financiers, ainsi qu'une activité toujours plus importante en tant qu'opérateurs sur les marchés des changes <sup>13</sup>.

La seconde mutation qualitative concerne l'émergence de ces formations industrielles qu'on désigne sous le nom de « firme réseau <sup>14</sup>», auxquelles le texte de Dunning fait déjà allusion. Elles sont caractérisées par la multiplication des participations minoritaires et surtout par l'agglomération autour des firmes dont l'appartenance à un groupe donné ne fait pas problème, de très nombreuses firmes liées à celui-ci moyennant une multiplicité d'accords de sous-traitance et de coopération interentreprises entre partenaires de puissance économique souvent très inégale. Cette évolution n'a pas seulement eu pour effet de rendre les « frontières de la firme » très perméables et floues. Elle est également à l'origine d'un important processus de « brouillage »

---

13. Cf. C. Serfati, in Chesnais *et al.*, 1996, *op. cit.*

14. OCDE, *La Technologie et l'économie : les relations déterminantes*, 1992.

des frontières entre le « profit » et la « rente » dans la formation des résultats d'exploitation des groupes. Une part de ces résultats correspond à des formes de « créances en nature » sur l'activité productive d'une autre firme, à des ponctions sur son surplus, à des empiètements sur sa chaîne de valeurs.

#### LA PUISSANCE INDUSTRIELLE DE LA GRANDE DISTRIBUTION

J'ai parlé plus haut de la capacité du capital commercial sous ses formes les plus concentrées, soit de se poser en *rival* du capital industriel en effectuant une partie des opérations qui sont en principe les siennes, soit de lui imposer des ponctions sur la plus-value, moyennant un contrôle efficace de l'aval, c'est-à-dire de l'accès au marché. Ici je me bornerai à un seul exemple portant sur l'une des formes de ce que je nomme l'« intégration sélective » des pays du « Sud » par ceux du « Nord ». Il a acquis beaucoup d'importance depuis les années 1980, mais il reste encore peu étudié. Cet exemple concerne le « capital-marchandise » ou capital commercial. Il est une parfaite expression de la force que celui-ci a acquise. Il s'agit de l'un des cas de figure de « délocalisations » identifiées par certains chercheurs <sup>15</sup>.

Ce cas de figure est celui des « délocalisations résultant du négoce international », portant sur l'approvisionnement en produits industriels standardisés (c'est-à-dire aujourd'hui ceux dont la production est aidée, gérée et vérifiée par ordinateur), là où les coûts salariaux sont les moins chers. Ce cas de figure ne concerne pas seulement les intrants et demi-produits dans le cadre de productions de masse flexibles, mais aussi les produits finis de consommation de masse que les grandes chaînes

---

15. F. Sachwald, « Mondialisation : la concurrence Nord-Sud », in *Rapport RAMSES 1994*, IFRI, 1994.



commerciales ou les hypermarchés peuvent désormais aller chercher très loin, en établissant leurs propres contrats de sous-traitance avec des producteurs locaux et en commercialisant les produits sous leurs propres marques. Ce système est pratiqué dans l'habillement, par exemple, par toutes les grandes chaînes de magasins. Les grands groupes de la distribution américains (Sears, Bloomingdale) ont commencé, mais ils ont été vite suivis par les groupes européens qui se comportent tous en « quasi-industriels », bien qu'appartenant au secteur des services. Pour peu qu'on adopte une problématique dans laquelle le concept clé est celui de *capital*, c'est-à-dire une masse financière d'une certaine dimension, dont le but est l'autovalorisation avec profit, il n'existe aucune difficulté à inclure ce cas de figure dans une problématique générale des délocalisations et des figures de l'intégration sélective des pays à très bas coûts de salaires et à protection sociale inexistante.

#### L'OLIGOPOLE MONDIAL

Une autre dimension qualitative des mutations des quinze dernières années que des indicateurs classiques ne capteront pas nécessairement a trait à la consolidation des relations « collectives » entre grands groupes. Depuis vingt ans, la majeure partie (environ 80 % dans la décennie 1980), des investissements directs à l'étranger ont eu lieu entre pays capitalistes avancés, environ les trois quarts des opérations ayant pour objet l'acquisition et la fusion d'entreprises existantes, c'est-à-dire un *changement de propriété* du capital et non une création de moyens de production nouveaux. La « concentration des moyens de production entre peu de mains », identifiée par Marx comme tendance de fond du capitalisme, a atteint des dimensions insoupçonnées, déjouant tous les pronostics optimistes au sujet d'une déconcentration du pouvoir économique.

Au terme de ce double mouvement d'investissement international croisé et d'acquisitions et fusions, le taux de concentration mondial est tombé à des niveaux correspondant à ceux qui permettaient aux autorités antitrusts de diagnostiquer, il y a seulement vingt ans, l'existence d'une situation d'oligopole au plan national. Des formes très concentrées de la production et de la commercialisation à l'échelle internationale ne sont pas une nouveauté. Une concentration élevée et un pouvoir de marché très fort ont été depuis longtemps des traits dominants de l'industrie du pétrole ou de l'extraction et du traitement de métaux non ferreux (par exemple l'aluminium). Ce qui est caractéristique de la phase actuelle de la mondialisation du capital, c'est l'extension de structures d'offres très concentrées vers la plupart des industries de « haute technologie » ou de production à grande échelle.

L'existence de situations d'oligopole ne se déduit pas mécaniquement du degré de concentration. L'énoncé le plus général, mais aussi le plus fructueux de l'oligopole, tient à l'*interdépendance* entre firmes qu'elle comporte. Pour citer un universitaire anglais, « les firmes ne réagissent plus à des forces impersonnelles en provenance du marché, mais personnellement et directement à leurs rivaux <sup>16</sup> ». C'est pourquoi je définis généralement l'oligopole mondial comme un « espace de rivalité » délimité par les rapports de dépendance mutuelle de marché qui lient le petit nombre de grands groupes qui parviennent, dans une industrie (ou dans un complexe d'industries à technologie générique commune) à acquérir le statut de concurrent effectif au plan mondial.

L'oligopole est un lieu de concurrence féroce, mais aussi de collaboration entre groupes. Ceux-ci reconnaissent l'inter-

---

16. J. F. Pickering, *Industrial Structure and Market Conduct*, Oxford, Martin Robertson, 1972.

dépendance qui les lie par le biais de toutes espèces d'accords (de coopération technique, de fixation commune des normes) dont la plupart ne tombent pas sous le coup des législations antitrusts. L'oligopole est « excluante » par nature. Ce sont bien sûr les firmes les plus faibles des pays les plus vulnérables qui en subissent les effets — sauf possession d'un savoir technologique particulier les rendant attractives. Pour beaucoup de petites firmes, la seule voie de survie (si elle s'offre à elles) est l'« adhésion » à une « firme en réseau » du type Benetton, c'est-à-dire leur transformation en statut de sous-traitants.

#### UN RÉGIME D'ACCUMULATION FINANCIARISÉ MONDIAL

Le contexte macroéconomique mondial des années 1990 a été marqué par un ensemble de traits spécifiques. Ce sont, en particulier : des taux de croissance très faibles du PIB, y compris dans les pays (comme le Japon) qui ont servi pendant de longues années de « locomotive » au reste de l'économie mondiale ; une déflation rampante ; une conjoncture mondiale très instable entrecoupée de soubresauts monétaires et financiers, dont la fréquence paraît s'être rapprochée ; un chômage structurel élevé ; la marginalisation de régions entières du globe du système des échanges et, entre les grandes puissances triadiques, une concurrence internationale toujours plus intense, génératrice de conflits commerciaux sérieux.

Ces éléments ne peuvent pas être considérés comme une simple addition de phénomènes isolés. Ils exigent d'être abordés *comme un tout*, en partant de l'hypothèse qu'ils pourraient « faire système ». De fait, ils traduisent l'émergence d'un régime d'accumulation financiarisé mondial. Issu des impasses sur lesquelles l'accumulation de longue période des Trente Glorieuses a débouché, ainsi que de la crise de la « régulation fordiste <sup>17</sup>», ce

---

17. R. Boyer, *La Théorie de la régulation : une analyse critique*,

mode repose sur un rapport salarial fortement aggravé <sup>18</sup>, mais son fonctionnement est essentiellement ordonné par les opérations et les choix d'un capital financier plus concentré et centralisé qu'à aucune période précédente du capitalisme.

Dans le chapitre final du livre publié en 1994 <sup>19</sup>, je proposais une interprétation du mouvement d'ensemble du capitalisme mondial, dont le point de départ se situait encore dans les opérations du capital industriel dont j'ai parlé dans la deuxième partie. Je notais, bien sûr, le rôle des taux d'intérêt élevés, ainsi que la capacité du capital financier (entendu ici comme celui qui se valorise en gardant la forme argent) à imprimer sa marque à l'ensemble des opérations du capitalisme contemporain. Mais je ne parlais pas de la sphère financière comme telle pour proposer une interprétation d'ensemble. L'ouvrage collectif sur la mondialisation financière comporte à cet égard un déplacement : la simple conséquence du fait que ce travail est axé sur la mondialisation financière comme telle <sup>20</sup>. Depuis les grandes crises de change de 1993-1994, les marchés financiers et les grands opérateurs qui les dominent ont pris position solidement au cœur du système capitaliste mondial. Ils en occupent les *commanding heights* (pour reprendre une expression utilisée dans les années 1960). Ils « donnent le *la* » au régime d'accumulation par le rythme et l'orientation qu'ils impriment à l'investissement, mais aussi à la répartition des richesses et du travail.

La configuration interne du capital mondialisé n'a cessé de se modifier en faveur des institutions financières non bancaires <sup>21</sup>.

---

La Découverte, 1987 ; R. Boyer & Y. Saillard, *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, La Découverte, 1995.

18. M. Husson, *La Misère du capital : critique du néo-libéralisme*, Syros, 1996.

19. François Chesnais, 1994, *op. cit.*

20. François Chesnais *et al.*, 1996, *op. cit.*

21. Cf. C. Farnetti, in Chesnais, *ibid.*

Au premier rang, on trouve les grands fonds de pension anglo-saxons et les sociétés de placement collectives (les *mutual funds* dont il est de plus en plus question dans les pages économiques des quotidiens). Leur « métier » est précisément de se fructifier en conservant la forme argent (c'est l'expression utilisée par Marx), et en exerçant une forte « préférence pour la liquidité » commandée par le « motif de spéculation » (ce sont là les termes employés par Keynes <sup>22</sup>).

Le capital argent privilégie les opérations de placement à court terme. Il se meut de façon tout à fait classique sur les marchés boursiers qui ont retrouvé une grande dimension, mais il affectionne tout spécialement les nouveaux marchés obligataires, privés mais surtout publics (achats de bons du Trésor et autres titres de la dette publique). Les formes de valorisation que ce capital recherche doivent allier la liquidité et la sécurité dans le rendement. Il s'agit d'opérations « spéculatives » qui n'ont pas de finalité en dehors des plus-values qu'elles engendrent et qui donnent lieu essentiellement à « des prises de position fondamentalement motivées par l'attente d'une modification du prix de l'actif <sup>23</sup>».

Le principal mécanisme de régulation du mode d'accumulation financiarisé mondial est la politique monétaire américaine. Il en est ainsi, par l'effet combiné des facteurs de hiérarchisation propres à la période de la « mondialisation du capital », de l'interconnexion des marchés obligataires et de la place occupée par les déficits publics. La régulation par la politique monétaire américaine résulte simultanément du niveau atteint par les déficits publics dans beaucoup de pays de

---

22. J. M. Keynes, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Londres, Macmillan, 1936.

23. H. Bourguinat, *La Tyrannie des marchés (essai sur l'économie virtuelle)*, Economica, 1994.

l'OCDE dès la fin des années 1970, de la libéralisation financière dont les États-Unis ont pris l'initiative et du changement qu'ils ont suscité ainsi dans le mode de financement des déficits. Le fait que la « marchandisation » des effets publics soit allée de pair avec la mise en œuvre, par les États-Unis, d'une politique monétaire instaurant de façon transitoire un dollar à taux élevé, et durablement un régime de taux d'intérêt réels positifs (qui ont même atteint ou dépassé 10% pendant plusieurs années consécutives), a puissamment contribué à assurer la diffusion internationale des mesures de libéralisation et de déréglementation financières, ainsi que l'adoption par la grande majorité des pays de l'OCDE du même mode de financement des déficits.

Certains économistes américains refusent de reconnaître le rôle clé joué par les États-Unis dans l'émergence du régime de « dictature des créanciers » en tant que régime à caractère mondial, affectant à un degré ou à un autre, directement ou indirectement, l'ensemble des pays. Dans un récent débat public (mai 1996) à São Paulo, Jeffrey Sachs, par exemple, a fait grand cas du fait que les États-Unis étaient plus proches des « critères de Maastricht » en termes de rapport de la dette publique au PIB que la majorité des pays européens. Avancer un tel argument, c'est bien sûr enterrer les conditions de genèse de la dictature des créanciers, mais c'est aussi occulter les effets de dimension (en termes absolus) de la dette américaine, avec toutes les conséquences qu'elles entraînent pour la structure des flux internationaux de capitaux et les niveaux des taux d'intérêt. Selon le FMI, la dette publique américaine représente à elle seule 39% du total de la dette publique des pays de l'OCDE <sup>24</sup>. Une étude de McKinsey arrive à un chiffre sensiblement plus élevé,

---

24. FMI/ IMF, *International Capital Markets (Developments, Prospects , and Policy Issues)*, Washington DC, 1994.

estimant que la dette américaine atteindrait pratiquement 50% du total de la dette publique de l'OCDE <sup>25</sup>.

La régulation par la politique monétaire est à l'origine des transformations d'ensemble du rapport salarial (flexibilité, précarité, baisse du niveau moyen des salaires réels) ; les changements technologiques n'étant souvent qu'un instrument additionnel pour les *imposer* (y compris sous la forme des discours théoriques qui ont aidé à obtenir l'adhésion de certains secteurs ou à neutraliser certaines oppositions). Les préceptes du remodelage industriel, dont le *corporate governance* <sup>26</sup> est l'outil, jouent un rôle central dans cette transformation qualitative du rapport salarial. Les enchaînements cumulatifs vicieux, constitutifs de l'« engrenage infernal » de l'endettement public, reposent simultanément sur la libéralisation financière et salariale. Les politiques néolibérales ont pour effet d'enfoncer les pays dans des situations de déficits constamment accrus. L'accroissement des déficits ne provient pas de la croissance « excessive » des dépenses, mais tout bêtement de la perte de recettes fiscales résultant de façon mécanique de la diminution de la consommation salariée qui suit la mise en œuvre des politiques d'ajustement salarial à la baisse et de flexibilisation du travail, ainsi que de la baisse consécutive de la production et de l'emploi.

Il s'y est ajoutée — de façon variable selon les pays, mais tout de même assez générale — une réduction du niveau d'imposition des revenus du capital. Ceux-ci sont doublement

---

25. McKinsey, *The Global Capital Market : Supply, Demand, Pricing and Allocation*, Washington DC, McKinsey Financial Institutions Group, 1994.

26. La traduction littérale de cette expression est « gouvernement d'entreprise ». Mais il s'agit d'un terme trompeur qui désigne en fait l'entrée, dans le répertoire de groupes industriels, de représentants de fonds de pensions privées et de fonds de placements financiers collectifs. Ceci impose à l'entreprise les positions des « marchés ».

gagnants, puisque les gouvernements sont obligés de combler le manque à gagner des recettes par un recours encore accru aux marchés obligataires. Les taux d'intérêt n'étant pas seulement supérieurs à l'inflation, mais aussi supérieurs à la croissance des PIB, le régime économique de la mondialisation financière se présente comme celui dans lequel les déficits se creusent par un phénomène de boule de neige, et dans le cadre duquel s'effectue également un profond processus de modification de la répartition du revenu, en faveur des revenus financiers, dont une large partie est de nature rentière. Pendant plusieurs décennies, cette catégorie de revenus est demeurée très faible, parfois même inexistante (en tous les cas difficilement perceptible dans les statistiques, sauf aux États-Unis et en Suisse). Mais au cours de la décennie 1980 les revenus du capital placé sur les marchés obligataires et boursiers ont recommencé à croître de plus en plus rapidement. Dans son rapport annuel de 1995, la CNUCED note à cet égard que « les revenus résultant des intérêts tirés de placements, qui avaient virtuellement disparu au cours des Trente Glorieuses du fait des taux d'intérêt très faibles, se sont accrus rapidement. Une nouvelle classe de rentiers a surgi, détenant les titres de la dette publique que les banques ne prennent plus en charge <sup>27</sup>».

L'accélération depuis quinze ans du processus de financiarisation des groupes industriels <sup>28</sup>, de même que le poids que la finance fait peser sur l'industrie sous des formes multiples ont eu, en interaction avec les mécanismes macroéconomiques résultant des politiques gouvernementales, des effets nocifs sur l'investissement. L'horizon temporel de valorisation du capital industriel est, de façon croissante, celui qui a été caractérisé par

---

27. CNUCED/UNCTAD, *Trade and Development Report 1995*, Genève, United Nations, 1995, p. 194.

28. Cf. C. Serfati, in Chesnais *et al.*, 1996, *op. cit.*



différentes études aux États-Unis à l'aide de l'expression *short-termism*, qui rend compte des décisions industrielles dominées par la rentabilité à court, ou même à très court-terme. Il est imposé par les marchés financiers et souvent aggravé par l'entrée massive de fonds de pension dans la propriété du capital. Il se fait aux dépens de l'emploi, de façon presque systématique, mais aussi de l'investissement ainsi que de la recherche industrielle dans les secteurs moins « rentables ».

Les effets de la mondialisation financière, comme de l'extension hors des États-Unis de l'emprise du « gouvernement » des fonds de pension sur les entreprises dont ils sont actionnaires, ont été de permettre au modèle néolibéral américain de gagner du terrain aux dépens du « modèle rhénan ». Les horizons de valorisation très courts, dictés par les impératifs financiers tenant au cours des actions en bourse et à la peur des OPA hostiles, tendent à caractériser le type d'investissement propre au régime d'accumulation financiarisé mondial. Les caractéristiques de l'investissement productif, sous l'angle de son rythme, de son montant et de son orientation sectorielle (avec, en dehors des semi-conducteurs et de l'informatique, les priorités données aux télécommunications, au transport aérien, aux industries de médias, aux industries de loisir de masse pour une couche moyenne de retraités, etc.) conduisent à formuler l'hypothèse que, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, l'accumulation du capital industriel n'est plus orientée, au centre du système, vers la reproduction élargie.

Le terme « mondialisation du capital » désigne donc finalement bien plus — ou même *tout autre chose* — qu'une simple phase nouvelle dans le long processus d'internationalisation capitaliste, qui est entamé depuis la formation, au xvi<sup>e</sup> siècle, de l'« économie monde » dont Wallerstein a retracé la genèse et l'essor. Elle désigne le cadre

politique et institutionnel dans lequel a émergé un mode de fonctionnement spécifique du capitalisme. Celui-ci est-il « irréversible » comme on le prétend si souvent ? Doit-il déboucher un jour ou l'autre sur une vraie crise mondiale, dont l'épicentre serait le système financier, de sorte que le monde vivrait quelque chose d'analogue à 1929, mais avec une puissance correspondant à l'hypertrophie financière de la fin des années 1990 ? Ou alors les limites du mode de reproduction, et peut-être du système capitaliste comme tel, sont-elles simplement politiques, ne dépendant que de la capacité de la bourgeoisie financière à « gérer » la société duale et à réprimer les expressions de révolte, mais aussi du temps qu'il faudra à la classe ouvrière pour « digérer » les leçons du « socialisme réel » et pour se reposer la question du dépassement nécessaire du capitalisme ? Autant de questions ouvertes auxquelles seule l'histoire sociale des prochaines années fournira la réponse.

## Démocratie & marchés dans le nouvel ordre mondial

**I**l existe une description conventionnelle de l'ère nouvelle dans laquelle nous entrons et de ce qu'elle promet. Elle a été clairement formulée par Anthony Lake, conseiller à la Sécurité nationale, alors qu'il présentait la doctrine de Clinton en septembre 1993 : « Tout au long de la guerre froide, les démocraties de marché étaient globalement menacées, et nous avons *contenu* cette menace. Désormais, nous devons *étendre* le champ de ces démocraties de marché <sup>1</sup> ». Le « nouveau monde » qui s'ouvre à nous offre d'immenses opportunités pour « consolider la victoire de la démocratie et des marchés ouverts », ajoutait-il un an plus tard.

---

1. Allusion à la politique de *containment*, destinée à limiter l'extension du communisme pendant la Guerre du Viêt Nam. (C'est nous qui soulignons.) [Ndt.]

La question va bien au-delà de la guerre froide, précise Lake. La « vérité immuable » est que cette défense de la liberté et de la justice contre le fascisme et le communisme n'a été qu'un moment de notre histoire, tout entière consacrée à la construction d'« une société tolérante, où les chefs et les gouvernements existent non pour user et abuser du peuple, mais pour lui assurer libertés et opportunités ». Voilà le « visage que les États-Unis ont toujours montré » à travers leurs actions de part le monde, et « l'idéal » que « nous défendons » aujourd'hui encore. C'est la « vérité immuable de ce monde nouveau » dans lequel nous pouvons poursuivre plus efficacement notre mission historique, défendant, contre les « ennemis » qui subsistent, cette « société tolérante » à laquelle nous sommes toujours dévoués et où, après avoir « contenu », nous « étendons ». Heureusement pour le monde, ce qui fait l'exception historique de notre superpouvoir, c'est que « nous ne cherchons pas à étendre la portée de nos institutions par la force, la subversion ou la répression », mais que nous nous en tenons à la persuasion, à la compassion et aux moyens pacifiques <sup>2</sup>.

Naturellement, les commentateurs furent impressionnés par une vision si éclairée de la « politique étrangère ». Ce point de vue domine dans le discours public comme dans le discours savant, de sorte qu'il est inutile de critiquer la déclaration de Lake. Son thème de base a été exprimé de façon plus sommaire par Samuel Huntington, professeur de science politique à Eaton et directeur de l'institut OLIN d'études stratégiques à Harvard, dans le journal savant *International Security*. Les États-Unis, explique-t-il, doivent maintenir leur « primauté internationale » dans l'intérêt du monde, parce que c'est la seule nation dont « l'identité nationale soit définie par un ensemble de valeurs politiques et

---

2. Antony Lake, *New York Times*, 23 septembre 1994. Pour les références non citées, cf. *Detering Democracy* (Verso, 1991), *L'An 501* (Ecosociété, Montréal / EPO, Bruxelles, 1995 [1993]) et *World Orders, Old and New* (Columbia Univ. Press, 1994).

économiques universelles », à savoir : « liberté, démocratie, égalité, propriété privée et marchés [...]. La promotion de la démocratie, des droits de l'homme et des marchés est au centre de la politique américaine (*sic*), bien plus que dans n'importe quel autre pays ».

Comme il s'agit d'une définition professée par la science politique, nous pouvons nous épargner l'ennuyeuse recherche d'une confirmation empirique. Sage décision. Une enquête montrerait rapidement que la description conventionnelle présentée par Lake se révèle douteuse, voire fausse, dans tous les cas décisifs, sauf un : il a raison de nous presser de regarder l'histoire pour découvrir les « vérités immuables » qui émergent de la structure institutionnelle, et de prendre au sérieux le fait que, dans un avenir probable, celle-ci demeurera pour l'essentiel inchangée et libre d'opérer sans trop de contraintes. Une revue honnête de la question suggère que ce nouveau monde pourrait bien être marqué par la transition entre « contenir » et « étendre », mais pas tout à fait dans le sens où Lake et le chœur de ses zéloteurs entendent nous le faire comprendre. En adoptant, à propos de la guerre froide, une rhétorique légèrement différente, nous voyons s'opérer une évolution entre « contenir la menace » et mener campagne contre les acquis arrachés par tout un siècle d'amers combats.

Nous n'avons pas de place ici pour un examen complet du « visage qu'a toujours montré » le pouvoir américain, mais il peut être utile de se pencher sur quelques cas typiques, instructifs quant aux issues probables.

Tout d'abord, un truisme méthodologique. Si nous voulons connaître les valeurs et les buts des chefs soviétiques, il nous faut regarder ce qu'ils ont fait dans la zone d'influence de leur pouvoir. La même démarche doit être adoptée par tout individu rationnel qui cherche à s'informer sur les valeurs et les buts du pouvoir américain et sur le monde que celui-ci entend construire. Les contours de ce monde ont été parfaitement délimités par

l'ambassadeur américain Madeleine Albright, au moment même où Lake se félicitait de notre engagement historique en faveur des principes pacifistes. Au Conseil de sécurité, qui hésitait à adopter une résolution sur l'Irak dictée par les États-Unis, Madeleine Albright apporta l'information suivante : les États-Unis continueront à agir « multilatéralement quand ils le peuvent, et unilatéralement comme ils le doivent ». Autrement dit, jouez vos jeux comme vous l'entendez, mais, dans la réalité, « ce que nous affirmons prévaut » ; doctrine fondamentale, exprimée franchement par le président Bush, alors que bombes et missiles pleuvaient sur l'Irak. Les États-Unis s'autorisent à agir unilatéralement, professait l'ambassadeur Albright, devant le Conseil indécis, parce que « nous considérons [le Moyen-Orient] comme vital pour les intérêts nationaux américains ». Point n'est besoin du soutien d'une quelconque autre autorité <sup>3</sup>.

Quoique l'Irak soit un bon exemple pour illustrer les « vérités immuables » du monde réel, la région dans laquelle les États-Unis ont été le plus libre d'agir à leur guise est encore plus riche d'enseignement, tant les buts du pouvoir politique et la vision des « intérêts nationaux » qu'il sert s'y expriment avec la plus grande clarté.

Ce sont les Caraïbes, bien sûr, qui reflètent le plus clairement « l'idéal » visé par le pouvoir américain, de même que les nations satellites d'Europe de l'Est ont révélé les buts et les valeurs du Kremlin. Cette région, qui est la source d'une part non négligeable des richesses de l'Europe, est l'un des pires sites d'horreurs du monde. Elle fut le théâtre de terribles atrocités, dans les années 1980, quand les États-Unis et leurs clients laissèrent ces contrées dévastées (probablement sans espoir de rétablissement), jonchées de milliers de cadavres torturés et mutilés. Les campagnes terroristes, sponsorisées et organisées par Washington, ont été dirigées dans une large mesure contre

---

3. Jules Kagan, *Middle East International*, 21 octobre 1994.

l'Église, qui avait osé adopter « l'option de préférence pour les pauvres » et devait donc recevoir la leçon habituellement réservée à la désobéissance criminelle. Il n'est pas surprenant, dès lors, que la décennie de l'horreur se soit ouverte par l'assassinat d'un archevêque, pour se terminer par le meurtre de six intellectuels jésuites ; l'un et l'autre commis par des forces armées et entraînées par Washington. Les années précédentes, ces forces se sont déchaînées dans toute la région, atteignant un record horrible d'agression et de terreur condamné par la Cour de justice mondiale — condamnation rejetée avec dédain par Washington et par les intellectuels en général. La même appréciation fut réservée au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations unies, dont les appels au respect du droit international n'étaient que rarement diffusés. Appréciation raisonnable, après tout. Pourquoi, en effet, prêter attention à des gens qui avancent l'idée ridicule que les lois internationales ou les droits de l'homme devraient concerner un pouvoir qui a toujours rejeté « force, subversion et répression », adhérant au principe selon lequel « les chefs et les gouvernements existent non pas pour user et abuser du peuple, mais pour lui assurer libertés et opportunités » ? Une « vérité immuable » avait été fort bien énoncée, deux siècles auparavant, par un homme d'État distingué : « Les grandes âmes se soucient peu des petites morales ».

Un regard vers ce pays nous apprend beaucoup sur nous-mêmes. Mais ces leçons sont mauvaises, et par là même exclues du discours bienséant. Une autre mauvaise leçon, vouée par conséquent au même sort, est que la guerre froide n'a pas grand chose à voir avec ces faits, si ce n'est qu'elle leur sert de prétexte. Les politiques étaient les mêmes avant la révolution bolchevique, et ont continué, sans changement, après 1989. Aucune « menace soviétique » ne planait quand Woodrow Wilson a envahi Haïti (et la République dominicaine), démantelant son système parlementaire parce qu'il refusait d'adopter une constitution « progressiste » qui aurait autorisé les Américains du Nord à

prendre possession des terres haïtiennes. Des milliers de paysans furent tués, l'esclavage pratiquement restauré, et une armée terroriste prit en main le pays, devenu plantation américaine, puis, plus tard, plate-forme d'exportation de matériel de montage. Après cette expérience courte et malheureuse de démocratie, la structure traditionnelle du pays étant en cours de restauration grâce à l'aide des États-Unis, Lake exposa la doctrine de Clinton, présentant Haïti comme le meilleur exemple de notre pureté morale. Ailleurs également, ces politiques perdurent, sans grand changement, malgré la chute du mur de Berlin. Au cours des quelques semaines qui suivirent cet événement, Bush envahissait Panamá pour remettre au pouvoir une clique de banquiers européens et de narcotrafiants, avec les conséquences que l'on peut prévoir pour un pays qui demeure sous occupation militaire, et ce, de l'avis même du gouvernement fantoche porté au pouvoir par les forces américaines.

Il y a beaucoup à dire sur de tels sujets. Mais tournons-nous vers un cas plus révélateur encore, qui illustre également le peu de rapport entre la guerre froide et l'attitude traditionnelle des États-Unis envers la démocratie et les droits de l'homme. Je reviendrai plus tard sur la question des marchés libres.

L'exemple que je propose d'examiner est celui du Brésil, qualifié au début du siècle de « colosse du Sud » ; un pays doté de ressources et d'avantages énormes, qui devrait être l'un des plus riches du monde. « Aucun pays au monde ne mérite plus d'être exploité que le Brésil », observait le *Wall Street Journal*, il y a soixante dix ans. À ce moment-là, les États-Unis entreprenaient d'évincer leurs principaux ennemis, la France et la Grande-Bretagne, qui ont pourtant traîné dans cette région jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, alors que les États-Unis pouvaient les en chasser et s'appropriier le Brésil comme « terrain d'essai pour les méthodes scientifiques de développement industriel », selon les termes d'une monographie scientifique, hautement considérée, sur les relations États-Unis/Brésil, signée de l'historien diplomate



Gérard Haines, également historien senior à la CIA. Ce terrain d'essai était une composante d'un projet global, où les États-Unis « prenaient en charge, en dehors de leur intérêt propre, la responsabilité de faire prospérer le système capitaliste mondial » (Haines). Depuis 1945, le « terrain d'essai » a été favorisé par un tutorat très serré de la part des États-Unis. « Et nous pouvons être fiers de ce que nous avons réalisé », écrivait Haines en 1989 ; « la politique américaine au Brésil a été une immense réussite », déterminant « une croissance économique impressionnante, solidement ancrée dans le capitalisme » — un témoignage de nos buts et de nos valeurs.

Le succès est réel. Les investissements et les profits des États-Unis ont connu une hausse rapide et la petite élite locale s'est merveilleusement comportée ; ce fut un « miracle économique » au sens technique du terme. Jusqu'en 1989, le développement du Brésil dépassait de loin celui du Chili — l'actuel bon élève que l'on couvre d'éloges —, le Brésil ayant subi depuis un effondrement, passant du statut de « triomphe de la démocratie de marché » à celui d'illustration de « l'échec de l'étatisme, sinon du marxisme » — transition qui s'insère facilement dans la routine du système doctrinal quand les circonstances le requièrent.

Cependant, au plus fort du miracle économique, une accablante majorité de la population se classait parmi les plus misérables du monde, au point qu'elle aurait regardé l'Europe de l'Est comme un paradis — encore un fait dont on tire de mauvaises leçons et qui, par conséquent, est occulté par une imposante discipline.

L'histoire de la réussite des investisseurs et d'une petite fraction de la population reflète les valeurs des tuteurs et des décideurs. Leur but, ainsi que Haines l'expose, était « d'éliminer toute compétition étrangère » en Amérique latine, de façon à « y maintenir un important marché pour les surplus américains et les investissements privés, à y exploiter les vastes réserves de matières brutes et à en chasser le communisme international ». Cette dernière phrase est un simple rituel ; ainsi que le note

Haines, les services de renseignements américains n'ont rien trouvé qui puisse indiquer que le « communisme international » cherche à « s'infiltrer », ni même que cela puisse être envisagé comme une possibilité.

Mais, bien que le « communisme international » ne fût pas un problème, le « communisme », incontestablement, en était un, si l'on comprend ce terme dans le sens technique qu'il revêt dans la culture de l'élite. Ce sens a été explicité avec brio par John Foster Dulles, qui, lors d'une conversation privée avec le président Eisenhower, remarquait tristement que, à travers le monde, les communistes locaux jouissaient d'avantages injustes. Ils sont capables, se plaignait-il, « de faire directement appel aux masses ». Cet appel, ajoutait Dulles, « nous n'avons aucune qualité pour l'imiter ». Et il en donna les raisons : « C'est aux pauvres qu'ils font appel, et ils ont toujours voulu piller les riches ». Il est effectivement difficile pour nous de « faire appel directement aux masses », sur la base du principe selon lequel les riches doivent piller les pauvres — un problème de relations publiques qui reste sans solution.

En ce sens-là, les communistes abondent, et nous devons protéger la « société libérale » contre leurs abus et leurs crimes en assassinant des prêtres, en torturant des syndicalistes, en massacrant des paysans et en poursuivant par d'autres moyens notre vocation gandhienne.

L'origine du problème se situe bien avant qu'on ne dispose du terme « communiste » pour désigner les mécréants. Lors des débats de 1787 sur la Constitution fédérale, James Madison remarquait qu'« en Angleterre, à ce jour, si les élections étaient ouvertes à toutes les classes, les biens des propriétaires fonciers ne seraient plus en sécurité. Une loi agraire serait bientôt mise en place ». Pour se garder d'une telle injustice, « notre gouvernement doit protéger les intérêts indéfectibles du pays contre l'innovation » en établissant des contrôles et des équilibres de

façon à « protéger la minorité des nantis contre la majorité »<sup>4</sup>. Il faut un certain talent pour ne pas voir surgir ici la « vérité immuable », à savoir que, depuis lors, ceci constitue « l'intérêt national », et que la « société libérale » reconnaît le droit de défendre ce principe, « unilatéralement comme nous le devons », avec une extrême violence s'il le faut.

La plainte de Dulles se retrouve dans des documents internes. Ainsi, en juillet 1945, pendant que Washington « prenait en charge, en dehors de son intérêt propre, la responsabilité de faire prospérer le système capitaliste mondial », une étude capitale, menée par le département d'État et celui de la Défense, mettait en garde contre « la marée montante, dans le monde entier, du petit peuple qui aspire à des horizons plus larges et plus élevés ». La guerre froide n'est pas sans rapport avec cette inquiétante perspective. L'étude annonçait que, bien que la Russie n'ait donné aucun signe d'engagement criminel, on ne pouvait être sûr qu'elle « n'avait pas flirté avec l'idée d'apporter son soutien au petit peuple ». En fait, le Kremlin rejoignit heureusement les principaux chefs de la mafia, bafouant les aspirations du petit peuple. Mais on ne pouvait être sûr de rien, et l'existence même d'une force « hors de tout contrôle » offrait un dangereux terrain au non-alignement et à l'indépendance — une partie du sens véritable de la guerre froide.

À coup sûr, l'URSS était coupable d'autres crimes. Washington et ses alliés s'inquiétaient sérieusement de voir leurs vassaux impressionnés par le développement soviétique (et chinois), surtout en comparaison des « scénarios de réussite » façon Brésil ; les intellectuels occidentaux, bien disciplinés, n'étaient peut-être pas capables de le voir, mais les paysans du Tiers Monde le pouvaient. L'assistance économique du bloc soviétique, à la lumière des pratiques occidentales, était aussi considérée comme

---

4. Jonathan Elliott Ed., *The Debate in the Several State Conventions on the Adoption of Federal Constitution, 1787*, Yates Minutes, 1836, vol. 1, p. 450.

une sérieuse menace. Prenez l'Inde. Sous le joug britannique, elle sombrait dans le déclin et la misère ; elle commença à connaître un certain développement après le départ des Anglais. Dans l'industrie pharmaceutique, les multinationales (à majorité anglaise) faisaient d'énormes profits en s'appuyant sur un monopole de marché. Avec l'aide de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Unicef, l'Inde commença à échapper à cette mainmise, mais ce fut finalement grâce la technologie soviétique que la production pharmaceutique put entrer dans le secteur public. Ceci entraîna une baisse radicale du prix des médicaments ; pour certains antibiotiques, la baisse atteignit 70 %, obligeant les multinationales à casser leurs prix. Une fois encore, la malveillance soviétique portait un coup bas à la démocratie de marché, permettant à des millions d'Indiens de réchapper de leurs maladies. Heureusement, avec le départ des criminels et le triomphe du capitalisme, le TNCs put reprendre le contrôle des affaires, grâce au caractère fortement protectionniste du dernier traité du GATT. De sorte que nous pouvons sans doute nous attendre à une forte progression de la mortalité chez les démunis, accompagnée d'un accroissement des profits pour la « minorité de nantis » — ceci dans l'« intérêt final » desquels les démocraties doivent œuvrer <sup>5</sup>.

D'après la thèse officiellement répandue, l'Ouest aurait été épouvanté par le stalinisme à cause de ses effroyables atrocités. Ce prétexte ne peut pas être pris au sérieux un instant, pas plus que les déclarations correspondantes à propos des horreurs fascistes. Les moralistes occidentaux n'ont pas éprouvé beaucoup de difficultés à s'accorder avec ceux qui assassinaient et torturaient massivement, de Mussolini et Hitler jusqu'à Suharto et Saddam Hussein. Les crimes terrifiants de Staline importaient peu. Le président Truman aimait et admirait le tyran brutal, le considérant comme « honnête » et « malin comme le diable ». Il

---

5. « Frontline », *India*, 21 octobre 1994.

pensait que sa mort aurait été « une véritable catastrophe ». Il pouvait « traiter avec » lui, disait-il, du moment que les États-Unis pouvaient agir à leur guise 85 % de leur temps ; ce qui se passait à l'intérieur de l'URSS n'était pas son affaire. Les autres dirigeants approuvaient. Aux réunions des trois grands, Winston Churchill loua Staline, ce « grand homme dont la renommée s'est étendue non seulement dans la Russie tout entière, mais encore dans le monde ». Il parla chaleureusement de sa relation « d'amitié et d'intimité » avec cet être estimable. « Mon espoir, dit-il, est dans l'illustre président des États-Unis et dans le maréchal Staline, en qui nous trouverons les champions de la paix ; eux qui, après avoir frappé l'ennemi, nous entraîneront à poursuivre la lutte contre la pauvreté, la confusion, le chaos et l'oppression ». En février 1945, après Yalta, il déclara, dans son cabinet privé, que « le chef Staline était un homme très puissant, en qui il avait toute confiance », et qu'il était important qu'il restât en place. Churchill était particulièrement impressionné par le soutien de Staline à la Grande-Bretagne qui, en Grèce, assassinait la résistance antifasciste dirigée par les communistes. Cet épisode fut l'un des plus brutaux de la campagne mondiale menée par les libérateurs pour restaurer les structures de base et les rapports de pouvoir des ennemis fascistes, dispersant et détruisant une résistance radicalement corrompue par le communisme et incapable de comprendre les droits et les besoins de « la minorité de nantis ».

Pour en revenir au Brésil, l'expérience menée par les États-Unis au début des années 1960 dut se heurter à un problème familier : la démocratie parlementaire. Pour lever l'obstacle, l'administration Kennedy prépara le terrain à un coup d'État militaire, qui allait instituer le règne des tortionnaires et des assassins acquis aux « vérités immuables ». Le Brésil est un pays capital, et le coup eut un effet significatif de dominos. Le fléau de la répression se répandit dans la majeure partie du continent, aidé en cela par les États-Unis. Le but de cette manœuvre a été décrit avec précision

par Lars Schoultz, universitaire américain spécialiste des droits de l'homme et de la politique étrangère en Amérique latine : « [Il s'agissait de] détruire définitivement ce qui était perçu comme une menace contre la structure des prérogatives socioéconomiques en excluant la majorité numérique de toute participation politique... » Là non plus, la guerre froide n'y était pour rien. L'URSS était plus qu'heureuse de collaborer avec les tueurs les plus dépravés ; encore que, pour des raisons purement cyniques, elle ait quelquefois apporté son aide à ceux qui tentaient de se défendre contre le bras armé de l'Occident, faisant office de force de dissuasion contre le plein exercice de la violence américaine — un des rares cas authentiques d'exercice concret de la dissuasion, qui, pour une raison mystérieuse, perd de son importance dans nombre d'études sérieuses sur la théorie de la dissuasion.

Selon la doctrine officielle, en détruisant le régime parlementaire sur le sol de notre « terrain d'essai » et en y installant un État sécuritaire gouverné par des généraux néonazis, les administrations Kennedy et Johnson, à la pointe du libéralisme américain, « contenaient la menace contre les démocraties de marché ». C'est ainsi que l'affaire fut présentée à l'époque, sans le moindre scrupule. Le coup d'État militaire a été « une grande victoire pour le monde libre », expliquait Lincoln Gordon, ambassadeur de Kennedy devenu par la suite président d'une grande université proche d'ici [la Duke University à New York]. « Ce coup d'État a été entrepris pour préserver et non pour détruire la démocratie brésilienne ». Ce fut « la victoire la plus décisive de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, en faveur de la liberté » — victoire qui devait « créer un bien meilleur climat pour les investissements privés ». Ainsi réussit-elle à contenir, en un certain sens du terme, une menace contre la démocratie de marché.

Cette conception de la démocratie est largement admise. La population, « qui ne connaît rien à rien et veut se mêler de tout », peut y « être spectatrice », mais elle ne doit pas « participer à l'action », ainsi que le soutient Walter Lippmann dans ses essais

progressistes sur la démocratie. À l'autre extrémité du spectre, les dirigistes réactionnaires, de l'espèce reaganienne, lui refusent même le rôle de spectateur : de là leur amour sans précédent pour la censure et les opérations clandestines. La « grande bête » — ainsi qu'Alexander Hamilton nommait cet ennemi public craint et détesté — doit être « domestiquée » ou « mise en cage » si le gouvernement veut protéger « les intérêts immuables du pays ».

Les mêmes « vérités essentielles » s'appliquent à nos vassaux, avec une plus grande force toutefois, puisque les obstacles démocratiques sont bien moindres. Les pratiques qui en résultent sont alors mises en œuvre avec une brutale clarté.

La traditionnelle opposition des États-Unis à la démocratie est compréhensible et même, quelquefois, reconnue très explicitement. Prenez la décennie 1980, quand les États-Unis étaient engagés dans une « croisade pour la démocratie », selon le credo standard, valable surtout en Amérique latine. Certaines des meilleures études sur ce projet — un livre et plusieurs articles — sont dues à Thomas Carothers, qui allie le point de vue d'un historien à celui d'un acteur politique. Carothers était impliqué dans les programmes du département d'État de Reagan destinés à « assister la démocratie » en Amérique latine. Ces programmes étaient « sincères », écrit-il, mais ce fut une série d'échecs — des échecs étrangement systématiques. Là où l'influence américaine était la plus faible, les progrès étaient les plus importants : dans le cône Sud de l'Amérique latine, il y eut de réels progrès, auxquels s'opposèrent les reaganiens, qui finirent par s'en attribuer le mérite lorsqu'il devint impossible d'endiguer la vague. Là où l'influence américaine était la plus forte — en Amérique centrale —, les progrès furent les plus faibles. C'est là, écrit Carothers, que Washington « recherchait invariablement des types de changements démocratiques limités, fonctionnant du haut vers le bas, et n'étant pas susceptible de bouleverser les structures traditionnelles de pouvoirs avec lesquels les États-Unis avaient fait alliance depuis longtemps ». Les États-Unis

cherchaient à maintenir « l'ordre établi dans à peu près toutes les sociétés non démocratiques » et à éviter « les changements d'inspiration populiste, susceptibles de renverser l'ordre politique et économique régnant » et d'ouvrir « une voie à gauche ».

En Haïti, le président élu eut la possibilité de revenir dans son pays, mais pas avant qu'une dose suffisante de terreur n'ait été administrée aux organisations populaires, et qu'il ait lui-même accepté un programme économique, dicté par les États-Unis, stipulant que « l'État rénové doit se caler sur une stratégie économique fondée sur l'énergie et sur les initiatives de la société civile, en particulier du secteur privé, national et étranger ». Les investisseurs américains forment le cœur de la société civile haïtienne — qui comprend les très riches commanditaires du coup d'État —, dont sont exclus tant les paysans haïtiens que les habitants des bas quartiers. Ceux-ci ont scandalisé Washington en créant une société civile si vive et si animée qu'elle fut capable d'élire un président et d'entrer dans l'arène publique. Cette déviance par rapport aux normes de tolérance a été contenue de la manière habituelle, avec la complicité des États-Unis ; par exemple, par la décision des administrations Bush et Clinton de permettre à Texaco, au mépris total de l'embargo, d'expédier du pétrole par bateau aux responsables du coup d'État — fait crucial, révélé par *Associated Press* la veille du débarquement des troupes américaines, mais qui, à ce jour, n'a toujours pas franchi la porte des médias nationaux. L'« État rénové » est maintenant remis sur la voie, et il suit la politique rétablie par celui qui fut le candidat de Washington aux élections « hors contrôle » de 1990, où il avait obtenu 14 % des voix.

Les mêmes « vérités immuables » sont valables pour un pays comme la Colombie, qui rassemble les pires violeurs des droits de l'homme de l'hémisphère Sud et qui — cela ne surprendra aucun familier de l'histoire — reçoit à lui seul la moitié de l'aide militaire totale des États-Unis dans cette partie du monde. La Colombie est saluée chez nous comme une éminente démocratie, alors que le



Groupe des droits de l'homme, à forte composante jésuite, qui essaie de fonctionner là-bas malgré la terreur, la décrit comme une « démocratature » — terme forgé par Eduardo Galeano pour désigner l'amalgame de formes démocratiques et de terreur totalitaire que génère « la société démocratique » lorsque la démocratie menace de « passer hors de tout contrôle ».

Dans la majeure partie du monde, la démocratie, les marchés et les droits de l'homme font l'objet de sérieuses attaques, y compris dans les démocraties industrielles dominantes — la plus puissante d'entre elles, les États-Unis, dirigeant l'attaque. Contrairement à bien des illusions, les États-Unis n'ont, en réalité, jamais soutenu les marchés libres, et ce depuis leur naissance jusqu'aux années Reagan, où furent mis en place de nouveaux standards de protectionnisme et d'interventionnisme.

L'historien économiste Paul Bairoch signale que « l'école de pensée protectionniste moderne est véritablement née aux États-Unis, [...] contrée mère et bastion du protectionniste moderne ». Les États-Unis n'étaient d'ailleurs pas les seuls en lice. La Grande-Bretagne avait suivi, bien auparavant, le même chemin ; se tournant vers le libre-échange seulement après que cent cinquante ans de protectionnisme lui eurent apporté d'énormes avantages et un « terrain de jeux nivelé » sur lequel elle pouvait miser sans trop encourir de risques. Il n'est pas facile de trouver une exception à cette règle. Les écarts entre pays riches et pays pauvres étaient bien moindres au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'aujourd'hui. L'une des raisons de l'énorme différence survenue depuis est que les dirigeants du monde n'acceptent pas la discipline de marché qu'ils enfoncent au fond de la gorge de leurs vassaux. Le « mythe » le plus extraordinaire de la science économique, conclut Bairoch après une analyse des données historiques, est que le marché libre a ouvert la voie au développement. Il est difficile, écrit-il, « de trouver un autre cas où les faits contredisent à ce point une théorie dominante ». C'est parce qu'on se limite conventionnellement à une petite catégorie d'effets de marché

que l'on minimise considérablement l'importance de l'intervention de l'État en faveur des riches <sup>6</sup>.

Pour ne citer qu'un aspect de cet interventionnisme, communément omis dans les analyses à courte vue de l'histoire économique, rappelons que la première révolution industrielle reposait sur le coton à bon marché, de même que l'« âge d'or » d'après 1945 dépendait du pétrole à bon marché. Si le coton n'était pas cher, ce n'était pas un effet des mécanismes de marché, mais plutôt en raison de l'esclavage et de l'élimination de la population locale d'origine — interférence sérieuse avec le fonctionnement du marché qui, pourtant, est considérée comme n'entrant pas dans le champ de la science économique, mais dans celui d'une autre discipline. Si les sciences physiques avaient eu un département consacré aux protons, un autre aux électrons, un troisième à la lumière, etc., chacun s'en tenant à son domaine d'élection, on n'aurait eu aucune chance de comprendre les phénomènes naturels.

L'analyse des données historiques révèle pourtant une cohérence frappante. La Grande-Bretagne a utilisé la force pour empêcher le développement industriel de l'Inde et de l'Égypte, supprimant, en conscience, toute possibilité de compétition. Après la révolution américaine, les premières colonies se détachèrent de la fédération, pour suivre leur propre voie en s'appuyant sur un large protectionnisme et en bénéficiant de subventions pour leur propre révolution industrielle. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le système militaro-industriel — y compris la NASA et le département de l'énergie — a été utilisé comme un mécanisme de pompage permettant d'arroser de subventions publiques les secteurs industriels avancés ; c'est une des raisons pour lesquelles ce mécanisme persiste sans grand changement malgré la disparition de la menace communiste. Le budget actuel du Pentagone est plus élevé, en dollars constants,

---

6. Paul Bairoch, *Economics and World History*, Chicago, 1993.

que sous Nixon, et presque équivalent à celui de la guerre froide. Il va vraisemblablement s'accroître encore, sous l'effet de la politique réactionnaire et étatiste, appelée à tort « conservatrice ». Comme toujours, celle-ci fonctionne en grande partie comme une forme de politique industrielle : une subvention, payée par les contribuables, au pouvoir et au capital privé.

C'est en grande partie à travers les dépenses militaires que l'administration Reagan augmenta la part de produit national brut de l'État fédéral, qui dépassa les 35 % en 1983, soit un accroissement de plus d'un tiers par rapport à la décennie précédente. La guerre des étoiles a été vendue au public comme un instrument de « défense », et à la communauté des affaires comme une subvention publique en faveur des hautes technologies. Si le libre marché avait pu réellement fonctionner, il n'y aurait pas d'acier américain, ni d'industrie automobile aujourd'hui. Les reaganiens ont purement et simplement fermé le marché à la compétition japonaise. Le secrétaire des Finances du moment, James Baker, proclama fièrement, devant un public d'hommes d'affaires, que « Reagan a subventionné l'aide à l'importation pour l'industrie américaine, plus que ses prédécesseurs ne l'on fait sur plus d'un demi-siècle ». Il était trop modeste : c'était en réalité plus que tous ses prédécesseurs réunis, puisque les restrictions d'importations ont doublé, atteignant 23 %. Le directeur de l'Institut d'économie internationale de Washington, Fred Bergsten, qui défend réellement le libre-échange, ajouta que l'administration Reagan se spécialisait dans un type d'« échange contrôlé » — les accords de restriction volontaire d'exportation (VERs) — qui « restreint les échanges et ferme les marchés » au maximum. C'est là « la forme la plus insidieuse du protectionnisme », souligna-t-il, qui « fait monter les prix, réduit la compétition et renforce le comportement de cartel ». Le rapport économique du Congrès de 1994 estime que les mesures protectionnistes reaganiennes ont réduit les importations américaines de produits manufacturés d'à peu près un cinquième.

Dans un contexte où, au fil des décennies, les sociétés industrielles devenaient plus protectionnistes, les reaganiens ont souvent été à l'avant-garde. Les effets sur le Sud ont été dévastateurs. Depuis 1960, les mesures protectionnistes des riches ont été le principal facteur du doublement du fossé, déjà énorme, avec les pays les plus pauvres. Le rapport des Nations unies de 1992 sur le développement estime que de telles mesures ont privé le Sud de 500 milliards de dollars par an, soit à peu près douze fois le montant total de l'« aide » — laquelle, sous différents déguisements, sert en grande partie à promouvoir l'exportation. Cette attitude est « vraiment criminelle » remarque Erskine Childers, distingué diplomate et écrivain irlandais. Citons, pour exemple, le « silencieux génocide » condamné par l'Organisation mondiale de la santé : onze millions d'enfants meurent chaque année parce que les pays riches leur refusent quelques centimes d'aide ; le plus avare de tous étant les États-Unis, même si l'on tient compte du fait que la grande partie de l'« aide » va à l'un des pays les plus riches — le client israélien de Washington. En surestimant largement les dépenses d'aide étrangère, comme ils surestiment la protection sociale, également dérisoire selon les standards internationaux (la protection des riches mise à part), les Américains payent un tribut à leur système de propagande.

La crise sociale et économique générale est communément attribuée à d'inexorables tendances du marché. Les analystes sont alors divisés sur la contribution de différents facteurs, principalement le commerce international et l'automatisation. Il y a un élément de tromperie considérable dans tout cela. D'énormes subventions ainsi que l'intervention de l'État ont toujours été nécessaires, et le sont encore, pour que le commerce apparaisse comme efficient ; sans parler des coûts écologiques, ni des autres « externalités » consignées dans des notes de bas de page. Pour mentionner simplement une de ces légères distorsions du marché, relevons qu'une bonne part du budget du Pentagone a été

consacrée à « assurer, à des prix raisonnables, un afflux de pétrole » en provenance du Moyen-Orient, ce qui eut pour effet, observe Phebe Marr, de l'Université de la Défense nationale, de « submerger les réserves des États-Unis » — une contribution à « l'efficacité du commerce » à laquelle on prête rarement attention.

Prenons le second facteur, l'automatisation. Dans une certaine mesure, il contribue à l'accroissement des richesses, mais cette mesure n'a pu être atteinte que par des décennies de protectionnisme à l'intérieur du secteur d'État — l'industrie militaire — ainsi que le montre David Noble, dans son important travail. En outre, comme il le note également, le choix de la forme spécifique d'automatisation était plus souvent guidée par un souci de domination et de contrôle que par le profit ou l'efficacité (par exemple, déstabiliser les compétences des ouvriers et les subordonner à la gestion).

Il en va de même sur un plan plus général. Les dirigeants d'entreprises ont informé la presse des affaires que la délocalisation des emplois manufacturiers, même dans des pays où le coût du travail est bien plus élevé, s'inscrit dans une perspective de lutte des classes. « Nous sommes inquiets de n'avoir qu'un seul lieu de fabrication par produit », expliquait un dirigeant de chez Gillette, « avant tout à cause de problèmes liés au travail ». Si les ouvriers de Boston se mettent en grève, soulignait-il, Gillette peut approvisionner à la fois ses marchés européens et ses marchés américains, à partir de son usine de Berlin et, ce faisant, peut briser la grève. Il est donc tout simplement raisonnable que Gillette emploie, à l'extérieur, plus de trois fois plus d'ouvriers qu'aux États-Unis, cela indépendamment des coûts et de l'efficacité économique. De même, Caterpillar, qui essaie en ce moment de détruire les derniers vestiges du syndicalisme, poursuit, selon les propos rapportés par le correspondant d'affaires James Tyson, « une stratégie visant à intimider les ouvriers américains et à leur faire accepter leur état de soumission ». Cette stratégie comprend « la fabrication à moindre coût à l'étranger » et « s'appuie sur des

importations provenant des usines du Brésil, du Japon et d'Europe ». Elle est facilitée par des profits qui montent en flèche (la politique sociale n'étant calculée que pour enrichir les nantis), par l'embauche de « temporaires » et de « personnels de remplacement permanents » (en violation des standards internationaux du travail), enfin par la complicité d'un État criminel qui refuse de renforcer les lois du travail — position élevée au rang de principe par les reaganiens, ainsi que *Business Week* le montre dans un épais dossier <sup>7</sup>.

La signification réelle du « conservatisme de marché libre » apparaît lorsqu'on regarde de plus près de quoi sont faits l'enthousiasme et la passion militante de ceux qui ne veulent plus « avoir le gouvernement sur le dos » et souhaitent qu'on donne libre cours aux lois du marché. Le président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, en est peut-être le plus frappant exemple. C'est un élu du comté géorgien de Cobb, choisi par le *New York Times* pour illustrer, en couverture, la marée montante du « conservatisme » et du mépris pour l'« État-providence ». Le titre disait : « Le conservatisme fleurit dans les galeries marchandes pour privilégiés » de cette riche banlieue d'Atlanta, soigneusement isolée de toute contamination urbaine, afin que ses habitants puissent jouir du fruit de leurs « valeurs entrepreneuriales », dans un « monde idyllique à la Norman Rockwell <sup>8</sup>, avec des ordinateurs à fibre optique et des avions à réaction » (c'est ainsi que Gingrich décrivait très fièrement son district <sup>9</sup>).

Il y a une petite note de bas de page, cependant. Le comté de Cobb reçoit plus de subventions fédérales qu'aucun autre comté de banlieue de tout le pays, à deux intéressantes exceptions près : Arlington en Virginie (qui, en réalité, fait partie du gouvernement

---

7. James Tyson, *CSM*, 24 janvier 1995 ; *Business Week*, 23 mai 1994.

8. Illustrateur du *Washington Post*. [Ndt.]

9. Peter Applebome, *New York Times*, 1<sup>er</sup> août 1994.

fédéral) et le siège de Floride du Kennedy Space Center (autre composante du système de subventions publiques au capital privé). Si on se place en dehors du système fédéral lui-même, le comté de Cobb est en tête des extorsions de fonds des contribuables. Dans ce comté, la plupart des emplois (très bien payés, comme il se doit) sont obtenus sur fond des deniers publics (en récompense « des ordinateurs à fibre optique et des avions à réaction » du monde à la Norman Rockwell). D'une manière générale, on peut remonter en grande partie à la même source, en ce qui concerne les richesses de la région d'Atlanta. Pendant ce temps, les louanges aux miracles du marché baignent ce paradis « où le conservatisme fleurit ».

Le « contrat pour l'Amérique », de Gingrich, est un exemple très clair de la double face du « libre marché » : protection de l'État et subventions publiques pour les riches, discipline de marché pour les pauvres. Ce contrat appelle à « des restrictions dans les dépenses sociales », en matière de remboursement des soins de santé pour les pauvres et les personnes âgées et de programme d'aide aux enfants. Il réclame aussi l'accroissement de la protection pour les riches, de façon classique, par le biais des allègements fiscaux et des subventions. Dans la première catégorie sont compris, entre autres, l'accroissement des exemptions de taxes pour les affaires et l'augmentation des parts de gains dans le capital. Dans la seconde catégorie, on trouve les subventions pour les usines et les équipements, et des règles plus favorables à la dépression et à un amortissement rapide du capital investi. Tout cela a pour effet de disloquer le dispositif régulateur destiné à protéger le peuple et les générations futures, tout en « renforçant notre défense nationale » afin que nous puissions mieux « maintenir notre crédibilité à travers le monde » — de manière à ce que toute personne ayant des idées bizarres, comme les prêtres ou les syndicalistes paysans d'Amérique latine, comprenne que « ce que nous disons se réalise ».

L'expression « défense nationale » est une mauvaise plaisanterie, qui devrait friser le ridicule chez les gens qui ont encore un peu de respect pour eux-mêmes. Les États-Unis n'ont à affronter aucune menace, mais dépensent beaucoup en matière de « défense » (autant que tout le reste du monde). Les dépenses militaires, cependant, ne sont pas une plaisanterie. À part assurer une forme particulière de « stabilité » dans la gestion des « intérêts permanents » de ceux qui sont concernés, le Pentagone est utile pour pourvoir aux besoins de Gingrich et de ses riches électeurs, afin qu'ils puissent continuer de fulminer contre l'État-providence, qui déverse les fonds publics dans leurs poches.

Le « contrat pour l'Amérique » est remarquablement cynique. Ainsi, les propositions visant à stimuler les affaires, à augmenter les parts de gains dans le capital et, plus généralement, toutes les mesures de protection pour les riches apparaissent sous le titre « Mesure d'augmentation des salaires et de création d'emplois ». Ce paragraphe inclut en effet une disposition visant des mesures « de création d'emplois et d'augmentation des salaires des ouvriers », avec ce commentaire : « sans fondement ». Mais peu importe, dans le nouveau discours contemporain, le mot « emplois » est compris comme signifiant « profits » ; donc il s'agit bien de propositions de « création d'emplois ».

Cette configuration rhétorique ne souffre pratiquement aucune exception. Pendant que nous nous rencontrons, Clinton se prépare à aller au sommet économique Asie-Pacifique, à Djakarta, où il a peu à dire sur la conquête du Timor oriental, qui a atteint le stade du génocide grâce à une abondante aide militaire américaine, ni sur le fait que les salaires indonésiens sont la moitié des salaires chinois, tandis que les travailleurs qui essaient de former des syndicats sont tués ou jetés en prison. Mais il parlera sans doute des thèmes sur lesquels il a insisté au dernier sommet APEC à Seattle, où il présentait sa « grande vision de l'avenir du marché libre », attirant les acclamations d'un public subjugué. Il avait choisi de faire sa déclaration dans un hangar de l'entreprise



Boeing, présentant cette grande réussite des valeurs entrepreneuriales comme le meilleur exemple de la vision du grand marché libre. Ce choix a une signification : Boeing est le plus grand exportateur du pays, l'aviation civile montre la voie dans les exportations de produits manufacturés, et l'industrie du tourisme, fondée sur l'aviation, comptabilise à peu près un tiers des excédents américains en matière de services.

Seuls quelques faits étaient oubliés par le chœur enthousiaste. Avant la Seconde Guerre mondiale, Boeing ne réalisait pratiquement aucun profit. Il s'est enrichi pendant la guerre, grâce à un énorme accroissement des investissements, plus de 90 % venant du gouvernement fédéral. Les profits ont également fait un bond lorsque Boeing, faisant son devoir patriotique, a multiplié son réseau par cinq et même davantage. Sa « phénoménale histoire financière », dans les années suivantes, était également fondée sur les largesses du contribuable, ainsi que le montre Frank Kofsky dans son étude sur le système du Pentagone juste après la guerre, « permettant aux propriétaires des compagnies d'aviation de recueillir des profits fantastiques avec un minimum d'investissement de leur part ».

Après la guerre, le monde des affaires reconnut que « l'industrie aéronautique ne pouvait fonctionner de façon satisfaisante dans une véritable économie de "libre entreprise", compétitive et non subventionnée » et que « le gouvernement était son seul sauveur possible » (*Fortune*, *Business Week*). Le système du Pentagone fut revivifié par ce rôle de « sauveur », soutenant et développant l'industrie, et la plus grande partie de l'économie avec. La guerre froide fournit alors le prétexte qui manquait. Le premier secrétaire de l'Armée de l'air, Stuart Symington, exposa clairement les choses en janvier 1948 : « Il ne faut pas parler de "subventions" ; il faut parler de "sécurité". En tant que représentant de l'industrie à Washington, Symington demandait régulièrement le versement, au budget militaire, de fonds suffisants pour « répondre aux besoins de l'industrie aéronautique », la majeure partie allant à Boeing.

Ainsi l'histoire continue. Au début des années 1980, rapporte le *Wall Street Journal*, Boeing réalisait « la majorité de ses profits » sur les affaires militaires ; après un déclin entre 1989 et 1991, sa division espace et défense connut un « magnifique tournant ». L'une des raisons en fut l'augmentation des ventes de matériel militaires à l'étranger, les États-Unis devenant le premier vendeur d'armes, avec près des trois quarts du marché du Tiers Monde, grâce à l'intervention massive du gouvernement et à l'octroi de subventions publiques permettant d'aplanir le chemin. En ce qui concerne les profits du marché civil, une estimation convenable de leurs montants ferait ressortir la part due aux technologies à usage mixte (civil et militaire) et aux autres contributions du secteur public (difficiles à quantifier avec précision, mais sans doute très substantielles).

L'idée que l'industrie ne pouvait survivre dans une économie de libre entreprise a été comprise bien au-delà de l'aéronautique. La question en vigueur, après la guerre, était de savoir quelle forme devaient prendre les subventions publiques. Les dirigeants du monde des affaires avaient compris que les dépenses sociales pouvaient stimuler l'économie, mais ils leur préféraient les dépenses militaires, pour des raisons liées au pouvoir et aux privilèges, et non à la « rationalité économique ». En 1948, la presse d'affaires considérait « les dépenses de la guerre froide » de Trumann comme une « formule magique pour des temps de bonheur quasi éternels » (Steel). De telles subventions publiques pouvaient « maintenir une tendance générale à la hausse », commentait *Business Week*, si les Russes continuaient de coopérer en affichant une apparence suffisamment menaçante. En 1949, les rédacteurs notaient tristement que, « bien sûr, “les partisans de la paix” proposée par Staline avaient été écartés par Washington », mais qu'ils étaient inquiets que son « offensive de paix » puisse néanmoins interférer avec « l'allure toujours croissante des dépenses militaires ». Le *Magazine of Wall Street* voyait les dépenses militaires comme un moyen d'injecter « une force

nouvelle dans toute l'économie » ; quelques années plus tard, le même magazine trouvait « évident que les économies étrangères dépendent désormais, au même titre que la nôtre, de l'augmentation durable des dépenses militaires dans ce pays ».

Le système militaro-industriel possède de nombreux avantages par rapport aux autres formes d'intervention de l'État dans l'économie. Il fait supporter au contribuable une grande part des coûts, tout en garantissant un marché aux excédents de production. De façon non moins significative, il n'a pas les effets secondaires indésirables liés aux dépenses sociales. Outre les désagréables effets de la redistribution des profits, de telles dépenses tendent à interférer avec les privilèges des dirigeants d'entreprise : une production socialement utile peut diminuer les gains privés, tandis qu'une production de gaspillage, subventionnée par l'État (armes, hommes sur la lune, etc.), est un cadeau pour les propriétaires et les dirigeants d'entreprise à qui vont rapidement profiter les retombées commerciales. Les dépenses sociales peuvent également stimuler l'intérêt et la participation des citoyens aux affaires publiques, renforçant ainsi la menace démocratique. Pour ces raisons, expliquait *Business Week* en 1949, « il y a une énorme différence sociale et économique entre l'amorçage militaire de la pompe et son amorçage par la protection sociale », le premier étant bien préférable. Et cela demeure ainsi, notamment dans le comté de Cobb et les autres places fortes de la doctrine libérale et des valeurs entrepreneuriales.

Les principaux facteurs qui ont conduit à l'actuelle crise économique générale sont assez bien connus. Il y a la globalisation de la production, qui a offert au monde des affaires la perspective tentante de remettre en cause les victoires acquises par les travailleurs, en faveur des droits de l'homme. La presse d'affaires a franchement averti « les travailleurs dorlotés de l'Ouest » qu'ils devraient abandonner leur « luxueux train de vie » et les « rigidités du marché » telles que la sécurité de

l'emploi, les pensions, la santé, la sécurité sur les lieux de travail et autres absurdités dépassées. Les économistes ont fait ressortir la difficulté d'estimer le flux des emplois. La menace suffit pour forcer les travailleurs à accepter une baisse des salaires, un alourdissement des horaires, la réduction de leurs indemnités et de leur sécurité, et d'autres « inflexibilités » du même genre. La fin de la guerre froide a placé de nouvelles armes dans les mains des maîtres, comme le rapporte la presse d'affaires, avec une allégresse non contenue. General Motors et VolksWagen peuvent transférer leurs moyens de production vers le Tiers Monde rétabli à l'Est, où ils peuvent recruter des ouvriers pour une part minime du coût des « travailleurs dorlotés de l'Ouest », tout en bénéficiant de protections de haut niveau et d'autres agréments, que « les marchés libres qui existent réellement » procurent aux riches. Et pendant que le revenu moyen des familles continue de décroître, le magazine *Fortune* se réjouit des « éblouissants » profits réalisés par les cinq cents premières fortunes. La réalité de « l'ère maigre et misérable » est que le pays est inondé de capital, mais celui-ci reste entre de bonnes mains. Les inégalités sont revenues à leur niveau d'avant la Seconde Guerre mondiale, encore que l'Amérique latine atteigne le pire record du monde, grâce à notre généreuse tutelle.

Un second facteur de la catastrophe actuelle du capitalisme d'État, qui a laissé près d'un tiers de la population mondiale sans pratiquement aucun moyen de subsistance, est l'énorme explosion de capital financier dérégulé (près de mille milliards de dollars qui se déplacent chaque jour) qui suivit le démantèlement des accords de Bretton Woods, il y a vingt ans. La constitution du capital financier en a été radicalement changée. Avant que le système ne soit démantelé par Richard Nixon, environ 90 % du capital impliqué dans les échanges internationaux allait aux investissements et au commerce, et seulement 10 % à la spéculation. Depuis 1990, le schéma s'est inversé, et un rapport de l'UNCTAD, daté de 1994, estime que 95 % sont maintenant

utilisés pour la spéculation. En 1978, quand ces effets étaient déjà manifestes, le lauréat du prix Nobel, l'économiste James Tobin, suggéra, dans son discours d'investiture à la présidence de l'American Economic Association, que des taxes soient imposées pour ralentir le flot des spéculations qui allait conduire le monde à une économie de faible croissance, de bas salaires et de profits élevés. Actuellement, ce point est largement reconnu ; une étude dirigée par Paul Volcker, qui fût à la tête de la Réserve fédérale, attribue à peu près pour moitié à l'accroissement de la spéculation le ralentissement de la croissance observé depuis le début des années 1970.

D'une manière générale, le monde est conduit par une politique d'État délibérément corporatiste vers une sorte de modèle du Tiers Monde comprenant des secteurs de grande richesse, une grosse masse de misère et une vaste population d'inutiles, privée de tout droit, parce qu'elle ne contribue en rien à la création de richesse, seule valeur humaine reconnue.

Cette population excédentaire doit être maintenue dans l'ignorance, mais également contrôlée. Ce problème est traité d'une manière très directe dans les territoires du Tiers Monde qui ont longtemps vécu sous la tutelle de l'Ouest et qui n'en reflètent que plus clairement les valeurs directrices : les dispositifs préférés comprennent la terreur à grande échelle, les escadrons de la mort, le « nettoyage social » et autres méthodes qui ont fait la preuve de leur efficacité. Chez nous, la méthode favorite a été d'enfermer les populations superflues dans des ghettos urbains qui ressemblent de plus en plus à des camps de concentration. Ou bien, si cela échoue, dans des prisons qui sont le pendant, dans les sociétés riches, des escadrons de la mort que nous entraînons et soutenons sur notre propre sol. Sous les Reaganiens, fervents libéraux, le nombre des détenus a presque triplé, laissant nos principaux concurrents, l'Afrique du Sud et la Russie, loin derrière nous — encore que la Russie, ayant commencé à saisir les valeurs de ses tuteurs américains, vienne juste de nous rattraper.

La « guerre de la drogue », largement frauduleuse, a servi de dispositif principal pour emprisonner les populations indésirables. Les nouveaux projets de loi sur le crime, avec leurs procédures de jugement plus expéditives, devraient faciliter les opérations. Les importantes dépenses nouvellement consenties pour les prisons sont également bien accueillies ; comme un nouveau stimulus keynésien pour l'économie. « Des affaires qui rapportent », écrit le *Wall Street Journal*, reconnaissant là une nouvelle façon d'exploiter le public, propre à l'ère « conservatrice ». Parmi les bénéficiaires de cette politique figurent l'industrie du bâtiment, les cabinets d'avocats d'affaires, les complexes de prisons privées, « les plus grands noms de la finance » (tels Goldman Sachs, Prudential et autres), qui « rivalisent entre eux pour garantir la construction des prisons en émettant des titres financiers aux revenus non imposables », enfin, plus que tout autre, « les entreprises de défense » (Westinghouse, etc.), qui « flairent un nouveau filon pour leurs affaires » dans les systèmes high-tech de surveillance et de contrôle, d'un type que Big Brother aurait admiré <sup>10</sup>.

Il n'est pas surprenant de constater que le contrat de Gingrich, « pour l'Amérique », appelle à étendre cette guerre contre les pauvres. La campagne vise en priorité les Noirs. L'étroite corrélation race-classe rend le procédé simplement plus aisé. Les hommes noirs sont considérés comme une population criminelle, conclut le criminologue William Chambliss, d'après de nombreuses études, incluant une observation directe effectuée par des étudiants et par les services de la faculté dans le cadre d'un projet commun avec la police de Washington. Mais ce n'est pas tout à fait exact : les criminels sont censés avoir des droits constitutionnels, or, comme le montrent cette étude et bien d'autres, ce n'est pas le cas des communautés visées, qui sont traitées comme une population sous occupation militaire.

---

10. Paulette Thomas, *WSJ*, 12 mai 1994.

Engendrer la peur et la haine est, bien sûr, une méthode classique de contrôle des populations, que celles-ci soient noires, juives, homosexuelles, championnes de l'aide sociale, ou diabolisées d'une quelconque autre façon. C'est l'argument essentiel de ce que Chambliss appelle l'« industrie du contrôle de la délinquance ». Non pas que la délinquance ne représente pas une menace réelle pour la sécurité et la survie — elle en est une, et depuis longtemps. Mais les causes n'en sont pas visées, et elle est plutôt utilisée comme une méthode, parmi d'autres, de contrôle des populations.

Ces dernières semaines, des journaux importants ont porté leur attention sur de nouveaux ouvrages relatifs à la baisse générale du QI et de la réussite scolaire. Dans sa revue des livres, le *New York Times* a consacré à cette question un article de fond, d'une longueur inhabituelle, confié à son journaliste scientifique Malcom Browne. Celui-ci commence par déclarer que les gouvernements et les sociétés qui ignorent les problèmes soulevés par ces ouvrages « le font à leur propre péril ». L'étude de l'Unicef, sur ces questions, n'est pas mentionnée et je n'en ai pas vu de recension ailleurs non plus.

Quel est donc ce problème que nous ignorerions à notre propre péril ? Il apparaît comme assez limité : le QI serait peut-être en partie hérité et, plus inquiétant, lié à la race ; avec cet autre problème que les Noirs, se reproduisant comme des lapins, souilleraient le capital génétique de la nation. Peut-être les mères noires n'élèvent-elles pas leurs enfants comme il se doit parce qu'ils évoluent dans l'environnement chaleureux mais imprévisible de l'Afrique, suggère l'auteur d'un des livres passés en revue. Voilà de la science dure, qu'il serait coupable d'ignorer. Le fait, par exemple, que de telles questions soient soulevées dans la ville la plus riche du monde, où 40 % des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté, sans espoir d'échapper à la misère et au dénuement, aurait-il quelque chose à voir avec le niveau des enfants et leur réussite ? Cette question-là, en revanche, nous pouvons aisément l'ignorer...

Je n'insulterai pas votre intelligence en discutant des mérites scientifiques de ces contributions, l'ayant fait ailleurs, comme beaucoup d'autres.

Ce sont là quelques-unes des formes les plus hideuses du contrôle des populations. Dans leur variante moins nocive, la foule doit être détournée vers des buts inoffensifs grâce à la gigantesque propagande orchestrée et animée par la communauté des affaires (américaine pour moitié), qui consacre un capital et une énergie énormes à convertir les gens en consommateurs atomisés — isolés les uns des autres, sans la moindre idée de ce que pourrait être une vie humaine décente — et en instruments dociles de production (quand ils ont assez de chance pour trouver du travail). Il est crucial que les sentiments humains normaux soient écrasés ; ils ne sont pas compatibles avec une idéologie au service des privilèges et du pouvoir, qui célèbre le profit individuel comme la valeur humaine suprême et refuse au peuple les droits qui excèdent ce qui peut être récupéré par le marché du travail.

Il y a cent soixante-dix ans, très préoccupé par le destin de l'expérience démocratique, Thomas Jefferson a fait une distinction utile entre « aristocrates » et « démocrates ». Les « aristocrates » sont « ceux qui craignent le peuple, se méfient de lui, et souhaitent lui retirer tous les pouvoirs, pour les rassembler entre les mains des classes supérieures ». Les « démocrates », au contraire, « s'identifient au peuple, lui font confiance, le chérissent, et le considèrent comme le dépositaire honnête et sûr de l'intérêt public », même s'il n'est pas toujours « le plus avisé ». Les aristocrates de l'époque étaient les apôtres de l'État capitaliste montant, que Jefferson regardait avec consternation, reconnaissant la contradiction entre la démocratie et le capitalisme, qui est bien plus évidente de nos jours, où d'innombrables tyrannies privées prennent un extraordinaire pouvoir sur chaque aspect de la vie.



Comme par le passé, chacun peut choisir d'être un démocrate, au sens de Jefferson, ou un aristocrate. Le deuxième chemin offre de belles satisfactions : un espace de richesses, de privilèges et de pouvoir, et l'accession aux buts naturellement recherchés. L'autre est un chemin de combats, souvent de défaites, mais aussi de récompenses telles qu'elles ne peuvent être imaginées par ceux qui succombent à ce que la presse de la classe ouvrière, il y a cent cinquante ans, dénonçait comme le « nouvel esprit du temps » : « Gagner, en oubliant tout sauf Soi ».

Le monde d'aujourd'hui est fort éloigné de celui de Thomas Jefferson ou des ouvriers de la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les options qu'il offre n'ont cependant pas fondamentalement changé.

Traduit de l'anglais par Solange Hollard

## Mondialisation & conflits

Plusieurs formes de guerre coexistent, primitives ou modernes, comme coexistent esclavages, servage et capitalisme. Chacun fait la guerre qu'il peut.

FERNAND BRAUDEL

**I**nternet, globalisation financière et monétaire, visions paisibles d'un monde de communications et d'échanges affairés que ne cessent pourtant de contredire d'autres images, celles des charniers de Srebrenica, du génocide rwandais, des ruines de Grozny. La tentation est grande d'exprimer ces deux réalités contrastées en domaines d'intelligibilités distincts. L'un serait issu de la transcendance universelle des intérêts économiques, du « doux commerce » affirmé de Montesquieu à Kant, et n'aspirerait qu'à l'aboutissement irénique de la « société de marché » au niveau planétaire. L'autre serait marqué de la contingence historique et du particularisme politique, monde oublié de la modernité économique, tourmenté de douleurs et d'affrontements sans maître.

Il y aurait alors un « nous » : nations capitalistes, démocratiques, occidentalisées, sociétés « post-historiques » où la rhétorique de

l'échange a remplacé les chants guerriers, qui serait menacé par l'autre : celui des sociétés « historiques » belliqueuses et misérables. À moins que ne dominent les mondes de Spengler et de Toynbee, la fracture guerrière explicitée par la tectonique des plaques culturelles, l'Occident face aux civilisations rivales. Ces différentes thèses pourraient nourrir de plaisants débats si elles ne se combinaient que trop avec le réveil des vieux démons xénophobes. Or, l'enjeu de ces thèses sur la guerre des mondes, c'est qu'acquiescer aux interprétations invite à adhérer aux prescriptions : dresser une sorte de frontière fortifiée, un *limes* face aux hordes faméliques et contestataires des nouveaux barbares. En vérité, il convient de souligner l'unité dialectique du global et du fragmenté. Elle suggère moins une guerre des mondes qu'une guerre intra-étatique de tous contre tous dans les perturbations sociétales impliquées par la globalisation.

#### VERS LA GUERRE DES MONDES ?

Envisagé sous l'angle de ses conflits, le monde actuel suscite un désenchantement profond à la mesure des illusoires espoirs qui avaient salué la fin de la guerre froide et la proposition d'un nouvel ordre par le droit et la coopération économique. L'ONU, divisée et menacée de faillite, ne parvient plus à cacher ses faiblesses, même derrière l'humanitaire. Comme résultat du chaos accepté, les guerres ont repris de plus belle. Plusieurs dizaines sont en cours en 1996. Nul ne se risquant plus à pronostiquer la paix universelle, la réflexion se porte plutôt sur les nouvelles lignes d'affrontement. La tendance à raisonner dans un univers mondialisé conditionne les interprétations dans des catégories globalisantes. On entrevoit alors des luttes macroplanétaires, une « guerre des mondes » dont l'hypothèse oriente les débats des années 1990 sur la polémologie du prochain siècle.

## L'ORDRE POSTHISTORIQUE FACE AUX DÉSORDRES DE L'HISTOIRE

L'effondrement du communisme et le développement des régimes parlementaires dans le monde a déclenché l'enthousiasme sans bornes des thuriféraires du libéralisme. De Fukuyama annonçant péremptoirement la fin radieuse de l'Histoire à Battistella proclamant le règne du citoyen rationnel et de la démocratie sur les politiques étrangères des États, les idéologues béats se félicitent de voir ainsi la mondialisation du capital et l'expression politique du *thymos* platonicien « relier des sociétés différentes », « susciter des aspirations parallèles » et apaiser les conflits <sup>1</sup>.

*A priori*, rien de bien nouveau dans ces réflexions. Tous les vieux poncifs du pacifisme libéral s'y trouvent avec leur naïveté ordinaire (la paix par l'intérêt commercial, la démocratie par le capitalisme) <sup>2</sup>. À tel point que l'on ne sait plus très bien s'il s'agit d'une véritable analyse ou d'un panégyrique adressé au capitalisme triomphant. La plupart de ces thèses ont fait l'objet de véhémentes critiques soulignant que la toute-puissance du marché n'avait vraiment rien de démocratique et que l'idée d'une fin de l'Histoire déjà sans grande substance subissait quelques sanglants démentis dans les contrées pourtant désertées par le communisme.

Or, dans le rejet de la thèse de Fukuyama, par exemple, on a singulièrement oublié l'idée que la mondialisation fait naître une césure profonde entre le fameux monde posthistorique aux guerres apaisées par l'échange et un monde historique voué au sous-développement et aux conflits archaïques. On retrouve

---

1. Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1992, & « Contre le nouveau pessimisme », *Commentaire*, été 1994 ; Dario Battistella, « De la démocratie en politique extérieure », *Le Débat*, 88, 1996.

2. Alain Arnaud, *Systèmes militaires, technologies et types de développement économique*, Thèse de doctorat de sciences économiques, Université de la Méditerranée, 1992.

semblable conception dans certaines prospectives, notamment chez Alvin et Heidi Toffler et leurs fameuses trois vagues technosociétales<sup>3</sup>. Diagnostic commun à ces analyses : un monde moderne globalisé, foncièrement pacifique, est menacé dans son ingénuité par l'agressivité nationaliste et religieuse des autres mondes. Ils devraient se heurter sur plusieurs axes : le pétrole, l'immigration, la prolifération nucléaire et l'écologie.

Ces schémas bi- ou trisphériques posent néanmoins plus de questions qu'ils n'en résolvent. Comment peut-on soutenir la vision de mondes séparés et parallèles si l'on affirme que la mondialisation doit favoriser les convergences des peuples ? Peut-on réduire les conflits identitaires actuels à de pures résurgences du nationalisme ? Plus généralement, on ne perçoit pas très bien le mode de fonctionnement et la nature d'un ordre global. Et pour cause : parmi les « éléments d'ordre » avancés contre le « nouveau pessimisme » de ses contemporains, Fukuyama se réjouit du fait que, en dépit de la multiplicité et de la cruauté des nouveaux conflits, ceux-ci ne dépassent pas le cadre régional, ne troublent pas la tranquillité et la concorde entre grandes puissances, n'entament pas la confiance des sacrosaints banquiers et des investisseurs, autrement dit l'ordre dont il s'agit n'a plus besoin d'être planétaire. Il concerne en priorité les régions économiquement utiles et politiquement correctes. On comprend les questions sans réponse que pose la thèse : il s'agit moins d'analyser les chances de la paix que d'exprimer un certain état d'esprit occidental manifeste depuis l'effondrement politique du bloc de l'Est. Pour les opulentes nations au destin globalisé, que peut bien apporter le monde des peuples pauvres, déchirés, mal intégrés, sinon des appels à l'aide, quand ce ne sont pas de nouvelles menaces ?

---

3. Alvin & Heidi Toffler, *Guerre et contre-guerre. Survivre à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Fayard, 1994.

Faute d'imaginer des solutions plus généreuses, faute d'esquisser la moindre critique à l'égard d'un capitalisme mondial réputé infaillible dans ses harmonies sociales et ses progrès partagés, les idéologues de la posthistoire en viennent à hurler avec les loups : ce sont bien les plus misérables qui sont les perturbateurs de l'ordre mondial. L'idéal serait donc de pouvoir isoler l'empire des nantis de ce que J. C. Rufin nomme les « nouveaux barbares »<sup>4</sup>.

On prépare ainsi l'opinion à la montée du nouveau grand schisme Nord-Sud. Fukuyama en définit la doctrine : le « réalisme politique » de la guerre froide, dit-il, est certes « irréel », il est certes un mauvais descriptif pour les relations internationales au sein du monde « posthistorique », mais ses « prescriptions » amORALES doivent être conservées dans les rapports que le premier monde entretiendra avec le second. Une casuistique digne de ces édits ecclésiastiques qui condamnaient l'arbalète comme une « arme du diable » dans les guerres entre chrétiens, mais qui encourageaient son usage contre les infidèles ! Les Toffler, toujours plus techniques, en décrivent les solutions militaires. Ce sont précisément celles dont les États-Unis s'approprient à se doter : armes de l'espace, rayon paralysant, robots destructeurs, de quoi contrer les proliférations de la seconde vague. Pour le reste, ils prévoient des condottieri high-tech, multinationales privées des combats futurs et louant leurs services à une ONU accueillant des entités non étatiques : des firmes précisément. Nous voici rassurés !

#### LA GUERRE DES CULTURES OU LE « CHOC DES CIVILISATIONS »

Tandis que la mondialisation menace les peuples dans leurs traditions et leur culture, une quête de repère s'exprime ici et là

---

4. Jean-Christophe Rufin, *L'Empire et les nouveaux barbares : rupture Nord-Sud*, Lattès, 1991.

avec, par réaction, la remise en cause d'un certain universalisme occidental. L'islamisme radical gagne en audience dans des zones fragilisées où l'intégration ne va pas de soi. Ailleurs, comme dans le Sud-Est asiatique, ce sont les brillants décollages économiques, toujours acquis au prix de sanglants sacrifices et d'une discipline usinière exigeante, qui servent à la promotion de ce « modèle asiatique » fait de confucianisme, de visions collectives et de respect de l'ordre. Une zone asiatique qui hésite aussi entre une coopération ouverte au Pacifique et aux Américains (APEC) ou une intégration plus réduite et repliée. C'est assez pour que certains auteurs en dégagent les fondements d'un nouveau bellicisme.

Pour Huntington, le communisme ayant disparu et l'économie s'étant globalisée, les « principales sources de conflit » de demain n'auront plus « pour origine l'idéologie ou l'économie » mais la culture <sup>5</sup>. La prochaine guerre mondiale, si elle advient, sera donc une guerre entre civilisations. Des signes avant-coureurs seraient déjà perceptibles dans la multiplicité des conflits, notamment identitaires, aux frontières des grandes civilisations. Le plus grand danger pour un Occident partout contesté résiderait dans la « connexion islamo-confucéenne » fondée sur la base d'une coopération militaire renforcée entre certains États asiatiques (Chine, Corée du Nord) et d'autres États issus de la mouvance arabo-musulmane (Pakistan, Iran, Irak, Libye, Algérie). À court terme, Huntington exhorte les Occidentaux à se ressaisir, à nouer des alliances avec d'autres civilisations, à renforcer leurs capacités de défense et leur protection contre la prolifération des armes de destruction massive.

Ces conclusions provocatrices, jointes aux faiblesses intrinsèques des démonstrations, devaient soulever une vaste polémique. Celle-

---

5. Samuel Huntington, « The Clash of Civilisations ? », *Foreign Affairs*, 72 : 4, 1993, & « L'Occident et le choc des civilisations », *Guerres et paix au XXI<sup>e</sup> siècle*, Défense nationale, 4 avril 1996.

ci a révélé les égarements de la thèse en ce qui concerne l'unité présumée des civilisations (que contredisent les vieux différends politiques qui les déchirent) et l'invraisemblance stratégique de la connexion islamo-confucéenne dont Huntington semble d'ailleurs abandonner l'hypothèse dans ses publications récentes.

Par son retentissement, cette thèse témoigne des nombreux débats qui secouent ces dernières années une Amérique hésitant entre l'acceptation d'un monde dont elle ne constituera qu'un pôle parmi d'autres, et la tentation de réaffirmer son leadership par la croisade et le rapport de force. La thèse, dans ce cas, signifierait un moment du débat : celui de « la recherche d'un accord renouvelé entre tenants américains du réalisme stratégique et avocats du rôle moral de leur pays <sup>6</sup> ». Mais elle fédère également certains discours de spécialistes et certains rapports de l'OTAN ou du Parlement européen qui, depuis la guerre du Golfe, ne cessent d'insister sur la fracture méditerranéenne, le péril islamique, la nouvelle puissance chinoise et l'envolée des dépenses militaires asiatiques. Elle séduit des auteurs très divers (B. Lewis, R. D. Kaplan), inspire des hommes politiques souvent très conservateurs, légitime les nouvelles doctrines militaires américaines de contre-prolifération. C'est donc aussi celle d'un Occident en quête d'un « ennemi total » <sup>7</sup>.

Dans ce contexte, et celui de la montée des extrêmes droites, W. Pfaff a sans doute raison d'écrire que le paradigme de Huntington est « activement dangereux » <sup>8</sup>. En subsumant des conflits d'origines fort diverses mais discernables (territoires, légitimité politique ou disparités économiques) en lutte de civilisations, on transforme des problèmes que l'on peut résoudre en problèmes insolubles. Car à aucun moment

---

6. François Godement, « Ordre et désordre en perspective », *RAMSES* 94, Dunod-IFRI, 1993.

7. Mariano Aguirre, *Le Monde diplomatique, Manière de voir*, 25, 1995.

8. William Pfaff, « Réponse à Samuel Huntington », *Commentaire*, 1994.



Huntington n'en appelle au dialogue des cultures ou aux tentatives d'élaborer un cadre de compréhension mutuelle. Par un insidieux dévoiement, la dimension culturelle des conflits qui servait la critique du réalisme politique sert ici à fonder un « nouveau réalisme » : la restauration de l'ordre ancien, celui d'une nouvelle « guerre froide », avec ses courses aux armements et ses stratégies indirectes.

Nul ne conteste l'importance des facteurs culturels identitaires ou religieux dans la plupart des conflits actuels, de la Bosnie à la Tchétchénie, de l'Algérie au Kurdistan. Ce qui est contestable, c'est d'y voir un Occident sur la défensive quand l'« Occidentalisme » agresse toutes les cultures. « Le réenchantement du monde naît du désenchantement <sup>9</sup> ». Ainsi, l'islamisme s'affirme surtout là où l'échec des modèles sociaux et politiques importés d'Occident sont les plus patents. Ses prétentions révolutionnaires restent d'ailleurs souvent ambiguës tant elles se déploient, sans vraiment remettre en question l'Occident dans un monde qu'il a politiquement façonné (État-nation) et dont il définit encore les principes de modernité (l'industrialisme, la raison technologique, la propriété). La réactivation des cultures et des religions relève moins d'un conflit entre civilisations que des menaces confuses et des réactions antisystémiques que génère la mondialisation.

Cela ne semble pas complètement échapper à Huntington. Parmi les causes de la montée en puissance du culturel, il souligne que « le monde devient plus petit », les interactions entre les peuples se développent et cette multiplication « intensifie la conscience de civilisation et la perception des différences », la « modernisation » affaiblit les identités locales et l'« État-nation ». Ailleurs, il précise sans faux-fuyant les bonnes raisons qui pousseraient le reste du monde à s'opposer à

---

9. Pierre Hassner, « Un Spengler pour l'après-guerre froide ? », *Commentaire*, été 1994.

l'Occident : ce dernier, et les États-Unis en tête, « utilise en fait les institutions internationales, sa puissance militaire et ses ressources économiques pour diriger le monde de façon à maintenir sa prééminence, ses intérêts, et à promouvoir ses valeurs politiques et économiques ».

La plupart de ces arguments sont tout à fait recevables et devraient être logiquement synthétisés dans une critique radicale du système qui fonde la mondialisation et ses hiérarchies hégémoniques. En se focalisant sur les résultats présumés du processus sans en remettre en question politiquement les origines, la thèse n'en apparaît que plus cynique : elle choisit son camp et son ordre du monde.

#### ÉCONOMIE-MONDE & CONFLITS HÉGÉMONIQUES

La dialectique de la mondialisation et de la fragmentation, de l'intégration et du conflit est depuis longtemps au cœur des approches en termes de système-monde. Aux conflictualités intrinsèques des diversités politiques et culturelles d'une « économie monde » s'ajoutent celles, plus spécifiques, issues de son caractère polarisé, hiérarchisé en zone d'inégal développement. Pour Braudel, le capitalisme réel s'éloigne en effet sensiblement des utopies libérales : tricheries, spéculations, colonisation par les armes ou par la dette, corruption aux plus hauts niveaux — l'accumulation se développe particulièrement dans l'espace international, où n'existe pas de règle supérieure. De ce terreau de rivalités et de frustrations propices à la guerre, un certain ordre peut être dégagé.

« Replacer la guerre dans les cadres de l'économie monde, écrit-il, c'est découvrir un autre sens aux conflits des hommes <sup>10</sup>».

---

10. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle*, tome 3, Armand Colin, 1979.

À chaque zone ses conflits spécifiques. Dans les pôles hégémoniques, le capitalisme semble rationaliser la guerre : ses dispendieuses préparations offrent un espace privilégié de valorisation du capital et d'innovations, tandis que la logique d'engagement guerrier est subordonnée à la défense des intérêts marchands. La singulière déconnexion entre le volontarisme de superpuissance et la gravité morale des conflits obéit à cette règle. Les champs pétroliers du golfe Persique mobilisent immédiatement l'armée américaine et une formidable coalition internationale ; les montagnes bosniaques, une indéfinissable Forpronu sans aucun GI ; le Rwanda ou le Burundi, à peine quelques États africains. Il est vrai que, selon Braudel, plus on s'éloigne du centre, plus l'argument économique des conflits régionaux s'affaiblit, s'estompe sous le déchaînement des luttes territoriales, religieuses, tribales. Et « chacun fait la guerre qu'il peut » : F 117 et armes laser ici, kalachnikov ou machette là bas. La « guerre savante », elle, n'est efficace que pratiquée des deux côtés à la fois. Que l'ennemi se dérobe à son univers, déplace le combat en un ailleurs déconcertant, et les belles machineries militaires s'enlisent. Les piteux retraits somaliens succèdent aux triomphes technologiques de l'armée américaine dans la guerre conventionnelle du Koweït.

Pour Wallerstein, c'est toute la vie du système-monde moderne qui « est faite de forces conflictuelles » assurant, par leurs tensions, sa cohésion. La fragmentation politique est ainsi une condition de survie du capitalisme. Le système interétatique prévient l'émergence de l'Un, de l'État unique, de l'Empire-monde qui n'offrirait aucune échappatoire externe au capital et risquerait de privilégier la paix sociale au détriment de l'accumulation. Il s'en dégage des règles tendanciennes.

Dans les trois cas où l'économie-monde fut menacée d'être transformée en Empire-monde, une guerre mondiale s'ensuivit durant laquelle une puissance navale ou navale aérienne mit en échec l'agresseur continental et établit son hégémonie (Provinces-Unies : 1620-1650, Royaume-Uni : 1815-1873,

États-Unis : 1945-1967). L'ascension et le déclin des économies dominantes obéissent, selon Wallerstein, à un cycle hégémonique. La concurrence triadique actuelle manifesterait ainsi la crise de l'hégémonie américaine avec ses turbulences économiques et ses risques de conflits mondiaux. Si le système devait suivre une voie « normale », vers 2050 ou peut-être 2075, la concurrence Japon-Europe culminerait dans une autre guerre de trente ans dont le Japon (allié aux États-Unis) a toutes les chances d'être victorieux <sup>11</sup>.

Cependant, si l'histoire devait bégayer ce serait plutôt aux rivalités européennes d'avant 1914 (Royaume-Uni/Allemagne) que Wallerstein devrait comparer l'Asie. Au sein de cette pépinière de grands États, le Japon, puissance économique et maritime, pourrait voir son hégémonie locale menacée par le réarmement naval d'une Chine promise au premier rang économique mondial autour de 2015. Les vraies menaces concernent plus les vieux conflits internes à la zone, ou même les risques d'implosion chinoise dans l'inégal développement des provinces, que les rapports Europe / Japon.

Toujours très prudent dans ses prospectives, Wallerstein s'avoue sceptique sur la « normalité » des temps que nous vivons et repère assez justement quelques éléments novateurs : remise en question post-soixante-huitarde des idéologies libérales, mais aussi anti-systémiques, déclin de l'étatisation, migrations, défis militaires du Sud et contestations de la géoculture. Le système pourrait donc tout aussi bien craquer par la pression cumulée de ces forces.

Cette hypothèse des convulsions internes de la mondialisation nous paraît beaucoup plus pertinente à moyen terme que la récurrence des conflagrations mondiales. Toutes les thèses sur la

---

11. Immanuel Wallerstein, « Le système et son devenir : thèses sur sa structure et sa trajectoire propre », *Cahiers du GEMDEV*, 20, 1993.

guerre des mondes sont abusées par la notion d'intégration économique régionale ou globale. Elles l'assimilent à l'émergence d'une société plus englobante, une super-nation fédérative et unifiée, alors que la globalisation a précisément l'effet inverse. Elle intègre et valorise dans ses réseaux non des totalités mais des fragments choisis d'espaces sociétaux (entreprises, micro-régions). C'est donc plutôt au sein des unités politiques vis-à-vis desquelles elle s'émancipe que naîtront inmanquablement les conflits de la division et des ruptures de solidarités. Aussi les sociétés les plus fragiles face à la mondialisation nous montrent-elles aujourd'hui la forme des conflits nouveaux : tous procèdent de tensions intra-étatiques.

#### GLOBALISATION & CONFLICTUALITÉ INTRA-ÉTATIQUE LE NOUVEAU CONTEXTE DES CONFLITS ARMÉS

La globalisation est la forme supérieure de la mondialisation. Elle fait référence à une double réalité : la montée en puissance des réseaux de firmes privées qui intègrent les activités économiques locales dans une perspective directement transnationale et l'essor des échanges immatériels (information, services, flux financiers) pour lesquels les notions de frontière, d'espace et de temps ne comptent plus. Son influence est déjà perceptible dans les possibilités et les formes de conflits.

En dépit de quelques lourdes incertitudes dans la zone asiatique, les menaces de conflits entre grandes puissances semblent à moyen terme peu crédibles. La volonté de paix est ici confortée par l'imbrication des activités économique-financières, tandis que la globalisation dans la production d'armes limite l'autonomie militaire des puissances moyennes.

Mais cette paix des grands est surtout restrictive. Elle ne concerne guère ces zones où l'intégration à la mondialisation suscite les plus graves problèmes politiques et sociaux et où la

guerre revêt des formes nouvelles. Il y a une cinquantaine d'années, 80 % des conflits étaient inter-étatiques et occasionnaient surtout des pertes militaires. Depuis la guerre du Golfe, toutes les guerres sont de nature intraétatiques et 90% des victimes sont civiles. Ces guerres échappent aux définitions traditionnelles. Elles apparaissent dramatiquement « dérégulées » du triple point de vue politique, militaire et moral.

Politiquement, les conflits naissent moins de la puissance des États que de leur faiblesse ». Parfois l'État disparaît en « zones grises » sous la lutte des factions (Liberia, Somalie). Parfois il s'effondre et en fait naître de nouveaux comme par subdivision cellulaire (Yougoslavie, CEI). L'un des aspects les plus dramatiques est la dérive des luttes en conflits identitaires (Kosovo, Karabakh, Bosnie, Tadjikistan) voire ethno-tribaux (Rwanda, Burundi). Dans ce type de conflit, chaque groupe se persuade qu'il est menacé dans son existence physique ou politique par la domination d'un autre. La guerre y est vécue comme défensive, fondée sur un processus victimaire collectif et alimentée dans sa paranoïa irrationnelle par le vecteur des médias modernes. Ce contexte d'autisme sociopolitique n'admet ni modération, ni conciliation. Le massacre en est l'horizon quasi constant. La dégénérescence militaire s'exprime par la banalisation du recours au terrorisme, l'intervention de bandes miliciennes qui s'affrontent en combats sporadiques, s'attaquant plus volontiers aux populations civiles (y compris de leur propre camp) qu'aux forces armées adverses. L'économie de guerre se modifie également. Le financement des grandes puissances fait désormais défaut. Les motifs de guerre s'effacent alors en luttes de factions pour le contrôle des ressources rares. La plupart des interdits moraux sont bafoués dans les génocides, les viols, les épurations ethniques, dans ces massacres perpétrés, comme à Srebrenica, sous l'œil des satellites militaires occidentaux.

Il serait peu pertinent de ramener tous les conflits dont nous avons fait état à un simple effet de la mondialisation, mais il n'est

pas non plus indifférent de relever qu'ils se situent dans les zones périphériques les plus menacées par son mouvement, dans des États qui, comme ceux de la CEI, cherchent confusément leur avenir entre l'adhésion douloureuse au modèle du capitalisme occidental et la voie d'un ressourcement à une identité présumée. Car ce qui dérégularise la guerre est aussi ce que promet et engage déjà la mondialisation, c'est-à-dire le repli des grandes puissances sur leur guerre économique et sur le droit des peuples à s'entretuer. C'est également l'affaïssement des États, la transnationalisation des réseaux d'armements, la lutte pour les derniers espaces de rentes périphériques, ceux des plantations de la drogue (Colombie, Afghanistan), des matières premières (Liberia), des pierres précieuses (Angola), de l'aide humanitaire (Somalie).

« Loin d'opposer mondialisation et affirmation identitaire, il convient de les rapprocher, de comprendre que les deux phénomènes vont de pair ; c'est la mondialisation qui est porteuse de fragmentation. »<sup>12</sup> Ainsi, la substitution de la concurrence économique aux affrontements des nations devrait concerner essentiellement la sphère territoriale des échanges globalisés. En revanche, elle devrait multiplier et aggraver tous les conflits plus spécifiquement intra-étatiques, à la périphérie comme dans les zones centrales de l'économie mondiale.

#### UNE GLOBALISATION INSÉCURITAIRE

La globalisation divise et insécurise dès lors qu'elle implique la désintégration des catégories sur lesquelles reposaient les régulations locales et multiplie les « risques de système » (la possibilité de transmissions rapides et amplifiées de chocs apparemment mineurs). Cette fragilisation généralisée pourrait

---

12. Marisol Touraine, « À la recherche de l'ordre perdu », *Science & Vie*, 194, 1996.

ainsi devenir une source majeure de conflits à travers la conjonction de la déterritorialisation/désétatisation des espaces de cohésion, de la montée des risques globaux, du régime universel de l'insécurité sociale et du bouleversement des cultures porteuses de sens collectif.

#### DÉTERRITORIALISATION/DÉSÉTATISATION

Face aux défis de la globalisation, les gouvernements pouvaient opter soit pour une stratégie de frein et de maîtrise du changement, soit pour une stratégie de fuite en avant dans la restructuration interne par le marché. L'option « fuite en avant » l'a emporté par défaut, du fait que la stratégie de régulation exigeait une coopération économique et politique internationale que le retour en force de l'ultralibéralisme a partout métastasée.

La nouvelle économie mondialisée remet ainsi en question les symboles de la puissance publique : la souveraineté nationale et territoriale, le contrôle et le monopole de la violence légitime et les moyens d'infléchir l'organisation économique et sociale. Les flux transnationaux se jouent à présent des frontières et recomposent des espaces selon leurs modalités propres. « Le territoire offre évidemment encore à l'État des modes de contrôle souverains sur les hommes et les biens, mais sur de moins en moins de biens et tout en retirant de moins en moins d'allégeance citoyenne <sup>13</sup> ». La dénationalisation est tout aussi manifeste : le sentiment national s'émousse et les États, pressés de donner des gages aux marchés globalisés, privatisent les entreprises publiques, se désengageant de leurs fonctions traditionnelles <sup>14</sup>.

---

13. Bertrand Badie & Marie-Claude Smouts, « L'international sans territoire », *Cultures et Conflits*, 21/22, 1996.

14. Burhan Ghalioun, « La déstabilisation du monde », *Guerres et paix au XXI<sup>e</sup> siècle*, Défense nationale, 4, 1996.



Dans cet espace ouvert et déréglementé, les politiques économiques n'ont plus d'efficacité régulatrice. Les États recherchent alors une autre territorialisation pertinente. Le mondial étant jugé peu maîtrisable, l'intégration régionale séduit doublement comme cadre de coopération et comme espace de sens et d'espérance à offrir à l'opinion. Cependant, cette logique n'est claire que pour le capital globalisé. Le citoyen, lui, ne saisit plus les priorités d'un agenda d'intégration où les solidarités financières ont toujours la prééminence sur les solidarités sociales et les politiques d'emploi. À ses yeux, d'union en fédéralisme, l'État perd sa légitimité comme foyer exclusif de production de règles.

L'affaiblissement de l'État-nation a nécessairement pour corollaire l'affaiblissement de ses capacités d'intégration et de résolution des conflits : « Là où l'État ne fait pas sens, ou ne fait plus sens, la fièvre identitaire cause des ravages <sup>15</sup> ». Mais la question du vivre ensemble est tout autant posée par la « fièvre affairiste », qui pervertit le politique et « ravage » les équilibres sociaux. Le territoire, en perdant sa raison politique, devient ce lieu de fractionnement communautaire. Les provinces bien intégrées à la mondialisation boudent les solidarités nationales et affichent leur spécificité, au risque d'une revendication d'émancipation politique (le cas de l'Italie du Nord est ici symptomatique). Dans les zones d'exclusion urbaines, ce sont des groupes qui se disputent le contrôle des quartiers, défiant les forces de l'ordre d'un État bien peu présent et dont les interventions semblent procéder d'une légitimité étrangère. Or, tandis que s'accroissent ces nouvelles fractures, se multiplient les sources d'insécurité.

---

15. *Ibid.*, p. 10.

## LA GLOBALISATION DES RISQUES

Dans le contexte de la guerre froide, l'équilibre de la terreur constituait fréquemment le sujet principal d'inquiétude. Certes, l'hypothèque des armes de destruction massive n'est pas levée. La prolifération du nucléaire, des technologies militaires ou duales (civiles mais potentiellement militaires) et la multiplication des réseaux terroristes dispersent la menace en divers foyers. Cependant, se révèlent, chaque jour un peu plus, des périls non spécifiquement militaires, mais tout aussi redoutables, quand la mondialisation en globalise et en amplifie les risques.

Le problème de la drogue implique un fabuleux marché mondial de 400 milliards de dollars. Il ne sera pas réglé tant que perdureront les conditions de marché : le blanchiment financier des narcotrafics, la déprime des cours des produits agricoles du Tiers Monde et les dérélictions sociales qui génèrent la demande.

Le sida s'inscrit, comme toutes les pandémies à venir, dans les mouvements et les structures d'une économie-monde. D'après l'Organisation mondiale de la santé, l'ignorance des risques, la misère des moyens de lutte et la mondialisation du tourisme sexuel laissent prévoir à l'horizon 2000 une localisation de 90 % des cas de séropositivité dans les zones pauvres d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud et du Sud-Est. Les flux d'hommes globalisent le problème mais sa véritable géographie sera celle de la misère et de l'abandon.

Sur le plan des risques écologiques, la diffusion des technologies et du mode de vie occidental déstabilisent tous les écosystèmes. Le sommet de Rio ou les normes de l'Organisation mondiale du commerce sont sans effets face aux rationalités suicidaires du profit. Cyniquement, on déplace le problème par la délocalisation des industries polluantes vers le Tiers Monde.

La spéculation et la globalisation financière atteignent également des dimensions à haut risque : en dépit des règles prudentielles, les crises et les faillites se multiplient et c'est

encore l'intervention des autorités publiques qui sauve *in extremis* des marchés prétendument autorégulés.

Tous ces risques sont globaux, tous impliquent des régulations coopératives par les États. Aucun ne fait l'objet d'une prévention satisfaisante. Or ils ne sont pas seulement insécuritaires, ils portent en eux des potentialités conflictuelles par leurs capacités d'ébranlement du système global et des équilibres internes des sociétés. On pense ici aux dangers incalculables d'une catastrophe écologique majeure (accidents nucléaires, modification climatique, production bactériologique) ou d'un krach financier mondial.

#### L'UNIVERSALISATION DU RÉGIME D'INSÉCURITÉ SOCIALE

La globalisation du capital est sélective. Elle détermine les géographies de richesse et les zones d'abandon, les caractéristiques du rapport salarial et ceux de l'exclusion. Rien de bien nouveau à cela, si ce n'est que, naguère, les États-nations s'efforçaient d'en moduler les termes dans leurs interventions réglementaires, leur politique sociale et leurs actions d'aménagements territoriaux. Or ce sont ces éléments qui tendent à se diluer sous les préceptes libéraux et les pressions du marché. Il devient pertinent de parler, en certains lieux et pour certaines couches sociales (les ouvriers les moins qualifiés notamment), d'un authentique processus de sous-développement au Sud comme au Nord, avec tout ce que cela comporte de dualisme, de blocage, d'exclusion et d'anomie. Déjà, les banlieues de pauvreté atteignent les riches métropoles des pays industriels tandis que les quartiers d'affaires fleurissent au Sud dans un océan de misère. La vie à Pékin est 1,6 fois plus onéreuse qu'à New York. « Vous aurez la charte sociale, avait dit John Major aux Européens suggérant une harmonisation sociale, et nous aurons les emplois ». Et de fait, les entreprises coréennes s'installent à présent en Écosse pour le plaisant motif que la

main-d'œuvre y est moins chère et finalement plus docile que chez elles.

En définitive, les vraies logiques d'inclusion ou d'exclusion de la globalisation sont de plus en plus sociales et de moins en moins nationales et régionales. Bien sûr, la globalisation a ses élites, ses *golden boys*, ses experts produits « au moule » qui « surfent » sur les réseaux d'affaires et les coopérations technologiques. Ces *symbolic analysts*, étudiés par Reich, ont partout en commun la perte du sentiment d'appartenance nationale et de ses obligations de solidarités. Mais, si le capitalisme mondialisé semble pouvoir se passer du bloc national et des classes moyennes (le nouveau chômage des cadres en exprime l'érosion), sa stabilité politique locale pourrait en être affectée. La tendance est en effet à l'approfondissement des inégalités. Ainsi, la disparité des revenus dans le monde entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres est passée en 30 ans d'un écart de 30 à 1 à 60 à 1.

Partout on peut repérer ces logiques communes de marginalisation et de désespérance qui universalisent des formes d'insécurité sociale et intra-nationale. Là encore, de nouvelles formes de conflits sont déjà présentes dans la défense des régimes de protection sociale (mouvements de décembre 1995) ou dans la ghettoïsation raciale des exclus urbains (émeutes de Los Angeles, mouvement des banlieues en France).

#### NIVELLEMENT CULTUREL & PERTE DE SENS COLLECTIF

L'explosion du multimédia et des réseaux télévisuels satellitaires s'associe désormais puissamment à l'action propre des flux d'hommes et d'artefacts dans la globalisation culturelle. Mais la promesse d'une interpénétration des cultures sous l'effet des médias ne résiste pas à l'évidence d'une asymétrie d'influence. L'occidentalisation planétaire, comme le démontre Latouche, a

développé partout ses redoutables effets chez les peuples du Tiers Monde <sup>16</sup>. Non seulement la prégnance culturelle des anciens colonisateurs a conduit à des stratégies de développement inadaptées, mais elle a également induit l'anomie et l'ethnocide. L'importation par les médias modernes des images d'Occident achève le processus d'acculturation par lequel ces peuples en viennent à contempler leur mode de vie coutumier à travers le prisme déformant du regard occidental. Sous le règne culturel de la valeur d'échange s'opère ainsi la transmutation des « différences » en « inégalités » : ils se connaissent pauvres mais dignes dans leur identité, ils se découvrent misérables et arriérés.

Or, aujourd'hui, la globalisation bouscule les référents jusqu'au cœur de l'Occident. Églises, syndicats, partis, États, systèmes de protection sociale, toutes les institutions porteuses d'un sens collectif sont en crise. Et le marché-roi n'offre en lui-même aucun projet collectif, aucun référent d'identification. Diffuser cet économisme comme nouveau credo mondial, c'est globaliser la perte du « sens ».

Cela signifie qu'il faut s'attendre, en retour, à une radicalisation de la quête d'un autre collectif dans des formes que l'effondrement des idéologies universelles rendra confuses et sans doute violentes. Les sanglants éclats de la secte Aum ou des groupes paramilitaires américains démontrent que des sociétés industrielles aux repères déstructurés peuvent produire des groupes qui empruntent à l'idéologie marchande pour se définir, par la violence, une existence spécifique (contestation de l'État, anarcho-capitalisme, structuration en réseaux). Dans les régions marginalisées ou politiquement ébranlées s'exprime la pression de l'identitaire et du religieux. Mais ces mouvements représentent aussi, à leur manière, un certain appel à

---

16. Serge Latouche, *L'Occidentalisation du monde*, Agalma, 1989.

l'« idéologie de l'ordre ». À celui-ci fait écho la résurgence de l'extrême droite et du nationalisme dans les pays occidentaux. À déléguer aux marchés la définition du nouvel ordre, les démocraties pourraient bien se retrouver demain face à tous les ordres nouveaux.

### L'ORDRE PAR LA CATASTROPHE ?

Les conflits de demain seront pluriels dans leur formes et leurs origines. La mondialisation, de ce point de vue, n'invente pas les oppositions humaines mais en influence le cours et parfois en redéfinit le sens. Ainsi, les conflits de blocs (Nord/Sud ou Nord/Nord) ou de civilisations semblent peu crédibles à moyen terme. Les conflits interétatiques traditionnels subsisteront sans doute à des niveaux régionaux (Moyen-Orient, Asie), mais ce sont les conflits interétatiques (même s'ils peuvent avoir des incidences internationales) qui seront significatifs des multiples chocs de la mondialisation.

Dans bon nombre de pays du Tiers Monde, la nature des régimes et l'existence même de l'État seront posées. Les écarts de blocage de développement, accentués en certaines zones par le dynamisme démographique, vont exacerber les facteurs de désintégration sociale et politique (dualisme économique, clivages ethniques et religieux, découpage arbitraire des frontières hérités du colonialisme, etc.) L'intervention modératrice d'une « communauté internationale » ne sera pas garantie et sans doute cahotique (suspendue aux mouvements des opinions publiques et des médias). Il faut donc s'attendre à de nouveaux drames humanitaires.

Dans les pays industrialisés, les affrontements pourront être violents sans nécessairement atteindre le degré d'un conflit armé. La conflictualité à venir sera, là aussi, de forme d'autant plus nouvelle que la prégnance de la mondialisation lui offre un

contexte inédit. Les forces centrifuges que déploie cette dernière multiplient les conflits internes tout en dispersant leur sens global. C'est pourquoi cette conflictualité devrait se décliner en diverses révoltes sporadiques, peut-être teintées d'individualisme (version « Unabomber <sup>17</sup>») plutôt qu'en véritables révolutions ou guerres civiles, qui supposent l'existence d'un projet social alternatif et/ou d'un haut degré d'implication politique. Actuellement, hormis la révolte zapatiste théorisée par l'énigmatique sous-commandant Marcos, aucun mouvement d'ampleur ne s'est fixé pour ennemi la mondialisation elle-même. Là réside peut-être le secret de la dynamique étonnante de la mondialisation, tandis qu'elle globalise les problèmes d'un système, elle peut encore jouer d'oppositions fragmentées et spécialisées (corporatisme syndical, nationalisme, écologie, etc.). À moins que l'accumulation des risques de systèmes ne contraigne brutalement à des sursauts citoyens et à des révisions radicales. Paradoxe d'une complexité mondiale : tout l'espoir s'y suspend à la crise de rupture, à la conviction de son imminence, à la « catastrophe » capable de condenser des rêves épars en un monde meilleur.

---

17. Du surnom de ce scientifique américain, T. Kaczynski, qui bricolait des colis piégés puis les expédiait à ceux qui en, toute conscience et sans jamais être inquiétés par la justice, se livraient à des activités qui menaçaient l'homme ou la nature (directeurs d'usines polluantes, scientifiques sans scrupules, etc.).

# L'homme & la nature dans la « fabrique du diable »

Tout le bonheur de l'homme est dans de petites vallées

JEAN GIONO

**A**ujourd'hui, tout se passe comme si l'incessant processus d'accumulation du capital menait « la frontière mobile du monde économique capitaliste jusqu'à ses colonnes d'Hercule » (Gramsci). Autrement dit, grâce à l'abaissement des rideaux de fer et de bambou et à l'émergence de nouveaux pays industrialisés, l'économie-monde serait près de recouvrir l'économie mondiale. On ne saurait cependant réduire la mondialisation à l'extension planétaire de la zone d'influence du capitalisme. D'autres traits singularisent le capitalisme dans sa forme nouvelle : l'effacement de la base nationale des firmes, la constitution de trois pôles centraux dominant l'économie mondiale, l'hypertrophie du secteur financier, la « dichotomie entre la base mondialisée (le système productif) et la superstructure qui ne l'est pas (l'État national) » (Samir Amin). À ces éléments, il convient d'ajouter les nouveaux champs



d'activité ouverts à la valorisation du capital grâce aux technologies de l'information et de la commande (informatique, robotique, biotechnologie, etc.).

Ces nouvelles techniques ne permettent pas simplement de déplacer les capitaux d'une place financière à l'autre à la vitesse de la lumière ; elles créent également les conditions de l'avènement d'un « capitalisme généralisé », c'est-à-dire d'un capitalisme capable d'étendre indéfiniment le règne de la marchandise aux « fonctions sociales », aux « activités humaines supérieures », à l'homme et à la nature <sup>1</sup>. De ce point de vue, la mondialisation affecte doublement la nature :

— parce que « la constitution d'un espace productif mondial » porte en elle « l'unification écologique du monde » <sup>2</sup> : l'ampleur des activités industrielles, l'intensification de la circulation des hommes et des marchandises, mais aussi des virus, des bactéries, des parasites, des effluents, des substances nucléaires, etc. dessinent les contours d'une « écologie-monde » qui se confond avec l'écosphère ;

— parce que les nouvelles technologies offrent aux hommes de formidables moyens de réaliser, « à l'échelle tellurique », le programme cartésien de domination rationnelle de la nature.

Or, des maladies « émergentes » aux risques technologiques majeurs, de la résurgence d'anciennes pathologies aux menaces écologiques globales, en passant par l'érosion des sols, l'appauvrissement du patrimoine génétique mondial, la destruction des forêts tropicales, l'épuisement des ressources halieutiques, etc., tout porte à croire que chaque action entreprise par les Occidentaux pour soumettre une nature par trop sauvage finit par se retourner contre les hommes.

---

1. M. Beaud, « Le basculement du monde », *Le Monde diplomatique, Manière de voir*, n° 28, novembre 1995, pp. 73-76.

2. J.-P. Deleage & D. Hemery, « De l'éco-histoire à l'écologie-monde », *L'Homme et la Société*, 91/92, 1989, p. 13-30.

Les signes de rupture écologique sont manifestes et apparaissent solidaires du mode de relations homme-nature instauré par le capitalisme. En toute logique, les responsables devraient s'interroger sur les modalités de régulation des tensions socio-écologiques. Mais nul ne semble vouloir poser la question, comme si la réponse allait de soi.

Il est vrai que, si les turbulences des deux dernières décennies ont apparemment condamné le « socialisme » (avec l'effondrement des capitalismes d'État) et le keynésianisme (avec l'échec des politiques de résorption de la crise), elles semblent avoir épargné le libéralisme économique pour l'imposer comme « pensée unique ». Cette idéologie occupe aujourd'hui une position inexpugnable renforcée par le crédit que lui accordent des organismes conçus et nourris au credo libéral (FMI, OMC, BRI, Banque mondiale) et des gouvernants convertis au dogme du salut par le marché. À ces appuis institutionnels s'ajoute la caution des faits : au niveau mondial, les accords du GATT et la multiplication des zones de libre-échange ; au niveau des États-nations, la faillite des divers modèles de capitalisme associant, sous une forme ou sous une autre, État, organisations patronales et syndicales, ponctuée par le triomphe du capitalisme de marché anglo-saxon (désengagement de l'État, exaltation de l'esprit de compétition, garantie du jeu de la concurrence, individualisme forcené, réalisation de profits à court terme comme critère de performance) <sup>3</sup>.

Concrètement, l'absence d'instances de régulation mondiale et la mise en application des préceptes libéraux livrent l'économie mondiale à la loi du marché — cheval de Troie de la dictature de l'économie —, conférant ainsi à la mondialisation un caractère « sauvage » <sup>4</sup>. Hégémonique, la pensée libérale proclame qu'il

---

3. R. Boyer, « Le mauvais capitalisme chasse le bon », *Le Monde*, 4 juin 1996.

4. Expression d'A. Chouraqui, in « Civiliser la mondialisation sauvage ? ou un combat d'avant-garde ? » *Cahier Jean MACE*, 48, 1996.

n'y a pas d'alternative : « Il ne faut pas rêver. L'économie mondialisée s'impose à nous », affirme Jean Arthuis (ministre de l'Économie). Ici, il ne s'agira sans doute pas de rêver, mais d'examiner la réalité d'un monde que les chantres du libéralisme économique nous présentent comme unique et indépendant de la volonté des hommes. À leur rhétorique, qui tient des « misérables subterfuges de l'apologétique » (Marx), on aura la faiblesse de préférer l'approche critique de Polanyi, au risque de l'anachronisme <sup>5</sup>.

#### VERS UNE « ÉCONOMIE DE MARCHÉ » PLANÉTAIRE

Le monde — c'est-à-dire les hommes, les communautés qu'ils forment, leurs cultures, leurs milieux de vie, leur existence, l'écosphère — se trouve aujourd'hui soumis pour l'essentiel aux diktats des marchés. Les apôtres du libéralisme économique s'en félicitent : leurs modèles abstraits attestent que le marché libre, autorégulé, créateur de prix, est le meilleur appareil de régulation économique et sociale qui se puisse concevoir ; et les mêmes constructions théoriques démontrent qu'il est également parfaitement indiqué pour réguler les tensions socio-écologiques. Il est permis d'en douter.

#### EXAMEN CRITIQUE DE L'ARGUMENTATION LIBÉRALE

En matière écologique, l'argumentaire des économistes libéraux emprunte autant au registre du cynisme qu'à celui du merveilleux béat. Il y a cinq ans, Lawrence Summers, alors directeur des études économiques de la Banque mondiale, faisait circuler une note confidentielle dans laquelle il expliquait que, pour réduire les coûts sociaux de la pollution, le meilleur moyen

---

5. Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983 (1944).

consistait à exporter les usines polluantes dans les pays sous-développés <sup>6</sup>. Sa démonstration reposait sur une hypothèse que les âmes sensibles jugèrent proprement scandaleuse : le coût de la vie humaine d'un citoyen moyen des pays développés étant supérieur à celui de son homologue des pays du Tiers Monde, il est économiquement préférable que ce soit ce dernier qui meure d'un cancer, d'autant que l'importation d'usines polluantes lui éviterait de périr d'inanition prématurément. Les esprits offusqués par tant d'immoralité crurent pouvoir réfuter l'argumentation en invoquant l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cependant, il en va du monde occidental comme de *La Ferme des animaux* de George Orwell : tous les hommes sont égaux, mais certains sont plus égaux que les autres, et la thèse de Summers s'en trouve confortée.

Le scandale, en définitive, réside moins dans la crudité des propos de ce distingué économiste que dans la réalité qu'ils reflètent si fidèlement : un monde dans lequel l'homme est proclamé valeur suprême, mais où la valeur de chaque individu s'apprécie économiquement en fonction de ce qu'il « rend » lorsqu'il est soumis au « supplice utilitaire », et où cette valeur marchande décide de son sort et de sa vie.

Dans sa version euphorique, un raisonnement de ce type fait jouer un cercle vertueux — très virtuel — qui débouche providentiellement sur le « développement durable » <sup>7</sup>. Dans ses grandes lignes, le scénario serait le suivant : grâce à la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux, le volume du commerce mondial augmente, ainsi que le revenu mondial, notamment le revenu par tête dans les pays en voie de

---

6. « Mieux vaut être pollué que mort de faim », *Courrier international*, 68, 20 février 1992.

7. Mode de développement purement fictif qui permettrait de perpétuer la croissance économique sans compromettre la vie des générations futures.

développement. La préférence pour l'environnement suivant la progression du revenu, les agents économiques lui allouent de plus en plus de ressources si bien qu'une branche d'activités spécialisées dans la préservation des milieux de vie se développe et assure progressivement un environnement naturel écologiquement sain pour les générations actuelles et futures. Des économistes non libéraux ont émis quelques réserves sur le réalisme de cet enchaînement :

— la thèse s'appuie sur la vieille théorie des avantages comparatifs. Selon cette théorie, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il se révèle le plus efficient, et à miser sur le commerce international pour se procurer à bon compte les marchandises qu'il ne produit pas ; ainsi le libre-échange bénéficierait-il à toutes les parties. Cependant, pour cela, il faudrait que les facteurs de production soient internationalement immobiles, or, aujourd'hui, les capitaux se déplacent à travers le globe ;

— en l'absence de réglementation internationale, la mobilité du capital encourage la délocalisation des entreprises vers les pays pratiquant le « dumping écologique », et favorise par conséquent la dégradation des écosystèmes. D'une manière ou d'une autre, les lois sur l'environnement, en obligeant les entreprises à intégrer des coûts écologiques dans les charges d'exploitation, diminuent leur degré de compétitivité. L'implantation de leurs usines dans des pays dépourvus de législation environnementale leur permet de ne pas supporter ces coûts, et d'accroître ainsi leur aptitude à résister à la concurrence internationale. Le libre-échange incite donc les États à édulcorer leur réglementation environnementale, si bien que la nature finit par pâtir de la guerre économique.

Les libéraux objectent que les statistiques ne mettent en évidence aucun exode massif des entreprises vers les pays écologiquement les moins exigeants. À cela plusieurs

explications : d'abord, dans les pays développés, les coûts écologiques à la charge des entreprises n'atteignent pas des niveaux si élevés qu'ils justifieraient à eux seuls un déplacement généralisé des unités de production vers des pays trop pauvres pour s'offrir le luxe de préserver leur environnement. En outre, lorsqu'ils envisagent de délocaliser, les industriels comparent la structure globale des coûts de production et non pas les charges correspondant à un poste particulier. Dans le même ordre d'idées, les pays où la législation environnementale est la plus souple sont, en règle générale, ceux où les coûts salariaux sont les plus faibles, de sorte que le jeu du « dumping social » se combine, en le masquant, avec celui du « dumping écologique ».

Par ailleurs, des études empiriques plus fines que les données macroéconomiques font ressortir une réelle relocalisation de certaines industries dans certains pays, en raison d'un différentiel de politiques environnementales. Les branches les plus touchées sont la chimie, les fonderies, les usines de production d'amiante, de chlorure de vinyle et d'arsenic. Nul n'ignore que le Japon, confronté à une grave crise écologique dans les années 1970, a exporté massivement ses usines polluantes vers les pays de l'Asie du Sud-Est.

Enfin, pour sa valeur symbolique, il convient de mentionner le négoce des déchets hautement toxiques qui s'est développé depuis le début des années 1980 jusqu'à nos jours — malgré la signature de la convention de Bâle, en 1989. Des courtiers achètent aux pays du Tiers Monde (et aux ex-pays du bloc « socialiste ») le droit de stocker sur leurs territoires des déchets particulièrement dangereux, que les industriels ne parviennent ni à recycler ni à neutraliser. Le Tiers Monde se trouve ainsi investi du double statut que le capitalisme assigne à la nature : mine et dépotoir.

D'autres auteurs soutiennent que les mécanismes de marché sont incapables d'assurer l'intégration des risques

environnementaux planétaires tels que l'augmentation de l'effet de serre, l'élargissement du trou de la couche d'ozone, etc. Des économistes n'hésitent pourtant pas à préconiser l'instauration d'un marché mondial des droits à polluer où les titres négociés pourraient être des droits d'émission de dioxyde de carbone. La proposition dénote un principe cardinal de l'économie libérale : toute préférence doit pouvoir s'exprimer sur un marché réel (ou potentiel) sous la forme d'une demande ; celle qui ne renvoie pas à un besoin solvable est considérée comme nulle et non avenue. Dans la société de marché, l'individu n'existe qu'à la mesure de son pouvoir d'achat et n'accède aux biens qu'à proportion de son consentement à payer. Les biens environnementaux étant des produits inaccessibles aux pauvres, ces derniers sont présumés indifférents à la qualité de leur milieu de vie. Ainsi, la théorie économique justifie-t-elle la suggestion de Summers. Sur le terrain, ce bon sens économique donne les bidonvilles entourant l'usine de l'Union Carbide à Bhopal ou une raffinerie de pétrole à Mexico, l'installation de la Chisso sur les rives de la baie de Minamata (Japon) et autant de catastrophes dont les victimes étaient, pour ainsi dire, économiquement consentantes.

D'après les libéraux, le cercle vicieux de la misère et des nuisances est rompu dès l'instant où les pauvres se sont enrichis. Mais, contrairement à ce que laisse espérer le scénario optimiste, la dynamique sociale impulsée par le libre-échange ne paraît pas devoir supprimer la pauvreté : elle aggraverait plutôt les inégalités à l'échelle planétaire. On imagine mal, dans ces conditions, l'assainissement des milieux naturels qui doit fatalement résulter de l'éradication économique de la pauvreté. Et quand bien même cet événement surviendrait miraculeusement, il n'éviterait pas :

— le sacrifice de générations, sur l'autel du marché, au nom du bien-être hypothétique des générations futures. En donnant à croire en des lendemains qui chantent, les économistes libéraux,

comme les idéologues staliniens, « s'autorisent la bonne conscience des maîtres » (A. Camus) ;

— le sacrifice d'écosystèmes, sur le même autel, pour assurer l'improbable sauvegarde de l'écosphère. Les économistes libéraux semblent ignorer le caractère irréversible de la plupart des atteintes aux milieux naturels et, au-delà, à la nature en tant que telle ; mais ils sont doublement excusables : leur mode de pensée s'inspire de la mécanique classique du XIX<sup>e</sup> siècle, et la nature, encore plus désargentée que les pauvres, n'exprime aucune préférence sur les marchés.

En se désintéressant de l'homme et de la nature pour se préoccuper des seules valeurs marchandes, ces économistes ne font que paraphraser la pratique dominante d'un monde où l'économie et la rationalité économique exercent leur empire sur toutes les sphères d'activité, sur la vie et sur les milieux de vie. Autant de considérations qui autorisent le retour à Polanyi.

#### LA RÉHABILITATION DE LA PROBLÉMATIQUE POLANYIENNE

Si l'on s'en tient à la lettre, le projet poursuivi par Polanyi est purement rétrospectif : il désire comprendre l'effondrement de la « civilisation du marché » survenu à l'occasion de la crise de 1929. Polanyi est convaincu de parler d'un passé à jamais révolu. Sa conviction se fonde sur une prémisse majeure : la société de marché — autrement dit la société dont la sphère économique est exclusivement régie par les mécanismes d'autorégulation marchande — est une « utopie suicidaire » ; un modèle de société invivable que la dépression des années 1930 et les politiques interventionnistes consécutives ont irrémédiablement condamné.

Polanyi a commis l'erreur de borner, sciemment, la validité de son diagnostic dans le temps, tant il était persuadé que l'histoire avait définitivement ravalé le projet libéral au rang des accessoires archaïques. Il ne pouvait imaginer qu'une nouvelle



phase de l'histoire du capitalisme assurerait le renouveau idéologique du libéralisme économique et que sa problématique s'en trouverait doublement réhabilitée : au niveau de chaque État-nation, avec le triomphe du capitalisme marchand anglo-saxon ; à l'échelle de la planète, par la libéralisation du commerce international et la multiplication des programmes d'ajustement structurel <sup>8</sup>.

Bien sûr, aujourd'hui, pas plus qu'il y a un siècle et demi dans l'Angleterre victorienne, le « système économique » consciemment mis en place n'est rigoureusement conforme à l'image sublimée que les épigones d'Adam Smith se faisaient et se font de l'économie de marché. Et les ulémas du libéralisme pur et dur ne se privent pas de signaler tous les manquements à la règle cardinale de la non-intervention de l'État. Mais, si les responsables politiques et les grands décideurs doivent composer avec une réalité qui résiste aux modèles abstraits, ils n'en considèrent pas moins l'utopie libérale comme l'étalon auquel doivent être rapportées les réformes projetées pour en apprécier la pertinence théorique. La simple observation des grandes orientations prises en matière de politique économique montre leur filiation idéologique. Ainsi, les principales conclusions de la réunion du G7 de Lille, en avril 1996 : assainissement des finances publiques ; renforcement du « rôle essentiel » du secteur privé ; promotion de l'esprit d'entreprise et de l'investissement dans l'homme comme dans le capital ; poursuite de la dynamique de libéralisation du commerce mondial ; abaissement des charges sociales dans les pays européens ; etc.

Ces recettes de politique économique libérale s'inscrivent dans un programme cohérent : faire de l'économie mondiale un « système économique commandé, régulé et orienté par les seuls

---

8. Politiques économiques d'inspiration libérale imposées par le FMI et la Banque mondiale aux pays lourdement endettés.

marchés ; [un système où] la tâche d'assurer l'ordre dans la production et la distribution des biens est confiée [au] mécanisme autorégulateur » du *One Big Market* — le « Grand Marché unique » formé par le réseau de relations réciproques des différents marchés. Dans cette perspective, pour mesurer les risques que le « libéralisme réellement existant » fait courir à l'humanité et à l'écosphère, il est permis d'étendre à la « mondialisation sauvage » de cette fin de XX<sup>e</sup> siècle l'approche polanyienne de la régulation du « capitalisme sauvage » du XIX<sup>e</sup> siècle.

#### DE L'« ÉCONOMIE DE MARCHÉ » À LA « MONDIALISATION SAUVAGE »

L'économie de marché, telle que la conçoit Polanyi, repose sur le principe cardinal de l'autorégulation : « Il s'agit d'une économie gouvernée par les prix du marché et par eux seuls, [...] capable d'organiser la totalité de la vie économique sans aide ou intervention extérieure ». De cette prémisse majeure découlent deux caractéristiques importantes, indissociables de l'idée même de système économique autorégulateur :

— d'une part, « la division institutionnelle de la société en une sphère économique et une sphère politique ». Il y a ainsi non seulement séparation de l'économique d'avec le politique, mais aussi désenchevêtrement de l'économique du sein de la totalité sociale et retournement de la relation entre les deux : « Au lieu que l'économie soit encastrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encastrées dans le système économique ». Selon Partant, l'inversion des rapports de domination entre l'économique et le reste de la société signifie l'incapacité des hommes de contrôler et d'orienter l'évolution de leurs formations sociales : la société n'est plus autonome (l'individu non plus) <sup>9</sup>;

---

9. F. Partant, *La Fin du développement. Naissance d'une alternative ?* Maspero, 1982.

— d'autre part, l'extension du règne de la marchandise à la terre, au « travail » et à la monnaie : les prix commandant la production, il doit y avoir des marchés libres, créateurs de prix, pour tous les éléments entrant dans la production des marchandises, c'est-à-dire non seulement les matières premières, les ressources énergétiques, les produits semi-finis, les instruments de travail et les services, mais aussi la terre, la force de travail et la monnaie. Sur les marchés de ces trois biens, les mêmes mécanismes de l'offre et de la demande déterminent librement leurs prix respectifs ; en l'espèce, trois catégories de revenus : respectivement rente, salaire et intérêt — le profit correspondant à la « différence entre deux ensembles de prix » : le prix du bien produit et son coût de production unitaire.

Polanyi montre que, dans l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle, l'institution d'une économie de marché a été le résultat d'un conflit social et d'une volonté politique. Aujourd'hui, on serait bien en peine de mettre en évidence un processus similaire au niveau mondial, en raison de l'absence d'instance de pouvoir supranationale, et au niveau de chaque État, du fait de la transformation des structures sociales. Néanmoins, comme dans la phase historique analysée par Polanyi, ce sont toujours des autorités politiques qui créent les conditions de l'autorégulation par le marché en procédant à leur propre éviction de la sphère économique.

Ainsi, les États-nations, qui optent en faveur du capitalisme marchand anglo-saxon, définissent eux-mêmes les modalités du désengagement de l'État au profit des marchés « libres » : contrôle rigoureux des dépenses publiques, diminution des impôts sur le revenu, déréglementation, arrêt des subventions, politique de « vérité » des prix, élimination des « canards boiteux » par le jeu de la concurrence, restructuration des services publics et rationalisation de leur gestion, réforme des systèmes de protection sociale, privatisation des entreprises

publiques, accroissement de la flexibilité sur le marché du travail, etc. En définitive, ce n'est pas tant l'économie qui prend son indépendance que l'État qui accorde son émancipation à l'économie et leur autonomie aux marchés.

La démission volontaire des politiques explique également l'abandon du commerce mondial aux forces du marché. Ainsi, hormis lorsqu'il s'agit de sauver des capitaux menacés par une crise financière planétaire, les membres du G7 refusent de coopérer afin de réguler l'activité économique du globe et d'harmoniser les différentes stratégies nationales : conformément au principe libéral, la concurrence est censée jouer pour le bien de tous et assurer l'« harmonie naturelle des intérêts ». Elle ne respecte cependant pas toujours les règles du libre-échange : malgré l'Organisation mondiale du commerce, les États conservent des réflexes protectionnistes. Et lorsqu'ils souhaitent favoriser la libre circulation des marchandises et des capitaux, ils doivent prendre des mesures politiques appropriées, de concert avec les partenaires de leur choix. Ainsi les zones de libre-échange apparaissent-elles comme des créations politiques engageant plusieurs États-nations, sur la base de conventions qui ne doivent rien à la spontanéité des marchés : l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain) ; le traité de Maastricht pour l'Union européenne ; le MERCOSUR (associant cinq pays d'Amérique latine) ; l'APEC (regroupant dix-huit pays de la zone Asie-Pacifique) ; l'AFTA (réunissant les sept pays membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique).

MARCHANDISATION PLANÉTAIRE DE LA MONNAIE,  
DE LA FORCE DE TRAVAIL ET DE LA NATURE

En ce qui concerne la monnaie, la force de travail et la nature, le processus de marchandisation s'est à la fois mondialisé et libéralisé. Avec le système des changes flottants, le cours des monnaies fluctue chaque jour en fonction de l'offre et de la demande sur les

marchés des changes ; le taux d'intérêt, dit taux monétaire, dépend pour sa part de l'évolution de l'offre et de la demande sur le marché monétaire. La libre circulation des marchandises et des capitaux et la possibilité de délocaliser les unités de production mettent, d'un bout à l'autre de la planète, les salariés en concurrence les uns avec les autres. Et les politiques prennent prétexte de cette tendance à l'« unification » des marchés du travail pour imposer davantage de flexibilité. On n'est sans doute pas revenu à la situation qui prévalait au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque l'ouvrier ne disposait que de son salaire « librement » fixé sur le marché du travail pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille ; néanmoins, la mise en cause des acquis sociaux, comme le renforcement du sens de la responsabilité individuelle et familiale, dénote le désir politique de réduire, autant que faire se peut, la part des revenus de transfert dans les ressources des ménages.

Si, durant la période « fordiste » de l'histoire du capitalisme, la politique de *welfare* et l'institutionnalisation du rapport salarial avaient compromis la « liberté » des mécanismes de fixation des salaires sur le marché du travail, elles n'avaient pas affecté de manière notable la marchandisation de la nature. Certains auteurs estiment, au contraire, que le compromis fordiste entre organisations syndicales et patronales a été conclu aux dépens de la nature : sans « le pillage et le gaspillage systématiques des ressources naturelles », il aurait été impossible de garantir la progression du niveau de vie de toutes les catégories de salariés <sup>10</sup>. Il aura fallu l'amplification des tensions socio-écologiques et le développement concomitant d'une prise de conscience écologique pour que soient promulguées, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, des mesures importantes de protection de l'environnement limitant la mise

---

10. A. Bihr, « Écologie et mouvement ouvrier », *L'Homme et la Société*, 91/92, 1989, pp. 55-71.

à sac de la nature. Mais la crise de 1973 et l'intensification de la concurrence internationale ont rétabli le primat de l'économie. Nul ne l'a mieux exprimé que James Watkins, secrétaire à l'énergie du président Bush : « Devons-nous détruire les bases industrielles de notre économie pour sauver le monde ? »

En définitive, rien aujourd'hui ne s'oppose fondamentalement à la marchandisation de la nature ; si l'on en croit Michel Beaud, le développement du « capitalisme généralisé » devrait même dynamiser ce processus. Sa forme la plus accomplie, celle qui illustre le mieux le principe selon lequel rien de ce qui est naturel ne doit échapper à la loi du marché, est contenue dans les clauses de la convention internationale sur la biodiversité (Rio, 1992). Cet accord, qui affiche la louable intention de sauvegarder le patrimoine biologique de la Terre, comporte des dispositions qui lui confèrent un caractère plus mercantile qu'« environnementaliste ». Au nom de la souveraineté des États, il reconnaît à tout pays le droit d'exploiter comme il l'entend ses propres ressources écologiques. *Usus, fructus et abusus* : les États, comme les individus, sont libres de détruire leur « capital naturel ». Par ailleurs, il concède aux pays du Nord le droit de breveter les plantes, les animaux, les micro-organismes, etc. et aux pays du Sud, celui de percevoir des royalties sur les bénéfices que les industriels tirent de la privatisation du vivant. Ainsi, la multinationale pharmaceutique Merck subventionne l'Institut national de biodiversité du Costa-Rica pour lui permettre de dresser l'inventaire des ressources naturelles d'une partie de son territoire ; en échange, la firme jouit de l'exclusivité des droits d'exploitation sur les produits de ces recherches. De semblables accords commerciaux préfigurent le pillage en règle des ressources génétiques et des savoir-faire locaux perpétués de génération en génération par les populations indigènes.

L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ PLANÉTAIRE  
 COMME « UTOPIE DESTRUCTRICE »

L'analyse de l'économie de marché conduit Polanyi à juger ce système intrinsèquement dangereux pour l'homme, la société et la nature : « Aucune société ne pourrait supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les efforts d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable <sup>11</sup> ».

« MARCHANDISES FICTIVES » & « SUBSTANCE DE LA SOCIÉTÉ »

La société de marché serait socialement, écologiquement et humainement suicidaire parce que le principe de l'autorégulation exige de livrer au « fonctionnement effectif du mécanisme du marché » trois biens essentiels qui ne sont pas de véritables marchandises mais « la substance de la société elle-même ». N'étant pas produites pour la vente, la terre, la force de travail et la monnaie ne sont en effet que des marchandises fictives. Elles doivent cependant être intégrées dans les rouages de l'économie de marché pour que le système puisse se réguler sans intervention extérieure. Or « le travail n'est rien d'autre que ces êtres humains eux-mêmes dont chaque société est faite ; et la terre n'est que l'autre nom de la nature ; [et] la monnaie réelle [...] simplement un signe de pouvoir d'achat <sup>12</sup> ».

Livrer ces biens vitaux au mécanisme du marché revient à « permettre au mécanisme du marché de diriger seul le sort des êtres humains et de leur milieu naturel ». Il n'en faut pas plus pour autoriser Polanyi à conjecturer l'anomie sociale, la « clochardisation » des hommes, la défiguration des paysages, la

---

11. Karl Polanyi, *op. cit.*, pp. 108-109.

12. *Ibid.*, pp. 106, 107 et 238.

pollution de la nature, etc. L'émergence, quasi spontanée, de contre-mouvements protecteurs aurait permis d'« amortir l'action de ce mécanisme autodestructeur » jusqu'à la crise de 1929, c'est-à-dire, selon Polanyi, jusqu'à la mort de la « civilisation du marché ».

Aujourd'hui, le renouveau de l'économie de marché semble réhabiliter les sombres prophéties de Polanyi. Les fluctuations des cours des changes affectent la vie des individus, parfois dramatiquement : la crise du peso mexicain a entraîné la suppression de 700 000 emplois, une diminution du salaire de 30 % en moins d'un an, une baisse de 25 % des achats de première nécessité et une hausse de la mortalité infantile ; la dévaluation du franc CFA a diminué de moitié le pouvoir d'achat des habitants de l'Afrique francophone. Dans le même ordre d'idées, les programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI dégradent les conditions de vie dans les pays en voie de développement au point qu'ils occasionnent régulièrement des émeutes de la faim (la dernière en date a eu lieu en Jordanie, en juillet 1996, à la suite du triplement du prix du pain).

#### FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI & PAUPÉRISATION ABSOLUE

La mondialisation de l'économie, l'unification concomitante des marchés du travail et les capitalismes de marché à la mode anglo-saxonne ne ménagent pas la force de travail. Les salariés seraient même considérés comme des sujets plutôt encombrants. En témoignent les réactions de Wall Street à la publication des statistiques de l'emploi : chaque annonce d'un recul du chômage, accompagné ou non d'une hausse des salaires, est suivie d'une chute des marchés, d'une augmentation des taux d'intérêt à long terme, d'une baisse du Dow Jones et d'une répercussion en chaîne sur les places européennes. Inversement, la Bourse réagit très favorablement aux avis de licenciements. Ainsi, celle de Paris, après la présentation du plan de



restructuration de la société Moulinex — suppression de 2 600 emplois et renforcement de l'usine mexicaine, dont les salariées sont payées 14 francs la journée : la valeur de l'action a gagné 20 % en une séance.

Dans le cadre de la mondialisation sauvage, la question sociale doit être réglée, pour l'essentiel, par la « libre » confrontation de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si les accords du GATT ne contiennent aucune clause sociale, pas plus que le traité de Maastricht, ou si le G7 ponctue régulièrement ses réunions en rappelant les bienfaits de la flexibilité de l'emploi, en formulant pieusement le vœu que les « normes sociales fondamentales » soient renforcées. Cette démission permet à l'Organisation internationale du travail de poursuivre son mandat avec la redoutable efficacité que l'on imagine : « Abolition du travail forcé, liberté syndicale, absence de discrimination dans le travail, auxquelles se rajouterait le travail des enfants ».

Pour apprécier la saveur de ce conditionnel, il n'est pas superflu de rappeler que les chaussures Nike sont fabriquées en Indonésie par des enfants payés 70 centimes de l'heure. Mais, pour les émules des dirigeants de la World Company, cela apparaît sans doute encore excessif puisqu'« il n'y aurait pas moins de 20 millions d'enfants esclaves » dans le monde (évaluation de l'OIT). L'asservissement des enfants n'est cependant qu'une composante — celle qui a la plus forte charge symbolique — d'un modèle de développement fondé sur une exploitation de la force de travail digne du capitalisme sauvage du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'image emblématique de cette « fabrique du diable » planétaire est offerte par l'île de Batam, située au nord-ouest de l'Indonésie. Depuis 1990, elle a été transformée en parc industriel où se sont installées 83 entreprises, dont Thompson, Schneider, Philips, AT&T, Sanyo, Panasonic, Varta, Fujitec, etc.,

en attendant Matra, Moulinex, Electrolux, etc. Le décor est orwellien : hauts grillages, tranchées, caméras de surveillance. Le mode d'embauche ne dépareille pas : 85 % des 47 000 salariés sont des jeunes femmes d'une vingtaine d'années, généralement musulmanes — une garantie de discipline —, recrutées dans l'île de Java. Leur contrat est de deux ans car, au-delà, des troubles visuels réduisent leur efficacité. Elles vivent à seize dans une chambre, travaillent quarante heures par semaine pour un salaire de base mensuel de 370 francs (salaire brut : 960 francs). Elles bénéficient de douze jours de congé annuel, mais risquent le licenciement en cas de mariage ou de grossesse. Il faut cependant admettre que cette île n'existe pas puisque les experts de l'OCDE n'ont « pas jusqu'ici trouvé les effets d'un "dumping social" sur l'économie des pays industrialisés ».

En revanche, les statistiques mettent indiscutablement en évidence un accroissement des inégalités sociales et économiques ; même abstraction faite de la persistance de forts taux de chômage et de l'amplification de l'exclusion sociale, elles révèlent un processus de paupérisation absolue. Ainsi, des pays que les libéraux donnent en exemple pour leurs performances en matière de réduction du chômage :

— aux États-Unis, de 1973 à 1992, le revenu moyen des 20 % de familles américaines les plus riches a crû de 19 % alors que celui des 20 % les plus pauvres a chuté de 12 % ; entre 1977 et 1992, la productivité moyenne des travailleurs américains a crû de plus de 30 %, cependant que le salaire moyen réel chutait de 13 % ; 18 % des salariés à temps plein sont déjà en dessous du seuil officiel de pauvreté, et l'abandon du *welfare* nourrit la criminalité ;

— en Grande-Bretagne, entre 1979 et 1992, le revenu des 10 % les plus pauvres a baissé de 17 %, tandis que celui des 10 % les plus riches a augmenté de 62 % ; durant la même période, le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passé de 9 à 25 %. Le coût de la main-d'œuvre est

tel que les Sud-Coréens peuvent se permettre, désormais, d'installer leurs usines au Pays de Galles.

La situation internationale n'est guère plus brillante. Selon la Banque mondiale, l'indice mesurant l'écart moyen de revenu par tête d'habitants entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres est passé de 38 en 1960 à 52 en 1985. Le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) indique que « le patrimoine des 358 milliardaires en dollars que compte le globe dépasse les revenus annuels cumulés de pays qui, ensemble, représentent près de la moitié de la population mondiale » ; d'autre part, près de 89 pays ont vu leur situation économique empirer depuis dix ans.

À ces chiffres, qui n'expriment que le poids croissant de la misère économique des exclus de la mondialisation sauvage, il conviendrait d'ajouter une analyse de toutes les désespérances psychologiques, sociales et culturelles qu'alimente un monde livré à la violence aveugle des lois du marché ; un monde où la certitude de ne pas mourir se paie au prix de la soumission de la vie au règne absolu de la marchandise, aux « eaux glacées » du calcul économique.

#### LA NATURE & L'HOMME RAVALÉS AU RANG DE MARCHANDISES

Parmi les éléments qui contribuent à cette déréliction générale figure la dégradation des milieux de vie. Les individus sont dépossédés non seulement des conditions de leur auto-réalisation, mais également de la capacité de déterminer eux-mêmes la qualité de leur environnement quotidien. En France, le récent débat autour du vote de la loi sur l'air a mis en lumière cette expropriation. Alors que la Société française de santé publique venait de publier un rapport imputant, chaque année, un millier de décès et 5 700 hospitalisations à la pollution automobile, les députés retirèrent du projet, proposé par le ministre de l'Environnement, l'article premier, stipulant que

« Chacun a droit à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé ». Le texte a été jugé dangereux car il offrait la possibilité à « n'importe quelle personne incommodée gravement par une pollution atmosphérique en ville d'engager une action devant les juridictions administratives et pénales <sup>13</sup> ». L'air donc — comme la nature en général — subit la loi du marché. À l'extrême, l'exercice plénier de la souveraineté de ce dernier aboutit à la situation que connaît Mexico, où la bouffée d'air pur de trente secondes vaut un dollar. Dans le monde contemporain, c'est la santé de l'industrie automobile qui prime.

Malgré l'action des multiples associations de protection de la nature, le processus de marchandisation de la nature se poursuit au mépris des règles écologiques élémentaires. En vertu du principe de non-discrimination dans les échanges, l'OMC condamne le protectionnisme écologique et ne tolère les restrictions commerciales qu'au motif de normes environnementales portant sur les produits et non sur les procédés. Un pays peut ainsi interdire l'importation d'un bien jugé nocif pour la santé humaine ou pour l'environnement, mais il doit également proscrire la production et la consommation dudit produit sur son territoire : c'est le cas des CFC, par exemple, pour les pays signataires du protocole de Montréal, ou des pesticides organochlorés dans les pays industrialisés. En revanche, il ne peut pas alléguer un processus de production écologiquement désastreux pour refuser l'entrée d'un produit dont l'équivalent existe sur son sol. Les États-Unis ont ainsi été condamnés pour avoir interdit l'importation de thons mexicains, pêchés indistinctement avec des dauphins au moyen de filets maillants dérivants.

Dans ces conditions, il est loisible à chaque État-nation, souverain par définition, de dilapider son propre patrimoine naturel. L'île Banaba, en Océanie, en a fait l'expérience : pendant quatre-vingts ans, ses habitants ont vécu quasi exclusivement de

---

13. Propos du député Mazeaud rapporté par *Le Monde* du 14 juin 1996.

l'exploitation minière d'un gisement de phosphates : une fois ce dernier épuisé, en 1979, ils durent émigrer. Actuellement, l'Extrême-Orient russe subit un semblable pillage de ses ressources naturelles : charbon, pétrole, bois, poissons, or, cuivre, etc. Les firmes américaines, coréennes, japonaises, canadiennes et européennes qui en rasant les forêts, en saccagent les écosystèmes et en polluent les rivières sans aucune retenue sont en train de prouver de manière incontestable que, en matière de destruction de la nature, le capitalisme marchand à l'anglo-saxonne est infiniment plus efficace que le capitalisme bureaucratique d'État soviétique, pourtant fort performant dans ce domaine. Et, dans les nouveaux pays industrialisés, la nature est logée à la même enseigne.

Les biotechnologies donnent une nouvelle impulsion au processus de marchandisation de la nature — tant la nature extérieure aux hommes que leur nature organique. Le dernier obstacle a été levé avec la reconnaissance de la « brevetabilité » du vivant. La conjonction de ces divers éléments — technique, économique, juridique, géopolitique — fait surgir la perspective d'immenses opportunités de profits, de marchés quasi illimités dans lesquels s'engouffrent les firmes de la chimie et de la pharmacie. Elles se livrent à une course effrénée aux brevets, dans un vide déontologique tel que l'on a pu dire que « les scientifiques jouent à la roulette écologique ». La nouveauté du domaine ne permet pas d'avoir une évaluation fiable des risques encourus ; en revanche, on peut apprécier la présomption des chercheurs et des industriels à la faiblesse des mesures de sécurité dont ils entourent leurs entreprises mercantiles, alors que de nombreux faits montrent qu'ils bricolent des « micro-parcs jurassiques » aux conséquences biologiques, écologiques, économiques et humaines imprévisibles. Ainsi, contre l'avis général des biologistes, deux chercheurs hollandais ont démontré que « des micro-organismes génétiquement modifiés peuvent s'échapper des enceintes de laboratoire » ; on sait que

les pucerons et insectes pollinisateurs sont capables de véhiculer de plante à plante des gènes étrangers, que les mouches peuvent transporter des virus génétiquement modifiés d'une île sur le continent, que le colza transgénique « peut s'hybrider à grande distance avec certaines plantes sauvages et les rendre résistantes aux herbicides ».

Autrement dit, on sait qu'il est impossible de maîtriser intégralement un procès de travail mettant en jeu des biotechnologies, et on ignore l'effet des processus qui échappent au contrôle des techniciens et des savants. Au nom de cette incertitude, des chercheurs ont réclamé « un moratoire sur la dissémination dans l'environnement des organismes génétiquement manipulés ». En vain. Les industriels font pression sur le Parlement européen, en arguant du fait que les États-Unis ont déjà donné à leurs firmes des autorisations de commercialisation de plantes transgéniques. En conséquence, au nom des lois des affaires et de la concurrence, le risque n'est pas pris en compte ; pour préserver le secteur agroalimentaire, le Parlement européen a ainsi renoncé à renforcer le contrôle sur les aliments génétiquement modifiés.

Avec le commerce des organes humains, la « froideur bourgeoise » atteint sans doute son point culminant. À la différence de l'esclave, l'homme n'est pas en lui-même marchandise, mais la plupart des éléments qui composent son organisme sont aujourd'hui susceptibles de trouver preneur sur un marché. À l'origine de la marchandisation du corps humain, il y a les découvertes médicales qui rendent possibles la fécondation artificielle et la greffe d'organes, mais aussi l'existence d'une offre et d'une demande solvables, c'est-à-dire d'individus disposés à vendre ou à acheter « la livre de chair de Shylock ». Aux yeux des libéraux, les vendeurs — des pauvres poussés à cette extrémité pour survivre — sont des individus libres qui jouissent des mêmes droits que ceux auxquels ils cèdent un rein pour 1 500 dollars ou 168 000 francs (selon que

l'offreur est un Indien ou un Européen de l'Est), une cornée pour 4 000 dollars, un morceau de peau pour 50 dollars...

La logique de la marchandisation, étendue au corps de l'homme, peut aussi « respecter » l'intégrité physique des individus, dans le cas, par exemple, du tourisme sexuel et de la pédophilie exotique (un enfant coûte moins de 5 000 F en Thaïlande, moins de 1 000 F au Cambodge), ou de l'adoption monnayée (un enfant « acheté » 100 à 300 dollars au Pérou peut être revendu entre 8 000 et 12 000 dollars aux États-Unis). Grâce à ses réseaux, Internet permet la mondialisation de ces pratiques commerciales ; ainsi, plusieurs sites offrent la possibilité d'adopter un enfant sur catalogue pour le prix de 11 500 dollars. Celui qui, il y a un siècle et demi, parlait de l'économie comme de « la forme achevée du reniement de l'homme », n'aurait certainement pas imaginé les sublimes transactions que permettent aujourd'hui, combinées à « l'esprit du capitalisme », les innovations technologiques sur lesquelles il fondait tant d'espoir de voir l'humanité se libérer du règne de la nécessité et de la dictature de l'économie.

#### L'« EXPERTOCRATIE » OU LA VIE ?

Polanyi soutenait que, en raison de son caractère fondamentalement autodestructeur, l'économie de marché suscite l'émergence et le développement de contre-mouvements protecteurs qui sauvent du naufrage les hommes, la société et la nature. On peut très bien interpréter ce phénomène comme une sorte de régulation homéostatique grâce à laquelle le « système » crée les conditions de sa reproduction élargie, sans porter atteinte à son essence capitaliste. Le projet de réaliser l'idéal-type libéral s'en trouve définitivement condamné. Néanmoins, pour satisfaire au principe de réalité, il perdure sous une forme imparfaite.

Aujourd'hui, au niveau planétaire, la tendance dominante encourage la mise en place d'un mode de régulation exclusi-

vement marchand de l'économie mondiale et des relations socioécologiques ; mais le réalisme oblige les praticiens du libéralisme économique à admettre que ce système autorégulateur n'est ni infallible ni omnipotent. Aussi mettent-ils en place, dans les cas de force majeure, au coup par coup, des procédures métarégulatrices : par exemple, quand les pratiques marchandes sont décidément trop immorales, ou quand il s'agit d'éviter qu'un vent de panique financière planétaire ne plonge brutalement l'économie mondiale dans une crise profonde. Il en va de même dans le domaine écologique : lorsque des espèces rares sont menacées d'extinction, des conventions internationales sont signées pour en assurer la protection ; lorsqu'une menace globale pèse sur la biosphère, des mesures sont prises à l'échelle mondiale pour éviter que la vie sur Terre ne soit compromise (ainsi l'accord sur les CFC à propos du trou de la couche d'ozone). Mais rien ne permet d'empêcher des « francs-tireurs » de violer ces règles : la Norvège et le Japon ne respectent pas le moratoire sur la chasse à la baleine ; la Chine rejette la convention sur les CFC tandis que la Russie, qui l'a ratifiée, estime qu'elle n'a pas les moyens de l'appliquer ; récemment, l'Agence internationale de l'énergie a admis que les engagements pris à Rio sur la maîtrise des émissions de gaz contribuant à l'effet de serre ne seront pas respectés. En outre, aucun de ces accords internationaux n'érige en principe la primauté de l'écologie sur l'économie : ainsi, ceux conclus à Rio en 1992 sont subordonnés aux règles du commerce international.

En conséquence, de plus en plus de responsables politiques, de chercheurs et d'ONG jugent absolument indispensable d'instituer une autorité supranationale qui aurait un réel pouvoir en matière de politique écologique. La proposition a été faite au congrès de La Haye, en 1989. Jusqu'à présent, elle est demeurée lettre morte parce que certains États y voient une perte de souveraineté. Il est un fait que la question de la régulation des tensions socioécologiques planétaires est surdéterminée par des



enjeux géopolitiques. Si, par exemple, l'OMC finit un jour par étendre aux procédés les restrictions commerciales appliquées aux produits en vertu de normes environnementales, il faudra bien voir dans cette mesure, apparemment inspirée par le bon sens écologique, une décision qui vise aussi et surtout à réduire la compétitivité des pays qui fondent le dynamisme de leur économie sur le dumping écologique et social. Ce n'est ni plus ni moins qu'une forme déguisée d'impérialisme écologique. Le droit d'ingérence écologique, revendiqué par certains au nom d'une « éthique globalitaire » (sauver la Terre, patrimoine commun de l'humanité !), en est une autre plus manifeste.

Nonobstant ces considérations, la cause de la régulation supranationale de l'« écologie-monde » est défendue par des avocats qui prétendent plaider essentiellement dans le registre écologique. Sommairement, leurs idées sont les suivantes :

- à l'ère de l'économie mondiale, il est suicidaire d'abandonner à la spontanéité du marché ou au libre arbitre de chaque État-nation le soin de sauvegarder les conditions de vie sur Terre : d'une part, la logique écologique est irréductible à la rationalité économique ; d'autre part, l'autorité des États est bornée dans l'espace alors que les écosystèmes ignorent les frontières ;
- les processus socioécologiques planétaires sont si complexes qu'ils requièrent un régulateur central supranational ;
- cette autorité devrait être capable d'imposer les mesures radicales qu'exige le salut de l'humanité face aux menaces écologiques globales que son activité industrielle a fait surgir. La thèse est que l'humanité a dépassé la capacité de charge de la Terre, si bien que la survie des générations futures est compromise.

Le concept de capacité de charge de la Terre mérite une explication. En écologie et en anthropologie, c'est un outil théorique pertinent qui permet de problématiser la question de l'équilibre démo-écologique entre une population d'êtres vivants et les éléments composant sa niche écologique : au-delà d'un

seuil correspondant à la capacité limite de l'environnement, la croissance démographique entraîne une surexploitation des ressources du milieu naturel qui se voit sanctionné par la chute de l'effectif de la population considérée. Cette notion et le processus qui lui est afférent ont été appliqués aux rapports entre l'humanité, prise dans sa globalité, et l'écosphère. Selon certains auteurs, compte tenu du mode d'appropriation pratique de la nature par les hommes, la taille de la population mondiale dépasserait aujourd'hui le nombre optimal d'individus que la Terre peut supporter durablement. Autrement dit, l'humanité dilapiderait son patrimoine naturel — comme les habitants de l'île Banaba — et priverait ainsi les générations futures des ressources indispensables à leur existence ; à terme, elle est menacée d'un collapsus.

Que peuvent valoir cet état des lieux et la prophétie qui l'accompagne ? Pour les apprécier, il faut préciser que, lorsqu'il s'agit des hommes, la capacité de charge combine trois facteurs : « l'impact de l'activité humaine sur la biosphère est égal au produit de la consommation, multipliée par la technologie, multipliée par la population »<sup>14</sup>. Au-delà de leur prosaïque réalité matérielle, la technologie et la consommation renvoient aux composantes économique, sociale, politique et culturelle de chaque groupe humain. Si, aujourd'hui, on peut diagnostiquer un dépassement de la capacité de charge de la planète, cela tient moins à la taille de la population humaine en elle-même qu'au fantastique effet amplificateur des techniques modernes — les pays industrialisés, qui ne représentent pas le quart de la population mondiale, accumulent et consomment 80 % de tous les biens et services produits dans le monde, et produisent 80 % du dioxyde de carbone rejeté chaque année dans l'atmosphère.

---

14. Susan George, « Planète en perdition », *Le Monde diplomatique*, *Manière de voir*, *op. cit.*, pp. 69-72.

Étant donné le caractère borné des matières premières, des ressources énergétiques et de l'écosphère en général, il paraît logique de tirer de ces données deux conclusions, dont l'évidence est sans doute trop aveuglante pour que les chantres du progrès et ceux qui ratiocinent sur le développement durable en prennent acte :

— premièrement, l'impossibilité écologique d'étendre à l'ensemble de l'humanité le mode de vie de l'Américain moyen. On laissera à chacun le soin d'imaginer, en termes d'extraction de ressources renouvelables et non renouvelables, et de déversements de déchets, les violences démoniaques que subirait la nature si l'on devait réellement faire partager à tous les individus peuplant la Terre les normes de consommation et de production de l'homme moderne ;

— deuxièmement, et pour les mêmes raisons, l'impossibilité écologique de perpétuer indéfiniment le mode de vie moderne, même limité aux seuls pays actuellement développés. Comme dit Boulding, économiste peu orthodoxe : « Celui qui pense qu'on peut soutenir une croissance infinie dans un monde fini est soit un fou, soit... un économiste ».

Face à un tel constat, diverses stratégies sont concevables :

— citons d'abord, pour mémoire, la voie radicale, anti-humaniste, préconisée par les tenants de la *deep ecology* : il s'agit de supprimer ce qu'ils considèrent comme un surplus démographique (entre quelques centaines de millions et quelques milliards d'individus selon les auteurs). Il est à noter qu'ils ne paraissent guère pressés de se porter volontaires pour cet holocauste, à la fois expiatoire et propitiatoire, à la gloire de Gaïa (la déesse-Terre) ;

— une autre solution consiste à infléchir la capacité de charge de la Terre, non pas en misant sur des procédures malthusiennes de régulation démographique, mais en jouant sur les deux autres variables décisives : la technologie et la consommation. La stabilisation durable des relations socioécologiques passerait

alors par une révolution technologique et par une relative égalisation des niveaux de vie, par le haut — grâce à une réduction significative du train de vie de ceux qui se sont fait une très large place au « banquet de la nature » — et par le bas — en améliorant les conditions de vie des « damnés de la Terre ». Cela supposerait aussi un bouleversement des systèmes de valeurs et d'organisation politique et un réenchâssement de l'économie dans les relations sociales. En dépit de son caractère raisonnable, cette voie est jugée utopique par les esprits « rationnels » ;

— enfin, la « Raison » pourrait exiger que l'on maintienne en l'état l'ordre du monde et que l'on n'encourage pas les pays pauvres à sortir de leur « sous-développement » afin de ne pas aggraver l'état de la planète ; qu'on les morigène pour leurs cultures sur brûlis, leurs déforestations et leur génitalité débridée, et qu'on veille à ce que les pays riches poursuivent proprement leur croissance. Et advienne que pourra... Sans atteindre ce degré de cynisme, notre monde emprunte actuellement un chemin similaire, fermé à l'aventure, mais ouvert à tous les dangers.

Ceux qui, pour « gérer » ces derniers, préconisent la mise en place d'une autorité écologique supranationale n'ont pas toujours une conception claire, en tout cas explicite, des enjeux géopolitiques. Ils se veulent la conscience écologique du monde et s'efforcent de convaincre les détenteurs du pouvoir et les opinions publiques du caractère latent et dramatique des cataclysmes qui menacent la Terre et l'humanité. Dans ce but, ils jouent des incertitudes scientifiques et déploient une rhétorique que Salomon assimile à « une entreprise de crétinisation du public »<sup>15</sup>. Ils invoquent des dangers virtuels — « imaginaires et

---

15. Cité par Y. Lenoir, *La Vérité sur l'effet de serre. Le dossier d'une manipulation planétaire*, La Découverte, 1992.

invisibles » — pour instiller dans l'esprit des individus une « éthique de la peur »<sup>16</sup>, et justifier ainsi, au nom du principe de précaution, des décisions de politique environnementale dépossédant les hommes de tout droit sur leur monde vécu.

En définitive, le projet de ces « géocrates »<sup>17</sup> est de substituer à la mondialisation « sauvage » une mondialisation disciplinée, domestiquée. Il ne serait plus question de se fier aux seuls mécanismes autorégulateurs et spontanés du *One Big Market* pour stabiliser les fluctuations économiques, sociales et socio-écologiques, mais d'utiliser l'économie de marché pour modifier le comportement des individus ; de réformer la fiscalité pour intégrer les coûts écologiques (voire sociaux) dans les charges d'exploitation des entreprises ; etc. Pour le reste, la philosophie de ce programme relève de la logique du « toujours plus de la même chose » : plus d'État (avec l'autorité mondiale) ; plus d'économie (car, évidemment, pour sauver la planète, il faut la gérer et la soumettre à la rationalité économique) ; plus de marchandises (avec le capitalisme généralisé) ; plus de capitalisme (puisque, comme l'écrit Vaneigem, « le néo-capitalisme [annonce] fièrement qu'il va reconstruire ce que le vieux capitalisme a détruit<sup>18</sup>») ; plus de technoscience (l'incertitude scientifique devant être impérativement levée afin d'agir efficacement).

En bref, il faudrait davantage encore de tous ces éléments qui, combinés au sein des sociétés modernes, leur ont donné une configuration explosive et mortifère, où la démesure utilitariste, marchande, scientifique et technique est allée de pair avec la

---

16. H. Jonas, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technicienne*, Cerf, 1991.

17. Expression de Guy Beney, in « La montée des géocrates », *Autrement*, 1, janvier 1992, pp. 233-243.

18. Raoul Vaneigem, *Lettre de Staline à ses enfants enfin réconciliés de l'Est et de l'Ouest*, Manya, 1992.

perte de sens, le désenchantement du monde et de la vie, la dégénérescence culturelle, la misère spirituelle, etc. Curieuse thérapie qui consiste à soigner le patient en lui administrant à hautes doses le cocktail de virus qui l'a rendu malade.

Au bout du compte, il y a toujours l'exclusion des « largués » de la mondialisation sauvage ou civilisée et l'aliénation de ceux qui ont l'illusion d'accompagner une dynamique qui leur échappe et les aspire, quand elle ne les broie pas avant de les rejeter. Car, que la régulation soit assurée par le *One Big Market* et/ou par un *Big Brother* planétaire, les hommes n'en sont pas moins privés du droit de déterminer librement leur existence et ils n'en voient pas moins leur monde vécu « colonisé » par le marché ou par le « pouvoir technobureaucratique ». « Les expertocraties, observe Gorz, dénie aux individus la capacité de juger et les soumettent à un pouvoir "éclairé" se réclamant de l'intérêt supérieur d'une cause qui dépasse leur entendement. <sup>19</sup>»

Le mode de survie que la modernité impose aux hommes les exproprie de leur propre vie et de leur univers, au point qu'il leur faut s'en remettre au savoir des experts — seule « source autorisée » — pour connaître le degré de toxicité de ce qu'ils mangent, boivent, respirent. Hébétés, ils se sentent si impuissants dans leur isolement, si étrangers à eux-mêmes et à leur monde, qu'ils n'espèrent plus se les réapproprier, et cèdent au catastrophisme ambiant d'autant plus volontiers que les faits le confortent sans peine : « L'économie, écrit Vaneigem, distille une peur essentielle dans la menace qu'elle fait peser sur la survie de la planète entière ; d'un côté, elle se donne pour la garantie du bien-être ; de l'autre, elle se referme comme un piège sur toute tentative de choisir une voie différente <sup>20</sup>».

---

19. A. Gorz, « L'écologie politique : entre expertocratie et autolimitation », *Actuel Marx*, 1992, pp. 15-29.

20. Raoul Vaneigem, *Adresse aux vivants sur la mort qui les gouverne et l'opportunité de s'en défaire*, Seghers, 1990.

Il n'est décidément pas permis de rêver. Le « système » assure ainsi sa clôture idéologique : il se présente comme le seul recours contre les maux qu'il génère.

Si l'on aspire aux noces de l'écologie et de l'humanisme, de la nature et de l'homme, il faut au contraire rêver et espérer le « soulèvement de la vie », le développement d'une conscience écologique et d'une éthique écologisée non sous la pression de la peur, mais sous celle du désir de vivre pleinement dans l'harmonie du monde, par l'affirmation de la primauté des pulsions hédonistes contre la raison mortifère et la « barbarie » d'une civilisation qui élimine la vie sensible pour assurer une insipide survie « économisée ».

L'auteur tient à préciser que, pour ne pas surcharger le texte, l'appareil de note a été réduit, ne livrant pas l'intégralité des références, des citations et des sources.

## Dialectique de la dépendance

Vous avez besoin de moi car je suis riche et vous êtes pauvre ; faisons donc un accord entre nous ; je permettrai que vous ayez l'honneur de me servir, à condition que vous me donniez le peu qui vous reste pour la peine que je prendrai de vous commander.

ROUSSEAU

**A**border le capitalisme revient à pénétrer dans le monde des rapports sociaux dont il se nourrit en les transformant : pour l'essentiel, le rapport de concurrence intracapital et le rapport d'exploitation capital/travail. Et, ce faisant, à mettre en lumière la polarisation sociale et spatiale entre bourgeois et prolétaires.

Les bourgeois sont ceux qui s'approprient une portion du surplus créé par le travail des prolétaires et utilisent une partie de ce surplus pour accumuler du capital afin de produire davantage de surplus — la concurrence entre eux étant l'aiguillon qui les empêche de consommer la « part maudite » dans sa totalité. Les prolétaires sont ceux qui cèdent aux bourgeois une partie de la valeur qu'ils ont produite par leur travail, et ce, d'autant plus qu'ils



sont moins coalisés. La forme et la composition de ces deux classes varient en fonction des modalités socialement acceptables de leur confrontation. Le salariat, dans sa forme la plus moderne, qui n'est pas au niveau global l'organisation principale du travail, peut être interprété comme un simple moyen de repousser les contraintes de débouchés issues de l'intensification du conflit intracapital.

Conjointement, la polarisation au sein de l'économie-monde n'est qu'un aspect de ce processus d'accumulation du capital considéré à l'échelle mondiale, au sens où l'appropriation des surplus, qui ne connaît pas de frontières, s'organise à travers et par le maillage politique et hiérarchisé des États-nations — avec comme corollaires une lutte incessante entre les capitalismes nationaux et une distribution inégale de la bourgeoisie et du prolétariat dans les différents États <sup>1</sup>. C'est donc d'un seul élan que l'expansion du capital produit richesse et pauvreté dans l'espace social et inter-étatique, détruisant les modes traditionnels de production et le sens des formations sociales dans lesquelles ils s'inséraient, drainant ainsi dans son sillage l'armée aujourd'hui grandissante des inutiles au monde (capitaliste). « Déstabiliser l'ordre ancien pour ne provoquer que l'imaginaire du développement et ne réaliser que la clochardisation », tel est en effet le sort réservé aux communautés périphériques qui, faute de ne pouvoir substituer le consumérisme aux modèles disparus d'identification culturelle, sont condamnées à n'être que des « sociétés du vide vouées au simulacre » <sup>2</sup>.

Dépendance : désocialisation et exploitation. Comment nommer autrement cette union entre le détournement des capacités sociales dans le leurre de la marchandise et leur confiscation par les

---

1. Immanuel Wallerstein, « Le conflit de classes dans l'économie-monde capitaliste », in E. Balibar & I. Wallerstein, *Race Nation Classe. Les identités ambiguës*, La Découverte, 1988, pp. 155-181.

2. Serge Latouche, *L'Occidentalisation du monde*, La Découverte, 1989.

groupes dominants ? Est-il possible, malgré cela, de traiter les déchets sociaux de l'expansion capitaliste ? de reconstituer les débris de solidarité qu'il laisse traîner derrière lui, négligemment ? Ne peut-on, en clair, réformer la dépendance dans la dépendance ? À ne regarder que le compromis national-étatique réalisé par les pays occidentaux dans les quarante dernières années, la réponse à ces questions semble positive. Mais en première instance seulement, car ce compromis est le résultat de circonstances historiques particulières (position hégémonique au sein de l'économie-monde, volonté offensive des prolétaires, contrainte de débouchés pour les bourgeois), qui œuvre à son propre dépérissement en facilitant leur renversement (transnationalisation accrue du capital et morphogenèse de l'économie-monde, position défensive et dispersée des prolétaires). Car, en outre, la dépendance héritée du colonialisme demeure et s'accroît au-delà de la souveraineté politique formelle obtenue par les anciennes colonies. Alors qu'au centre les contreparties inhumaines de la libéralisation du travail, dans le cadre du rapport de force inégal capital / travail, ont été compensées (provisoirement ?) par la définition du contrat social fondant l'« État-providence », à la périphérie, celles issues de la libéralisation des peuples au sein d'un système interétatique hiérarchisé ont peu de chance de trouver un semblable correctif. Le contrôle des institutions internationales par les grandes puissances est là pour assurer la vacuité effective de tout embryon d'organisation compensatoire ayant force d'obligation ; il y va de leur suprématie.

#### COMPROMIS & COMPROMISSION : LA CRISE DE L'ÉTAT SOCIAL

Analysant l'hégémonie hollandaise au sein de l'économie-monde capitaliste du XVII<sup>e</sup> siècle, fondée sur la puissance maritime et le *mare liberum*, Wallerstein note que, si elle s'est accompagnée d'un appauvrissement de la population (notamment à Amsterdam),

celui-ci fut compensé par des prestations sociales qui « *étaient plus élevées que dans aucun des autres États du centre* ». Il ajoute : « Les éléments nécessaires à la paix sociale étaient donc la puissance, la prospérité, un peu de générosité, et un soupçon de mobilité sociale — en bref tout ce qui caractérise la politique sociale d'une puissance hégémonique »<sup>3</sup>. Autrement dit, la cohésion sociale au sein d'un État donné est tributaire de la position qu'il occupe sur l'échiquier mondial, la polarisation internationale déterminant à la fois l'intensité du conflit interne capital/travail et son mode de gestion, par le compromis, par la force, ou par un amalgame des deux. La géographie contemporaine des systèmes de protection sociale ne vient pas démentir cette proposition, malgré l'hétérogénéité des situations et des techniques mises en œuvre. Au centre, des transferts sociaux importants persistent dans le cadre d'États démocratiques (bien que sous une forme essentiellement spectaculaire). À la périphérie, au contraire, il est impossible, faute d'une captation suffisante des surplus mondiaux, de soutenir de tels transferts, si ce n'est de manière pyramidale : « Au sommet, un petit nombre de personnes bénéficient des meilleures prestations, tandis qu'à la base les personnes qui relèvent du secteur non structuré, en particulier dans les régions rurales, ne reçoivent rien ou pas grand-chose »<sup>4</sup>. Dans le même temps, l'affaiblissement des solidarités familiales et communautaires, qu'engendre l'intégration unilatérale au « village planétaire », s'accompagne inmanquablement de tensions sociales et du renforcement de « la violence physique légitime » (nationale ou internationale), sponsorisée (parfois ? souvent ? toujours ?) par de condescendantes multinationales. Pragmatisme oblige, il faut

---

3. Immanuel Wallerstein, *Le Système du monde du xv<sup>e</sup> siècle à nos jours, 1600-1750*, tome 2 : *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne*, Flammarion, 1984, p. 78 (souligné par l'auteur).

4. Bureau international du travail, *Le Travail dans le monde*, Genève, 1993.

bien assurer, d'une manière ou d'une autre, la reproduction du désordre capitaliste <sup>5</sup>.

Condition de possibilité, la situation à l'intérieur du système interétatique n'est toutefois pas une condition nécessaire à la mise en place d'une solidarité organique venant pallier la dégradation des formes traditionnelles de sociabilité. Si le prolétariat du centre a pu accéder aux formes contemporaines et confortables du salariat, c'est aussi par la réaffirmation incessante, et continuellement remise en cause, de lui-même. Que celle-ci, alors même qu'elle se fondait sur un discours révolutionnaire, ait pris une configuration réformiste ; qu'elle recèle, de ce fait, sa propre contradiction en favorisant et en rendant nécessaire une nouvelle impulsion du capitalisme, est ce qu'il faut à présent éclaircir.

Ce n'est qu'aux alentours du XVIII<sup>e</sup> siècle européen que le travail (et non le travailleur), étant reconnu comme la source principale de la « richesse des nations », acquiert le statut de valeur sociale (parce qu'économique). Du point de vue des bourgeois, évidemment, car ceux qui à l'époque descendaient dans les mines de Newcastle avaient la chaîne au cou <sup>6</sup>. « Le salariat n'est [donc] pas né de la liberté ou du contrat, mais de la tutelle », au sein de cette proportion croissante (entre 30 et 50 %) de la population des sociétés pré-industrielles (mais déjà capitalistes) vivant à la frontière de la marginalité (du vagabondage et de la mendicité) <sup>7</sup>. La création d'un marché sur lequel la force de travail, à l'instar d'une quelconque marchandise, s'échangerait entre contractants formellement libres et égaux apparut dans ces conditions comme le substitut idéal à la combinaison, qui prévalait jusqu'alors, de la gestion policée de l'indigence valide et de l'assistance à l'indigence invalide :

---

5. Noam Chomsky, *L'An 501. La conquête continue*, Écosociété, 1994 (1993).

6. Max Weber, *Histoire économique*, Gallimard, 1991 (1923), p. 198.

7. R. Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, 1995, chap. III : « L'indigne salariat ».

elle aurait permis, en levant de surcroît les entraves liées au travail administré (corporatiste), d'éradiquer la misère et la déviance en maximisant la puissance productive de la nation. L'avènement de la libéralisation du travail reposait donc sur la croyance que sa réorganisation, selon les principes de la nouvelle économie politique (libérale), portait en elle-même la résolution de la question sociale.

Pourtant, dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la paupérisation du prolétariat salarié, industriel et urbain, est brutale, gangrenant le nouveau foyer de la dynamique capitaliste. C'est que, en même temps que l'arbitraire de l'ordre social ancien, l'institution d'un marché du travail « autorégulé », ne serait-ce que biologiquement (par la faim), en étendant « la transformation de la substance naturelle et humaine de la société en marchandises », fait table rase de toute autre forme de sociabilité susceptible d'en assurer la cohésion et le sens<sup>8</sup>. Désocialisation, exploitation ; la contractualisation des rapports de travail est impuissante à fonder un ordre stable du fait même qu'elle est l'expression la plus pure de l'antagonisme capital/travail. Plutôt que l'harmonie naturelle des intérêts, le marché produit ainsi l'affrontement direct entre une bourgeoisie dont la philanthropie méprisante a pour objet avoué de « guider [discipliner] les classes vicieuses ou imprévoyantes<sup>9</sup> », et un prolétariat qui revendique l'abolition du salariat et une organisation associative de la production. Mouvements *luddistes* (briseurs de machines) et syndicaux en Angleterre, insurrections en 1848 et en 1871 en France, en 1877 et en 1886 aux États-Unis : si le capitalisme se maintient, c'est partout « grâce à l'efficacité de la répression menée par un

---

8. K. Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983 (1944).

9. F. Le Play, *La Réforme sociale en France*, 1867 — cité par R. Castel, *op. cit.*, p. 257.

patronat solidement soudé par la violence de classe de l'État ». Grâce, aussi, à une nouvelle vague de colonisation et d'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale <sup>10</sup>.

Il faudra alors attendre près d'un demi-siècle (la poursuite des luttes sociales, le poids de la révolution soviétique, la crise des années trente, les deux guerres mondiales) pour qu'un compromis se stabilise progressivement sous la forme d'un État social fondé sur l'ingénierie assurantielle (l'assurance de la société sur elle-même par la socialisation d'une partie du surplus : la sécurité sociale, au sens large). Au-delà de ses modalités techniques, ce dispositif s'inscrit dans un ordre législatif (droit du travail, droit social, etc.) qui ne correspond pas à la dissolution des antagonismes sociaux, mais à un mode de régulation de leur dynamique en fonction des transformations socio-économiques dans lesquelles ils s'inscrivent. Résultat d'un équilibre fragile et géographiquement limité entre le capital et le travail, l'intégration dans la dépendance, réalisée par l'État social, est l'un des facteurs du retour progressif de la dépendance sans intégration, malgré l'État social.

Car le compromis capital / travail n'est acceptable pour la bourgeoisie que dans la mesure où il favorise l'articulation d'une production et d'une consommation de masse, et dans la mesure où cette « marchandisation » généralisée de la vie sociale renforce de façon vertigineuse sa position. Dès les années soixante, la concentration industrielle « accouche » de firmes géantes — résurgence consolidée des trusts du début du siècle — dont les stratégies d'accumulation du capital ne cessent, depuis, de s'affranchir des entraves nationales. Les concessions faites au prolétariat ne sont plus alors qu'un poids mort dans une course à la rentabilité qui engage plutôt aux délocalisations, à la spéculation internationale, qu'aux investissements productifs socialement orientés.

---

10. Pour la citation : P. Dockès & B. Rosier, *L'Histoire ambiguë. Croissance et développement en question*, PUF, 1988, pp. 165-166 ; sur l'impérialisme : Michel Beaud, *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Seuil, 1981.

Quant au prolétariat « bourgeois », disséminé au sein du « continuum » gradué d'une société à présent globalement salariale, il « paraît [dans un premier temps] emporté par un irrésistible mouvement de promotion : accumulation des biens et des richesses, création de positions nouvelles et d'opportunités inédites, accroissement des droits et des garanties, multiplicité des sécurités et des protections » — même si le prix à payer est un renforcement de la dépendance, parée, il est vrai, de ses habits de lumière. Mais cet élan masque mal l'affaiblissement progressif de la position prolétarienne dans son rapport au capital. En favorisant l'extension d'un vaste secteur tertiaire, il s'accompagne en effet du tassement de la population ouvrière, actrice principale des luttes passées, mais reléguée bientôt dans un rôle au mieux symbolique. Ce qui permet moins la stabilisation durable d'une société organisée autour d'une classe moyenne majoritaire que la mise en place d'abord imperceptible d'une société duale liée à l'émergence d'une aristocratie salariale. Celle-ci, composée des élites monopolisant les avantages de l'argent, du savoir et du pouvoir, et dont le sort dépend de celui des firmes transnationales, s'intègre dans un gotha mondial qui s'émancipe de tout sentiment d'appartenance territoriale et d'obligation sociale.

Par ailleurs, l'institutionnalisation de la sécurité sociale est devenue la source commune d'une bureaucratisation de la solidarité (avec les effets contre-productifs, voire policés, que cela comporte) et d'une individualisation de ses bénéficiaires, dès lors que « cette façon de "faire société" n'exige que des investissements personnels limités et une responsabilisation minimale »<sup>11</sup>. D'autant plus que « les élites ont su se rendre indépendantes des services publics en général. Elles envoient leurs enfants dans les écoles privées, elles s'assurent contre les problèmes de santé en adhérant à des plans financées par les entreprises où elles

---

11. R. Castel, *op. cit.*, pp. 325 & 395.

travaillent et elles embauchent des vigiles privés pour se protéger contre la violence croissante qui s'en prend à elles. Elles sont effectivement sorties de la vie commune »<sup>12</sup>.

La solidarité organique, sous sa forme technocratique, est une solidarité artificielle qui recouvre de plus en plus mal une désocialisation excluante de fait, même si elle dispense, pour quelque temps encore, de toute autre alternative (si ce n'est les mécanismes informels du système D).

Restructuration industrielle, compétitivité généralisée, permanence de l'armée de réserve, précarité de l'emploi, vulnérabilité des liens sociaux, désaffiliation rampante, prégnance de l'incertitude ; il semble que les effets secondaires de l'esprit de conquête retrouvé du capitalisme ne provoquent alors, pour toute réaction, que l'opportunisme, le cynisme et la peur, caractérisant cette « *situation émotive* [ambivalente] ... capable de susciter soit une euphorique résignation, une totale abjuration, soit des instances inédites de transformation radicale de l'existant »<sup>13</sup>.

Il n'est que d'espérer, donc, que l'avenir ne soit pas entièrement inscrit dans les tendances du présent, car, dans le cas contraire, le compromis social aura, pour une portion croissante du prolétariat « occidental », chaque jour davantage le goût de la compromission.

#### LA FARCE DE LA DÉCOLONISATION

À moins d'invoquer une coïncidence dans la corrélation entre autonomie et développement, la conquête du monde par l'Europe occidentale, par vagues successives depuis la découverte de l'Amérique, apparaît comme l'organisation spatiale de la

---

12. C. Lasch, *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats, 1996, pp. 56-57.

13. Paolo Virno, *Opportunisme, cynisme et peur*, L'Éclat, 1991, pp. 11 à 38.



dépendance. La position hégémonique de l'Europe, des États-Unis et du Japon, au sein du système-monde actuel, montre la pugnacité avec laquelle fut et continue d'être menée la « grande œuvre d'assujettissement », cette « mission envers les races inférieures » (Jules Ferry). De même, la persistance des trois « M » de l'impérialisme : Missionnaires, Marchands, Militaires, sous leur forme contemporaine : Médias, Multinationales, Marines, renvoie à celle des marques de la soumission : la désocialisation, l'exploitation et la « violence physique légitime » qui en règle la marche.

En 1914, la colonisation du monde par les puissances européennes est accomplie, inaugurant « l'ère du monde fini ». Un demi-siècle plus tard (entre 1946 et 1975), les mouvements de libération nationale des peuples dominés universalisent, souvent par la révolte armée, le modèle occidental de l'État-nation, contre et dans le cadre de l'ONU. Mais cette libération des peuples à la périphérie, comme celle du travail au centre, perpétue, au-delà de la reconnaissance d'une souveraineté formelle, l'emprise du rapport de force hérité (capital / travail et centre/périphérie) : malgré des intentions révolutionnaires, il s'est agi plutôt d'une métamorphose de l'intégration dans la dépendance (et pour certains de la dépendance sans intégration), au sein d'un système interétatique qui n'offre pas la possibilité d'un équivalent mondial de l'« État-providence ». Le fait que les États-Unis s'affirment dans ce siècle comme un centre mondial privé d'empire colonial a favorisé cette « recolonisation par d'autres moyens », dans le climat houleux de la guerre froide. L'ajustement structurel, imposé aux pays périphériques depuis le début des années 1980 par les institutions de Bretton Woods, sous le couvert du G7 et des firmes transnationales, poursuit cette tâche dans le cadre d'un système-monde à présent sans cohérence. « Le plus beau fleuron de la colonisation, c'est [donc]

la farce de la décolonisation ... Les Blancs sont passés en coulisses, mais ils restent les producteurs du spectacle. <sup>14</sup>»

À l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, il n'existe pas d'écart sensible dans le développement économique de l'ensemble des pays du globe. C'est l'agencement colonial de la division du travail (l'organisation tutélaire de l'expropriation géographique des surplus) qui va produire l'industrialisation des uns et la désindustrialisation des autres, jetant les bases d'une polarisation séculaire au sein de l'économie-monde. L'usage « légitime » de la violence en est l'instrument favori, toute tentative de développement dans les colonies étant généralement considérée comme illégale. Ainsi ce décret royal portugais, concernant le Brésil (1778) : « En conséquence de tout ce qui précède, nous estimons qu'il est juste d'ordonner que toutes les fabriques, manufactures ou magasins de vaisseaux, de textiles, d'or et d'orfèvrerie ou de toute espèce de coton ou de toile et de tissu ou d'autres espèces de lainages soient abolis et supprimés sur l'ensemble du territoire de nos colonies du Brésil », montre à quel point et de quelle manière les colonies ont été cantonnées dans le rôle de pourvoyeurs de matières premières et de produits primaires, au profit des métropoles <sup>15</sup>. Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché le Portugal, sur le déclin, de manquer son industrialisation. Autre exemple, plus « réussi » : le Bengale, réputé à l'époque pour son coton fin et dont le centre textile de Dhaka, qui apparaissait en 1757 comme « étendu, peuplé et aussi riche que la Cité, à Londres », n'était plus en 1840 qu'une « petite ville très pauvre », déchue par la violence de l'État colonial au service des intérêts privés britanniques. En 1900, le Bengale était réduit à la monoproduction du jute, alimentant l'industrie anglaise. Aujourd'hui, malgré

---

14. C. Maurel, *L'Exotisme colonial*, Robert Laffont, 1985, cité par Serge Latouche, *op. cit.*, p. 8. Pour l'expression : « les trois "M" », *cf.* p. 14.

15. Cité par B. Bret, *Le Tiers Monde*, Ellipses, 1995, p. 107.

l'« indépendance », il est réduit à la misère <sup>16</sup>. La suprématie de l'Angleterre, au siècle dernier, s'enracine donc autant dans l'exploitation du prolétariat des filatures de Manchester que dans la soumission brutale du Bengale.

La mise en place d'un tel régime, dans lequel l'Europe s'affirme comme l'usine de la planète au détriment du reste du monde (relégué au rang de sous-traitant fournisseur), s'accompagne de la désocialisation du prolétariat du centre comme du déracinement des peuples « contactés ». La capture d'un territoire, sa « pacification », son organisation et son pillage s'accompagnent inmanquablement de la perte du sens traditionnel des sociétés locales, qui ne peuvent plus se penser que dans l'altérité (même si l'institution de la dépendance s'est parfois appuyée sur certains éléments des cultures phagocitées).

L'administration coloniale, dont certains sont *a priori* « exclus » (les États-Unis, en particulier), n'est toutefois pas sans faille. Fondée sur la rivalité entre les principaux pays du centre, elle motive, passé la furie des deux guerres mondiales, un code de bonne conduite entre eux, comme nouveau fondement à l'équilibre des puissances : la Charte des Nations unies, stipulant l'égalité souveraine entre les États membres et garantissant leur indépendance politique. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devient, dans ces conditions, une arme dont vont user les peuples asservis, imposant l'élargissement de la liste des États ralliés à l'ONU. Le système-monde semble alors se stabiliser sous la forme d'une structure interétatique universelle disposant, pour assurer son bon fonctionnement, d'instances internationales représentatives (les institutions des Nations unies et celles de Bretton Woods).

Dans les années cinquante, la conférence de Bandung (le mouvement des pays « non alignés ») est le trait d'union

---

16. Noam Chomsky, *op. cit.*, chap. I.

symbolique entre cette émancipation politique fraîchement acquise (ou en train de l'être) et l'espoir, reposant sur la virtualité des réformes agraires, de l'industrialisation et de la coopération intrapériphérie, de s'insérer dans le concert des nations en reproduisant le schéma de l'État bourgeois social-démocrate. Un tel projet n'aurait été toutefois viable que si les États nouveaux, suffisamment consolidés en leur propre sein et souverains relativement à l'extérieur, avaient pu s'assurer de la maîtrise de leur développement, favorisant l'épanouissement d'un marché intérieur et d'investissements autocentrés, sur la base de démocraties populaires <sup>17</sup>. En d'autres termes, cette stratégie d'autonomie dans l'interdépendance supposait à la fois la pression prolétarienne sur les États périphériques, et celle de ces États sur les instances internationales. Mais c'est précisément dans la dynamique de ces antagonismes intra et interétatiques que s'est révélée son infortune.

Car, d'une part, le contrôle du Conseil de sécurité de l'ONU et du FMI par les États du centre leur a ménagé « des moyens d'action sans risque de mise en jeu de leur propre responsabilité et avec une large possibilité de manipulation de celle des autres États », interdisant l'affirmation d'un sentiment partagé d'obligation à l'égard d'un ensemble de normes <sup>18</sup>. Le droit international, fondé sur l'équivalent du contrat à cette échelle (le traité), apparaît dans ces conditions comme le droit de la dépendance (les accords d'intervention comme le droit de l'ingérence, ceux de la coopération comme le droit de l'exploitation, etc.), au sens où il tend à conserver, à moindre coût, l'organisation spatiale de la dépendance héritée du colonialisme.

---

17. Ces conditions renvoient au concept de « déconnexion » tel que l'a développé S. Amin. Cf. par exemple *La Déconnexion. Pour sortir du système mondial*, La Découverte, 1985.

18. M. Chemillier-Gendreau, *Humanité et souverainetés. Essai sur la fonction du droit international*, La Découverte, 1995, pp. 189 et suiv.

Engoncés dans des frontières parfois imposées dans l'ignorance des réalités ethniques précoloniales, dans des infrastructures physiques édifiées pour servir l'ancienne division du travail ; privés le plus souvent d'autonomie alimentaire, technologique (militaire) et financière, les États nouvellement et formellement indépendants ne sont reconnus en tant que tels qu'à la mesure de leur résignation aux « libres » tribulations du marché mondial ; cette allégeance étant indissociable de la « compradorisation » des élites. En effet, l'intégration des bourgeoisies périphériques au sein du gotha mondial, si elle n'est pas incompatible avec l'expansion d'un secteur industriel, permet de s'assurer que celui-ci, de préférence, demeure un appendice des économies du centre (des multinationales). Junte militaire ou démocratie spectaculaire (dont le fonctionnement clientéliste ne requiert qu'une classe moyenne minimale), la forme politique de cette opération n'importe que par les résultats qu'elle permet d'obtenir au regard de l'objectif poursuivi : éviter que l'épanouissement d'un marché intérieur et la satisfaction des besoins de la majorité ne viennent entraver la marche des affaires.

Car, dans ces conditions, l'accumulation du capital à l'échelle mondiale n'ouvre guère de possibilité pour un compromis capital / travail à la périphérie. Elle entraîne plutôt la marginalisation croissante des populations, du fait que les déstructurations sociétales, inhérentes aux mouvements non maîtrisés et sélectifs d'une modernisation venue d'ailleurs, ne peuvent être compensées de la même façon que dans les pays du centre, privilégiés par leur position hégémonique et conquérante. Comment réagir face à l'explosion démographique, à l'hypertrophie urbaine, quand celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la dépendance ? quand la prolifération des désirs, qu'implique la globalisation de la séduction médiatique et du mimétisme, ne s'accompagne d'aucun moyen de les assouvir ? « Il faut se moderniser pour survivre, mais il faut se détruire pour se moderniser ». Le développement, dans la sujétion à un système

qui accélère l'histoire sans laisser le temps d'en assimiler et d'en réguler les effets destructeurs, approfondit ce paradoxe, qui n'a pas encore donné sa pleine mesure. « Occidentalisé, l'homme du "Sud" l'est par ses désirs, ses références imaginaires, la prégnance de la ville et des modèles de consommation du centre sur sa quotidienneté. Clochard, il l'est par sa réalité concrète, son déracinement profond, son niveau de vie misérable en bidonville »<sup>19</sup>.

Le néocolonialisme n'est pas la reconquête totale des positions perdues, mais la sélection de zones d'influences grâce auxquelles les élites mondiales peuvent conforter leurs privilèges tout en se déchargeant de la moindre obligation<sup>20</sup>. La violence économique s'enracine dans la violence politique et culturelle ; l'exploitation peut alors se faire moins pressante, la « violence légitime » moins présente, l'aumône s'y substituer (comme la forme actualisée de l'assistance à l'indigence « invalide »), mais l'acculturation demeure, et, avec elle, la dépendance.

La compromission du prolétariat « occidental » et la perversion du « projet de Bandung » symbolisent l'affaiblissement des résistances à la concurrence intracapital, alors même que, par leur force d'inertie, les luttes sociales et les mouvements de libération nationale lui avaient imposé des cadres sociopolitiques et « civilisaient » son développement en raréfiant les opportunités d'investissements productifs considérés à partir du seul critère de la rentabilité. De sorte que l'individualisation du prolétariat et l'émergence d'une aristocratie salariale au centre, la corruption des élites à la périphérie, ont été les conditions de possibilité de la « gestion capitaliste de la crise », favorisant la transnationalisation

---

19. Serge Latouche, *op. cit.*, pp. 81 & 88.

20. J.-L. Miège, *Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours*, PUF, 1986, pp. 337 et suiv.

des appareils productifs et le déchaînement de la spéculation internationale <sup>21</sup>. Le déclin des classes moyennes au centre et l'accroissement des disparités mondiales, qui en sont les contreparties, nourrissent à leur tour le renforcement d'un capital vagabond et migrant, sans territoire car les possédant tous, et la régression d'un prolétariat maintenu dans un état de dispersion et de confusion, assigné à territoire car n'en possédant pas.

Dérégulation, déréglementation, privatisation, l'objectif n'est plus alors que de créer des débouchés rentables aux surplus *a priori* non rentables, au détriment des ressources publiques de régulation sociale — à la périphérie d'une manière plus dramatique encore qu'au centre. Et si les États des pays développés, par leur pouvoir au sein des institutions internationales, sont partie prenante dans ce mouvement en s'affirmant (dans leur pratique) comme les gestionnaires des intérêts immédiats des firmes géantes transnationales, ceux des pays « en voie de développement » n'en sont que les exécutants. Et ce, alors même que certains d'entre eux pourront sans doute se satelliser dans les champs d'attraction des trois pôles dominants (les régions états-unisienne, européenne et japonaise).

D'ici l'an 2000, la moitié de la population mondiale sera urbanisée, au sein de mégavilles (entre dix et trente millions d'habitants) — la plupart d'entre elles situées à la périphérie —

---

21. Samir Amin, *La Gestion capitaliste de la crise. Le cinquantième anniversaire des institutions de Bretton Woods*, L'Harmattan, 1995. L'endettement des pays périphériques, consécutif au recyclage des pétrodollars et favorisé par la corruption des élites locales, mais constituant aussi un débouché aux surplus excédentaires du centre, s'est révélé dramatique dès lors qu'il n'a pas donné lieu à un développement permettant de compenser l'explosion des taux d'intérêt réels servie par la politique reaganienne, justifiant ainsi les politiques d'ajustement structurel mises en œuvre par le FMI, conduisant à leur « asservissement pour dette ».

qui apparaîtront de plus en plus comme les centres nerveux hiérarchisés d'une économie-monde dominée par des pouvoirs transnationaux économiques, culturels et militaires, limitant les États (« démocratiques » ou non) au rôle d'agents exécuteurs des basses œuvres (le contrôle et la répression du prolétariat et des populations marginalisées).

Dotées du prestige et de l'autorité du monde nouveau, mais aussi unique espoir de salut (d'intégration), elles attireront toujours plus en leur sein cette armée d'indésirables venant peupler les banlieues et les bidonvilles, reproduisant ainsi, à leur échelle, la figure paradigmatique centre/périphérie. Déséquilibre généralisé, ordre militaire (assuré par des armées d'État professionnelles ou des milices privées) protégeant les « ghettos de riches », dégradation des régions et des populations non menaçantes ; tous ces éléments sont déjà présents, n'attendant que de se généraliser. Et leur négatif, c'est-à-dire la maîtrise des conséquences sociales et politiques de la « nouvelle mondialisation », ne trouvera de base que dans la métamorphose des résistances susceptibles de prolonger, une fois de plus, la dialectique de la dépendance.



## Colonisateurs & colonisés

C'est le lot de tous les mots hâtivement pensés de devenir aussitôt des clichés. La *mondialisation* est de ceux-là, qui revient dans toutes les bouches et sous toutes les plumes, à droite comme à gauche, comme un leitmotiv. Mais ce *lieu* commun, malgré son usure, a conservé tout son pouvoir de fascination. Car c'est un lieu sans lieu. Plus qu'un *topos*, c'est une utopie négative dont on voit, dont on croit voir les signes partout et nulle part. Désormais tout est mondial, les avatars du climat comme les modes de gestion des salariés. C'est dire que tout est provincial. Avec la mondialisation, l'idée de centre s'évanouit. Chaque lieu devient la province d'une autre province.

Ce que la figure de la mondialisation révèle et recouvre est une double peur. Elle indique de prime abord une sorte d'espace non fini, qui dépasse le champ proprement humain et ramène l'individu à peu de chose, disons une amibe dans l'eau salée. Mais, dans le même temps, la rhétorique de la mondialisation dit trop la

finitude du monde, la petitesse de ces pays et continents qui semblaient immenses aux individus voici encore un siècle ou deux. Ce monde si étroit apparaît tout entier aux mains d'institutions et de sociétés plus ou moins anonymes, dont le terme de *firmes multinationales* ne dit pas suffisamment leur peu de goût pour l'idée de nation. Ainsi se conjuguent deux appréhensions opposées. D'une part, une perte de repères, la sensation d'un espace non maîtrisable, trop ouvert. D'autre part, un sentiment de fermeture, de domination à la fois économique et sociale. C'est pourquoi toute société aujourd'hui est atteinte par une double affection : la claustrophobie et la phobie de l'ouvert — que l'on peut appeler l'« apérophobie ». Ce qui donne, comme effets contradictoires, d'une part le tourisme, le déplacement, le besoin d'évasion et de communication, les réseaux de réseaux, etc. ; d'autre part, le retrait, le réflexe identitaire et xénophobe, le souci ethnique, etc.

Le terme de mondialisation, bien qu'il appartienne déjà à la doxa du temps, se présente donc toujours comme paradoxal. On découvre soudain que le local est investi par le mondial. Et dans le même temps, on se rend compte que le monde n'est plus qu'un seul lieu, un vaste local. On entendra dire du monde qu'il est un village ou une banlieue « planétaire ». Et de chaque individu qu'il est partie prenante du marché mondial. Certains esprits bien intentionnés tentent d'opposer le planétaire, qui serait en quelque sorte le *bien* (l'écologie, le souci humanitaire, l'échange des cultures, etc.), au mondial ou au mondialisé (la circulation du capital, les multinationales, etc.) qui serait le *mal*. Comme le montre le slogan de la plus puissante firme informatique : « IBM, solutions pour une petite planète », le mondial se révèle plus *fort* que le planétaire. C'est ainsi que les entreprises mondiales offrent déjà des solutions pour la crise planétaire qu'elles contribuent grandement à entretenir.

*Penser globalement, agir localement...* Ce slogan écologiste, si beau dans son principe comme dans son énoncé, manque malheureusement sa cible. Car chaque individu, pris au piège de la société de concurrence, doit d'abord penser localement, en fonction de stratégies particulières. Les rivalités, les guerres de position, les carrières, ce que les philosophes de l'école de Francfort appelaient « l'intérêt », jouent un rôle déterminant. Il n'y a pas, il ne peut y avoir de pensée pure, déracinée. Chacun joue sa partition en fonction d'enjeux locaux, parfois nobles, souvent médiocres. Dans une société où chacun doit d'abord lutter pour trouver sa place et se montrer, comme on dit, *performant*, la gratuité du souci planétaire n'a guère de place, sinon à la marge. Les stratégies des organisations écologistes, fondées trop souvent sur leur survie ou leur expansion dans le court terme, montrent bien les limites du désintéressement.

Dire que la mondialisation est le faux-nez du capital, ce que Marx disait déjà de la concurrence, ne suffit pas. Il faut ajouter avec l'auteur des *Grundrisse* que la meilleure leçon à donner aux capitalistes serait de pousser à bout la logique de la mondialisation. Que cette colonisation du monde par le capital devienne invivable pour le capital lui-même. Que partout le risque soit plus important que l'espoir de profit, que la compétition soit féroce au point de manger ses champions... Ainsi verrait-on enfin de plus en plus d'experts et de capitalistes battent en retraite.

Il faut comprendre aussi que la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. Imprimer son système de valeurs sur le monde, cette tentation est forte depuis la haute antiquité. On aura vu ainsi bien des équipées militaires et spirituelles s'emparer des terres, des biens et des consciences. Même la *globalisation* économique, dont on fait si grand cas aujourd'hui, était déjà bien avancée dans les premières années de ce siècle. Le capital de quelques pays gérait l'économie-monde avant 1914. Pourtant la mondialisation ne fut jamais si mondiale qu'aujourd'hui, ni si terrible dans ses effets.

Jadis, chaque mondialisation avait un centre et une périphérie. De la même façon, tout « universel » est venu de quelque part. Chaque mouvement vers le mondial se faisait au profit d'une classe, d'une religion, d'un pays : les commerçants génois ou hollandais dans leur siècle d'or, les souverains pontifes à leur apogée, la bureaucratie dirigeante soviétique, etc. Et ces mondialisations étaient toutes des colonisations, légitimées peu ou prou par un universel, qu'il fût économique, spirituel ou politique. La mondialisation économique contemporaine, elle, échappe à ce schéma classique. Elle se présente comme neutre, venant de nulle part. Au fond, elle n'agirait que pour la prospérité des individus qu'elle soumet à ses lois (selon le refrain libéral bien connu).

Tandis que le capitalisme conquérant du XIX<sup>e</sup> siècle ne pouvait dissimuler ses origines ni occulter ceux pour qui il s'édifiait, le capitalisme triomphant d'aujourd'hui parvient, lui, à brouiller les cartes de belle façon. Le plus remarquable sans doute est l'oubli de l'origine, et l'anonymat des profits, via les marchés financiers. Aussi est-il d'autant plus difficile à combattre. Car la mondialisation du capital est une mondialisation sans capitale. Pas de Mecque ici, aucune Rome, ni de Moscou. Même Wall Street n'est qu'un centre parmi d'autres : il pourrait disparaître sans changer la donne générale. Le capital n'ayant pas de territoire propre, toute terre lui est ouverte. Or un empire qui est partout et nulle part n'est pas appelé à mourir aisément.

Comme d'autres mondialisations du passé, le capitalisme est une colonisation des terres et des consciences. Mais sa grande force est d'être parvenu à un stade où il n'est plus possible de différencier celui qui est colonisé de celui qui colonise. On peut avancer qu'il est devenu, avec son triomphe, *une colonisation des individus par eux-mêmes*.

Dans un de ses derniers textes, le romancier helvète Friedrich Dürrenmatt notait avec ironie que la Suisse était remarquable en ceci qu'elle parvenait à faire de ses citoyens les gardiens de leur

propre prison <sup>1</sup>. Le capitalisme d'aujourd'hui, de même, sait faire de chaque individu le colonisateur de lui-même. Comme chaque Suisse est à la fois prisonnier et maton, dans les sociétés capitalistes avancées, chacun est colonisé et colonisateur. Chaque individu ou groupe, peu ou prou, participe à ce joli temps des colonies, à cette vie quotidienne *littéralement colonisée*, dont parle Guy Debord. Aussi faut-il, partout où cela est possible, mener des *guerres de décolonisation*. Peut-être en commençant par ces territoires dévastés que sont le langage et l'emploi du temps. Il n'est pas question ici d'en revenir aux concepts marxistes de *réification* ou d'*aliénation*, et de leur opposer une vie qui serait *authentique* ou une classe sociale qui seule serait le gardien de la vérité. On aurait trop de mal en effet à désigner ce prolétariat ou cette vie prétendument authentique. La victoire du capitalisme mondialisé a changé la donne. Avec la colonisation, la vie aliénée est devenue authentiquement colonisée. Disons que *La vie Auchen* — ce n'est qu'un exemple — a remplacé la vie tout court. C'est pourquoi, paradoxalement, *la vie austère* est devenue une voie de décolonisation possible (mais pas la seule).

Un moment d'exception, en France, est venu récemment illustrer l'état de colonisation de la société. Lors des grèves de novembre et décembre 1995, dont les motifs et les mots d'ordre étaient pourtant confus et peu convaincants, on aura vu, notamment à Paris, quelque chose surgir puis s'évanouir aussitôt : un autre air, une autre façon de s'adresser à l'autre, un espace réapproprié par les individus. Pendant ces quelques jours de relative liberté, où l'emploi du temps fut bouleversé, où le rythme des vies quotidiennes fut brisé, chacun put sentir, un court instant, à quel point il était proprement colonisé. La « lutte » qui avait cours (contre la réforme de la Sécurité sociale) n'avait guère d'importance — pour ne pas dire aucune. Ce qui comptait était la fugitive

---

1. Friedrich Dürrenmatt, *Pour Václav Havel*, éd. Zoé, 1995, Genève.

conscience d'une forme d'existence plus digne, moins encombrée, plus intelligente. Mais la colonisation de soi-même est assez avancée pour que ces *vacances* n'aient eu qu'un temps. La grande majorité se rangea rapidement, en effet, à ses propres raisons de colonisateur et de colonisé, rejoignant ainsi le cours désastreux des choses du monde. Mais tout de même... Quelques semaines plus tard, à Davos, en Suisse, hommes d'affaires et grands du monde capitaliste montrèrent du doigt la France à cause de ce mouvement d'intempérance qui dura quelques semaines.

Il reste à comprendre comment cette colonisation de soi-même a si bien réussi, et si rapidement. Par quel chemin le capitalisme, système de production et d'échanges marchands, a-t-il pu mener à la transformation du moindre rapport au monde et à chacun, marquant de son sceau tout échange entre les individus ? Tout autant qu'une pratique de l'économie, le capitalisme est devenu une culture — la nôtre. Une culture du désenchantement qui intègre en excluant, qui rassemble en divisant — et qui précisément divise chaque individu en colonisateur et colonisé. Ce qu'un poème de Heiner Muller dit autrement :

*Ce qu'on entend encore  
Est de la conserve  
Bouche tes oreilles mon fils  
Les sentiments sont d'hier  
On ne pense rien de neuf  
Le monde se soustrait à la description  
Tout ce qui est humain  
devient étranger*

Que le capitalisme fût un grand destructeur, qu'il ait réussi à briser les traditions, qu'il ait miné avec constance le désir d'émancipation et de liberté dont, dans un premier temps, il s'était servi à son profit, cela est assez connu pour que l'on n'y insiste pas. Pour ne rien laisser là où il passe, sauf lui-même et ses mauvaises mœurs, le capitalisme se donne donc comme une forme de vie, une culture du monde. Cette culture s'acquiert dans

l'échange marchand — qui n'a d'échange que le nom. Elle se déploie aussi dans les pratiques dites professionnelles — alors que personne ne fait plus guère profession de rien. Elle s'immisce enfin dans la sphère que l'on appelle encore privée et qui ne l'est plus. Le souci de l'argent en même temps que l'apprentissage de la compétition viennent tôt — dès la fin de l'enfance. La concurrence sportive ou scolaire, l'outrecuidance de la publicité, qui infantilise enfants et adultes, bientôt la pseudo-affirmation de soi par le compte chèque « jeunes » et d'autres apprentissages encore de l'épargne et surtout de l'endettement, tout cela participe d'une éducation qui vise à coloniser des individus qui seront bientôt aptes à tenir leur place dans la société dite libérale, c'est-à-dire à devenir eux-mêmes des colonisateurs.

Dans la mesure où tout « métier » est contaminé par l'activité marchande, cette activité précisément constitue la culture réelle des individus. On est aujourd'hui artiste *et* vendeur, cadre, employé *et* concurrent, chercheur scientifique *et* négociateur de contrats, etc. De plus, le cadre comme l'ouvrier, l'artiste ou le chercheur sont avant tout des consommateurs de marchandises, d'images et de signes produits par le capitalisme. Ils dépensent leur temps à ingurgiter des artefacts de la culture capitaliste. Ainsi le capital mondialisé, spectaculaire et marchand, s'impose-t-il à chacun comme une machine concurrentielle que chaque individu doit *dominer* pour travailler et, comme on dit un peu vite, « réussir ». La concurrence ne laisse personne en repos : elle est devenue, en même temps qu'une pratique très souvent biaisée des affaires, une rhétorique puissante, une idéologie qui règne sur les individus isolés. La marchandise subjugue les besoins ou les crée de toutes pièces, le spectacle mondialisé tente de fasciner les désirs, enfin la concurrence s'empare de la plupart des échanges inter-individuels. Ainsi la boucle est presque bouclée.

Que nous enseigne donc cette culture du capitalisme mondial ? Tout autant que *l'insignifiance* ou *le vide*, qu'elle produit en retour, elle nous apprend d'abord l'indifférence et le crime. Car le

capitalisme mondial, au point d'anonymat où il est arrivé, ne respecte d'autres lois que celles qui lui permettent de persister. Selon les principes de l'économie libérale, dans une société effectivement mondialisée, l'utilité marginale des individus ou de peuples plus ou moins lointains est nulle. En cas de massacres, il n'est guère utile de s'en préoccuper, à moins qu'il ne soit possible, à terme, de les intégrer dans le marché mondial — ce dont peuvent témoigner plusieurs pays africains.

Dans la culture du capitalisme mondialisé, la violence se donne toujours comme légitime — qu'il s'agisse d'une violence spectaculaire (par la télévision notamment), d'une violence de la marchandise ou de la monnaie, par la publicité ou l'emprunt, ou d'une violence de la compétition, par l'exclusion, le chômage, etc. Le capitalisme contemporain ayant un goût immodéré pour les séries, dans les marchandises comme dans le spectacle, c'est en séries qu'il déploie sa violence. Ce que promet la culture du capital est une existence de séries répétitives et de déplacements subtils, où l'on voit les mêmes spectacles sous des angles chaque fois quelque peu différents, où l'on consomme les mêmes marchandises légèrement *relookées*, où l'on répète avec des micro-variations les mêmes rapports de concurrence ou d'indifférence à autrui. À la série du capital répond la série du tueur ordinaire, qui est sans doute une grande création de ces temps de colonisation intégrale. Par la répétition de l'homicide, le *serial killer* — tout comme le « terroriste » dans son registre — se signale à l'attention d'une société qui ne perçoit que la loi des séries.

Pourquoi cette culture des séries ? Parce que les séries permettent de combiner trois modes indispensables au développement du capital et à son extension géographique : la vitesse de reproduction et de diffusion, l'apparente nouveauté, l'économie d'échelle (par l'automatisation notamment). Paradoxalement, ce que veulent les individus colonisés, c'est du nouveau et toujours du même, ce que montrent très bien les séries



de films, les carrières professionnelles, les inventions de nouveaux médicaments à partir des mêmes molécules, les divorces et remariages, etc.

La fonctions des séries, c'est l'apprentissage du vide, ce que Gertrude Stein a noté en son temps dans son *Autobiographie de tout le monde* : « La vérité, dit Helen, notre vieille domestique qui est revenue chez nous, c'est qu'on a toujours trop de rien ou pas assez de quelque chose ».

Pour satisfaire les impératifs de vitesse, de nouveauté et de répétition, la culture ancienne (fondée sur la recherche, le travail, une certaine lenteur d'exécution et d'apprentissage) ne convient décidément plus. Certes, la liquidation des anciennes formes culturelles n'est pas encore tout à fait achevée, mais cela va son train, et sous des formes encore insoupçonnées. Le glissement progressif vers une culture du patchwork, ou du zapping, en est un signe parmi d'autres. Celui qui, au sein de cette culture, assemble, met en scène, remixe est déjà plus coté que celui qui propose son travail solitaire. Voilà pourquoi la culture dite des masses (les us et coutumes, les mœurs, etc.) et la culture dite des élites (les humanités, le bon goût, etc.), qui étaient jadis opposées l'une à l'autre, se retrouvent balayées de pareille façon par la culture du capital. L'organisation des loisirs, la multiplication des produits culturels, la circulation incessante des images, la publicité constante des opinions, sondages et débats, créent un monde en soi, avec ses propres mœurs et ses propres modes, et ses petites humanités. Chaque individu est dispensé de tout effort, et il est dépouillé de ce qui faisait son appartenance à un groupe particulier. Il est en quelque sorte spolié de ce que Wittgenstein appelait son *arrière-monde*. Ainsi devient-il lui-même partie intégrante de la *série humaine*. Lui aussi nouveau, pareil et légèrement différent des autres. Dans son livre *La Communauté qui vient*, Giorgio Agamben annonçait une telle perspective, mais étrangement pour s'en féliciter.

Il semble pourtant que ce rassemblement d'individus colonisés et colonisateurs ne forme en aucune façon une communauté. Car la culture du capital s'attaque en fait à ce qui fait le rapport de l'homme aux autres et au monde, à savoir l'espace et le temps. L'industrie des loisirs, l'aménagement des parcs et riviéras, les flux d'images indifférenciés, les réseaux de signaux, tout cela organise la vie quotidienne de l'individu colonisé. Cet espace-temps de la culture mondialisée définit désormais le rapport de l'homme au monde, tout autant que la technique. L'espace et le temps, loin d'être des *a priori* de notre intellect comme le pensait Kant, sont construits par les individus eux-mêmes. Aujourd'hui, la culture mondialisée du capital leur impose, par la marchandise et la concurrence, un espace-temps appauvri dont ils sont, comme le disait Dürrenmatt, à la fois les prisonniers et les gardiens.

Philippe Thureau-Dangin a notamment publié *La Concurrence et la Mort* (Syros, 1995) ; « Colonisateurs & colonisés » est extrait d'un ouvrage à paraître en 1997 : *L'Économie du paradis*.

# La mondialisation contre l'éthique

Un peuple noble, bon seulement pour servir des nobles, en harmonie d'idées avec eux, est, de notre temps, un peuple placé à l'antipode de ce qu'on appelle la saine économie politique et destiné à mourir de faim. Pour les délicats, retenus par une foule de points d'honneur, la concurrence est impossible avec de prosaïques lutteurs, bien décidés à ne se priver d'aucun avantage dans la bataille de la vie. C'est ce que je découvris bien vite, dès que je commençai à connaître un peu la planète où nous vivons.

ERNEST RENAN

**L**a mondialisation techno-économique, c'est-à-dire celle des processus que l'on range habituellement sous ce vocable (l'émergence dominante des firmes transnationales, la faillite du politique et la menace d'une technoscience incontrôlée), entraîne de façon quasi automatique une crise morale. Causes et conséquences de la mondialisation des marchés, les firmes transnationales apparaissent comme les « nouveaux maîtres du monde ». Il s'agit de « dirigeants » non préparés à leur nouveau rôle, faiblement coordonnés par un système international défaillant, et qui n'ont en face d'eux ni société civile mondiale, ni contre-pouvoirs significatifs. Leur puissance financière leur donne les moyens d'acheter et de

mettre à leur service les États, les partis, les Églises, les syndicats, les ONG, les médias, les armées, les mafias, etc <sup>1</sup>. De là surgit la nécessité de « codes de bonne conduite » qui, fondés sur une morale universelle minimale à définir, s'imposeraient à ces géants dans leurs comportements entre eux et surtout avec les autres, renforçant la seule éthique des affaires. Cette transnationalisation des firmes est certainement la principale cause de la décomposition du politique, c'est-à-dire de l'affaiblissement de l'État-nation et de la déliquescence de la citoyenneté. Les effets en sont innombrables : corruption des élites politiques, affaissement général du civisme, fin de la solidarité organisée par l'État-providence, développement planétaire des narcotrafiquants, etc. Hommes politiques et hauts fonctionnaires subissent les pressions énormes (et parfois les menaces physiques) en même temps que les sollicitations du monde de l'argent. Partout, les *affaires* fleurissent. Certes, il existe encore des hommes politiques intègres. Ils se font rares, font figure de héros, et plus encore d'imbéciles, ce qui est le signe d'une société bien malade. La corruption est telle que les électeurs sont de plus en plus indulgents à l'égard des défaillances coupables. Les sujets imitent les maîtres. La fraude fiscale devient un sport généralisé, le sport un marché véreux, les déontologies professionnelles des espèces en voie de disparition... Ce climat délétère, fait de laxisme, de tolérance coupable, de déréglementation, d'affaiblissement des contrôles, est un terrain propice au développement des petits et des gros trafics. Les narcotrafiquants jouent désormais dans la cour des grands à armes égales avec les firmes transnationales. La solidarité nationale se grippe dans un tel contexte. Les citoyens renâclent à payer pour le « social », qu'il s'agisse des prisons

---

1. « Les nouveaux maîtres du monde », *Le Monde diplomatique*, *Manières de voir*, 28, novembre 1995.

(dans une triste situation), des asiles, des hôpitaux, des écoles, des malades ou des chômeurs. Cela d'autant plus que, à tort ou à raison, la gestion bureaucratique est montrée du doigt comme inefficace, que le lobby ultra-libéral mondial pousse au démantèlement de toute protection sociale et de tout service public. Un mouvement important se dessine en faveur de la privatisation maximale par l'assurance (qui alimenterait des fonds énormes) ne laissant à charge de la collectivité que le strict minimum, encourageant pour le reste le recours à la bienfaisance privée, comme cela est le cas déjà pour le Tiers Monde. Quand la justice coûte trop cher, il ne reste que la charité ! L'éthique se trouve là invoquée, convoquée et provoquée...

Elle l'est enfin avec les développements inouïs de puissance engendrés par une technoscience que la déontologie de plus en plus limitée des savants ne suffit plus à réguler et qui font peser des dangers immenses sur l'humanité. L'expansion récente des biotechnologies aux mains des trusts pharmaceutiques ou des États donne à la vieille question de l'éthique scientifique un regain d'actualité. Ce n'est pas seulement l'utilisation éventuelle des découvertes, mais la recherche elle-même, plus encore que dans le cas du nucléaire, qui heurte les valeurs morales de la culture héritée en Occident. Le progrès des connaissances justifie-t-il tout ? Beaucoup de savants le prétendent, et bien sûr leurs bailleurs de fonds. Comme la chose est trop importante pour être laissée aux mains des seuls savants et des seuls intérêts économiques, et comme le projet caressé par les positivistes d'une science morale expérimentale est lui aussi en crise, on a institué des comités d'éthique, affichant par là la défaillance de la démocratie. De l'avis général, ces comités sont de pudiques cache-sexe, à l'abri desquels les « biocrates », comme les « nucléocrates », continuent leur œuvre problématique.

Si, dans tout cela, l'éthique ne ressort pas nécessairement grandie, elle apparaît toujours en cause : aspiration, nostalgie ou nécessité. L'éthique est décidément à la mode. Les chaires

universitaires et les colloques sur le thème se multiplient, et l'on voit le sujet accommodé à toutes les sauces : éthique dans l'entreprise, éthique de la vie politique, comités d'éthique, etc. Cette montée en puissance de la préoccupation est liée directement à la décomposition de la société moderne et à l'urgence d'un sursaut (réarmement moral, renouveau, invention postmoderne, etc.).

Cela pose la question de ce qu'est l'éthique. N'étant pas philosophe de formation, nous n'en chercherons pas des définitions sophistiquées. Pour nous, cela concerne la question du bien et du mal. Certes, il existe d'autres fins (*telos*) de l'activité humaine que le bien qui méritent d'être valorisées, par exemple le beau, le vrai, mais aussi le courage, l'honneur, le dévouement, et même l'efficace et l'utile. Ces valeurs, ou l'une ou l'autre d'entre elles, peuvent être considérées comme le bien dans certaines morales objectives ou positives, et comme des moyens d'atteindre le bien. Il y a donc pluralité des conceptions du bien et pluralité des moyens de le réaliser.

À défaut de lumière particulières, nous adoptons comme critère du bien ce que nous croyons être le critère minimum de la règle morale de Kant : « Agis comme si tu pouvais faire du principe de ton action une règle universelle. » La norme éthique doit, selon nous, obéir à ce critère d'universalité.

Il importe donc de voir de quelle éthique est porteuse la mondialisation, avant d'en dénoncer les insuffisances et les dangers éventuels.

#### L'ÉTHIQUE DE LA MONDIALISATION

La question éthique de la mondialisation pose en réalité à nouveau la très ancienne question de l'éthique de l'économie. La mondialisation de l'économie n'est de fait que la forme la plus poussée de l'« économicisation » du monde. Il s'agit de faire

entrer dans la sphère des échanges marchands la totalité de la vie sans restriction aucune d'espace ni de domaines. La question éthique de l'économie est tout simplement de savoir si l'économie est une *bonne* chose. L'économie, c'est la vie économique, la division du travail, l'échange national et international, la concurrence et la loi du marché, la croissance et l'exploitation illimitée des richesses naturelles et des capacités humaines. Est-ce que tout cela participe du bien ?

La question est fort ancienne. Sous une forme rudimentaire, mais peut-être essentielle, elle a déjà été examinée par Aristote. Toutefois, il semble que, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et plus encore depuis les Trente Glorieuses (1945-1975), l'affaire ait été tranchée définitivement et dans un sens positif. L'économie est bonne dans ses fins comme dans ses moyens. La croissance et le développement sont de bonnes choses et engendrent de bonnes choses : la paix et le plus grand bonheur pour le plus grand nombre. Même si, pour certains esprits pointilleux, pervertis par des rémanences de la scolastique, l'économie ne peut être en elle-même jugée intrinsèquement morale, elle est la condition de la vie morale car elle permet aux hommes de s'affranchir d'une condition infrahumaine.

On peut distinguer trois moments dans cette *moralisation* de l'économie : celui de la main invisible, celui de la montée en puissance du développement et celui de la sanctification religieuse.

#### LE MOMENT SMITHIEN & LE RENVERSEMENT DES VALEURS

Le texte fameux du chapitre deux du livre premier de la *Richesse des nations* d'Adam Smith sur le boulanger, le brasseur et le boucher démontre que, dans le domaine économique, le libre jeu du « souci de soi » (*self-love*) produit le bien commun. La démonstration se trouve renforcée par les diverses évocations tant dans la *Richesse des nations* que dans la *Théorie des sentiments moraux* de la main invisible (de Jupiter). Celle-ci intervient en

particulier pour la répartition du capital entre les branches suivant les besoins de l'économie <sup>2</sup>. « Ainsi, sans aucune intervention de la loi, les intérêts privés et les passions des hommes les amènent à diviser et à répartir le capital d'une société entre tous les différents emplois qui y sont ouverts pour lui, dans la proportion qui approche le plus possible de celle que demande l'intérêt général de la société <sup>3</sup>». Dès lors se trouve posé en dogme qu'il y a une *harmonie naturelle des intérêts*.

Ce thème d'une harmonie, non pas nécessairement naturelle, mais artificiellement possible, des intérêts n'est pas totalement nouveau dans la pensée morale. Depuis saint Augustin au moins, de nombreux penseurs ont montré que, dans un monde corrompu par le péché originel, un ordre humain cohérent, voire relativement harmonieux, pouvait résulter de l'antagonisme des passions.

Il suffit alors, effectivement, de renverser le jugement sur les faiblesses humaines, de voir en blanc ce que l'on voyait en noir, d'appeler vertu ce que l'on appelait vice, en en appelant au bien public, pour que l'« endiguement » des passions par les passions devienne un merveilleux mécanisme d'équilibre optimal des intérêts. Le pessimiste s'est converti à l'optimisme, l'ascète en cynique. Ce renversement s'est bien produit historiquement. Il est parfaitement intelligible. Lorsque, las de vivre de la foi en accumulant des mérites pour la seule gloire de Dieu, le puritain ou le janséniste décide de vivre son paradis sur terre, le tour de passe-passe est accompli. Cette *composition* des passions sort de la morale, mais donne naissance à l'art politique. Comme le note

---

2. C'est dans *Histoire de l'astronomie* que l'expression « main invisible de Jupiter » (peut-être emprunté par Adam Smith à Cicéron) se trouverait pour la première fois dans l'œuvre de Smith. Cf. Alfonso M. Iacono, *Tra individui et cose*, Rome, Manifestolibri, 1995, pp. 74 et suiv.

3. Adam Smith, *Richesse des nations*, livre IV, chap. 7.



Pierre Rosanvallon : « La politique n'est donc rien d'autre qu'un art combinatoire des passions. Son objet est de composer les passions de telle sorte que la société puisse fonctionner. L'arithmétique des passions devient à partir du XVII<sup>e</sup> siècle le moyen de donner un fondement solide à l'idéal du bien commun de la pensée scolastique <sup>4</sup>». L'aboutissement en est bien la main invisible <sup>5</sup>.

#### L'APOTHÉOSE DÉVELOPPEMENTISTE

Si l'économie est bonne, sa croissance est encore meilleure, et avec le développement on atteint quasiment l'apothéose...

Le mal ne peut pas atteindre le développement pour l'excellente raison que le développement imaginaire est l'incarnation même du *bien*. « Bon » développement est un pléonasme parce que, par définition, développement signifie « bonne » croissance, parce que la croissance, elle aussi, est un bien et qu'aucune force du mal ne peut prévaloir contre elle.

Rappelons que le doublet croissance / développement trouve son origine dans la biologie des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, et tout particulièrement chez Darwin. Transposé dans le domaine social, le développement est la croissance *non homothétique* de l'organisme économique. Si l'industrialisation s'était poursuivie depuis le XIX<sup>e</sup> siècle avec un accroissement purement quantitatif, on aboutirait à une monstruosité et à une absurdité. La terre serait couverte de machines à vapeur, le charbon n'existerait plus et la pollution aurait tué toute vie. Par la force des choses, une

---

4. Pierre Rosanvallon, *Le Libéralisme économique*, Seuil, 1989, p. 14.

5. Cf. Serge Latouche, « Utilitarisme noble et anti-utilitarisme des nobles : l'ambiguïté du duc de La Rochefoucauld », *Revue du MAUSS*, 6, 1995 & « Augustinisme et utilitarisme. Le retournement éthique de l'*amor sui* », in Colloque de Lille des 25 et 26 janvier 1996 (actes à paraître).

*autorégulation* physique, technique et écologique s'est produite, entraînant des mutations *qualitatives* fondamentales. On est donc en face d'un processus d'*autocorrection*. Ce dernier n'en reste pas là : la poursuite vigoureuse de cette croissance corrigée engendre plus ou moins spontanément une régulation *sociale*. On a pu définir assez justement le développement économique comme le *trickle down effect* de la croissance industrielle <sup>6</sup>. Ce terme, qu'on traduit parfois par « effet de percolation », signifie tout simplement que, au-delà d'un certain seuil, la croissance de la production a des *retombées* sociales. Elle ne peut pas ne pas profiter peu ou prou à tous.

Dans les pays développés, même les plus libéraux, les pauvres, ceux de l'Angleterre victorienne décrits par Dickens et dénoncés par Marx, ne se sont pas multipliés. La richesse s'est diffusée à tous. En cela encore, le développement corrige la croissance et constitue une *bonne* chose.

Avec le keyneso-fordisme des sociétés consuméristes, un degré supplémentaire dans la voie du bien est encore franchi. Ce mode de régulation sociale et politique vise à distribuer des hauts salaires et des revenus sociaux, en fonction des gains réguliers de productivité, pour entretenir une haute conjoncture. Ce système de production et de consommation de masse a bien fonctionné pendant les Trente Glorieuses ; c'est en quelque sorte l'apothéose du développement.

Cependant, en amont, la croissance elle-même est déjà un « bien ». Le terme même de *bien-être* qui sert à définir son

---

6. « Durant les deux premières décennies de son existence, la Banque mondiale tendait à identifier le développement avec la croissance économique. Les bénéfices de la croissance étaient supposés se diffuser (*to trickle down*), les pauvres bénéficiant automatiquement des créations d'emplois et de la production accrue des biens et services », Lawrence Salmen, *Rapport de la Banque mondiale du 29 août 1991*, p. 4.

contenu en est un témoignage irrécusable. Ses moyens, l'industrialisation et la technique, sont des moyens qui, à un niveau abstrait, pourraient certes servir le mal comme le bien, mais l'accroissement de ces moyens devient un but en soi. De plus, ces moyens sont considérés comme les moyens exclusifs du bien.

Bonnes ou mauvaises, la technique et la croissance sont toujours bonnes, car elles accroissent les possibilités, créent des emplois (même quand elles en suppriment d'autres) et offrent la solution de tous les problèmes qu'elles suscitent. La pollution, les dépenses militaires deviennent ainsi de bonnes choses car elles stimulent l'économie. La première suscite des dépenses nouvelles pour y remédier qui vont accroître encore le PNB, les secondes entraînent une demande par la masse des revenus distribués sans l'offre correspondante, puisque les armements, comme les grands travaux, ne concurrencent pas la production de biens de consommation. Selon la logique keynésienne, cela constitue un coup de fouet pour la relance. Elles peuvent devenir en outre une source de fructueuses exportations et rééquilibrer les balances de paiement.

Enfin, ce qui fait de la croissance économique un bien indiscutable aux yeux de la morale ambiante, c'est qu'elle est le résultat d'un *comportement* lui aussi moral. Le principe utilitariste de justice, que l'on retrouve dans la morale dominante (y compris, au fond, chez un auteur comme John Rawls), se ramène à : est juste ce qui maximise premièrement le PNB et deuxièmement la quantité de vie en soi. « Les inégalités, selon Rawls, sont acceptables et même légitimes quand elles ont une conséquence heureuse pour la croissance des richesses produites qui bénéficiera à tous. » Le *trickle down effect* réalise donc bien cette justice-là.

En outre, selon l'analyse de Max Weber, le décollage de l'économie occidentale résulte de la généralisation d'une éthique,

celle du travail et de l'esprit d'entreprise, faite de scrupuleuse honnêteté, de goût de l'effort, de rectitude, de ponctualité, de renonciation aux plaisirs des sens et d'esprit d'épargne <sup>7</sup>. L'accumulation matérielle illimitée est le témoignage sensible de l'accumulation des *mérites* et la preuve incontestable de la bénédiction divine.

Tous les documents du sommet de Copenhague de 1995 montrent que c'est sur le *trickle down effect* du développement réellement existant que l'on compte pour que le développement devienne *social*. Dans ce catalogue de bonnes intentions, la plus absolue confiance est faite à la main invisible et à l'harmonie naturelle des intérêts. Il n'est pas question de remettre en question le modèle de développement fondé sur le libre-échange.

Longtemps réticente et réservée, à la différence des sectes protestantes, l'Église catholique a fini par céder à l'esprit du temps et apporter sa caution et sa sanction à l'économie et au développement. Répondant à la question : « Le capitalisme est-il un modèle à proposer aux peuples du Tiers Monde ? », Jean-Paul II participe, dans *Centesimus annus*, à la pensée unique. « Si, sous le nom de capitalisme, écrit-il, on désigne un système économique qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l'entreprise, du marché, de la propriété privée et de la responsabilité qu'elle implique dans les moyens de production, de libre créativité humaine dans le secteur économique, la réponse est sûrement positive, même s'il était peut-être plus approprié de parler d'économie d'entreprise ou d'économie de marché, ou simplement d'économie libre. » Même si le mot profit n'est pas prononcé, il est difficile de tirer de cette déclaration la plus légère condamnation de la logique qui engendre la mondialisation.

---

7. Cf. *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, 1967 (1905).

En assurant le triomphe de l'économie, voire son règne exclusif dans une « omnimarchandisation » intégrale, la mondialisation réalise le bien commun, rendant la morale quasi caduque ou la limitant au mieux à la clairvoyance sur les intérêts égoïstes.

#### L'IMPOSTURE DE LA MORALE GLOBALE

Alors comment tenir la morale à l'écart ? Elle intervient spontanément, logiquement, dans le champ même de l'observation. En mathématiques, pas de morale, évidemment. En physique, à peine quelques zones dangereuses — bien que très dangereuses. En biologie, la morale ne cesse de grogner et n'a pas fini de le faire. Dans les sciences sociales, c'est pire encore : elle hausse le ton, surtout si vous avez l'imprudence d'aborder l'actuel ou le « futurible ». L'histoire d'hier, passe encore ! L'histoire d'aujourd'hui, ou celle de demain, chacun, à son propos, pense qu'il a son mot à dire. La morale, nos morales sont donc au rendez-vous. Je ne réussirai pas à les faire déguerpir. J'essaierai, tout au plus, de les maintenir à leur place.

FERNAND BRAUDEL

La mondialisation n'est pas exclusivement économique. Elle est tout autant, sinon plus, technique, culturelle et politique, même si elle tend à subvertir le contenu de ces *instances*. L'éthique de la mondialisation n'est pas non plus seulement « économique », même si la mondialisation est le vecteur de corruption de l'universalisme des valeurs, qu'il s'agisse de la démocratie, des droits de l'homme ou de la déontologie scientifique <sup>8</sup>. Sans chercher à être exhaustif, il est intéressant, après avoir dénoncé la faillite de cette morale économique de montrer comment elle corrompt dangereusement la déontologie scientifique.

---

8. « Mondialisation et universalité ne vont pas de pair, elles seraient plutôt exclusives l'une de l'autre. La mondialisation est celle des techniques, du marché, du tourisme, de l'information. L'universalité est celle des valeurs, des droits de l'homme, des libertés, de la culture, de la démocratie. La mondialisation semble irréversible, l'universel serait plutôt en voie de disparition ». Jean Baudrillard, « Le mondial et l'universel », *Libération*, 18 mars 1996.

## LA FAILLITE DE L'ÉTHIQUE ÉCONOMIQUE

La prétention arrogante du marché mondial de réaliser l'éthique est-elle définitivement jugée ? La montée du chômage et de l'exclusion au cœur même des pays riches, la montée de l'inégalité mais aussi de la violence, de la corruption, de la pollution et des destructions de l'environnement concomitantes à la « globalisation » des marchés amènent à s'interroger et à réexaminer sur de nouvelles bases les titres de validation de la moralité de l'économie.

Dans la fable smithienne du boucher, du brasseur et du boulanger, qui assurera le repas du chômeur, du clochard, de l'exclu social ? S'il s'adresse à leur *self-love*, le pauvre diable devra se proposer de laver leur voiture pour une pièce qui n'assurera peut-être pas même sa subsistance, et sûrement pas celle de sa famille, s'il a commis l'impertinence d'en fonder une... Aura-t-il plus de chance en s'adressant à leur sentiment de fraternité humaine ? Rien n'est moins sûr. Dans l'un comme dans l'autre cas, il sera un RMiste délégitimé socialement, exclu des trois formes de la socialité normale : le *commercium*, le *convivium* et le *connubium*. Les libertariens seuls ont l'aplomb d'affirmer que ces chômeurs sont volontaires et que leur existence n'entame pas le dogme de l'harmonie des intérêts, puisqu'il s'agit d'un dogme...

On sait que, pour embryonnaire qu'elle soit à son époque, Aristote condamne sous le nom de *chrématistique* ce qui constitue l'essence de notre activité économique, c'est-à-dire la recherche du profit grâce et au travers des relations marchandes. Le renversement du rapport d'échange *naturel* M-A-M, vendre ses surplus pour acheter ce dont on a besoin, en rapport marchand, A-M-A', acheter le moins cher possible pour revendre le plus cher possible et gagner de l'argent, lui paraît éminemment condamnable, non seulement parce qu'antinaturel, mais plus encore parce qu'anticivique. Faire de l'argent avec de l'argent n'est pas seulement contraire à la fécondité des espèces,

c'est un objectif contraire au bien commun. Un monde de *gagnants* n'est pas compatible avec la citoyenneté, et moins encore avec l'*isonomia*.

Sans doute le bien d'Aristote n'est-il pas notre bien. Nous n'avons plus le sens politique qui fondait son éthique. Toutefois, l'idéal du bien commun et de la justice reste tout de même le nôtre.

De la même façon, les objectifs qu'une société se donne peuvent difficilement être considérés comme moraux s'ils ne peuvent être étendus à toutes les autres sociétés.

Or la mondialisation économique viole gravement ce critère sur trois points au moins : fonctionnant à l'exclusion, elle interdit aux individus et aux peuples perdants d'accéder au bien-être minimum et à la citoyenneté. Fondée sur l'utilisation forcenée de la nature et le pillage des ressources naturelles, elle interdit l'universalisation du développement, et nie la solidarité des espèces. En outre, elle ne peut fonctionner que si les acteurs, au moins la plupart d'entre eux, ont une morale contraire à celle qu'elle propage. On n'insistera pas sur les deux premiers points, qui sont bien connus <sup>9</sup>. Le troisième mérite peut-être d'être explicité.

« Le capitalisme, écrit Castoriadis, n'a pu fonctionner que parce qu'il a hérité d'une série de types anthropologiques qu'il n'a pas créés et n'aurait pas pu créer lui-même : des juges

---

9. Encore que le problème de la solidarité des espèces mériterait peut-être d'être repensé. Sans tomber dans un animisme béat, ni nier la spécificité de l'homme, un certain respect du monde vivant, la reconnaissance d'une certaine communauté de nature et de destin nous donnent des obligations morales vis-à-vis des mondes animal et végétal. C'est là, d'ailleurs, une condition pour trouver un espace commun de dialogue sur les valeurs universelles avec les autres civilisations (hindouiste ou animiste, en particulier).

incorruptibles, des fonctionnaires intègres et wébériens, des éducateurs qui se consacrent à leur vocation, des ouvriers qui ont un minimum de conscience professionnelle, etc. Ces types ne surgissent pas et ne peuvent pas surgir d'eux-mêmes, ils ont été créés dans des périodes historiques antérieures, par référence à des valeurs alors consacrées et incontestables : l'honnêteté, le service de l'État, la transmission du savoir, la belle ouvrage, etc. Or nous vivons dans des sociétés où ces valeurs sont, de notoriété publique, devenues dérisoires, où seuls comptent la quantité d'argent que vous avez empochée, peu importe comment, ou le nombre de fois où vous êtes apparu à la télévision. <sup>10</sup>»

« Lorsque, poursuit-il, comme c'est le cas dans toutes les sociétés occidentales, on proclame ouvertement... que la seule valeur est l'argent, le profit, que l'idéal sublime de la vie sociale est l'enrichissez-vous, peut-on concevoir qu'une société peut continuer à fonctionner et à se reproduire sur cette unique base ? S'il en est ainsi, les fonctionnaires devraient demander et accepter des bakchichs pour faire leur travail, les juges mettre les décisions des tribunaux aux enchères, les enseignants accorder de bonnes notes aux enfants dont les parents leur ont glissé un chèque, et le reste à l'avenant.... La seule barrière pour les gens aujourd'hui est la peur de la sanction pénale. Mais pourquoi ceux qui administrent cette sanction seraient-ils eux-mêmes incorruptibles ? qui gardera les gardiens ? La corruption généralisée que l'on observe dans le système politico-économique contemporain n'est pas périphérique ou anecdotique, elle est devenue un trait structurel, systémique de la société où nous vivons. <sup>11</sup>»

---

10. Cornélius Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance*, Les carrefours du labyrinthe IV, 1996, p. 68.

11. *Id.*, p. 91.



Il revient encore à la charge : « Comment le système peut-il, dans ces conditions, continuer ? Il continue parce qu'il bénéficie encore de modèles d'identification produits *autrefois* : [...] le juge "intègre", le bureaucrate légaliste, l'ouvrier consciencieux, le parent responsable de ses enfants, l'instituteur qui, sans aucune raison s'intéresse encore à son métier. Mais rien, dans le système tel qu'il est ne justifie les "valeurs" que ces personnages incarnent, qu'ils investissent et sont censés poursuivre dans leur activité. Pourquoi un juge devrait-il être intègre ? Pourquoi un instituteur devrait-il se faire suer avec les mioches, au lieu de laisser passer le temps de sa classe, sauf le jour où l'inspecteur doit venir ? Pourquoi un ouvrier doit-il s'épuiser à visser le cent-cinquantième écrou, s'il peut tricher avec le contrôle de qualité ? Rien, dans les significations capitalistes, dès le départ, mais surtout telles qu'elles sont devenues maintenant, qui puisse donner une réponse à cette question. Ce qui pose, encore une fois, à la longue, la question de la possibilité d'autoreproduction d'un tel système. <sup>12</sup>»

En fait, la corruption de la morale et la tricherie sont bien effectives. La réalité du « bien » de l'être que propose l'objectif du bien-être n'est pas une *qualité de la vie* mais une *quantité* de gadgets posés comme utiles, du fait même de leur production et de leur consommation. Le développement économique proposé en finalité est un volume de « choses » ; le bien-être n'est rien d'autre qu'un bien-avoir. L'économie moderne désenchanter le monde en expulsant les valeurs des objets. En réduisant l'univers des créatures à celui d'une production d'utilités, le marché mondial dégrade l'éthique elle-même. Le bien se fond dans les biens et se confond avec eux. On n'échappe pas à un utilitarisme vulgaire.

---

12. *Id.*, p.133.

La morale de ce fait est plus une façade hypocrite qu'une réalité. Ce n'est plus que l'hommage du vice à la vertu. En fait, la tricherie est partout. L'éthique des affaires exalte la volonté de puissance, l'égoïsme, le mépris pour les faibles et les perdants <sup>13</sup>. Elle glisse volontiers vers le darwinisme social quand elle est prise la main dans le sac. Malheur aux vaincus !

#### LA CRISE DE LA DÉONTOLOGIE SCIENTIFIQUE

On connaît la question pour la médecine, qui en tant que mise en œuvre pratique des apports de la biologie ne peut pas ne pas rejaillir sur celle-ci. Le serment d'Hippocrate réglait depuis l'Antiquité le code de conduite du médecin en posant le principe du respect de la vie. Cela ne résolvait pas, bien sûr, tous les problèmes de la morale subjective. S'il était clair que le respect de la vie imposait moralement la désobéissance aux autorités constituées en cas de torture ordonnée ou de suppression de la vie, l'avortement et l'euthanasie, qu'ils soient légaux ou interdits, restaient des « cas de conscience ».

L'utilisation des sciences physiques et chimiques à des fins militaires posait de façon plus aiguë le problème déontologique. Le savant peut-il s'enfermer dans son laboratoire et ignorer l'usage qui est fait de ses découvertes, surtout lorsque celles-ci sont franchement orientées à des fins destructrices ? La mise au point d'armes atomiques ou bactériologiques, de fusées intercontinentales ne peut s'abriter d'aucun voile d'ignorance... On connaît la désinvolture avec laquelle Werner von Braun, l'inventeur pour le compte de Hitler des fusées V1 et V2, a réglé ses problèmes de conscience. Quoique tardifs, les scrupules de Jacob Oppenheimer ont mis à jour l'importance du problème et ont fait honneur à leur auteur.

---

13. Voir notre livre *La Planète des naufragés*, La Découverte, 1991 (en particulier le chapitre III).

La question se pose aussi pour les sciences sociales. « Quand on sort de la Sorbonne par la rue Saint-Jacques, écrit Georges Canguilhem à propos des psychologues, on peut monter ou descendre ; si l'on va en montant, on se rapproche du Panthéon qui est le conservatoire de quelques grands hommes, mais si l'on va en descendant, on se dirige sûrement vers la préfecture de police. <sup>14</sup>»

La question a été soulevée de façon aiguë avec la participation de *social scientists* divers dans la « sale guerre » du Viêt Nam. Toutefois, dans tous ces cas, le savant se trouve confronté au problème moral, moins en tant que savant qu'en tant que citoyen. Les circonstances d'application de son métier mettent en cause la science, mais celle-ci reste encore à l'arrière-plan du problème moral éternel auquel tout un chacun se trouve confronté dans l'action.

Le développement récent des biotechnologies donne à la vieille question de l'éthique scientifique un regain d'actualité sous une forme qui met en jeu très clairement le conflit entre les intérêts de la science et ceux de la morale. Ce n'est plus l'utilisation éventuelle de la science, mais la recherche scientifique elle-même, plus encore que dans le nucléaire, qui heurte les valeurs morales de la culture héritée en Occident. Le progrès des connaissances justifie-t-il tout ? Il y a là un conflit de valeurs que les comités d'éthique institués en France ou un peu partout ont été spécialement chargés d'arbitrer. La science est devenue une telle valeur dans notre société que, s'il n'est pas possible de dire cyniquement qu'elle s'identifie au bien, il est non moins impossible de l'impliquer dans le mal. Elle resterait même le dernier refuge du sens et des valeurs dans le monde déraciné du marché *global*. Dans ces conditions, selon Philippe Simonnot, ces

---

14. Georges Canguilhem, *Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Vrin, 1970, p. 381.

comités d'éthique ne sont qu'un *paravent* derrière lequel les intérêts de la science peuvent se déployer. Les « biocrates » comme les « nucléocrates » revendiquent une totale autonomie pour faire avancer la science. « Le progrès, poursuit Simonnot, est légalisé par le progrès, il s'agit même ici de réparer les dégâts commis par le stade antérieur du progrès médical.<sup>15</sup>»

Il s'ensuit une subtile perversion des valeurs bien analysée par André Vitalis. Vont émerger en priorité les valeurs que la technoscience peut servir<sup>16</sup>; celles-ci vont prendre la place des anciennes valeurs, s'y substituer purement et simplement ou subvertir leur contenu de l'intérieur. Ainsi, les valeurs fondatrices de la société française (mais aussi dans une large mesure de la *modernité-monde*), Liberté, Égalité, Fraternité deviendront « Supervie, Supercommunication, Supersécurité ».

La Commission nationale de l'informatique et des libertés s'est vue littéralement victime d'un lynchage médiatique orchestré par certains médecins, pour avoir émis des réserves à la divulgation des liens de parenté des descendants d'une même famille susceptible d'être atteinte de glaucome par hérédité (ce qui s'est d'ailleurs révélé sans fondement scientifique). La santé dans ce cas primerait la liberté, comme la sécurité dans celui de la vidéo-surveillance, du seul fait que ces *valeurs* sont opérationnelles et instrumentalisables avec les techniques dont on dispose. La généralisation de l'œil de *Big Brother* fait, en effet, peser des risques graves à la liberté de circuler. De façon très révélatrice, seuls les artistes, toutes tendances politiques confondues, se sont insurgés à Aix-en-Provence contre l'établissement de ce type de « flicage ».

---

15. Philippe Simonnot, *Le Sexe et l'Économie*, Lattès, 1985, pp. 224-225.

16. André Vitalis, « Raison technoscientifique et raison humaine. À propos de l'*ultima ratio* de Bernard Chardonneau », in Colloque Charbonneau de Toulouse, 1996 (actes à paraître).

Le projet européen de construire une société de l'information, grâce aux « autoroutes de la communication », vise à remplacer la réception artisanale du sens qui fonde le rapport à autrui par la production industrielle de signes. Ici, ce sont clairement les moyens qui sont érigés en fins. Sans doute auparavant, les fins ne servaient-elles que de paravent à l'expansion des moyens, mais personne n'avait eu l'idée de promouvoir consciemment un projet de « société de consommation ». C'est là une différence de taille.

Le danger final est la remise en cause de l'homme lui-même. Les possibilités d'améliorer l'espèce ouvertes par l'ingénierie génétique et la nécessité de parer aux menaces que fait peser la mégamachine sur l'écosystème débouchent sur des mutations touchant de proche en proche l'identité de l'homme lui-même. D'ores et déjà, l'homme est une espèce trafiquée, manipulée, vivant avec de plus en plus de prothèses, mais cela ne remet pas en cause pour l'instant ni l'unité de l'espèce, ni la centralité de l'homme, même au sein de l'univers technique. En serait-il de même avec l'*homo sapientior* préconisé par Jean Rostand ou le « cybernanthrope accompagné » dans l'éthique par Gilbert Hottois <sup>17</sup>? Un eugénisme génétiquement assisté ne risque-t-il pas de nous conduire à une humanité « à deux vitesses » sur le modèle de notre économie ? Les « cybers » conserveront-ils la maîtrise de leur programmation et du destin du « technocosme » ? Le plus grand crime contre l'humanité ne serait-il pas de la faire disparaître sous prétexte de l'améliorer ? L'universalisme des valeurs en vient à s'effriter devant la logique amoral de la mondialisation. Tout « cannibale » qu'ait été l'humanisme occidental, on en viendrait presque à le regretter...

---

17. Gilbert Hottois, « Jeux de langage et pratiques technoscientifiques. La science postmoderne », in *Richard Rorty. Ambiguïtés et limites du postmodernisme*, Vrin, 1994.

## POUR UNE ÉTHIQUE NON UTILITARISTE

Le Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales (MAUSS), qui a fait de la dénonciation de l'impérialisme de l'économie son fonds de commerce, ne peut pas ne pas faire de la résistance aussi sur le terrain de la disparition de l'éthique, ne serait-ce que parce que la disparition de l'éthique entraîne la corruption du politique et celle du savoir authentique. La redécouverte du don et de l'*agôn* comme réalités refoulées et fondatrices du lien social pose le problème d'une réhabilitation des valeurs de solidarité, de l'honneur et du sacrifice <sup>18</sup>.

La critique de la rationalité économique comme cœur de la rationalité tout court entraîne, de son côté, une renaissance et une reconnaissance du *raisonnable*. L'affranchissement du terrorisme du rationnel libère non seulement la rhétorique, base du politique et de la démocratie, mais aussi l'expression poétique dont l'atrophie, selon Pierre Thuillier, serait même responsable de la « grande implosion » où se fracasserait la civilisation occidentale <sup>19</sup>. La reconstruction de l'éthique est d'autant plus nécessaire que ces valeurs fondatrices du social resurgissent sauvagement un peu partout sous des formes pathologiques dans les pores de la grande société, avec l'ethnicisme et les revendications identitaires, dans la violence des banlieues et l'éthique des bandes, ainsi que dans les fondamentalismes sacrificiels.

Cette reconstruction est une reconstruction totale, en ce sens qu'il s'agit moins de réhabiliter l'éthique que de reconstruire une société qui fasse place à un moment personnel, condition de toute

---

18. Tous ces thèmes ont fait l'objet de numéros spéciaux et de livres dans la revue du Mauss, et dans sa collection aux éditions La Découverte.

19. Pierre Thuillier, *La Grande implosion. Rapport sur l'effondrement de l'Occident, 1999-2002*, Fayard, 1995.

vie éthique. La fabrication sociale des personnes dans les sociétés anciennes armait les membres de celles-ci de façon remarquable pour affronter les défis éthiques du quotidien. L'utilitarisme dominant de la société moderne tend à « neutraliser » le moment personnel du vécu collectif. Le calcul des intérêts individuels et l'indétermination des choix quant aux fins non calculables tendent à imposer un extraordinaire *conformisme*. Il faut faire comme les autres quand il n'y a pas d'intérêt en jeu et les sondages servent à produire la règle de conduite.

Il nous semble que l'anti-utilitarisme devrait être aussi un effort de restauration de la vie intime en réhabilitant le moment personnel. Sans doute serait-il possible de soutenir que la construction d'une société qui connaîtrait pleinement la légitimité du moment personnel ne pourrait qu'aboutir à une certaine forme de démocratie. Toutefois, l'exploration du contenu de cette forme nous paraît plus importante que la postulation de son *a priori* démocratique.

## Les défis de la mondialisation

**D**urant les trois premières décennies de l'après-Seconde Guerre mondiale, le développement a été la préoccupation majeure de tous les régimes, et les succès enregistrés ne furent pas négligeables. Ces succès ont reposé sur l'efficacité des trois projets, en vigueur à l'époque : l'État providence en Occident développé, le soviétisme à l'Est et la modernisation accélérée du Tiers Monde. Tous ces projets avaient ceci en commun qu'ils opéraient dans le cadre d'économies nationales autocentrées, ou s'assignaient l'objectif de les construire. Ils différaient par la conception de leur rapport à l'économie mondiale : conception ouverte pour les pays de l'Ouest développé, ouverture « négociée » pour les pays du Sud, quasi-autarcie pour les pays de l'Est. Ils différaient également par la nature des hégémonies sociales promouvant le développement en question. Mais cette diversité ne doit pas faire oublier la similitude profonde des objectifs finaux : le bien-être matériel par le développement, le renforcement de la position de la Nation dans le monde.



La généralisation de la croissance a résulté d'une évolution politique rendue nécessaire par la défaite du fascisme ; le bénéfice qu'en ont tiré les nations pauvres et, d'une manière générale, les classes populaires fut acquis au détriment de la logique unilatérale de rentabilité du capital. En Occident, la croissance a créé un rapport de forces considérablement plus favorable aux classes ouvrières qu'il ne le fut jamais auparavant. Ce rapport nouveau constitue la clé qui permet de comprendre ce qu'on a appelé l'« État providence » : le compromis historique capital/travail. La victoire de l'Union soviétique et la révolution chinoise ont également créé des conditions internes et internationales stimulant le développement des pays de l'Est et, par contrecoup, de ceux de l'Ouest (en obligeant précisément le capital à s'ajuster au compromis historique social-démocrate). Le débat relatif à la nature politique de ce développement — socialiste ou non — et aux contradictions internes qui entraînèrent son effondrement ne doit pas faire oublier l'effet stimulant qu'a eu la compétition Ouest-Est. Simultanément, la montée des mouvements de libération dans le Tiers Monde et la capacité des régimes qui en sont issus de mobiliser à leur profit les conflits Est-Ouest ont favorisé la croissance des économies du Sud, prodigieuse par bien des aspects.

L'expansion de l'après-guerre a donc été produite par l'ajustement des stratégies du capital aux conditions sociales que les forces démocratiques et populaires lui imposaient. Le contraire exactement des politiques dites d'ajustement de notre époque !

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le système capitaliste présentait encore deux caractères fondamentaux hérités de son façonnement historique :

— les États nationaux bourgeois, historiquement construits comme tels, constituaient le cadre politique et social de gestion d'économies capitalistes nationales, en compétition agressive les unes avec les autres. Ces États représentaient les centres du système mondial ;

— la polarisation centre/périphérie revêtait la forme d'un contraste presque absolu entre l'industrialisation des centres, réalisée au XIX<sup>e</sup> siècle, et l'absence d'industrie dans les périphéries.

Or, au cours du cycle de l'après-guerre, ces deux caractères se sont progressivement érodés :

— après avoir reconquis leur indépendance politique, les périphéries sont entrées, bien que d'une manière inégale, dans l'ère de l'industrialisation. L'homogénéité apparente, produite jusque-là par l'absence commune d'industries, a cédé la place à une différenciation croissante entre un « Tiers Monde » semi-industrialisé et un « Quart Monde » qui n'a pas amorcé sa révolution industrielle ;

— l'interpénétration des capitaux à l'échelle de l'ensemble des centres a fait éclater les systèmes productifs nationaux et amorcé leur recomposition comme segments d'un système productif mondialisé.

Le produit de ces transformations débouche donc sur l'effondrement des équilibres caractéristiques du système mondial de l'après-guerre. Il ne conduit pas de lui-même à un nouvel ordre mondial mais à un « désordre mondial ». Le chaos qui marque notre époque provient du triple échec du système :

— qui n'a pas développé des formes nouvelles d'organisation politique et sociale à l'échelle supranationale ;

— qui n'a pas défini de rapports économiques et politiques susceptibles de concilier la poursuite d'une croissance globale et le développement industriel compétitif des nouvelles périphéries d'Asie et d'Amérique latine ;

— qui n'a pas défini de rapports, autres que d'exclusion, avec les périphéries d'Afrique non engagées dans un processus d'industrialisation.

## GESTION DE LA CRISE &amp; « AJUSTEMENT STRUCTUREL » (1980-1996)

La société contemporaine est certainement en crise, si l'on convient d'appeler « crise » les situations dans lesquelles les attentes de la majorité ne peuvent être satisfaites par la logique de fonctionnement du système. D'évidence, les peuples veulent le plein-emploi, l'amélioration des services sociaux, la perspective d'une mobilité sociale, etc. La logique de gestion de la crise produit le chômage, la paupérisation et la marginalisation. Les nations veulent l'indépendance et la dignité. La logique de la mondialisation, telle qu'elle est pratiquée, produit l'inverse. Les États perdent leur légitimité, ayant renoncé à réguler les rapports sociaux en faveur des classes populaires et à intervenir dans le champ international en faveur de la défense des intérêts nationaux. La démocratie occidentale, le soviétisme, le national-populisme du Tiers Monde sont en crise ou ont même disparu de la scène.

La crise s'exprime par le fait que, dans la structure donnée de répartition du revenu, les profits tirés de la production ne trouvent pas de débouchés suffisants dans des investissements rentables, susceptibles de développer les capacités de production. La gestion de la crise consiste alors à trouver « d'autres débouchés » à cet excédent de capitaux flottants, de manière à éviter leur dévalorisation massive et brutale, comme cela s'était produit dans les années trente. Prenant conscience de ce danger majeur, les pouvoirs dominants se sont engagés à partir de 1980 dans des politiques systématiques de gestion de la crise — parfaitement rationnelles de ce point de vue.

La gestion économique de la crise est d'abord évidemment le fait des gouvernements qui agissent sur le plan interne, propre à leur État, d'une manière qui vise systématiquement, comme ils le qualifient eux-mêmes, à « déréguler » leur option : affaiblir les « rigidités » syndicales (les démanteler si possible), libéraliser les prix et les salaires, réduire les dépenses publiques (notamment les subventions et les services sociaux), privatiser, libéraliser les

rapports avec l'extérieur, etc. La recette est la même pour tous et sa légitimation fondée sur la même dogmatique : la libéralisation « libérerait » un potentiel d'initiative « brimé par l'interventionnisme », et remettrait la machine économique sur les rails de la croissance.

La mondialisation exige que la gestion de la crise opère à ce niveau. Cette gestion doit faire face à l'excédent gigantesque de capitaux flottants que génère la soumission de la machine économique au critère exclusif du profit immédiat. La libéralisation des transferts internationaux de capitaux, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêt élevés, le déficit de la balance des paiements américaine, la dette extérieure du Tiers Monde et les privatisations constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle qui offre à ces capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement financier spéculatif, écartant par là même le danger majeur : celui d'une dévalorisation massive de l'excédent de capitaux.

Dans le cadre de cette politique de gestion de la crise, les institutions internationales sont instrumentalisées pour servir notamment à contrôler les rapports Ouest-Sud et les nouveaux rapports Ouest-Est. Nous renvoyons ici aux développements proposés à cet effet, concernant les fonctions du FMI et de la Banque mondiale (imposer la libéralisation, gérer le flottement des monnaies, soumettre les économies du Tiers Monde et de l'Est à l'impératif absolu du service de la dette), ou celles de l'OMC qui, masquée derrière le discours libre-échangiste d'usage, s'emploie en fait à protéger les marchés contrôlés par les oligopoles transnationaux dominants. Le G7 tente de coordonner l'ensemble de ces politiques de gestion de la crise, sans toutefois parvenir à s'attaquer ni aux problèmes de fond dont la solution s'impose si l'on veut sortir de la crise, ni aux conflits d'intérêts opposant les partenaires principaux qui le constituent.

Les Programmes d'ajustement structurel (P A S), imposés dans ce cadre, ne sont donc pas du tout ce que leur nom voudrait suggérer. Il ne s'agit pas de transformer les structures d'une manière qui permettrait d'espérer, par la suite, un nouvel essor général et l'expansion des marchés. Il ne s'agit que d'adaptations conjoncturelles soumises aux logiques à court terme de gestion de la crise, en particulier aux exigences de garantie concernant la rentabilité financière des capitaux en excédents (dont le service de la dette).

### VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

#### LES FORMES NOUVELLES DE LA POLARISATION MONDIALE

La position d'un pays dans la pyramide mondiale est définie par la capacité compétitive de ses productions sur le marché mondial. La reconnaissance de ce truisme n'implique en aucune manière que l'on partage le point de vue banalisé de la vulgate économiste dominante, à savoir que cette position est conquise par la mise en œuvre de politiques économiques « rationnelles », dont la rationalité est précisément mesurée à l'aune de leur soumission aux prétendues « lois objectives du marché ». Tout à fait à l'opposé de ces billevesées admises comme allant de soi, je prétends que la « compétitivité » en question est le produit d'un conditionnement complexe opérant sur tout le champ de la réalité — économique, politique et sociale. Dans ce combat inégal, les centres mettent en œuvre ce que j'appelle leur « cinq monopoles » : la technologie, le contrôle des systèmes financiers à l'échelle mondiale, l'accès aux ressources naturelles de la planète, le contrôle des moyens d'information et de communication et les armements de destruction massive.

Pris ensemble, les cinq monopoles définissent le cadre dans lequel s'exprime la loi de la valeur mondialisée. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », que l'on pourrait détacher de son contexte social et politique, cette loi de la

valeur est l'expression condensée de l'ensemble des conditionnements opérés au moyen des cinq monopoles. Je soutiens que ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans leurs productions, tandis qu'ils surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie, plus inégale que jamais, dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale ; ils subordonnent les industries de la périphérie et les réduisent au statut d'activités de sous-traitance. La polarisation trouve ici un fondement nouveau appelé à commander ses formes d'avenir.

Face à ce défi, je tirerai les conclusions qui suivent.

L'industrialisation du Tiers Monde ne mettra pas un terme à la polarisation, à mon avis inhérente au capitalisme mondial réellement existant ; elle en transférera les mécanismes et les formes à d'autres plans, commandés par les monopoles dont bénéficient les centres. Dans les périphéries, l'industrialisation ne produira pas une évolution sociale à l'image de celle de l'Occident développé. Chez ce dernier, le fordisme n'est intervenu qu'à l'issue d'une longue préparation, après que la société eut été transformée par la grande industrie mécanique. Or, celle-ci fut soutenue par une révolution agricole continue et put opérer dans une ambiance favorable, grâce aux conquêtes coloniales pourvoyeuses de matières premières à bon marché et au débouché qu'offrait à l'explosion démographique européenne la migration vers les Amériques. En Occident, le fordisme est donc venu conforter le compromis historique capital/travail, facilité par la réduction de l'armée de réserve dans les centres. Dans le Tiers Monde en voie d'industrialisation, par contre, aucune de ces conditions favorables n'existent pour éviter que l'expansion capitaliste n'y prenne des formes sauvages. La coexistence d'une armée active, en croissance rapide, et d'une armée de réserve, toujours abondante, y rend le conflit social aigu et potentiellement révolutionnaire. Dans le

Quart Monde, exclu de l'industrialisation, le système social prend des allures caricaturales extrêmes ; la grande majorité y est constituée par une armée de réserve qui rassemble les pauvres marginalisés et les masses paysannes exclues de toute révolution agricole. Face à ces classes, les minorités exerçant le pouvoir sont incapables d'affirmer une quelconque légitimité historique. La faiblesse des luttes sociales, liée à cette marginalisation massive, transfère les conflits au plan de leur manifestation culturelle — toujours symptôme de crise et non réelle réponse à son défi.

En Occident développé, le conflit entre l'interpénétration du capital, qui érode l'efficacité de l'État national comme cadre de gestion des compromis sociaux, et la permanence de systèmes politiques et idéologiques fondés sur les réalités nationales, ne trouvera pas de réponse satisfaisante avant longtemps. Ni l'hégémonie des États-Unis, appelée à n'être guère opérante qu'au plan militaire, ni la construction européenne, telle qu'elle est conçue (un « supermarché » sans l'accompagnement d'une politique sociale progressiste, qui exigerait un pouvoir politique fédéral réel) et telle qu'elle opère dans une conjoncture marquée par l'aggravation des inégalités intra-européennes (la domination allemande), n'offrent de réponse à la hauteur des défis ; pas plus que les projets de régionalisation des responsabilités par attelage des diverses régions du Sud et de l'Est à chacun des trois centres constituant le Nord (Ouest) développé.

Dans l'immédiat, l'effondrement des systèmes soviétiques est appelé à élargir la sphère d'expansion du capitalisme périphérique. Aucune condition n'existe ici pour permettre, à l'instar des modèles occidentaux, la cristallisation de réponses social-démocrates.

La priorité donnée aux exigences de gestion de la crise, générée elle-même par le triomphe sans rival de la loi du profit, ne rapproche pas de la solution de celle-ci ; au contraire, elle nous en éloigne chaque jour un peu plus :

— la catastrophe sociale frappe toutes les régions du monde. Dans les centres développés, elle se manifeste par une installation durable dans le chômage permanent ; dans les périphéries, par le blocage de la croissance, l'aggravation de la misère et des régressions tragiques. Au plan global, la priorité donnée à la gestion de la crise sacrifie allégrement les efforts qu'il faudrait rationnellement déployer si l'on voulait réellement sauvegarder l'avenir de l'environnement à l'échelle planétaire ;

— la solution à la crise impliquerait la modification des règles sociales commandant la répartition du revenu, la consommation, les décisions d'investissement ; en bref, un autre projet social que celui qui repose sur la règle exclusive de la rentabilité. La crise ne trouvera de solution que lorsque les forces sociales « anti-systémiques » imposeront au capital des contraintes extérieures à sa logique propre.

#### LA VULNÉRABILITÉ DU PROJET DE MONDIALISATION DÉBRIDÉE

Les difficultés auxquelles le projet européen est aujourd'hui confronté constituent une belle illustration de l'impasse de la « mondialisation par le marché ». Un projet aussi ambitieux que celui-ci ne pouvait être porté que par une gauche européenne capable d'inscrire la construction du marché unifié dans un projet social et culturel progressiste, sans lequel elle resterait fragile, et même réversible, au moindre accident sérieux. Il aurait fallu que les gauches européennes imposent que chaque étape de l'intégration des marchés soit accompagnée d'une double série de mesures assurant, d'une part, que le bénéfice de l'opération revienne aux travailleurs (renforçant par là leur pouvoir social et leur unité) et amorçant, d'autre part, la construction d'un système politique surplombant les États nationaux — seule forme politique adaptée à une gestion efficace du marché élargi. Il n'en a rien été. Le projet européen a été porté par la droite et réduit à sa dimension mercantile, tandis que les gauches ralliaient le modèle proposé, plus



ou moins vite selon les cas et sans jamais imposer leurs conditions. Le résultat est là, devant nos yeux : le retournement de la conjoncture mondiale a mis les partenaires européens en position d'adversaires qui ne peuvent imaginer soulager leurs difficultés propres (notamment le chômage) qu'au détriment les uns des autres, sans disposer des instruments efficaces pour le faire. Démunis de moyens capables d'encadrer les logiques immédiates du marché, ils seront de plus en plus tentés par des repliements involutifs. La volonté de les éviter, proclamée, peut-être très sincèrement, par des hommes politiques importants, à droite comme à gauche, chez les deux partenaires allemand et français, ne relève dans ces conditions que de la méthode incantatoire.

Or les difficultés de la « petite Europe » (la CEE) éclatent au moment même où la grande Europe donne des dimensions nouvelles au défi. L'occasion s'offrait de repenser à gauche le projet européen dans son ensemble et d'amorcer la construction d'une grande Europe économique et politique (« confédérale ») reposant sur la reconstruction de l'unité des forces du travail à cette échelle. On a laissé passer cette occasion et, au contraire, on a soutenu les forces de droite, pressées de tirer profit de l'effondrement du système soviétique et de son remplacement par un système capitaliste sauvage. Il est évident que le projet de « latino-américanisation » de l'Europe de l'Est ne peut qu'affaiblir les chances de recomposition d'un projet européen ancré à gauche, de même qu'il ne peut qu'accentuer les déséquilibres au sein de l'Europe des Quinze, au bénéfice du seul partenaire capable de capitaliser cette évolution à son profit : l'Allemagne réunifiée.

Le projet européen en panne, menacé de désintégration, les forces qui sont attachées à l'idée européenne pourraient croire utile et possible leur repliement sur ce qui paraît être le « *second best* », c'est-à-dire l'Europe allemande. Fondé sur l'expansion allemande dans une Europe de l'Est « latino-américanisée » (poursuivant donc la tradition de Bismark à Hitler), ce projet ne tolérerait l'association de la France, de l'Italie et de l'Espagne que

dans la mesure où celle-ci ne gênerait pas l'action de l'Allemagne. Il y a tout lieu de penser que, dans cette hypothèse, le vaisseau de la Grande-Bretagne naviguerait au large des côtes américaines, prenant ses distances à l'égard de l'Europe « continentale ». Nous sommes bel et bien engagés sur ces rails, et une légitimation a même déjà été trouvée à ce choix, par la priorité que l'on croit devoir donner, dans ce modèle de la construction européenne, à une « gestion monétaire neutre » (un concept technocratique fondé sur l'ignorance du sens politique de la gestion de la monnaie), confiée à la Bundesbank évidemment ! Je ne crois pas que cette caricature du projet européen d'origine puisse être véritablement stable, car, à la longue, ni la Russie, ni la France n'accepteront l'érosion qu'il implique de leur position.

De surcroît, le scénario de l'Allemagne faisant cavalier seul, ou celui de l'Europe allemande, ne remettrait pas en cause les fonctions privilégiées des États-Unis. Car il est évident que dans aucun des domaines définissant les cinq monopoles, dont j'ai signalé le rôle décisif, ce projet ne serait équipé pour faire face aux positions américaines. L'Europe allemande est contrainte ici de rester dans le sillage américain.

À partir de là, faute d'alternative, le scénario le plus plausible est celui d'une seconde édition de « l'hégémonie américaine ». Ce scénario admet lui-même beaucoup de variantes, dont la plus probable comporterait un certain degré de « partage du fardeau », associé à une régionalisation néo-impérialiste attelant l'Amérique latine au char américain, l'Afrique au char germano-européen (les miettes pour la France) et, par symétrie pourrait-on dire, octroyant l'Asie du Sud-Est à l'expansion nipponne. La région du Golfe pétrolier et le « marché commun du Moyen-Orient » demeureraient le domaine des États-Unis, présents directement par l'occupation militaire du Golfe et indirectement par leur alliance avec Israël. Mais ce partage n'implique pas d'égalité entre les trois centres considérés ; dans ce cadre, les États-Unis restent

privilégiés. Là encore, je ne crois pas que des options néo-impérialistes de ce genre garantissent la stabilité du système. Elles seront remises en question, ici et là, par la révolte de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique.

Notre attention doit se porter sur l'Asie, largement à l'écart du conflit euro-américain. L'expérience asiatique démontre que la pratique du nationalisme n'est pas nécessairement inefficace, comme le prétend le discours libéral théorique. Comment expliquer sinon que l'Asie ait échappé jusqu'ici à la crise générale, que la croissance forte se soit poursuivie au Japon, en Corée et à Taiwan jusqu'à ces dernières années, qu'elle s'accélère en Chine et qu'elle se maintienne, même à des taux plus modestes, en Asie du Sud-Est et en Inde. Sans doute y a-t-il, à cela, des raisons multiples et complexes, opérant d'ailleurs différemment d'un pays à l'autre de cette grosse moitié de l'humanité. Toutes les explications possibles et imaginables ont été évoquées à ce sujet, y compris celles qui font une place de choix aux structures culturelles, réelles ou imaginaires. Nous attirons simplement l'attention sur le fait que tous les pays en question ont mis en œuvre des politiques fortement marquées par le nationalisme. Ils n'ont pas fait comme l'Europe de la CEE, les États-Unis, l'Amérique latine ou l'Afrique, qui, à des degrés divers, ont mis en œuvre les recettes du libéralisme. Ils ont plutôt fait le contraire, que ce soit dans un cadre de capitalisme avancé (le Japon) ou en construction rapide (la Corée), dans celui du socialisme dit « de marché » (la Chine de Deng Xiaoping), ou dans le cadre plus intégré d'économies du Tiers Monde capitaliste (Asie du Sud-Est, Inde).

De fait, dans la crise globale actuelle, l'Asie fait figure d'exception, enregistrant des succès incontestables en termes de croissance et d'efficacité (mesurée à la compétitivité sur le marché mondial), tant au Japon qu'en Chine communiste, en Corée et, à un degré moindre, dans quelques pays d'Asie du Sud-Est (Singapour, Thaïlande et Malaisie) ainsi qu'en Inde. De là à conclure que

la prochaine hégémonie reviendrait à l'Asie, il n'y a qu'un pas, que l'on franchit souvent trop vite. Car l'Asie, dans ce concept globalisant, c'est plus de la moitié de la population mondiale, répartie en nations distinctes. Au concept flou d'hégémonie on pourrait substituer celui d'une Asie devenant la région principale de l'accumulation capitaliste. Encore faudrait-il préciser comment fonctionnerait cette accumulation, comment elle articulerait les différentes nations de la région entre elles et avec le reste du monde. Ici, les variantes prennent tout leur sens. La plus commune à imaginer — la domination de l'impérialisme nippon sur la région — est, à mon avis, la moins plausible. La vulnérabilité du Japon reste un handicap trop souvent sous-estimé par les admirateurs de ses succès récents. Et c'est pour la pallier que le Japon reste dans le sillage des États-Unis. La probabilité que la Chine, et même la Corée, acceptent de lui être subordonnées est sans fondement sérieux. Dans ces conditions, la gestion de l'équilibre interasiatique appellera l'intervention d'autres puissances extérieures à la région et, ici encore, seuls les États-Unis sont candidats à ce rôle, qui prolongerait leur primauté sur la scène mondiale.

Cela étant, les pratiques de nationalisme en question sont-elles capables de protéger indéfiniment la région ? Il est difficile de répondre à cette question. Le Japon paraît désormais menacé, ainsi que les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est. L'Inde est entrée dans une crise politique qui menace la stabilité de ses performances économiques. La Chine demeure une exception potentielle, si elle sait éviter que ses provinces du Sud, attirées par un modèle « coréen-taiwanais-hong-kongais », ne menacent l'unité du pays (le choix alternatif étant d'articuler l'essor de ces provinces à l'ouverture du marché intérieur). Par ailleurs, l'interpénétration croissante de l'ensemble des économies de la région confère à celle-ci une autonomie relative par rapport au « reste du monde » ; ce qui constitue un atout favorable à la poursuite du « miracle asiatique ».

Toutefois, si le nationalisme en Asie a donné des résultats positifs en termes de croissance économique (mais non de justice sociale et de démocratie), cela n'est pas le cas ailleurs, dans le monde frappé par la crise.

En Amérique latine, dans le monde arabe et en Afrique subsaharienne, le nationalisme pratiqué par les régimes populistes du *desarrollismo* et de l'ère de Bandung appartient désormais au passé. Son recul n'a pas ouvert la voie à un progrès capable de le dépasser, mais au contraire à des involutions graves. On peut lire la montée de « l'ethnicisme à l'assaut des nations » (ici comme en Europe orientale ou dans l'ex-URSS) et celle des illusions du fondamentalisme dit religieux (principalement islamique, mais également hindouiste) comme des manifestations de cette régression. Loin d'ouvrir la voie à une démocratisation des États et des sociétés, à un renouveau sain de nationalisme et de coopération régionale, ces involutions relèvent d'une espèce de « néofascisme de pays faibles ». En Europe même, le retour du nationalisme, en réaction au projet européen libéral, n'est pas à exclure.

#### UNE AUTRE MONDIALISATION EST POSSIBLE

En contrepoint du discours idéologique dominant, je soutiens que la « mondialisation par le marché » est une utopie réactionnaire, contre laquelle on doit développer théoriquement et pratiquement l'alternative du projet humaniste d'une mondialisation s'inscrivant dans une perspective nouvelle.

La réalisation d'un tel projet implique la construction d'un système politique mondial, non pas « au service » du marché mondial mais en définissant le cadre d'opération ; comme l'État national a représenté historiquement, non pas le champ de déploiement du marché national mais le cadre social de ce déploiement. Un système politique mondial aurait donc des responsabilités majeures dans les quatre domaines suivants :

- l'organisation d'un désarmement global aux niveaux appropriés, libérant l'humanité de la menace d'holocaustes nucléaires et autres ;
- l'organisation d'un accès de moins en moins inégal à l'usage des ressources de la planète et la mise en place de systèmes mondiaux de décision dans ce domaine. Ces derniers pourraient constituer l'amorce d'un système fiscal mondialisé, incluant une tarification des ressources qui impose, outre une réduction du gaspillage, la répartition de la valeur et de la rente qui leur est allouée ;
- la négociation de rapports économiques souples, ouverts mais contrôlés, entre les grandes régions du monde inégalement développées, permettant de réduire progressivement les monopoles technologiques et financiers des centres. Cela implique, bien entendu, la liquidation des institutions chargées actuellement de la gestion du marché mondial (Banque mondiale, FMI, OMC, etc.) ainsi que la création d'autres systèmes de gestion de l'économie mondiale ;
- l'organisation de négociations permettant une gestion correcte du conflit dialectique mondial/national dans les domaines de la communication, de la culture et de la politique. Cette gestion implique la création d'institutions politiques opérant à l'échelle mondiale et permettant la représentation des intérêts sociaux ; en quelque sorte l'amorce d'un « Parlement mondial » dépassant le concept des institutions interétatiques en vigueur jusqu'ici.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de la mondialisation n'est pas « utopique ». Au contraire, il est le seul projet réaliste possible. L'amorce d'une évolution allant dans ce sens devrait rallier rapidement, dans toutes les régions du monde, des forces sociales puissantes, capables d'en imposer la logique.

Aller dans cette direction, c'est renouveler la perspective d'un socialisme mondial. En préparer les conditions, c'est d'abord recomposer les forces idéologiques et politiques capables de

combattre les cinq monopoles par lesquels se reproduit la polarisation capitaliste, puis imposer, par ce combat, un « ajustement mutuel » en lieu et place de l'ajustement unilatéral préconisé par la logique capitaliste.

Sur le front idéologique et culturel, ce combat impose qu'on reprenne des débats fondamentaux : la dialectique de l'universel et du particulier, le rapport de la démocratie politique et du progrès social, la dialectique de l'efficacité dite économique (et des moyens à travers lesquels elle peut s'exprimer : le « marché ») ; enfin, la définition de l'objectif socialiste mondial à la lumière des réflexions précédentes.

Sur le front de la politique mondiale, ce combat impose qu'on fasse avancer des formes d'organisation du système mondial plus authentiquement démocratiques et, par là même, capables de réorganiser les rapports économiques sur des bases de moins en moins inégales. Dans ce cadre, la réorganisation du système global à partir de la constitution de grandes régions rassemblant les morceaux épars des périphéries actuelles me paraît devoir bénéficier de la plus haute priorité. La constitution, aux côtés de la Chine et de l'Inde (les seuls pays continents de notre planète), des régions latino-américaine, arabe, africaine et sud-asiatique trouve ici sa place. Je propose que cet objectif constitue la priorité première d'un agenda renouvelé du « mouvement des non-alignés ». Ces régionalisations n'en excluent pas d'autres, comme celle de l'Europe ou de l'ex-URSS. La raison de cette exigence est simple : les cinq monopoles en question dans notre analyse ne peuvent être combattus efficacement qu'à cette échelle. À partir de là, la constitution d'un système économique et financier réellement mondial, comportant ses étages propres (nationaux, régionaux, mondiaux), deviendrait possible à son tour.

Bien entendu, la transformation du monde commence toujours par le développement des combats à sa base. Sans l'amorce d'une

transformation des systèmes idéologiques, politiques et sociaux en leurs assises nationales, le discours sur la mondialisation et sur la polarisation restera celui d'analystes opérant *post mortem*.

Les thèses de l'auteur résumées ici sont développées dans les ouvrages suivants :

*Les Défis de la mondialisation*, L'Harmattan, 1996.

*La Gestion capitaliste de la crise*, L'Harmattan, 1995.

*L'Ethnie à l'assaut des Nations*, L'Harmattan, 1994.



Ce texte est extrait d'une conférence donnée à l'occasion du XX<sup>e</sup> congrès de l'Association latino-américaine de sociologie (ALAS), dont le thème général était « Les perspectives de reconstruction de l'Amérique latine et des Caraïbes ».

## La restructuration capitaliste & le système-monde

**A**u cours de cet exposé, je soutiendrai principalement deux thèses. La première, c'est qu'il est tout à fait impossible que l'Amérique latine se développe, quelles que soient les politiques gouvernementales à l'œuvre, pour la simple raison que les sujets du développement ne sont ni les pays ni les sociétés, mais l'économie-monde. Or l'économie-monde capitaliste est, par nature, polarisante. Ma deuxième thèse est que cette économie-monde est en train de se détruire, du fait même de ses succès. Or nous nous trouvons précisément à un tournant de l'histoire qui laisse présager cette désintégration, sans garantir pour autant l'amélioration de notre condition sociale. Malgré cela, je pense pouvoir vous adresser un message d'espoir.

Commençons par la thèse n° 1. Depuis 1945, la situation géopolitique a fondamentalement changé sous la pression du monde non occidental. Politiquement, ce monde se divisait en

deux secteurs, avec, d'un côté, le bloc communiste (dit socialiste) et, de l'autre, le Tiers Monde. Du point de vue de l'Occident, et évidemment surtout des États-Unis, le bloc communiste devait être laissé à son propre sort, pour survivre économiquement comme il le pourrait. Ce bloc choisit un programme étatique d'industrialisation rapide dont l'objectif était de « dépasser » l'Occident. Krouchtchev promettait d'« enterrer » les États-Unis d'ici l'an 2000...

Dans le Tiers Monde, la situation fut passablement différente. Au cours des années qui suivirent l'immédiat après-guerre, les États-Unis concentrèrent tous leurs efforts à aider l'Europe occidentale et le Japon à « se reconstruire ». Tout au long de cette période, ils ignorèrent le Tiers Monde, à l'exception partielle de l'Amérique latine, qui depuis longtemps avait leur préférence. Ce que les États-Unis prêchaient en Amérique latine, c'était le traditionnel refrain néoclassique : ouvrir les frontières économiques, permettre l'investissement de capitaux étrangers, créer les infrastructures nécessaires au développement, se concentrer sur les activités pour lesquelles ces pays avaient un « avantage comparatif ».

Les intellectuels latino-américains furent particulièrement rétifs à ce prêche. Ils réagirent même assez féroce. La première réaction d'importance fut le fait d'une nouvelle institution internationale, la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), présidée par Raúl Prebisch et dont la création même fut farouchement contestée par le gouvernement américain. La CEPAL déniait tout bénéfice à une politique économique de frontières ouvertes et affirmait, à l'opposé, le rôle régulateur des gouvernements dans la restructuration des économies nationales. Sa recommandation principale était qu'il fallait encourager la substitution des importations par la protection des industries naissantes. Cette politique fut assez largement adoptée. Pour l'essentiel, les actions suggérées par la CEPAL revenaient à

affirmer que si l'État suivait une politique raisonnable, il pouvait assurer le développement du pays et parvenir, par conséquent, à augmenter sensiblement le PNB par habitant.

Jusqu'à un certain point, les gouvernements latino-américains suivirent les recommandations de la CEPAL et il y eut effectivement une amélioration économique, bien que limitée, durant les décennies 1950 et 1960. Nous savons aujourd'hui que cette amélioration ne fut pas durable et qu'elle reflétait la tendance générale des activités économiques au niveau mondial, en période Kondratieff-A <sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, l'amélioration de la situation moyenne en Amérique latine a semblé insignifiante à la majorité des intellectuels latino-américains, lesquels décidèrent de radicaliser le langage et les analyses de la CEPAL. C'est l'époque des « dépendantistes », première version (parmi eux, citons Dos Santos, Marini, Caputo, Cardoso, Frank, ainsi que Samir Amin hors Amérique latine) <sup>2</sup>.

Les dépendantistes pensaient que les analyses tout autant que les remèdes préconisés par la CEPAL étaient trop timides. Ils considéraient que, pour se développer, les pays périphériques

---

1. Les cycles de Kondratieff, ainsi baptisés par Schumpeter en souvenir d'un économiste soviétique mort au goulag, sont des mouvements conjoncturels des prix en relation avec des tendances séculaires de l'économie. Ces cycles alternent des phases de hausse (phases A) et de baisse (phases B), d'une durée de 25 à 35 ans environ. Aux phases de baisse correspondent, entre autres, des périodes de suraccumulation du capital, de stagnation des échanges et de réduction des marges de profit. [Ndt.]

2. Le terme de « dépendantistes » (*dependentistas*) désigne les théoriciens dits de la « dépendance », à savoir les sociologues, économistes et activistes qui, les premiers, ont émis des doutes sérieux sur les chances de développement des pays pauvres dans un contexte de dépendance économique et géopolitique. Les théoriciens de la dépendance, puis de la « nouvelle dépendance », ont partagé, à divers degrés, l'idée qu'il existait une alternative « indépendante » pour le Tiers Monde. [Ndt.]

devaient aller au-delà d'une simple substitution des importations ; ils devaient, selon le terme de Samir Amin, se « déconnecter » définitivement de l'économie-monde capitaliste (de façon implicite, sur le modèle des pays communistes).

Les dépendantistes considéraient, cela va sans dire, que le rôle des sociétés transnationales, des gouvernements occidentaux, du FMI, de la Banque mondiale et de tous les autres dispositifs impérialistes étaient négatifs et néfastes. Mais, en même temps, et avec une passion égale, si ce n'est plus vigoureuse, ils s'en prenaient aux partis communistes latino-américains et, derrière eux, à l'Union soviétique. Ils déclaraient haut et fort que la politique plaidée par ces partis — l'alliance entre les socialistes et les éléments progressistes de la bourgeoisie — équivalait, en fin de compte, à suivre le conseil des impérialistes, qui était de renforcer le rôle politique et social des classes moyennes. Selon eux, si l'objectif poursuivi était une transformation sociale profonde, cette politique n'était ni révolutionnaire, ni efficace.

Les dépendantistes se sont exprimés à un moment d'euphorie de la gauche dans le monde : l'époque du Che et du foquisme <sup>3</sup>, de la révolution mondiale de 1968, de la victoire des Vietnamiens et d'un maoïsme enragé qui se répandait à toute vitesse dans le monde. Mais l'Orient n'était déjà plus aussi rouge qu'il l'avait lui-même affirmé. Et tout cela ne tenait pas compte des débuts d'une phase Kondratieff-B. Ou plutôt, la gauche latino-américaine et mondiale pensait que la stagnation de l'économie-monde affecterait en premier lieu les institutions politiques et économiques qui soutenaient le système capitaliste.

---

3. Foquisme : de *foco* (foyer). Doctrine de la lutte révolutionnaire armée, forgée et mise en œuvre par Fidel Castro et Francisco Che Guevara, qui subordonne les mouvements de libération nationale à l'action de guérilla, plutôt qu'à l'agitation des masses populaires urbaines. [Ndt.]

En fait, le choc le plus immédiat atteignit les gouvernements dits « révolutionnaires » du Tiers Monde et du bloc communiste. Depuis les années 1970, ces gouvernements rencontraient des difficultés économiques et budgétaires énormes qu'ils ne pouvaient résoudre, même partiellement, sans compromettre la politique étatique qu'ils avaient tant mise en avant et la rhétorique qu'ils avaient si bien cultivée. Le repli général commençait.

Au plan intellectuel, apparut le thème du développement dépendant (*cf.*, entre autre, le Cardoso des années 1970). Ce qui signifiait : « Un peu de patience, camarades, un peu de sagesse dans l'exercice du système existant, et nous saurons trouver les solutions intermédiaires susceptibles de marquer un pas dans la bonne direction ». Le monde scientifique et journalistique découvrait le concept des NPI (nouveaux pays industrialisés). Et les NPI furent proposés comme modèle à imiter.

Avec la récession mondiale, l'échec des guevaristes et le repli des intellectuels latino-américains, les puissants n'eurent plus autant besoin du soutien des dictatures militaires pour refréner l'enthousiasme des gauchistes. Hourra ! s'exclamait-on, la démocratisation arrive ! Vivre dans un pays de postdictature militaire devait paraître, sans aucun doute, infiniment plus agréable que de vivre en prison ou de connaître l'exil. Mais, à y regarder de plus près, les « hourras » lancés pour saluer la démocratisation furent un peu exagérés. Outre l'amnistie accordée aux bourreaux, cette démocratisation partielle incluait les programmes d'ajustement du FMI et la nécessité, pour les pauvres, de se serrer encore plus la ceinture. Et nous devons constater que si, durant les années 1970, la liste des principaux NPI comprenait naturellement le Mexique et le Brésil, aux côtés de la Corée et de Taiwan, durant les années 1980, Brésil et Mexique disparaissaient de cette liste, laissant seuls les quatre dragons de l'Asie.

Vint ensuite le traumatisme engendré par la chute des communismes. Le repli des années 1970 et 1980 devint la fuite désordonnée des années 1990. Bon nombre de gauchistes d'hier se changèrent en hérauts du marché. Ceux qui n'empruntèrent pas cette voie se mirent anxieusement à en chercher de nouvelles et, s'ils refusaient d'emprunter les « sentiers lumineux », ce n'était pas pour renoncer à la possibilité de quelque lumière. Malheureusement, il ne fut pas facile d'en trouver.

Pour ne pas nous effondrer nous-mêmes devant l'allégresse d'une droite mondiale ressuscitée, qui, partout, se réjouit de la confusion des forces populaires, nous devons aborder d'un œil neuf l'histoire du système-monde capitaliste de ces derniers siècles. Quel est le problème principal des capitalistes dans un tel système ? La réponse est claire : individuellement, optimiser leurs bénéfices et, collectivement, assurer l'accumulation régulière et permanente du capital. Il y a bien certaines contradictions entre ces deux objectifs — l'individuel et le collectif —, mais je n'en discuterai pas ici. Je me limiterai à l'objectif collectif. Comment y parvenir ? Cela n'est pas aussi évident que l'on pourrait croire au demeurant. Les bénéfices proviennent de la différence entre les recettes des producteurs et les coûts de production. Évidemment, plus cette différence croît, plus les bénéfices augmentent. Mais si les coûts diminuent, les bénéfices augmentent-ils nécessairement ? Il semblerait que oui, à condition que cela n'affecte pas le volume des ventes. Or il est probable que si les coûts diminuent, les revenus des acheteurs potentiels auront également diminué. Par ailleurs, si les prix de vente augmentent, est-ce que les bénéfices augmentent ? Probablement, mais à condition de ne pas modifier, non plus, le volume des ventes. Or, si les prix augmentent, les acheteurs potentiels peuvent se mettre en quête de produits moins onéreux. Il est certain que ces décisions sont délicates !

Mais là ne sont pas les seuls facteurs d'instabilité. Il y a deux types de coûts pour les capitalistes : le coût de la force de travail et le coût des transactions. Or, ce qui permet de réduire l'un peut très bien contribuer à accroître l'autre, et vice versa. C'est essentiellement une question de localisation. Pour minimiser le coût des transactions, il est nécessaire de concentrer géographiquement les activités, en des zones où le coût de la force de travail est élevé. Pour réduire le coût de la force de travail, il est utile, au contraire, de disperser les activités productives. Or, de façon inévitable, cela affecte négativement le coût des transactions. Voilà pourquoi, depuis au moins cinq cents ans, et cela environ tous les vingt-cinq ans, en relation absolue avec les cycles de Kondratieff, les capitalistes réaménagent de-ci de-là leurs centres de production. Durant les phases A, le coût des transactions occupe la première place et il y a centralisation ; durant les phases B, c'est le coût du travail qui domine et on assiste à une délocalisation des usines.

Le problème se complique davantage encore. Faire des bénéfices n'est pas suffisant. Il faut faire en sorte de les conserver. Là interviennent les coûts de protection. Protection contre qui et contre quoi ? Contre les bandits, bien sûr. Mais aussi, et c'est sans doute le plus important, contre les gouvernements. Se protéger contre les gouvernements n'est pas si évident lorsqu'on pratique le capitalisme à un niveau un peu intéressant et que l'on est obligé de traiter avec de nombreux États. On peut toujours se défendre contre un gouvernement faible (où se trouvent concentrées des forces de travail à bon marché) en payant un impôt, en soudoyant qui de droit ou en usant de l'influence importante que les gouvernements centraux exercent sur les gouvernements faibles. Mais, pour cela, il faut aussi régler un intérêt. Autrement dit, pour se protéger contre le vol des gouvernements, les capitalistes doivent soutenir financièrement les gouvernements.



Enfin, pour dégager des profits toujours plus importants, les capitalistes ont besoin de monopoles ; des monopoles relatifs, certes, mais assez conséquent pour contrôler certains secteurs de la vie économique et ce, durant quelques décennies. Comment obtenir de tels monopoles ? Toute monopolisation exige, c'est certain, que les gouvernements jouent un rôle fondamental, soit en légiférant ou en décrétant, soit en empêchant les autres gouvernements de légiférer ou de décréter. Par ailleurs, pour favoriser l'établissement de tels réseaux monopolistiques, les capitalistes doivent créer des canaux culturels *ad hoc* ; il leur faut donc l'appui des créateurs et des détenteurs de modèles culturels. Bien évidemment, tout cela engendre des coûts supplémentaires.

Malgré tout (et, peut-être même, à cause de cela), il est possible de dégager des profits considérables, comme on peut le constater en étudiant l'histoire du système-monde capitaliste depuis l'origine. Au XIX<sup>e</sup> siècle, cependant, une menace est apparue, susceptible de faire tomber le système. Avec la centralisation croissante de la production, surtout en Europe occidentale et durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, sont apparues les fameuses « classes dangereuses ». Autrement dit, dans le langage de l'Antiquité, réintroduit dans notre bagage intellectuel par la Révolution française, le prolétariat.

Durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les prolétaires d'Europe occidentale commencèrent à mener une activité militante. La première réaction des gouvernements fut de les réprimer. À cette époque, le monde politique se divisait principalement entre conservateurs et libéraux ; entre ceux qui méprisaient totalement les valeurs de la Révolution française et ceux qui, dans un contexte hostile, tentaient de poursuivre la construction d'un État constitutionnel, laïque et réformateur. Les intellectuels de gauche — démocrates, républicains, radicaux, jacobins, ou parfois socialistes — ne constituaient alors qu'un petit groupe.

La révolution « mondiale » de 1848 produisit un choc dans les structures du système-monde. Elle révéla deux choses. D'une part, que la classe ouvrière était réellement dangereuse et pouvait faire obstacle au fonctionnement du système (par conséquent, il n'était pas raisonnable d'ignorer toutes ses revendications). D'autre part, que cette classe n'était pas assez forte, en ses soulèvements sporadiques, pour faire tomber le système. Ainsi, le programme des réactionnaires se révélait autodestructeur, mais celui des partis de gauche l'était également. La solution, à droite comme à gauche, fut de pencher vers le centre. La droite se disait que, sans doute, quelques concessions devaient être faites aux revendications populaires. Et la gauche naissante se disait qu'une lutte politique longue et difficile l'attendait avant d'accéder au pouvoir. Le conservatisme moderne et le socialisme scientifique entraient en scène. L'un et l'autre sont, ou ont fini par devenir, deux ailes, deux avatars, du libéralisme réformateur, déjà intellectuellement triomphant.

La construction de l'État libéral « européen » (au sens large du terme) fut l'événement politique principal du XIX<sup>e</sup> siècle et la contrepartie essentielle de la conquête européenne du monde fondée sur des théories racistes. J'appelle cela « l'institutionnalisation de l'idéologie libérale comme géoculture de l'économie-monde capitaliste ». Le programme libéral des États du centre <sup>4</sup>, où la menace des classes dangereuses apparaissait comme imminente (particulièrement durant la période de 1848 à 1914), peut se résumer en trois points. Premièrement, étendre progressivement le droit de vote à l'ensemble des citoyens, de manière à créer, chez les plus pauvres, le sentiment d'appartenir

---

4. Les notions de « centre » et de « périphérie », appliquées aux États, font référence, chez Wallerstein, à la polarisation, inhérente au fonctionnement de l'économie-monde capitaliste, entre pays riches et pays pauvres, développés et sous-développés. [Ndt.]

à la « société ». Deuxièmement, augmenter progressivement les revenus réels des classes inférieures par le truchement de l'État-providence (les pauvres, pensait-on, seraient si contents de cesser de vivre dans l'indigence qu'ils accepteraient de rester plus pauvres que les classes supérieures). Le coût de ces transferts de plus-value seraient inférieurs aux coûts occasionnés par les insurrections et seraient, de toute façon, à la charge du Tiers Monde. Troisièmement, créer une identité nationale et internationale — le « blanc-européen » —, de façon à ce que les luttes de classes soient remplacées par les luttes nationales et raciales et que, face aux pays périphériques, les classes dangereuses des pays du centre se retrouvent du même côté que les élites.

Il faut reconnaître que ce programme fut un succès complet. L'État libéral réussit à dompter les classes dangereuses du centre, c'est-à-dire les prolétaires urbains (y compris ceux qui étaient organisés, syndicalisés et politisés). Leur franche adhésion aux politiques nationales de la guerre de 1914 en est la preuve la plus évidente.

Cependant, au moment où les puissants parvenaient à résoudre leurs problèmes internes, surgissait une autre menace provenant, cette fois, des classes populaires du Tiers Monde. La révolution mexicaine de 1910 en fut le signe avant-coureur, mais ce ne fut certainement pas le seul. Pensons aux révolutions en Afghanistan, en Perse et en Chine. Et pensons à la révolution de libération nationale russe, qui fut une révolution pour le pain et la terre, mais, par-dessus tout, une révolution pour la paix, dont le but était de mettre un terme à une politique nationale servant principalement les intérêts des puissances occidentales.

Est-ce à dire que toutes ces révolutions, y compris la mexicaine, furent ambiguës ? Bien entendu, mais c'est le cas de toutes les révolutions. Est-ce à dire que toutes ces révolutions, y compris la mexicaine, furent récupérées ? Bien entendu, mais il n'existe pas

de révolution nationale qui ne soit finalement récupérée au sein du système-monde capitaliste. Là n'est pas la question.

Pour les puissants de ce monde, le soulèvement général des peuples périphériques représentait une grave menace pour la stabilité du système, au moins aussi grave que le soulèvement général des prolétaires européens. Ils devaient en tenir compte et décider de la meilleure façon d'y faire face. D'autant que, aux yeux de la gauche mondiale, les bolchevics russes représentaient une solution alternative résolument antisystémique <sup>5</sup>.

Le débat droite-centre sur la méthode à utiliser pour combattre les classes dangereuses se répéta à l'identique. Comme elle l'avait fait vis-à-vis des prolétaires européens durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la droite encouragea la répression, mais cette fois sous une forme populaire-raciste (autrement dit fasciste). Le centre, quant à lui, poussait à la réforme, à des fins de récupération. Cette position fut incarnée par deux leaders américains successifs, Woodrow Wilson et Franklin Delano Roosevelt, qui adaptèrent les tactiques libérales du XIX<sup>e</sup> siècle à la nouvelle scène mondiale. Woodrow Wilson proclama le droit des peuples à l'autodétermination. Ce principe était le pendant du suffrage universel. Une personne, un vote ; un peuple, un État souverain. Mais, comme dans le cas du droit de vote, on ne pensait pas accorder tout à tous, immédiatement. Pour Wilson, cette mesure représentait peu ou prou une issue à la désintégration des empires austro-hongrois, ottoman et russe. Il ne tenta pas de l'appliquer au Tiers Monde. Et, pour cause, c'est sous son mandat que les États-Unis intervinrent au Mexique pour combattre Pancho Villa.

---

5. Les mouvements, ou les forces, « antisystémiques » représentent, pour Wallerstein, tout ce qui, dans les rapports économiques, les structures politiques ou les tournures idéologiques, s'oppose radicalement au système capitaliste. [Ndt.]

En 1933, avec la politique du « bon voisinage », Roosevelt étendit le principe d'autodétermination à l'Amérique latine et, plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale, aux ex-empires d'Europe de l'Ouest, à l'Asie, puis à l'Afrique et aux Caraïbes. D'autre part, dans ses fameuses « quatre libertés », il inclut celle d'« être dégagé du poids de la nécessité » (*freedom from want*), faisant explicitement référence à la redistribution mondiale de la plus-value. Mais cela manquait de consistance. Quelques années plus tard, dans son discours d'investiture, Harry Truman décrétait quatre priorités nationales. Le point quatre disait que les États-Unis devaient « se lancer dans un programme neuf et audacieux » d'aide aux pays « sous-développés ». Se mit alors en place l'équivalent, à l'échelle mondiale, du programme de l'État-providence : le développement du Tiers Monde par la seule vertu du keynésianisme.

Ce programme libéral et mondial, patronné par les États-Unis, fut également un énorme succès. Ses causes profondes remontent à 1920, au congrès de Bakou organisé par les bolchevics. Lorsque Lénine et ses camarades virent qu'il était impossible d'amener les prolétaires européens à prendre un réel virage à gauche, ils décidèrent de ne pas attendre et se tournèrent vers l'Orient et les mouvements de libération nationale du Tiers Monde, qu'ils considérèrent comme des alliés dans la lutte du régime soviétique pour sa propre survie. Aux révolutions prolétariennes s'étaient effectivement substituées les révolutions anti-impérialistes. Mais, par cette nouvelle orientation, les bolchevics acceptèrent, de fait, l'essentiel de la stratégie libérale wilsonienne, à la différence près que le vocabulaire de l'anti-impérialisme était plus hâbleur et plus pressant que celui de l'autodétermination des peuples. Dès ce moment, les bolchevics devinrent l'aile gauche du libéralisme global.

Staline poursuivit plus loin dans cette voie. À Yalta, il accepta un rôle limité et consacré au sein du système que les États-Unis

ambitionnaient de créer à l'après-guerre. Et quand, durant les années 1950 et plus tard, les Soviétiques prêchaient la « construction socialiste » des pays sous-développés, ils ne faisaient qu'utiliser, dans un langage plus hâbleur et plus pressant, le concept de développement prôné par les États-Unis. Ainsi, lorsqu'en Asie et en Afrique, à la suite de luttes plus ou moins âpres, les colonies obtinrent, les unes après les autres, leur indépendance, ce fut avec l'agrément, souvent occulte et prudent, mais néanmoins capital, des États-Unis.

En disant que la stratégie libérale mondiale fut un succès, je pense à deux choses. Premièrement, entre 1945 et 1970, dans la majorité des pays du monde, les mouvements porteurs des thèmes de la vieille gauche du XIX<sup>e</sup> siècle accédèrent au pouvoir sous diverses étiquettes : communiste, autour de l'Union soviétique ; mouvements de libération nationale en Afrique et en Asie ; social-démocrate en Europe occidentale ; populiste, enfin, en Amérique latine. Deuxièmement, le fait que ces mouvements aient accédé au pouvoir d'État eut pour résultat de créer un climat d'euphorie débilisant et de précipiter leur intégration dans la grande machinerie du capitalisme historique. Ils cessèrent de représenter une force antisystémique et devinrent des piliers du système, sans cesser pour autant de se gargariser d'un vocabulaire gauchiste, qui tournait à la langue de bois.

Pour autant, le succès dont il est question fut plus fragile que ne l'avaient escompté les puissants ; tout bien pesé, il ne fut pas aussi éclatant que la récupération de la classe ouvrière blanche occidentale quelques décennies plus tôt. Les situations nationales des pays du centre et la situation du système-monde dans sa globalité ont présenté, en effet, deux différences fondamentales. Le coût de la redistribution en faveur des prolétaires occidentaux n'atteignit pas un pourcentage énorme du total mondial et put être payé, en grande partie, par les classes populaires du Tiers Monde. Par contre, procéder à une redistribution significative

envers les peuples du Tiers Monde aurait obligé les puissants à payer et aurait sérieusement limité leurs possibilités futures d'accumuler du capital. D'autre part, pour intégrer les peuples de couleur dans le système-monde, il ne fut pas possible de jouer la carte du racisme. Le mépris racial envers l'étranger avait été un élément crucial de ce qui fondait la loyauté des ouvriers de sang dévoués à leurs pays. Mais cette fois-ci, il n'existait pas un Tiers Monde pour le Tiers Monde.

L'année 1968 marqua les débuts de l'effondrement rapide de ce que les puissants avaient érigé dans le système-monde au moyen de la géoculture libérale d'après-guerre. Deux éléments y concouraient. L'expansion phénoménale de l'économie-monde avait atteint ses limites et nous allions entrer dans la phase B de notre actuel cycle de Kondratieff. D'autre part, au plan politique, on était parvenu à un sommet des efforts antisystémiques mondiaux : le Viêt Nam, Cuba, le communisme à visage humain en Tchécoslovaquie, le mouvement du Black Power aux États-Unis, les débuts de la Révolution culturelle en Chine, et tant d'autres mouvements que les années 1950 n'avaient pas prévu. Le point culminant fut atteint en 1968, avec les événements révolutionnaires qui secouèrent de nombreux pays et n'engagèrent pas exclusivement les étudiants.

Nous vivons, depuis, les conséquences de la rupture historique engendrée par cette seconde révolution mondiale ; une rupture qui, sur les stratégies politiques, eut un impact aussi grand que la révolution mondiale de 1848. Il est clair que, sur le coup, les révolutionnaires ont échoué. Les nombreux et spectaculaires incendies qui prirent, trois ans durant, partout dans le monde, finirent par s'éteindre, aboutissant à l'éclosion d'une multitude de petites sectes à tendance maoïste, qui rendirent l'âme rapidement.

Cependant, 1968 laissa deux victimes blessées et agonisantes : l'idéologie libérale et les mouvements de la vieille gauche. Pour

l'idéologie libérale, le coup le plus dur fut de perdre son rôle d'unique idéologie imaginable de la modernité rationnelle. Entre 1789 et 1848, le libéralisme existait déjà, mais comme une idéologie possible, prise entre un conservatisme dur et un radicalisme naissant. Entre 1848 et 1968, comme je l'ai affirmé plus haut, le libéralisme devint la géoculture du système-monde capitaliste. Les conservateurs et les socialistes (ou radicaux) devinrent des avatars du libéralisme. Mais, après 1968, ils revinrent à leur position de 1848, démentant la validité morale universelle du libéralisme. Compromise avec ce dernier, la vieille gauche fit de vaillants efforts pour changer de peau et revêtir un vernis de nouvelle gauche. En réalité, elle n'y parvint pas. Elle réussit seulement à corrompre les petits mouvements de la nouvelle gauche, incapables de la subvertir et voués inévitablement à suivre son déclin.

Au même moment, nous subissions les aléas d'une phase B du cycle de Kondratieff. Il n'est pas nécessaire d'en retracer les étapes de façon détaillée. J'évoquerai simplement deux moments importants. En 1973, l'OPEP décréta la hausse des prix du pétrole. Ce fut un gain de revenus pour les pays producteurs, y compris le Mexique, le Venezuela, l'Équateur et divers autres pays d'Amérique latine. Ce fut une aubaine pour les sociétés pétrolières transnationales ainsi que pour les banques où furent déposés les réserves d'avoires. Pendant un certain temps, cela aida les États-Unis, moins dépendants des importations de brut, dans la compétition avec l'Europe occidentale et le Japon. Ce fut un désastre pour tous les pays du Tiers Monde et du bloc communiste non producteurs de pétrole, dont les budgets nationaux connurent des déficits dramatiques. Enfin, cela accentua les difficultés des pays du centre qui virent diminuer davantage encore la demande globale pour leurs produits.

Quel fut le dénouement de cette crise ? Il y eut deux étapes. Premièrement, les banques transnationales, avec l'appui des



gouvernements du centre, proposèrent des prêts aux gouvernements pauvres, en situation désespérée, ainsi qu'aux pays producteurs de pétrole. Il est clair que les gouvernements pauvres acceptèrent cette planche de salut pour se maintenir face à la menace de troubles internes ; quant aux pays producteurs de pétrole, ils profitèrent de cette opportunité pour « se développer » rapidement. Du même coup, ces prêts réduisirent les problèmes économiques des pays du centre en augmentant la vente de leurs produits sur le marché mondial.

La seule petite difficulté, avec cette belle solution, était qu'il fallait rembourser les prêts. En quelques années, l'intérêt composé des dettes représenta un pourcentage énorme du budget annuel des pays endettés. Il fut impossible de contrôler ce déficit galopant des ressources nationales. La Pologne doit sa crise de 1980 à ce problème. Et, en 1982, le Mexique annonça qu'il ne pouvait plus rembourser comme précédemment.

Quelques années durant, la presse évoqua la crise de la dette, puis elle l'oublia. Cependant, pour les pays endettés, la crise continue de durer ; non seulement en tant que charge budgétaire, mais aussi comme un châtement administré par le FMI et ses exigences draconiennes. Dans tous ces pays le niveau de vie a sévèrement chuté, surtout parmi les couches pauvres qui représentent de 85 à 95 % des populations.

Les problèmes liés à la stagnation de l'économie-monde demeurèrent. S'il n'était pas possible d'en atténuer la rigueur au moyen des prêts accordés aux pays pauvres, il était indispensable de trouver de nouveaux expédients pour les années 1980. Le monde politico-financier en inventa deux. Un nouveau bailleur de fonds se présenta : les États-Unis, qui, sous Reagan, pratiquèrent une politique keynésienne occulte. Comme nous le savons, la politique de Reagan a consisté à soutenir certaines grandes entreprises américaines et à limiter la progression du chômage, au prix d'une accentuation de la polarisation interne.

Cette politique a également aidé à entretenir les revenus en Europe occidentale et au Japon. Mais, évidemment, le même problème allait de nouveau se poser. L'intérêt sur la dette commençait à peser trop lourd et il s'ensuivit une crise de l'endettement national. Les États-Unis se trouvèrent dans une situation si déconcertante que, pour qu'ils puissent jouer leur rôle de leader militaire mondial durant la guerre du Golfe, il fut nécessaire que le Japon, l'Allemagne, l'Arabie Saoudite et le Koweït payent l'essentiel des dépenses. *Sic transit gloria* !

Afin de prévenir le déclin précipité qui s'annonçait, les États-Unis recoururent à la solution FMI, s'infligeant à eux-mêmes leur propre punition. Cela donna le « contrat pour l'Amérique ». Comme dans le cas des pays pauvres, soumis aux ordonnances du FMI, les États-Unis réduisirent le niveau de vie des populations démunies, sans préjudice du maintien, voire de l'augmentation, des possibilités d'accumulation d'une minorité de la population.

Le second expédient auquel on eut recours tire son origine du fait que l'un des aspects fondamentaux des phases B du cycle de Kondratieff est la difficulté croissante de dégager d'importants bénéfices du secteur productif. Pour être plus précis, la phase B se caractérise, s'explique même, par la réduction des marges de profits. Pour un grand capitaliste, cela ne constitue pas un obstacle véritable. Si le secteur productif ne permet pas de dégager une marge de profit suffisante, l'entrepreneur se tourne vers le secteur financier et tente de tirer ses gains de la spéculation. Dans les décisions économiques des années 1980, cela s'est traduit par le contrôle brutal des grandes sociétés au moyen des fameux *junk bonds* ou titres illicites. Vu de l'extérieur, cela s'est traduit par l'endettement des grandes sociétés, avec pour effet, à court terme, un léger regain d'activité à l'échelle de l'économie-monde. Mais le combat des grandes sociétés a rencontré les mêmes limites : le remboursement des dettes.

Lorsque celui-ci se révèle impossible, l'entreprise fait faillite, à moins qu'un « FMI privé » n'intervienne, lui imposant de se restructurer, c'est-à-dire de licencier une partie de son personnel. C'est ce qui arrive très souvent aujourd'hui.

Quelles conclusions politiques les masses populaires ont-elles tirées de ces événements pathétiques, presque indécents, des années 1970-1995 ? La première est que la perspective de voir le fossé entre riches et pauvres, développés et sous-développés, se combler par des réformes graduelles n'est plus envisageable actuellement. Par conséquent, tous ceux qui n'ont cessé de prédire une telle chose ont été soit des menteurs, soit des manipulateurs. Qui étaient-ils ? Avant tout, les mouvements de la vieille gauche.

La révolution de 1968 a ébranlé la foi dans le réformisme, y compris celui qui s'affichait comme révolutionnaire. Les vingt-cinq années suivantes, qui virent la liquidation des gains économiques des années 1945 à 1975, mirent un terme aux illusions encore persistantes. Dans chaque pays, le peuple octroya un vote de non-confiance aux mouvements héritiers de la vieille gauche (mouvements populistes, mouvements de libération nationale, sociaux-démocrates, léninistes, etc.). Cette perte du soutien populaire fut dramatique pour beaucoup de gens et, parmi eux, beaucoup d'intellectuels des Amériques ; ce fut le bouleversement de toute une vie intellectuelle et spirituelle.

L'effondrement des communismes, en 1989, fut le point culminant de la révolution de 1968 ; elle signifiait la chute de ceux qui avaient toujours prétendu être les plus solides et les plus militants. Les vautours du capitalisme ont crié victoire. Mais, pour les apôtres subtils du système, cela en disait plus long. La défaite du léninisme — et c'est une défaite absolue — représente, en fait, une catastrophe pour les puissants. Elle signifie l'élimination de leur ultime et meilleur bouclier politique ; la seule garantie que les masses croient, comme à une certitude, au succès du réformisme. En conséquence de quoi, ces masses ne

sont plus disposées aujourd'hui à être aussi patientes que par le passé. La chute des communismes est un phénomène qui radicalise considérablement le système. Ce qui s'est effondré en 1989, c'est précisément l'idéologie libérale.

Ce que le libéralisme procurait aux classes dangereuses, c'était surtout l'espoir et, mieux, l'assurance d'un progrès matériel : la possibilité pour chacun d'accéder finalement à un niveau de vie confortable, de recevoir une éducation et d'occuper une position sociale honorable. Peu importait que ces promesses ne puissent être tenues dans l'instant, si elles pouvaient l'être dans un avenir prochain. L'espoir excusait les retards, à condition que certaines réformes fussent visibles, et qu'une certaine activité militante anime ceux qui espéraient. Pendant ce temps, les pauvres travaillaient, votaient et servaient sous les drapeaux. Autrement dit, ils faisaient tourner le système capitaliste.

Mais que feraient les classes dangereuses si elles devaient perdre espoir ? Cela, nous le savons, parce que nous le vivons actuellement. Elles renoncent à leur foi en l'État, non pas uniquement en un État aux mains des capitalistes, mais en toute forme d'État. Elles finissent par adopter une attitude cynique envers les politiques, les bureaucrates, mais également envers les leaders « révolutionnaires ». Elles se mettent à épouser un anti-étatisme radical — ce qui est différent que de vouloir faire disparaître les États en qui l'on ne peut avoir confiance. Cette attitude, nous pouvons désormais l'observer partout dans le monde : dans le Tiers Monde, dans le monde ex-socialiste comme dans les pays du centre ; aux États-Unis, de la même manière qu'au Mexique.

Les gens sont-ils satisfaits de cette nouvelle attitude ? Au contraire, ils en sont effrayés. Les États sont certainement oppressifs et louches, mais ils sont aussi les garants de la sécurité quotidienne. En l'absence de foi en l'État, qui peut garantir la vie en commun et la propriété personnelle ? On en revient au

système prémoderne : les individus doivent assurer eux-mêmes les conditions de leur propre sécurité ; ils doivent assumer les rôles de policier, de percepteur et de maître d'école. Mais, comme il est difficile d'assumer toutes ces tâches, ils s'en remettent à des « groupes », constitués de différentes manières, sous diverses étiquettes. Ce qui est nouveau, ce n'est pas que de tels groupes s'organisent, mais qu'ils commencent à assumer des fonctions qui, jusqu'alors, relevaient du pouvoir d'État. Du coup, les populations qui y ont recours sont de moins en moins disposées à accepter ce qu'un gouvernement leur impose pour exercer ses fonctions. Après cinq siècles de consolidation des structures étatiques, au sein d'un système interétatique lui-même en consolidation, nous vivons actuellement la première rétraction du rôle des États, mais, également et nécessairement, du rôle du système interétatique.

Ce n'est pas rien. C'est un tremblement de terre dans le système historique qui est le nôtre. Ces groupes auxquels nous nous soumettons représentent quelque chose de très différent des nations que nous avons construites au cours de ces deux derniers siècles. Leurs membres ne sont pas des « citoyens », car les frontières de ces groupes ne sont pas définies juridiquement mais de façon mythique ; elles ne sont pas faites pour intégrer mais pour exclure.

Est-ce bien, est-ce mal ? Et pour qui ? Pour les puissants, c'est un phénomène passager. Pour la droite ressuscitée, c'est l'occasion d'éradiquer l'État-providence et de permettre l'épanouissement des égoïsmes de courte durée (« après moi le déluge <sup>6</sup>»). Pour les classes dominées, c'est une épée à double tranchant. Elles ne savent plus si elles doivent lutter contre la droite, dont les propositions leur causent des dommages graves

---

6. En français dans le texte.

et immédiats, ou si elles doivent appuyer la destruction d'un État qui les a dupés.

Mon opinion est que l'effondrement de la foi populaire dans le progrès égalitaire est le coup le plus sérieux qu'aient jamais reçu les défenseurs du système actuel, mais ce n'est sûrement pas le seul. Le système-monde capitaliste se désagrège sous l'effet d'un ensemble de facteurs. On pourrait dire que cette désagrégation est surdéterminée.

Avant d'examiner brièvement quelques-uns de ces facteurs, je voudrais insister sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un problème d'évolution technologique. Certains soutiennent que le processus continu de mécanisation, dans le secteur productif, causera la perte d'un potentiel d'emplois considérable. Je ne le crois pas. Il est toujours possible d'inventer de nouvelles tâches pour la force de travail. D'autres déclarent que la révolution informatique entraînera un processus de globalisation rendant caduc le rôle des États. Je ne le crois pas non plus, parce que la globalité est un élément essentiel de l'économie-monde capitaliste depuis le xvi<sup>e</sup> siècle. Il n'y a là rien de nouveau. Si ces problèmes étaient les seuls que les capitalistes du xxi<sup>e</sup> siècle devaient affronter, je suis sûr qu'ils trouveraient le moyen de maintenir le mouvement d'accumulation incessante des capitaux. Il y a pire.

En premier lieu, il y a deux problèmes presque impossibles à résoudre pour les entrepreneurs : le dépeuplement rural du monde et la crise écologique. Ces deux phénomènes offrent de bons exemples de processus qui vont de zéro à cent pour cent et qui, lorsqu'ils approchent de l'asymptote, perdent leur vertu de mécanismes de régulation, révélant la phase ultime d'une contradiction interne.

Comment se fait-il que les campagnes du monde moderne se soient dépeuplées ? L'explication classique est que l'industrialisation nécessite l'urbanisation. Mais ce n'est pas exact. D'une part, il existe encore des industries implantées en zones

rurales ; d'autre part, au cours de l'histoire, on remarque une oscillation cyclique entre la concentration et la dispersion géographique de l'industrie mondiale. L'explication est ailleurs. À chaque cycle de récession de l'économie-monde, on remarque, en fin de période, une mobilisation accrue du prolétariat urbain contre le déclin de son pouvoir d'achat. Ainsi se crée une tension que les capitalistes doivent supporter, bien entendu. Cependant, l'organisation ouvrière s'amplifie et commence à devenir dangereuse. Parallèlement, la réorganisation du monde des entreprises atteint un seuil tel qu'une relance de l'économie-monde devient possible sur la base de nouvelles filières de production et d'échange. Un élément, cependant, fait défaut : une demande globale suffisante.

Face à cela, la solution est classique : augmenter les revenus des prolétaires, en particulier ceux des ouvriers qualifiés, et même faciliter pour certains l'entrée dans cette catégorie. Du même coup se trouvent résolus les problèmes de tension politique et de demande globale. Mais il y a une contrepartie. Le pourcentage de plus-value qui revient aux possédants a diminué. Pour compenser cette baisse relative de plus-value, il existe à nouveau une solution classique : transférer certains secteurs de l'activité économique, devenus moins rentables, vers des zones où la population rurale est plus importante. Celle-ci ne manquera pas d'être attirée vers les nouveaux espaces de production par des salaires qui représentent une augmentation sensible de son revenu domestique, quoique, sur la scène mondiale, ils ne représentent qu'un coût de travail minime. Ainsi, afin de résoudre les difficultés récurrentes aux périodes de récession, les capitalistes encouragent la déruralisation partielle du monde. Mais s'il n'y a plus de populations à déruraliser ? Aujourd'hui, nous nous approchons de cette situation. Les populations rurales, encore fortes en Europe il y a peu, ont entièrement disparu de nombreuses régions du globe et continuent, partout, de décroître.

Actuellement, elles représentent probablement moins de 50 % de la population mondiale et, d'ici vingt-cinq ans, cette proportion tombera à moins de 25 %. La conséquence est évidente : il n'y aura pas de nouvelles populations susceptibles d'être sous-payées pour contrebalancer les salaires plus élevés des secteurs antérieurement prolétarisés. Alors, le coût du travail augmentera mondialement, sans que les capitalistes puissent l'éviter.

Il se passe la même chose avec l'écologie. Pourquoi existe-t-il aujourd'hui une crise écologique ? Pour maximiser ses gains, le capitaliste dispose de deux moyens : ne pas trop payer les ouvriers et ne pas trop dépenser dans le processus de production. Comment arriver à cela ? Encore une fois, c'est évident : faire assumer par d'autres une part substantielle des coûts. On nomme cela l'« externalisation des coûts ». Il existe principalement deux méthodes pour y parvenir. La première, c'est d'attendre que l'État finance l'infrastructure nécessaire à la production et à la vente des produits. De ce point de vue, la rétraction des États représente une vive menace. Mais la seconde méthode, et la plus importante, consiste à ne pas assumer les coûts dits écologiques ; par exemple, ne pas remplacer les arbres coupés ou ne pas dépenser pour l'élimination des déchets toxiques.

Tant qu'il existait une multitude de forêts et des zones non encore exploitées, donc non polluées, le monde et les capitalistes pouvaient ignorer les conséquences de leurs actes. Mais aujourd'hui les limites de l'externalisation des coûts sont atteintes. Il n'y a plus beaucoup de forêts à exploiter et, au dire des scientifiques, les effets de la pollution terrestre, qui s'est démesurément accrue, sont lourds de conséquences. C'est pour cette raison que sont apparus les mouvements « verts ». Globalement, il n'y a que deux solutions : faire payer les coûts écologiques par les capitalistes ou augmenter les impôts. Mais cette dernière solution est peu envisageable, compte tenu de la réduction tendancielle du rôle des États. Quant à la première solution, elle implique une sérieuse réduction des marges de profits.



D'autres facteurs posent problème, non pas pour les chefs d'entreprise, mais pour les États. Tout d'abord, la polarisation socioéconomique, chaque jour plus aiguë dans le monde, va désormais de pair avec une polarisation démographique. Il est clair qu'une transformation démographique est en cours, depuis au moins deux cents ans. Pour la première fois, cette transformation touche même l'Afrique, dont le taux de croissance, depuis 1945, était le plus élevé au monde. Cependant, même si globalement les taux baissent, le fossé continue de se creuser entre le Nord, où ils sont souvent négatifs, et le Sud, où ils sont encore élevés. Si l'économie-monde vit une relance durant le premier quart du *xxi*<sup>e</sup> siècle, le fossé économique Nord-Sud ne fera que s'élargir, parce que la relance sera forcément inégale.

Le résultat est facile à imaginer. Il y aura une forte progression de l'immigration. Peu importe qu'elle soit légale ou non. Il n'y a pas de mécanismes possibles permettant de l'enrayer ou de la limiter sérieusement. Ceux qui voudront venir dans le Nord seront sélectionnés parmi les individus les plus capables et les plus déterminés du Tiers Monde. Il y aura pour eux de nombreux emplois insuffisamment payés. Naturellement, il auront à affronter un climat politique xénophobe, mais cela ne suffira pas à leur fermer les portes.

Si, au même moment, le rôle des États diminue (ce qui aurait pour effet de faciliter l'immigration), les chances d'intégration économique des immigrants diminueront également. D'un autre côté, si l'institutionnalisation d'une politique xénophobe n'arrive pas à limiter le flux des immigrants, elle réussira probablement à limiter leurs droits politiques et sociaux. Dans tous les cas, je prévois la chose suivante : les immigrants venant du Sud, et leur descendance, formeront entre 10 et 35 % de la population des pays du Nord, si ce n'est plus. Et ceci, non seulement en Amérique du Nord et en Europe occidentale, mais également au

Japon. Dans le même temps, ces 10 à 35 % d'individus, plus jeunes, plus pauvres et concentrés dans des ghettos urbains, composeront une population ouvrière sans droits civiques et sociaux. Nous reviendrons à la situation de la Grande-Bretagne et de la France durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : celle des classes dangereuses. Ainsi, deux cents ans de récupération libérale partiront en fumée et, cette fois, sans qu'il soit possible de répéter le même scénario. Je prévois que les zones de conflit social les plus intenses du XXI<sup>e</sup> siècle ne seront pas la Somalie et la Bosnie, mais la France et les États-Unis. Les structures étatiques, déjà affaiblies, survivront-elle à ce type de guerre civile ? La question se pose.

Et, comme si cela n'était pas suffisant, il y a, enfin, le problème de la démocratisation. Problème, dis-je ? Et comment ! La démocratisation n'est pas une simple question de multipartisme, de suffrage universel et d'élections libres. C'est avant tout une question de participation égalitaire aux véritables décisions politiques et d'accès pour chacun à un niveau de vie et à des prestations sociales convenables. La démocratie ne peut aller de pair avec une grande polarisation socioéconomique, ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle mondiale. Quoi qu'il en soit, on assiste, ces temps-ci, à un regain de sentiment démocratique, qui va en s'amplifiant. Par quoi cela se traduit-il ? La presse et les derniers hérauts du libéralisme déclarent que la démocratisation progresse au seul vu de l'effondrement des dictatures. Pour les pays concernés, la chute de ces régimes représente sans doute un pas vers la démocratisation. Mais, pour ma part, je suis un peu dépité devant le succès effectif de ces changements. Ce qui est plus intéressant, c'est la pression continue exercée non seulement dans le Sud, mais également, et plus fortement, dans les pays du Nord, pour augmenter les dépenses de santé, d'éducation et de subsistance en faveur des populations qui sont à la traîne du système. Or cette pression rend d'autant plus aigus les dilemmes

fiscaux des États. La vague de démocratisation sera l'ultime clou au cercueil de l'État libéral. Il suffit de voir ce qui se passe actuellement aux États-Unis.

Pour toutes ces raisons, la période qui arrive — les trente à quarante prochaines années — sera le moment de la désintégration du système historique capitaliste. Ce ne sera pas un moment agréable à vivre. Ce sera une période noire, forte d'insécurités personnelles, de doutes sur le futur et de haines perverses. Ce sera, en même temps, une période de transition massive vers quelque chose d'autre : un système (ou des systèmes) nouveau(x). En écoutant cela, vous devez sans doute vous demander pourquoi j'ai prétendu vous apporter un message d'espoir.

Nous nous trouvons dans une situation de bifurcation très classique. Les perturbations augmentent dans toutes les directions. Elles semblent hors de tout contrôle. Tout paraît chaotique. Nous ne pouvons pas, nul ne peut, prévoir ce qui va en résulter. Mais il n'est pas dans mon intention de dire que nous ne pouvons pas avoir d'influence sur le type d'ordre qui sera finalement construit. Tout au contraire. Dans une situation de bifurcation systémique, la moindre action peut avoir d'énormes conséquences. Le tout se construit à partir de choses infimes. Les puissants de ce monde le savent bien. Ils préparent, de différentes manières, la construction d'un monde postcapitaliste ; une nouvelle forme de système historique inégalitaire, qui leur permettra de conserver leurs privilèges. Le défi pour nous, sociologues et autres intellectuels, et pour toute personne à la recherche d'un système démocratique et égalitaire (les deux adjectifs sont synonymes), c'est de nous montrer aussi imaginatifs que les puissants, aussi audacieux qu'eux ; à la différence que nous devons vivre nos croyances dans un esprit de démocratie et d'égalitarisme ; ce que ne faisaient jamais, ou presque, les mouvements de la vieille gauche. Comment y

parvenir ? C'est ce dont nous devons discuter aujourd'hui, demain et après-demain. Cela est possible, bien qu'aucune certitude ne s'offrent à nous. L'histoire ne nous garantit rien. Le seul progrès qui existe, c'est celui pour lequel nous luttons avec, souvenons-nous en, de grandes chances de perdre. *Hic Rhodus, hic salta*. L'espoir réside, maintenant comme toujours, dans notre intelligence et notre volonté collective.

Traduit de l'espagnol par Martine Mouton & Jacques Vialle

## Les slogans de pierre

**L**ind était invité à dîner par la directrice de l'unique lycée de la petite ville du Midi. La maîtresse de maison l'interrogea tout à coup :

— Est-ce vrai qu'en Albanie, en plus des bunkers, les montagnes et les collines sont couvertes de slogans politiques construits à l'aide de pierres et de cailloux ? « Ah, même ici ! », pensa Lind.

— Oui, c'est vrai, dit-il après une pause, d'ailleurs je me demandais, madame, comment est-il possible qu'en France vous laissiez nues toutes ces montagnes et ces collines ?

La directrice éclata de rire.

— C'est très exotique, vraiment !

— Qu'y a-t-il d'« exotique » ? poursuivit Lind tranquillement.

— Mais... mais qui les fabrique ?

— Le peuple, madame, le peuple, en toute liberté et spontanément. Moi, par exemple, avec mes élèves. Une fois, une fois seulement, j'ai mal réalisé mon ouvrage et je n'ai eu pour cela

qu'une petite condamnation : seulement six mois de travaux forcés ! Depuis, le sentiment de persécution ne m'a pas quitté.

Avec un demi-sourire mais ne voulant pas perturber un dîner français digne de ce nom, la maîtresse de maison hésita à demander si elle devait prendre cela au sérieux. Lind, de son côté, se mit à jouer avec les reflets des flammes de la cheminée qui apparaissaient sur le cristal de son verre de vin, tout en songeant à cette façon si douce qu'ont les français d'avancer la lèvre inférieure en parlant.

Le lendemain, dans la voiture de la directrice du lycée, il regardait défiler les plaines et les douces collines du paysage méridional, se surprenant à penser : « Dommage, quel pays idéal pour les slogans ! »

Il plongea alors dans des souvenirs vieux de quinze ans, à l'époque où il avait été chargé de composer son premier slogan. Une fois ses études supérieures terminées, il avait été nommé enseignant dans un village assez reculé du Nord. Son père l'avait accompagné en silence jusqu'à la gare et, au moment des adieux, lui avait dit : « Travaille bien et sois prudent ».

Lind avait rejoint le village en pleine nuit. L'école était toute petite et comprenait dix enseignants, dont six venaient de la ville voisine. Dès les premiers jours, le plus ancien des maîtres de l'école, Pashk, s'était proposé de lui enseigner « l'art de vivre et de travailler pour être vu d'un bon œil ».

Pashk avait commencé par l'informer en détail sur le fonctionnement des autorités du village. Au sommet de la hiérarchie, on trouvait le secrétaire du Parti, maître Bega ; venait ensuite le chef de la coopérative agricole. Quant au directeur de l'école, on avait l'habitude de dire à son égard : « Ce n'est pas un mauvais homme. Pour ainsi dire, il est docile. Il bat les élèves jusqu'à n'en plus pouvoir mais c'est si rare qu'on a du mal à s'en souvenir. Tâche de lui faire une bonne impression, car au bout du compte tout dépend de lui. Enfin, tout, c'est-à-dire ton horaire et ton slogan. C'est lui qui décide ».

— Quel slogan ? l'avait interrompu Lind, intrigué.

— Le slogan de pierre, dont répondent chaque enseignant et la classe dont il est responsable.

— Ah, oui, fit Lind.

L'air ahuri de Lind obligea Pashk à donner des détails qu'il n'aurait jamais cru être ignorés de quelqu'un.

— Un slogan doit être maintenu en bon état, et pour cela il faut s'en occuper d'une manière systématique. Il est impensable de le négliger ou de l'abandonner, sans quoi il se détériore. Il faut aller le contrôler au moins une fois par semaine... je dis une fois par semaine parce que la première pluie emporte avec elle tout le charme du slogan, creuse des sillons autour des lettres, les couvre de taches de boue et salit le bel éclat des pierres à peine blanchies à la chaux. Sans parler du bétail qui se fiche éperdument de l'endroit où il passe. Et puis il y a aussi tous ces dégâts prémédités...

— Par qui ?

— Par qui d'autre que l'ennemi de classe, l'opposant aux messages des slogans ? précisa Pashk. Celui qui en un clin d'œil abîme volontairement une ou deux lettres, pour recomposer des mots étranges et pas toujours agréables à lire. Tu sais ce qui nous est arrivé l'année dernière ?

— Non, je l'ignore, fit Lind abasourdi.

— En effet, comment pourrais-tu le savoir ? Il a fallu plus de six mois pour découvrir toute la vérité sur le slogan abîmé de maître Bafti. C'était le pasteur de la coopérative, originaire d'une des familles les plus mal vues du village en raison de son passé politique, qui incitait les moutons à piétiner le slogan de Bafti — les yeux de Pashk s'illuminaient tels ceux du détective. Pauvre Bafti, il allait tous les jours s'occuper de son slogan et revenait en se plaignant : « Quelle malchance ! Mais qu'est-ce qu'ils ont contre mon slogan ? » sans se douter le moins du monde que les mots de son slogan, « LE PIRE ENNEMI EST CELUI QU'ON OUBLIE », étaient justement les responsables et incitaient les pauvres

moutons à faire des ravages. En fait, Bafti avait demandé plusieurs fois au directeur de changer de slogan, « ne serait-ce que pour conjurer le sort », mais le directeur n'avait pas accepté. Enfin, Bafti s'était mis lui-même à douter de la culpabilité des moutons. D'autant plus que ceux-ci n'ont pas le courage des chèvres pour se hasarder sur un terrain escarpé comme celui où reposait le slogan. Ses doutes se confirmèrent : il y avait d'autres causes que la simple malchance. L'alarme donnée, tout le monde fut sur le pied de guerre pour prendre les pauvres bêtes en flagrant délit. Imagine que ce ne fut pas simple : tous ces gens cachés dans les arbustes pendant des heures, à attendre l'arrivée des moutons précédés du pasteur qui jetait des poignées de sel — tu sais que les moutons en raffolent — sur le mot « ennemi », que les moutons se hâtaient de lécher. La métaphore de l'« ennemi » était très sophistiquée. Le coupable fut démasqué publiquement et arrêté pour avoir exercé une activité hostile. Jusqu'au dernier moment, le pasteur prétendit qu'il était innocent et, entre autres bêtises, que les moutons étaient dépourvus de conscience. Peu après, le directeur permit à Bafti de changer l'emplacement ainsi que le contenu de son slogan. Le nouveau était du genre « GLOIRE À... » ou « VIVE... », qui sont toujours très actuels.

Après une minute de réflexion, Pashk dit :

— Comme par exemple « GLOIRE AU PARTI » ou « VIVE LE MARXISME-LÉNINISME », etc. Que veux-tu que je te dise d'autre ? reprit Pashk, pensif. Bref — et Pashk baissa un peu la voix —, on s'en fiche bien du contenu, seul le nombre de lettres compte. D'ailleurs, chacun se met instinctivement à en faire le décompte, dès l'annonce du nouveau slogan.

Et ce fut justement par ces mots que Pashk acheva ses explications à propos de la nouvelle carrière de Lind.

Deux jours plus tard, ayant attribué à Lind sa classe, ses horaires et ayant ajouté quelques recommandations, le directeur lui attribua son slogan. Il réfléchit un instant : « Puisque tu es nouveau, j'ai pensé pour toi à un endroit qui n'est pas très



éloigné de l'école, mais pour ce qui est des slogans... » et il se mit à feuilleter son carnet rouge.

— Tu peux choisir. Il me reste encore « LE PARTI EST LA POINTE DE L'ÉPÉE DE LA CLASSE OUVRIÈRE » et... « LE CHROME ROMPT LA BARRICADE ».

Lind, déjà bien au courant de ces choses, dit timidement : « Je vais prendre celui avec du chrome. »

— D'accord, fit le directeur. Auparavant cet endroit appartenait à Frrok, mais parce qu'il était au seuil de la retraite il avait négligé son slogan, tu comprends, avec l'âge... Bon, vas-y, et courage !

Le lendemain, après la classe, Lind et ses élèves mirent une bonne demi-heure pour arriver sur place. Il est vrai que le terrain était bien nivelé, mais le slogan n'était plus que ruine. Heureusement, il y avait assez de place sur le terrain pour un nouveau slogan. Au début, tout se passa bien, mais les choses se compliquèrent au moment de la distribution des lettres. Ce fut une véritable bagarre entre les élèves. Suivant leur propre code alphabétique fondé sur le calcul du nombre des pierres nécessaires pour construire une lettre, ils se disputaient celle qui demandait l'effort minimal. Ainsi, au début, on se querella pour un « I », qui n'apparaissait qu'une seule fois dans le slogan, puis pour un « L », et ainsi de suite. Abasourdi par le vacarme, mais avec l'intention de faire une distribution honnête et juste, Lind voulut savoir comment s'en sortait maître Frrok.

— Oh, il changeait très souvent de méthode. D'abord il suivait l'ordre des noms selon le registre. Ensuite il donnait aux filles les plus faciles. Quant aux malades, ils mettaient les points sur les « I », ou bien les virgules, répondit le chœur des enfants.

— Quand même, ce n'est pas que maître Frrok n'avait pas ses favoris, se hasarda une petite voix.

— D'accord, pour cette fois on va continuer ainsi, puisqu'on a commencé, d'ailleurs je vais moi-même m'en attribuer une, dit Lind enthousiaste.

C'est ainsi que le travail s'organisa. Sautant de pierre en arbuste, ils ressemblaient à des écureuils affairés. Travail faisant,

Lind surprit ces mots : « C'est dommage, il a l'air d'un bon maître. Il faut travailler bien. » Mais il ne parvint pas à comprendre la raison pour laquelle on le plaignait.

À la fin de la journée, les élèves estimèrent eux-mêmes qu'ils avaient bien travaillé. Fatigués mais satisfaits, ils s'éloignèrent les uns après les autres dans des directions différentes, sacs et outils pendus à l'épaule, un « Bon appétit, maître ! » aux lèvres.

En les voyant partir ainsi, mal vêtus et affamés, mais tout de même contents, une douce nostalgie l'envahit. Il était sûr qu'aucun d'entre eux ne connaissait le contenu du slogan, et encore moins son sens. Épuisé, Lind gagna sa chambre lentement, mais plein de cette sensation de paix intérieure qu'on ressent après avoir accompli sa tâche. Il sombra aussitôt dans un profond sommeil.

À son réveil, il rencontra les autres enseignants qui, comme engagés dans une muette conspiration, ne lui parlèrent pas du slogan. Les jours suivants, il observa ses collègues partir systématiquement, les uns après les autres, la veste jetée sur une épaule, le mégot au coin des lèvres, avec un authentique air pastoral et disant : « Je vais un peu passer au slogan ». Il lui sembla évident que ce détour était devenu une espèce de passe-temps. « En fin de compte, se dit-il, que pourrait-on faire sans les slogans dans ce coin perdu ? » Peu à peu, le fait de s'y rendre au moins une fois par semaine devint pour lui aussi une routine. Il ramassait des feuilles mortes, effaçait les traces de boue laissées par la dernière pluie, corrigeait soigneusement quelques déformations et se réservait parfois une pause pour saluer les paysans qui revenaient du travail.

Changer de slogan n'était pas très fréquent et, de toute façon, c'était le comité du Parti qui en décidait, à partir de critères assez rigoureux. On disait que dans la distribution des slogans toute une série de facteurs intervenait : la composition politique du district, de la région ou de la zone, le pourcentage des koulaks, des exilés, des ex-prisonniers politiques ou de droit commun, le nombre de communistes, le développement

économique, le rendement des moissons, les traditions historiques et culturelles de la région, ou bien la situation spécifique de la zone. On racontait même qu'une liaison entre le directeur d'une école et une enseignante à la biographie un peu douteuse avait provoqué dans la région un changement soudain de slogans : le « VIVE L'INTERNATIONALISME PROLÉTAIRE » fut remplacé par « DE LA VIGILANCE, DE LA VIGILANCE, TOUJOURS DE LA VIGILANCE », tandis qu'apparut « IL FAUT TENIR EN HAUTE CONSIDÉRATION LA MORALE PROLÉTAIRE ».

De la même manière, les événements politiques comme le congrès du Parti, les plénum du comité central, la rupture avec les pays amis ou la sortie du traité de Varsovie amenaient avec eux d'inévitables modifications du contenu des slogans.

Au bout de cinq mois, Lind, comme d'ailleurs la majeure partie des enseignants, reçut un nouveau slogan. D'habitude, l'attribution du slogan faisait partie du dernier point à l'ordre du jour, mais les enseignants savaient deviner si une nouvelle distribution allait avoir lieu. Et voici comment.

La veille, Béga, le secrétaire du Parti, était convoqué au comité du Parti et affichait à son retour un air sérieux et discret, extrêmement conscient de la gravité de la situation politique. Il n'ignorait pas la curiosité qui dévorait alors les enseignants, mais se limitait pourtant à une distribution magnanime de sourires figés et réservés à quelques privilégiés. Ces jours-là on était plein d'attention à son égard et, au café, les tournées pleuvaient de toutes parts et suscitaient l'envie de chacun. Cette fois-ci, le directeur justifia la distribution des nouveaux slogans par la visite prochaine d'un membre du Bureau politique dans une des villes du Nord. Son trajet devait obligatoirement passer à travers le village.

La situation de la distribution était décisive : le respect, aussi bien que l'antipathie des dirigeants envers les enseignants s'exprimaient alors ouvertement. Aussi chaque visage portait-il l'empreinte perceptible de l'émotion et de l'impatience. Lentement et d'une voix calme, le directeur commençait par

prononcer le nom de la personne puis le contenu du slogan qui lui était attribué. Dans le profond silence de la classe, des rumeurs d'anxiété se mêlaient, de temps en temps, à des soupirs de soulagement. Mais l'incident survint lorsque le directeur désigna Diana, l'enseignante de mathématiques, à cause de laquelle il avait, paraît-il, eu une grande déception amoureuse. Le directeur l'accabla du plus long slogan : « GAGNONS LES COLLINES ET LES MONTAGNES POUR LES RENDRE AUSSI FERTILES QUE LES PLAINES ».

Malgré l'effort extrême de Diana pour garder son sang-froid, le coin de sa bouche se mit à trembler et elle s'exclama :

— Je le savais, je le savais depuis le début !

— Qu'est-ce que vous saviez depuis le début ? demanda le directeur, impassible.

— Mais enfin, camarade directeur, jusqu'à quand allez-vous vous comporter de la sorte avec moi ? Ce n'est pas juste d'exprimer ses rancunes personnelles à travers un slogan !

Diana hoquetait de colère. Le conseil pédagogique se figea sur place. Personne n'osait intervenir. Le directeur reprit la parole, calmement, comme si de rien n'était.

— Vraiment, je n'arrive pas à comprendre où tu vois de la rancune de ma part, où plutôt admets que tu as quelque chose contre le slogan, continua-t-il, non sans une certaine astuce. Ce sont les paroles mêmes du camarade Enver Hoxha au VII<sup>e</sup> Congrès du Parti.

L'effet fut foudroyant.

Sans pour autant dissimuler son animosité, Diana s'arrêta net. Des regards de pitié lancés par tous les enseignants se concentraient furtivement sur elle. Erzen, l'un des plus timides de toute la collectivité pédagogique, les mains et la voix tremblante, rompit le silence, espérant calmer un peu la situation :

— Camarade directeur, je vous propose d'échanger mon slogan, « AVANÇONS AVEC LES RYTHMES DU TEMPS », contre celui de Diana. Le directeur ne céda pas :

— Il n'en est pas question, on ne va pas passer toute la journée à

satisfaire les caprices de chacun. Les slogans symbolisent une tâche politique, et si quelqu'un a quelque chose contre eux, alors là c'est une autre paire de manches, conclut-il.

En sortant de la réunion, Erzen soufflait à l'oreille de Diana : « Ne t'en fais pas, que veux-tu, il est fait comme ça, mais au fond il n'est pas mauvais. Je t'aiderai moi, on va le finir ensemble. Ou bien je le ferai moi-même. Ça ne me coûtera que deux week-ends et c'est tout ». Mais Diana était tellement sous le choc qu'elle n'écoutait même pas.

« Assez charmante, quand elle est en colère », se dit Lind. Cette fois il était tombé sur un slogan particulièrement long « PLUS FORTE EST LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT, PLUS FORTE EST LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE », mais il ne s'inquiéta pas pour autant, car il avait désormais l'habitude. D'ailleurs on l'avait même félicité pour son travail. « Bravo et continue comme ça », lui avait dit le directeur.

Deux années de travail s'écoulèrent au rythme des slogans, monotones. Lorsqu'il ne rentrait pas chez lui le week-end, le seul moyen pour ne pas mourir d'ennui était d'aller au slogan. « Mon Dieu, songeait-il souvent en nettoyant et en caressant doucement les pierres, que pourrait-on faire sans lui dans ce coin perdu ? »

La monotonie quotidienne fut rompue par une question posée à Llesh, ancien enseignant d'une petite école à classes collectives, annexe de celle du centre. En général, le directeur devait en faire l'inspection deux fois par an, mais parce qu'elle était très éloignée, à deux heures du centre de la coopérative, il y allait de plus en plus rarement. L'incident se déclara au cours de la dernière inspection, quand le directeur découvrit « LE VIÊT NAM VA VAINCRE » caché au fond d'une vallée. Il en fut stupéfait. Il y avait quinze ans que le Viêt Nam avait gagné sa liberté. De plus, le slogan était conservé en parfait état. Les empreintes laissaient deviner qu'on l'avait récemment passé à la chaux. Sur le coup, terriblement surpris, le directeur ne sut que faire. Llesh était son ami, et même son partenaire aux échecs lors de ses inspections. Il passait pour l'un des maîtres les plus dévoués et n'avait pas

l'habitude de plaisanter. Le directeur ne s'arrêta pas. Qui sait si un jour on ne l'accuserait pas de ne pas avoir agi en conséquence ? À la première réunion du collectif, il présenta le problème du slogan de Llesh au dernier point du programme. Ce jour-là, Llesh était arrivé avec deux heures d'avance. Il était touchant de le voir aussi pâle qu'un mort, éteignant ses cigarettes les unes après les autres, feignant d'être tranquille et aimable avec tout le monde. La réunion avançait, rythmée par les coups de pied incontrôlés que donnait Llesh à son banc pendant qu'il attendait son tour. Évidemment, il passait des moments assez terribles. Il était habitué à ne recevoir que des compliments, des opinions positives sur son travail. Mais cette fois-ci, c'était différent. Le directeur traita son problème de façon claire et laconique. Sans doute souhaitait-il ne pas trop insister sur ce point. Après un résumé de la situation, il s'adressa à Llesh : « Alors, Llesh, explique-nous comment ça s'est passé. »

Il y eut un long silence. Llesh se leva péniblement, cherchant dans ses poches. Tous les yeux suivaient ses mouvements. Enfin, il sortit un papier chiffonné. Tout était clair, Llesh avait préparé son autocritique par écrit. Son regard fouillait la feuille, mais il ne parvenait pas à desserrer les dents. Hébété, il ne se rendait même pas compte qu'elle était tournée à l'envers. Erzen, à ses côtés, lui murmura : « Llesh, fais attention, tourne la feuille comme il faut ».

— Aha, soupira Llesh soulagé. Merci beaucoup, Erzen, lui dit-il plein de gratitude, enveloppant d'un regard tout le collectif. « Comme ça », commença-t-il solennellement, « Camarades », mais il ne put poursuivre.

— Mais non, Llesh, mais non, lui dit le directeur, on n'a pas besoin de grands discours. Raconte plutôt comment ça se fait que le slogan soit encore là, c'est tout.

Lind eut pitié de Llesh. On voyait bien qu'il avait passé beaucoup de temps à se préparer ; d'ailleurs, sous ses yeux, les cernes en témoignaient. Face à l'impatience du public qui voulait en finir au plus vite — il était déjà tard —, Llesh relata

précipitamment son histoire, dans la confusion la plus totale, « brièvement », comme cela lui avait été demandé.

Quinze ans auparavant, un secrétaire du Parti un peu zélé avait insisté pour qu'on écrive des slogans partout, même dans les villages les plus reculés : « Partout où on peut, avait-il dit, là où ça se voit et même où ça ne se voit pas ». Llesh avait exécuté l'ordre scrupuleusement, respectant toutes les règles techniques. Naturellement, par la suite, personne ne lui avait dit d'abandonner. Aussi avait-il continué de l'entretenir, après les classes, avec ses élèves, pour qu'il fût toujours en bon état.

— D'accord, mais pourquoi le Viêt Nam ? voulut savoir le maître de gymnastique. Voilà quinze ans que le Viêt Nam a gagné sa liberté.

— Mais c'est justement ce slogan qu'on m'avait donné, répondit innocemment Llesh, et je vous répète que personne ne m'avait dit de ne plus m'en occuper.

C'était clair, toute discussion était inutile, l'unique péché de Llesh était son ignorance totale de la situation internationale. Pourtant, au moment des conclusions du directeur, Llesh réagit, voulant éclaircir la question.

— Je sais que les pays capitalistes attaquent souvent le Viêt Nam.

— Bon, bon, fit le directeur, se repentant, à ce qu'il semblait, d'avoir abordé le sujet. Llesh, va vite détruire ce slogan, et finissons-en.

Mais le plus gros du danger étant passé, Llesh ne se rendait pas facilement.

— Camarades, dit-il en se levant, j'ai fait ce que j'ai pu dans ma vie. J'ai travaillé honnêtement et comme il faut, mais...

— Mais non, Llesh, ça suffit, s'il te plaît, l'interrompit le directeur, personne ne doute de ta bonne foi. L'inconvénient, c'est que ce slogan est dépassé depuis quinze ans.

— Bon, alors, répliqua Llesh en se redressant, donnez-m'en un avec, comme on dit, de l'actualité.

— Mais que veux-tu que je te donne ? dit le directeur qui commençait à perdre patience, là où tu es, au bout du monde ?

Il était vraiment énervé.

Persuadé que le directeur voulait réellement savoir quel slogan il préférerait, Llesh murmura : « Et bien, celui qui dit : “LOIN LES MAINS DU VIËT NAM” ».

L'assemblée réagit par un « oh ! » prolongé de surprise et d'impatience. Le directeur, conscient que l'affaire tournait au ridicule, se hâta de mettre fin aux discussions : « Bon, camarades, je crois qu'on a tout dit, la réunion est terminée. Bonne nuit à tous ! »

Précipitation collective vers la porte. Llesh sortit le dernier, affligé, il alluma une cigarette, tira une ou deux fois sur celle-ci et se dit : « Pas de chance ».

On raconta ensuite que sa femme, ayant appris la chose, s'était exclamé : « Quel dommage, il a soigné ce slogan mieux que ses enfants ! ».

Moins d'une semaine après cette réunion, le directeur, accompagné de Béga, convoqua Lind et dit, en lui tapant sur l'épaule : « Lind, cette fois j'ai quelque chose de spécial pour toi. Tu connais le chemin qui serpente la colline ? De là, le mur hideux du dépôt est tout nu et désagréable à l'œil. Alors comme ça, avec Béga, on a pensé à un grand slogan peint à l'huile rouge — Béga approuvait par des signes de tête. Les élèves ne savent pas comment s'y prendre, c'est pourquoi tu dois t'en occuper seul. Tu auras tout ce qu'il te faut : l'échelle, les brosses, la peinture à l'huile. Le slogan est : « VIVE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT ».

Lind accepta en silence.

Le dépôt était une misérable vieille construction grise, couverte de poussière, faite de grosses pierres anguleuses. Ce week-end-là, il n'alla pas chez lui, consacrant exclusivement le samedi à la prise des mesures pour pouvoir travailler tout le dimanche. Faute de peinture à l'huile, il avait dû se contenter d'antirouille. C'était vraiment très dur. Il n'avait pas prévu tant de difficultés. L'antirouille ne lui obéissait pas, se perdant dans les trous et coulant parfois sur les surfaces lisses, composant



ainsi d'horribles lettres, boiteuses et infirmes. Des morceaux de crépi tombaient à chaque coup de brosse. Lind travailla deux jours de suite avec acharnement.

— Bravo à tes mains, maître Lind ! lançaient les paysans qui passaient en le saluant.

— Merci, répondait-il gentiment, du haut de son échelle, tout couvert de poussière et d'antirouille.

À la tombée de la nuit, le travail achevé, il n'en fut pas satisfait. Sur la colline, c'était autre chose, le terrain était lisse. Mais le mur du dépôt, lui, était capricieux et l'on n'y pouvait rien. Il quitta son travail assez tard, et fort mécontent. Ce en quoi, il avait bien raison. Deux jours plus tard, il fut convoqué par le directeur et Bega. Lind pressentit quelque malheur.

— Qu'est-ce que ce travail si mal fichu, Lind ? Voilà tout un cercle de personnes qui s'en sont alarmé », éclata le directeur. Quand il se trouvait en situation difficile, il abandonnait, disait-on, jusqu'à ses favoris.

— Pourquoi ? réussit à prononcer Lind à mi voix.

— Comment pourquoi ? » Le directeur ne savait que faire pour donner à Bega l'impression qu'il était furieux. « Tu t'es servi de tes mains ou de tes pieds pour écrire ce slogan ? »

Le directeur regardait Bega du coin de l'œil, comme s'il voulait lui dire : « Qu'est-ce que tu en dis, on passe cette fois encore la chose sous silence ? » Mais le visage de Bega restait impassible. Apparemment, la situation était grave.

Lind s'efforça de deviner ce qui s'était passé, mais en vain. On le lui fit savoir plus tard. Le secrétaire du Parti de la région qui s'occupait de la propagande était venu inspecter la zone. Après le contrôle de tous les slogans de pierre, il avait aperçu, par hasard, le slogan sur le dépôt. S'en étant approché, il s'était figé pendant cinq minutes devant le slogan, le contemplant en silence. Puis il avait demandé à Bega :

— Qui a écrit cela ?

— Lind, camarade secrétaire, celui des sciences naturelles, venu de la capitale, avait répondu Bega, serviable.

Sans un mot, le secrétaire s'était dirigé vers les bureaux de la coopérative. Tous ceux qui l'escortaient pensaient que l'incident était clos. Mais, à l'entrée des bureaux de la coopérative, il se retourna vers le groupe et, après un silence pesant, dit seulement : « Ce slogan est écrit sans la passion voulue ». Le message était tout à fait clair.

Deux jours plus tard, Lind fut appelé par l'organisation du Parti. Ce fut pour lui deux jours de parfaite solitude. Ses collègues lui parlaient à peine tandis que Bega ne le jugeait plus digne du moindre regard.

Une fois la réunion commencée, la première accusation fut lancée par Bega qui s'efforça de la formuler du point de vue des principes et de l'analyse. Il commença ainsi :

— Camarade Lind, l'organisation du Parti voudrait bien savoir quels sont les vrais motifs qui t'ont poussé, ou plutôt, inspiré à écrire, ou plus précisément, à gâcher de la sorte le slogan « VIVE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT » ? Ou, plus concrètement, je voudrais que tu nous révèles ici ce qui t'a incité à agir de la sorte ?

L'atmosphère était pesante. Les seuls arguments que Lind pouvait présenter à l'assemblée étaient la mauvaise qualité de la pierre, le mur du dépôt plein de fentes, le crépi qui était vieux...

— Je t'en prie, je t'en prie, l'interrompit Bega, si tu continues comme ça avec les crépis et les murs, on n'en finira jamais.

— Mais alors, à qui la faute d'après toi, camarade Bega ? demanda Lind naïvement.

— Je pourrais te le dire, mais il vaudrait mieux que tu t'expliques toi-même. Écoute, camarade, l'organisation n'a pas de temps à perdre avec de telles banalités. Je croyais que tu serais sincère avec elle et que tu ferais une bonne autocritique de principe. Mais, à ce qu'il semble, rien de tout cela ne va se produire... Dans ce cas — Bega s'éclaircit la voix pour continuer d'un ton plus haut —, camarades, il serait peu de dire que ce slogan a été fait sans passion par Lind. Ce qui sous-entend qu'il n'aime pas la dictature du prolétariat, et que le problème est donc plus profond.

Après une longue analyse de la lutte des classes selon les enseignements classiques du marxisme-léninisme et plus particulièrement selon ceux du camarade Enver Hoxha, il poursuivit : « Il faut bien chercher les racines dans son passé, son cercle familial, son oncle suicidé, son cousin déporté, tandis que celui-ci... Vous vous rendez compte, camarades communistes, de quels stratagèmes se sert l'ennemi. Oui, oui, l'ennemi de classe ! Regardez bien comment il essaie de se camoufler aux yeux du Parti qui lui a tendu la main pour le tirer de la boue où il s'était enfoncé, et comment il l'a refusée ! »

Lind ne comprenait plus ce qui se passait. Il n'était conscient que d'une chose : il était question de sa vie et de son sort.

— Pas si vite, camarade Bega, l'interrompt l'un des plus anciens communistes de l'organisation, connu pour son impartialité, n'exagérons pas. Je ne nie pas que cet enseignant soit coupable, mais de là à l'accuser d'être un ennemi de classe ! C'est pourquoi je vous demande de considérer la question avec plus de bienveillance.

Lind était incapable de suivre le cours des discussions. À la fin de la réunion, après qu'on l'eut fait sortir de la salle pour que l'organisation du Parti pût prendre sa décision, Bega vint lui annoncer d'une voix froide et laconique :

— Pour cette fois, l'organisation du Parti a décidé de t'aider en ne t'imposant que six mois de travail de correction dans la brigade.

— Merci, fit Lind poliment.

Après ces six mois de labeur, Lind reprit son ancien poste à l'école. Le directeur l'accueillit bien, comme si rien ne s'était passé. Après lui avoir donné un nouveau slogan, il ajouta :

— J'ai failli oublier, à propos du slogan, ces derniers temps, quelques enseignants zélés ont commencé à utiliser des briques blanches au lieu des pierres. Bien entendu, cela offre beaucoup d'avantages esthétiques. Mais ce fut considéré avec raison par le comité du Parti comme une mauvaise pratique. D'abord parce que les élèves volaient chaque jour les briques des bâtiments en

construction et venaient à l'école leur cartable dans une main et un sac de briques dans l'autre. Mais surtout parce que le slogan perdait de sa spontanéité et de son originalité. Tu sais, le peuple exprime ses libres opinions par de tels slogans, faits de tout et de rien, et suivant les circonstances...

— D'accord, camarade directeur, répondit Lind, j'y ferai attention.

Une fois dehors, il se mit à calculer le nombre de lettres de son nouveau slogan.

YLLJET ALICKA

Traduit de l'albanais par Donina Paco  
Texte français revu par B. Vincent & I. Dessommes

# Je reste sur ce versant. Journal

## QU'IL BRÛLE

ce feu fragile au milieu de la neige ! Une cloche sonne : midi. Nous sommes toujours au centre des appétits. L'estomac rongé par le vinaigre des salades. Entre les doigts une aiguille, une tache rouge sur l'étendue...

## PAS À PAS

tu ratures la ville. Ville ! Les mots ne sont pas fidèles. L'osier se débarbouille aux visages. La poésie s'allonge dans le vert fuseau solaire, sur l'écorce raide des labours. Mottes renversées par le tranchant du soc. La boue des visages rejoint les lèvres au silence. Pas d'autres feux qui roulent sinon cette flamme muette que l'on foule du talon. Dormir dans un champ de faïence. Dans la lumière du jour, matière dense telle ce verre où s'ébauche un mouvement. Écrire, ne rien sentir des têtes absurdes. Nuages

promenés par le vent. Ratures pour effacer les traces. La terre reste toujours fidèle. Elle nous accompagne.

JE SUIS UN FEU VIVANT,

j'abomine les restes. Quelle pitié ; quelle honte : une olive sur le bord de l'assiette ! Je m'arrache aux souvenirs à la fièvre des os.

RIEN NE COMPTE PLUS

que les phalanges coupées. Faïence aux yeux vernis, le souffle court, un monde porté à bouts de doigt... ne rien dire de cette parole. Laisser le silence donner son rythme, sa couleur (il tire vers le blanc de la neige). Fragile tellement.

INTARISSABLE

sur le sujet, l'automne pluvieux. Il y a l'eau qui bout. L'écume. Hachures des sons secs et mats. Roulements sourds des machines à huile. Olive broyée.

Je parle et tu ne m'entends pas. J'ai cessé de réfléchir, l'abîme court à côté de moi et je ne tombe pas. Funambule, j'empiète sur l'équilibre du monde. Le sable crisse sous mes pas. J'ai une pomme sous la dent. Le vent du soir affine le désir, le sang afflue aux lèvres qui parlent.

Assise dans le secret de tes cheveux, ton sourire joue avec les vitres de la salle d'étude. J'attends dans le manteau des fièvres. Je ne me retourne pas. Au risque de l'impasse et du précipice répond l'échelle ou l'escalier.

Un visage comme coulé dans la cire chaude des jambes. Rien dans la langue des feuilles. Coton tige pour les discours.

CELA VA

trop vite. Même les pensées tortueuses ne ralentissent pas le temps. L'écriture m'effraie. Tout. Le front tendu pour recevoir. Rien ne vient me rafraîchir. Il pleut pourtant.

## L'IMMENSITÉ DU CIEL

blanc. Une poche sous les eaux. Nul besoin d'accentuer l'angoisse. Elle bouscule l'escalier. Une marche pour faire baisser le pied. Descendre.

Ô te verser dans mon cœur ! Recouvrir avec du miel les duretés du sol. Je cogne sur l'impossible, cela ne s'ouvre pas.

L'hallucination devient quotidienne, la pensée ne peut avoir d'épaisseur. Il n'y a plus de place...

Mensonge - message - mésange. Une soupe d'apôtre.

## JE SUIS

attaché au bonheur. Une corde pour rompre le chemin, ficeler les images.

Ô chevelure au goût de sucre. Le voyage commence à peine. Il nous faut le courage des pierres.

## FEUILLES DÉGOUTTANTES

des saules pleureurs. Ciels aux mains trouées. Couverture en écharpe dans le vent. Casquette plombée des archives. Acide salive des estomacs. Solstice, aiguille sans cesse à contourner. Se réserver pour les torrents d'amours. Les os soudés dégorgent leur moelle.

La peau fanée du monde se tend au passage des saisons, l'eau ruisselle et dépose son vernis. Agrandir le regard nous fait ouvrir les pores. Les stores en bois alourdis de saisons grincent dans le soleil. La fenêtre bée sur l'espérance des bras nus et des robes légères. Le trottoir recueille les miroirs percés par les talons aiguilles. Au torse nu, la brume nouvelle.

## ALLER LE FRONT LÉGER

en l'absence de Dimanche contre le soleil épais des promenades. De l'or pour nettoyer la suie. Les mains aux vernis noirs et aux gestes déments. Appétits bruyants qui bousculent les lustres. Foudroiement des polices, enchantement des feux. Nous serons calmes et lisses comme de vieux enfants.

## IL FAUT

forcer l'écoute. Renouveler le bonjour. Ô ne jamais cesser de voir et d'entendre. Se perdre dans le courant des marches...

## RIEN DE CE QUI

m'est permis n'est permis au ciel. Le ciel est plombé, c'est l'heure des voitures. La solitude habille mes mensonges.

J'apprends à parler comme j'écris, avec des phrases qui s'arrêtent sans avoir fini leur course. Phrases décousues, pensées décousues.

Casser cette gangue dans laquelle je suis assis. Il me faut être debout. Assis sur la pointe d'un sein ? Cette pointe affine le désir.

J'ai des obsessions jaunes au volant des voitures... Mettre le nez dehors. Voir à quel point le monde m'échappe et tourne au bord des routes. L'horizon rouge s'éclaircit en descente. Nous sommes dans les pins. Les falaises découpent la lumière du soir. Les mots nous éclairent et nous montrent la voie. Ce n'est pas encore l'hiver.

Vacance sur le bord des chemins, herbes sèches ou bien rosées. Aire de parking balayée par les phares.

## LE BRUIT PROTÈGE LA VOIX,

on ne m'entendra pas. Regard de myope déchiqueté. Je projette sur le monde mon trouble. Cela répond...

## DANS CE PAYS

le jour est sans cesse à ouvrir... Comme un peintre fait confiance à la couleur, je ferai confiance aux mots. Je suis solide devant ce mur. Je suis sans voix et le souffle coupé. Dans le vertige du manque.

## TOUTES DIRECTIONS.

Matin dans la bouteille des sentiments. Le pays plat, il tient tout entier dans la paume d'une main. Le rouge des cerisiers remplit la coupe. Les lèvres du vent bordent les champs.



## DANS LE BROUILLARD

des rêves. Je songe à cet enfant mort, sa tête froide contre ma poitrine. Pleure ! Je pense à cette fille aux cheveux jaunes et au sourire de dents ; aux ombres qui me privent de ses bras. Balades pour se rincer les cheveux. Le dos du vent roule sur les grèves et soulève les plages.

Parler, mais de quoi ? L'essentiel est rond comme l'ennui. Crissement des pneus, ventilation des moteurs. L'absence de paroles éloigne les oreilles. L'histoire est construite sur l'histoire. Les mots s'empilent sur les mots.

Je pense encore à toi. Les couloirs du collège accueillent ton passage, les arbres de la cour se reflètent dans tes yeux.

## TRAVERSER

jour et nuit. La mystérieuse alchimie du désir s'acharne sur un visage. L'absence de réponse enracine les rêves dans un brouillard où l'eau prend la place des sentiments.

Nous hésitons parfois au seuil d'une porte à lancer notre main contre le bois. Non que le bruit nous effraie, mais cette vie que nous allons déranger n'est-ce pas aussi la nôtre ?

## LA MARCHÉ DES ESCALIERS

tourne dans le versant rouge de l'automne. Je reste sur ce versant. Les pieds fragiles titubant dans la pente. Rochers arrachés qui roulent au bas des ravins. Face au désir du pas. Dans l'horloge suspendue.

Je creuserai la neige pour retrouver le sol. Ô blancheur de la neige. Lumière enfin, ô les yeux ! Mon cœur ce soir se repose ; allongé dans le lit de pierre des maisons. La solitude me déchire le ventre.

## JE N'AI PLUS

de mémoire. Mes yeux se sont fermés sous les dalles de marbre. Une fine poussière descend sur les paupières. Partir pour égarer ses rêves. Enjamber les frontières, rejoindre le soleil.

Le bruit pâle et monotone des machines soutient le poème. Parler comme on pose des branches sur un fil. Tissage d'une toile qui découvre le monde. Le paysage se drape dans une indifférence lointaine à mes gesticulations. Le silence me bouche les oreilles..

LOURDS CAILLOUX

assoiffés des tensions sans retour. Veine bleue piquée par le froid. Le visage posté à la fenêtre est-il à la mesure du ciel ? Museau penché sur le papier, tendu vers l'orge. Orage du désir, des bras tendus, du ciel percé. Le soleil découpe les formes dans la fraîcheur de leur apparition.

La vie tremble sur les lèvres de celle que j'aime.

POSTÉ TOUJOURS DANS

la même tendresse. Le changement des saisons me fait mettre genoux à terre. Malade, je reste tendu vers le même but. Faire venir à moi cette réserve d'eau que je pressens chez l'autre. Travail de sape. Infinie patience des gestes amoureux. Une toile tissée pour cueillir le soleil d'un visage. Prisonnier de la fièvre, poumons bouffés par les cigarettes. Le lit est défait, l'humidité insolente des cabanes m'encrasse le cœur.

SAMUEL AUTEXIER

## La clé de Jérusalem

**L**e serrurier Tomo ne pardonnera jamais aux inventeurs des verrous de sécurité. Bien qu'il ait depuis longtemps dépassé l'âge auquel est mort le Christ, qu'il se soit marié et que des enfants lui soient nés, qu'il ait monté son ménage et acheté sa boutique, qu'il jouisse du respect de ses concitoyens et de la paix de l'âme, une chose est sûre : il n'a jamais réussi à apprendre correctement son métier. Ce n'est pas qu'il soit paresseux ou bête, mais il n'a jamais eu le moindre talent pour exercer ce savoir-faire que son père, le vieux Ante K., l'a obligé de choisir après avoir compris qu'il valait mieux qu'il ne lui succédât pas à la forge, les forgerons étant devenus beaucoup trop nombreux. Serrurier, c'était un beau métier, un métier de précision. Le meilleur qu'on pût exercer à cette époque dans une ville comme Fojnica, où il n'y avait ni horloger, ni mécanicien. Tomo avait fait son apprentissage chez Ilija Krupac, un brave homme à la mine toujours triste (ses yeux brillaient comme s'il pleurait constamment). Celui-ci avait très vite

compris que le gamin n'arriverait jamais à rien, tout au moins dans la serrurerie, mais il ne put se résoudre à l'avouer au père. Il se contenta de hocher la tête, de rouler de grands yeux, et il essaya d'inculquer à Tomo les rudiments de sa profession pour le moins.

Pendant des années, Tomo s'était débattu avec les poignées et les clés — ou bien les dents étaient trop écartées et la clé tournait dans le vide, ou bien elles étaient trop acérées, et la serrure était fichue au bout de trois jours. Les habitants de Fojnica savaient que Tomo était un piètre artisan et que ses serrures ne sauraient les protéger des voleurs, qui pullulaient alors dans leur ville comme dans toutes les autres. Mais ils s'en accommodaient, surtout après la mort de son maître : c'était un gars de chez eux et il ne faisait jamais payer les réparations rendues nécessaires par son mauvais travail.

Cela se passa ainsi jusqu'au moment où apparut dans les magasins de Sarajevo une petite merveille de la technique, le verrou de sécurité, que nul voleur ne saurait forcer et que tout un chacun pouvait placer lui-même sur son portail ou sur sa porte.

Ces verrous furent d'abord achetés par les gens aisés et ceux qui étaient à l'affût de la moindre nouveauté. Cependant, au bout de quelques mois, rares furent les habitants de Fojnica à se contenter encore de leurs vieilles serrures grinçantes qu'on pouvait ouvrir avec clou quand, les soirs de ribote, on avait perdu sa clé. Au fur et à mesure que Tomo remarquait sur les portes de nouvelles serrures, il cessait de saluer les chefs de famille. Bientôt il n'en salua plus qu'un, Simon Pinto, le patron du bazar. C'était un Juif très pieux qui s'était installé à Fojnica une vingtaine d'années plus tôt, après avoir traîné sa bosse dans presque toute la Bosnie pour amasser un petit pécule lui permettant d'ouvrir sa propre boutique. L'idée de changer de serrure n'effleurait pas l'esprit de Simon, nous verrons bientôt pourquoi. Comme il ne fréquentait pas les bistrots, il connaissait peu de monde, à part les femmes et les enfants qui venaient faire des emplettes dans son magasin, et rares étaient ceux qui lui prêtaient attention.

De jour en jour, le serrurier Tomo sentait grandir son affection pour le seul habitant de Fojnica qui n'avait pas placé sur sa porte cette invention du diable que nul être normalement constitué ne saurait démonter ni remonter. Simon, pour sa part, ne pouvait ne pas remarquer qu'il était le seul que saluait désormais l'artisan. Il lui était impossible d'échapper à sa sollicitude. Avec le temps, ils en vinrent à échanger deux mots, puis trois, puis dix, puis Dieu sait combien.

Un jour, Tomo et Simon étaient assis côte à côte sur le muret devant la poste.

— Comment marche le boulot, voisin ? demanda Simon, et aussitôt il s'en voulut. Sa langue avait été plus vive que sa pensée, l'amenant contre son gré à mettre son ami en mauvaise posture.

— Il y en aurait si le monde n'était pas devenu fou.

— Que veux-tu ? Moi non plus, je ne vends plus ce que les gens devraient acheter s'ils avaient quelque jugeote.

— Ils en subiront les conséquences, c'est toujours comme ça.

Simon l'interrogea du regard : il ne savait plus trop s'il devait poursuivre la conversation sur cette lancée. Dès qu'on parlait de malheurs sans préciser sur qui ils s'étaient abattus, dès qu'on évoquait le malheur en général, on en venait obligatoirement à parler de Dieu, puisque tout par principe advenait selon sa volonté. Et au cours d'un tel échange, on pouvait être tenté, fût-ce en pensées, de remettre en question l'œuvre divine. Ce qui n'était pas bien, pensait Simon, surtout devant quelqu'un qui appartenait à une autre religion et dont les propos pouvaient amener un mal pire encore.

— Le problème, ce ne sont pas tellement les autres, répondit Simon, tentant de faire dévier la conversation. Chacun a bien du mal à rester en accord avec lui-même.

— Oui, mais c'est une vérité que personne n'aime entendre, commenta Tomo en allumant une cigarette.

— Tiens, moi, depuis toujours je n'ai qu'un désir : chanter.

— Ben, chante, ça ne coûte rien.

— Je chanterais bien, mais je n'ai pas de voix. Je suis capable de reconnaître tous les beaux airs, de remarquer les couacs des meilleurs chanteurs, mais chanter, je ne saurais le faire. Les chansons ne veulent pas venir se loger dans ma voix, elles restent dans mes oreilles.

Tomo sourit, comme s'il venait d'être déchargé d'un fardeau. Il ne comprenait pas bien tous les tenants et les aboutissants des propos de son interlocuteur, mais ils lui faisaient chaud au cœur et il n'avait pas ressenti cela depuis longtemps.

— Que veux-tu, tu n'es pas fait pour chanter, comme moi je ne suis pas fait pour réparer les serrures. Mais toi, tu es commerçant, alors que moi je suis soi-disant serrurier.

— Mais est-ce que tu as seulement essayé ? lui demanda Simon d'un air grave.

— Essayé quoi ?

— De réparer ces nouvelles serrures. J'ai entendu dire qu'elles aussi se déginguaient.

— Je n'ai pas besoin d'essayer, comme il est inutile que tu entonnes un air d'opéra pour comprendre que tu es incapable de chanter même *La Mère Michel*.

Simon sourit, puis il soupira. On aurait dit qu'il venait d'entendre une vérité irréfutable. Il aurait aimé en parler pendant des heures, tantôt la confirmant, tantôt l'infirmité, comme si la destinée du genre humain en dépendait. C'est ainsi que naissent les histoires, pensa-t-il, d'une sentence juste, et c'est peut-être également ainsi que naissent les chansons.

— *Onde esta la jave ke estava in kason. Mis nonus la truserun con grande dolor. De la kasa de Espanja, de Espanja*, murmura Simon d'une voix nasale. Les yeux fermés, il se balançait d'avant en arrière et son épaule effleura celle du serrurier Tomo.

Celui-ci recula un peu. Quel courant d'air souffle dans la tête de Simon ? se demanda-t-il. Quelles sont ces paroles qui sortent de sa bouche ?

— Hé, voisin, qu'est-ce que tu fais ? s'enquit-il éberlué.

— Je chante, Tomo, je chante. Oui, c'est comme ça que je chante. Et toi, tu crois que je suis devenu fou. Imagine un peu ce que c'est pour moi qui entends cette voix depuis toujours.

— Et qu'est-ce c'est que cette chanson ?

— Un chant populaire, mon frère. Un chant bosniaque. Enfin, pas tout à fait. Je l'ai appris de mon grand-père.

— De quoi parle-t-il ?

— Il dit : Où est la clé qui était dans le coffre ? Mes ancêtres l'ont emportée dans leur grand malheur. *De la kasa de Espanja*, c'était la clé de la maison d'Espagne.

Tomo baissa le regard et contempla ses mains posées sur ses genoux.

— Tu sais quoi, Simon, change ta serrure, toi aussi. Je ne t'en voudrai pas. Ce ne sera pas comme pour les autres, qui ont agi en traîtres.

Simon Pinto regarda le serrurier d'un air surpris.

— Je ne peux pas la changer, mais ce n'est pas à cause de toi. C'est parce que où que j'aille, j'ai toujours la même serrure. Et la même clé. Il en était de même pour mes vieux. Cela fait trois siècles que cette clé ouvre et ferme notre porte.

Dans sa main droite, Simon tenait une énorme clé rouillée, longue comme un avant-bras.

— Est-ce à cause de la chanson ?

— À vrai dire, je l'ignore. Je ne sais pas si la chanson existe à cause de la clé ou si c'est l'inverse. La réponse s'est perdue.

— Si ta serrure lâche, je te la réparerai gratis, proféra Tomo, les larmes aux yeux.

Simon Pinto acquiesça d'un signe de tête, sourit doucement à Tomo et reprit :

— Un jour, cette clé m'ouvrira les portes de Jérusalem. Du moins, je l'espère. Comme j'espère qu'à Jérusalem enfin ma voix saura rejoindre la chanson.

— Quelle chanson ? Celle qui parle de la maison en Espagne ? Ou bien une nouvelle qui parlera de ta maison à Fojnica ?

— Ni l'une, ni l'autre. L'une m'attriste, et je ne veux pas penser que l'autre puisse exister. J'en ai assez de la Bosnie et de Fojnica.

— Pourquoi ? Tu n'es pas bien ici ? Qu'est-ce qui te manque ?

— À vrai dire, rien, sauf qu'une mouche s'est glissée dans ma tête, une mouche complètement folle, et je ne peux pas m'en libérer. J'ai l'impression que la Bosnie me reste coincée dans le gosier et que c'est ce qui m'empêche de chanter. Nulle part ailleurs, hormis ici, parmi ces collines que hantent les ours, on ne saurait trouver un Juif qui ne sache chanter. Je sais que mes propos sont insensés, ne m'en veuille pas, cela n'a rien à voir avec toi, ni avec les gens de Bosnie. C'est à cause de l'idée que je me fais de ce pays. Une idée fixe.

— Hé ben moi, je t'assure qu'il y a certainement à Jérusalem des gens qui ne savent pas chanter. Et je me permettrai encore de te dire que la clé que tu tiens à la main n'ouvrira aucune des portes de cette ville.

Les larmes de tristesse qui voilaient les yeux de Tomo se transformaient en larmes de colère.

— Peut-être, mais je veux quand même croire et espérer. Je deviendrais fou sans Jérusalem.

— Oui, comme moi, si je ne me retenais pas.

— Mais tu sais, Tomo, je vais te dire une chose, pour que tu ne m'en veuilles pas à cause du ressentiment que j'éprouve pour ce pays. C'est certainement un Juif qui a inventé les verrous de sécurité. De toute façon, c'est presque toujours les Juifs qui inventent tous ces trucs nouveaux. Alors, fâche-toi contre lui,



comme je me fâche contre la Bosnie. Comme ça, on sera quitte, conclut Simon en riant.

Tomo en resta éberlué comme un enfant. Il se renfrogna, puis éclata de rire.

Cet automne-là, Simon Pinto tomba malade. Pourvu que ce ne soit pas parce qu'il a pris froid sur ce muret, pensa le serrurier Tomo en contemplant la fenêtre de son compère. Il ne savait pas s'il oserait frapper et demander à Rahela des nouvelles de la santé de son ami. Il n'osa pas, et il ne revit jamais le boutiquier. Simon mourut à la Sainte-Catherine, un peu avant la première neige. Il ne verrait jamais Jérusalem, de même que Tomo ne toucherait jamais un verrou de sécurité. Rahela partit pour Sarajevo avec ses enfants, et un certain Rade Cizmas emménagea dans leur maison.

Pendant des jours entiers, Tomo traîna devant la porte, pour voir si le nouveau maître des lieux allait changer la serrure. Il le fit. Tomo s'approcha de lui alors qu'il installait le verrou et lui demanda s'il acceptait de lui vendre l'ancienne serrure avec sa clé. L'homme, après l'avoir tancé du regard, lui répondit qu'il la lui céderait pour deux dinars.

J'ai fait une bonne affaire, pensa Tomo en rentrant chez lui. Pour cette somme, je n'aurais même pas pu commander une chanson aux musiciens du bistrot.

Et il se mit à fredonner, à voix basse, rien que pour lui.

MILJENKO JERGOVIC

Traduit du serbo-croate par Mireille Robin

Miljenko Jergovic est né en 1966 à Sarajevo, où il était journaliste avant la guerre. Il vit actuellement à Zagreb. Il est l'auteur de recueils de poèmes et des recueils de nouvelles *Sarajevski Marlboro (Le Jardinier de Sarajevo)*, NIL Editions, 1995, et *Karivani*, Durieux, Zagreb, 1995, dont est extrait « La clé de Jérusalem ».